

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Rapports d'activité de la Médiateure:  
- débat d'orientation  
Réforme de l'assurance-dépendance

p. 331  
p. 340

Sommaire des séances publiques n°s 28 et 29  
Sommaire des questions parlementaires

p. 353  
p. Q92

28<sup>e</sup> séance  
29<sup>e</sup> séance

Judi 3 juillet 2014  
Mardi 8 juillet 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

## Hearing sur l'accord de libre-échange UE / États-Unis



Quelle position adopter face aux négociations sur un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne? Afin de peser le pour et le contre d'un tel partenariat, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration avait organisé le 11 juillet un hearing sur le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) à la Chambre des Députés.

Les mandataires publics et les députés luxembourgeois du Parlement européen se sont échangés avec des représentants de différentes associations, chambres professionnelles et syndicats ainsi que du mouvement Stop TAFTA Luxembourg.

M. Marc Vanheukelen, chef de cabinet du Commissaire européen au Commerce, M. Karel De Gucht, a présenté le point de vue de la Commission européenne et a exposé l'état des négociations; M. Léon Delvaux a représenté le Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le TTIP - connu également sous d'autres acronymes comme TAFTA (Transatlantic Free Trade Area), PTCI (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) ou encore GMT (Grand marché transatlantique) - est actuellement négocié entre les États-Unis d'Amérique et la Commission européenne dans le but de créer, d'ici 2015, la plus grande zone de libre-échange au monde, regroupant 820 millions de consommateurs et représentant un tiers des échanges mondiaux. Alors que les partisans du TTIP affirment que l'accord va créer de la croissance et des millions d'emplois en Europe, ses adversaires redoutent un nivellement vers le bas des normes sociales, sanitaires et environnementales ainsi que des répercussions sur les services publics. Ils critiquent également un manque de transparence dans les négociations menées par la Commission européenne et basées sur un mandat non public du Conseil européen.

En ce qui concerne la procédure de ratification d'un éventuel futur accord, la Commission



(de gauche à droite) M. Marc Vanheukelen, M. Marc Angel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Delvaux

européenne évoque le modèle de l'«accord mixte» qui impliquerait également les parlements nationaux.

En clair, la Commission européenne et le Conseil européen devraient donner leur accord en premier avant que le Parlement européen

ne ratifie le texte. Si les députés européens donnaient leur accord, le texte pourrait alors entrer en vigueur provisoirement.

Finalement, les parlements nationaux des 28 États membres devraient être consultés en dernier. Les députés luxembourgeois suivent de

près le processus des négociations. Au cours d'une heure d'actualité au mois de mars, les représentants des différents groupes parlementaires et sensibilités politiques avaient eu l'occasion d'exprimer leurs points de vue et considérations.

## Les jeunes ont pris la parole à la Chambre



Échange de vues entre parlementaires en herbe et mandataires élus

Pour connaître l'avis des jeunes sur des sujets d'actualité, les députés ont débattu à la mi-juillet avec des membres du Parlement des Jeunes. Plus d'une dizaine de résolutions, élaborées au sein des différentes commissions du Parlement des Jeunes au cours de la session en cours depuis octobre dernier, ont servi de support aux discussions menées entre parlementaires en herbe et mandataires élus.

Les résolutions traitent des sujets divers comme l'éducation, les réformes sociétales annoncées par le Gouvernement ou encore la politique étrangère. Concernant le droit de vote des étrangers, le Parlement des Jeunes s'oppose à une ouverture et met en garde contre un référendum sur la question. D'autres résolutions ont pour objet une consommation plus modérée de viande dans les cantines scolaires et la légalisation du cannabis.

Quant à l'éducation, le Parlement des Jeunes se prononce entre autres pour un libre choix des élèves entre éducation religieuse et éducation aux valeurs. Les jeunes s'engagent également pour une meilleure instruction de la langue luxembourgeoise à l'école, et ceci dès l'enseignement fondamental.

Le Parlement des Jeunes, créé par la loi de la jeunesse en 2008, constitue une plate-forme de discussion et de débat pour jeunes résidents, âgés entre 14 et 24 ans.

## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



...l'Ambassadeur du Japon, S.E. Mme Atsuko Nishimura



...le Nonce Apostolique, S.E. Mgr Giacinto Berloco



...l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran, S.E. M. Mahmoud Barimani

## Des pétitions ouvertes à signature pendant l'été

Pendant les vacances d'été, de nouvelles pétitions publiques sont ouvertes à signature sur le site Internet [www.chd.lu](http://www.chd.lu) de la Chambre des Députés.

Jusqu'au 11 septembre, vous pouvez soutenir les huit pétitions publiques suivantes:

- Diskriminatioun vu Leit mat Behënnerung op der Aarbecht (348)
- Pour l'organisation d'un référendum au sujet de la monarchie (394)
- Fir e verbesserten ëffentlechen Transport owes (408)
- Les chèques repas à 8.40 euros dans le privé ne suffisent pas (409)
- Réforme du divorce et de l'autorité parentale (410)
- Pour que les homicides involontaires sur nos routes soient plus sévèrement punis (411)

- Système du tiers payant pour tout le secteur médical (412)

- Fir d'Aféierung vu Betreungsgeld fir Elteren, déi hir Kanner déi éischt Joren doheem wëllen encadréieren (413)

Jusqu'au 30 août, il est également possible de signer les pétitions suivantes:

- Contre l'utilisation de l'eau potable pour nettoyer des infrastructures publiques, notamment le nettoyage des autoroutes, le désengorgement des canaux, le lavage des véhicules et machines de l'État et des communes (377)
- Géint d'Wahlpflicht (378)
- Définition d'une pétition pour l'organisation d'un référendum (380)
- Asyl a Schutz fir Whistleblower zu Lëtzebuerg (390)

- Fir e Referendum, ob mer England wëllen an der EU halen (392)

- Fortune des fabriques d'église (393)

- Fermeture d'une partie du CR119 (396)

- Disponibilité des pétitions en ligne sur le site de la Chambre des Députés sous forme de liste imprimée pour signature manuscrite dans toutes les mairies du pays (399)

- Création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg (402)

- Contre une extension du terme d'opération pour la Centrale nucléaire de Cattenom (407)

Si une pétition publique dépasse le seuil de 4.500 signatures jusqu'à

sa date butoir, un débat public est organisé sur le sujet.

Deux débats ont déjà eu lieu, le premier sur la pétition 333 («Géint den Tram a fir d'Offhale vun engem Referendum») et un deuxième sur la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière»).

Un troisième débat public est programmé le lundi 6 octobre sur deux pétitions (354 et 331) concernant la protection des animaux.

### Qu'est-ce qu'une pétition publique?

Dans le souci d'adapter le droit de pétition aux moyens de communication modernes, la Chambre a mis en place fin mars 2014 un système de pétition publique qui se fait intégralement sur son site Internet. Ce

système permet de déposer une pétition et de collecter des signatures en ligne. Après l'aval de la Commission des Pétitions et de la Conférence des Présidents, la pétition est ouverte à signature pendant six semaines. Parallèlement, les internautes peuvent discuter du sujet de la pétition dans un forum y dédié.

Pour pouvoir signer une pétition, il faut être âgé de 15 ans au minimum et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc également participer.

En automne, les membres de la Commission des Pétitions ont prévu de dresser un bilan des premières expériences faites avec les pétitions publiques. Sur base de leurs réflexions, le Règlement de la Chambre sera adapté à ce nouvel outil.

## Le Service Comptabilité

La Chambre des Députés est surtout connue en tant que législateur. Aucune décision majeure ne saurait être prise au niveau de l'État sans l'aval du Parlement. Celui-ci est épaulé par une administration occupant 87 collaborateurs.

En effet, la Chambre des Députés dispose de trois bâtiments, dont l'Hôtel de la Chambre des Députés qui avoisine directement le Palais grand-ducal est certainement le plus connu. Les bâtiments Printz-Richard et Wiltheim peuvent être considérés comme bâtiments administratifs hébergeant le personnel de la Chambre des Députés. À part ces bâtiments, d'autres immeubles sont occupés par des groupes et sensibilités politiques. En plus, la gestion d'un parc de véhicules et d'un équipement informatique incombe à l'administration parlementaire. Il en résulte des frais de fonctionnement qui nécessitent un budget considérable.

Le Service Comptabilité est un point névralgique de la Chambre des Députés étant donné qu'il est à la fois l'interlocuteur de la direction, des députés, des fournisseurs et du réviseur.

Les tâches du Service Comptabilité ne concernent pas seulement les travaux purement comptables tels que la facturation, la saisie des opérations comptables et les virements, mais aussi le suivi budgétaire ainsi que le secrétariat de la Commission des Comptes avec rédaction du rapport de la commission. En plus, le Service Comptabilité est l'interlocuteur de la

fiduciaire et de la Commission des Comptes lors du contrôle et de l'établissement des comptes annuels.

Il peut être considéré comme le service des ressources humaines des députés étant donné qu'il calcule et liquide notamment les indemnités parlementaires, les remboursements de cotisations sociales, les congés politiques des députés salariés et indépendants, le remboursement des primes casco, les indemnités de secrétariat et les décomptes de frais de voyage à l'étranger. Le Service Comptabilité est en contact permanent avec les députés et leurs groupes parlementaires. De plus, il est souvent sollicité pour fournir des renseignements au niveau des pensions des députés.

Le Service Comptabilité dispose d'un effectif de quatre fonctionnaires dont un à mi-temps.

Depuis bon nombre d'années, la comptabilité des engagements a été introduite à la Chambre des Députés. Ainsi, conformément à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, toute dépense est subordonnée à une procédure d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement, de contrôle et de paiement.

Si ces mesures permettent d'accroître la transparence dans la gestion des dépenses courantes de la Chambre des Députés, elles représentent certainement un surplus de travail au sein du service. Afin de pouvoir affronter ces défis, le Service

Comptabilité fait un effort constant d'évoluer tant au niveau de la formation continue de ses membres que par l'introduction de moyens de traitement des données de plus en plus avancés.

La comptabilité de la Chambre des Députés est révisée tous les ans par un auditeur externe qui fait rapport à la Commission des Comptes. Il as-

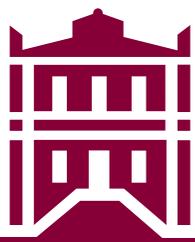
siste également la commission dans ses travaux. Les comptes annuels sont votés en séance publique et une copie est déposée auprès de la Cour des Comptes.

Les relations commerciales de la Chambre des Députés avec de nombreux fournisseurs génèrent en moyenne 5.000 factures par année. Le compte des dépenses de la

Chambre des Députés est divisé en six grandes rubriques: A) Députés; B) Institutions parlementaires internationales; C) Groupes politiques et techniques; D) Personnel; E) Frais de fonctionnement et F) Compte rendu. La dotation annuelle de la Chambre des Députés s'élève, pour l'exercice 2014, à 32,2 millions d'euros.



(de gauche à droite) Mme Pascale Ridelle, Mme Sandy Reuter, Mme Ginette Biasini, responsable du service, et M. Nico Iannizzi



### Transport transfrontalier d'euros en espèces par la route

#### 6400 - Projet de loi portant:

- mise en oeuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Actuellement, les différentes législations nationales des États membres de l'Union européenne rendent difficiles les opérations de transport de fonds transfrontalier d'euros en espèces par la route. La libre circulation des espèces entre États membres participants ne peut donc pas être assurée. Cet état de fait nuit à l'application du principe de libre prestation de services conformément aux principes fondamentaux de l'Union européenne.

Aussi, avec l'introduction de l'euro, les besoins de transport transfrontalier d'espèces par la route ont fortement augmenté. Les banques, le secteur de la grande distribution et les autres professionnels manipulant des espèces devraient, par ailleurs, avoir la possibilité de conclure des contrats avec l'entreprise de transport de fonds leur proposant les meilleures condi-

tions. Dans ce même ordre d'idées elles devraient pouvoir profiter des services fiduciaires de la succursale de la banque centrale nationale (BCN) la plus proche ou du centre fortifié de traitement d'argent comptant le plus proche appartenant à un transporteur de fonds et ceci également dans le cas de figure où celui-ci se trouve dans un autre État membre. Aussi, convient-il de noter que de nombreux États membres de la zone euro ont pris des dispositions pour la production de billets et de pièces en euro à l'étranger.

Avec le projet de loi sous rubrique prévoyant la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres de la zone euro (ci-après désigné «règlement n°1214/2011») il est tenu compte des considérations précitées.

Le dispositif du règlement n°1214/2011 permettra l'instauration d'un système de licences européennes. Ainsi, chaque État membre de la zone euro peut, si les conditions du règlement n°1214/2011 sont remplies, délivrer une licence européenne aux entreprises de transport de fonds installées sur son territoire, moyennant laquelle ces entreprises peuvent effectuer des transports d'euros en espèces sur le territoire des autres États membres sans devoir disposer d'une autorisation particulière à délivrer par cet ou ces États membres.

Comme les aides financières sont dorénavant attribuées suite à l'avis du comité de sélection et non plus du Conseil d'administration, il est proposé de prévoir dans le présent projet de loi un Conseil d'administration restreint composé non plus de huit, mais de trois représentants des Ministères de la Communication et des

Médias, de la Culture ainsi que des Finances. Ils sont chargés d'arrêter le budget et les comptes du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, de statuer sur l'organigramme et de proposer au Gouvernement les grandes lignes de la politique générale.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

- 04.03.2013 Désignation d'un rapporteur
- 29.04.2013 Visite sur des plateaux de tournage et dans un studio d'animation
- 20.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27.01.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 03.02.2014 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 07.05.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 19.05.2014 Présentation et adoption de deux amendements parlementaires
- 02.06.2014 Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
- 03.07.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.07.2014

### Dispositions fiscales Luxembourg/Taiwan

**6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Accord entre l'Administration des Contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan, et le Protocole y relatif, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Il s'agit, d'une part, d'éliminer la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait, pour un même contribuable, d'être imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un territoire, et, d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois afin de mettre en place un cadre fiscal attractif qui devrait faciliter l'intensification des échanges commerciaux et des investissements.

Historiquement, les conventions bilatérales conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg

et d'autres États servent à éviter la double imposition de revenus tout en soutenant la diversification et l'amélioration de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. À l'heure actuelle, le Grand-Duché de Luxembourg compte soixante-dix conventions fiscales en vigueur, dont trente-neuf sont conformes au standard de l'OCDE, précisément en ce qui concerne l'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

En ce qui concerne le projet de loi sous rubrique, le statut international de Taïwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan.

Quant aux dispositions de l'accord, les négociations ont eu lieu sur la base de deux projets types élaborés par les autorités des deux territoires respectifs. Le modèle luxembourgeois s'inspire largement des dispositions du modèle de l'OCDE tout en prévoyant des adaptations tenant compte des spécificités de la législation fiscale du Luxembourg. Le présent accord tient compte de ces deux modèles et respecte ainsi les intérêts particuliers des deux territoires.

L'accord innove par rapport aux conventions conclues jusqu'à présent par le Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif. En effet, ces derniers peuvent, selon la disposition retenue au protocole relatif à l'article 4 de l'accord, bénéficier «expressis verbis» des avantages du présent accord en ce qui concerne la double imposition.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 19.06.2014 Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 04.07.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 07.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014

Loi du 12 juillet 2014

Mémorial A: 2014, n°123, page 1770

### Soutien à la production audiovisuelle

**6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel**

Le présent projet de loi a pour principal objet une redéfinition des modalités de soutien financier public en faveur du secteur de la production audiovisuelle.

Le secteur audiovisuel au Grand-Duché a pu se développer et se professionnaliser grâce au régime des Certificats d'investissement audiovisuel (C.I.A.V.) ainsi qu'au mécanisme des aides financières sélectives (A.F.S.) allouées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle. Ce secteur contribue actuellement à la diversification de l'économie luxembourgeoise en employant à peu près 600 personnes. Aujourd'hui la production cinématographique au Grand-Duché est reconnue par l'industrie audiovisuelle internationale, comme en témoignent les nombreux prix et récompenses obtenus lors de festivals internationaux.

Toutefois, dans un contexte de crise économique et financière internationale, l'attractivité du régime des C.I.A.V. a considérablement diminué. Ces certificats qui avaient pour but, par l'intermédiaire de la place financière, d'encourager l'investissement dans la production audiovisuelle, trouvent de moins en moins d'acquéreurs.

Pour contrer cette situation et assurer la stabilité de notre industrie audiovisuelle, le Gouvernement propose d'abroger le régime fiscal

temporaire spécial pour les C.I.A.V. et de privilégier le mécanisme des aides directes, c.-à-d. des aides financières sélectives. Ainsi, le Gouvernement a pris la décision d'augmenter substantiellement la dotation annuelle du Fonds à partir de 2012 en se basant sur la moyenne annuelle des C.I.A.V. délivrés pendant les années 2009 à 2013.

Le projet de loi sous objet ne prévoit donc plus qu'un seul type d'aide, mais il convient de souligner qu'au bout du compte, cette conversion du soutien C.I.A.V. en aides financières sélectives n'engendrera pas de dépenses supplémentaires pour le budget de l'État.

Pour encourager des synergies spécifiques avec la place financière, le présent projet de loi prévoit la création d'un fonds structurel destiné à favoriser l'investissement privé dans la production audiovisuelle.

Outre la suppression du régime des C.I.A.V. et son remplacement par un système de subventionnement direct, le projet de loi propose par ailleurs de modifier la gouvernance du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

En ce qui concerne l'attribution des aides financières sélectives, le pouvoir de décision revient dorénavant au «Comité de sélection», qui remplace à la fois l'actuel Comité de lecture et le Comité d'analyse économique et financière.

Le Comité de sélection fera une évaluation artistique, technique et financière des demandes soumises et ceci sur base de critères clairs et transparents (précisés par règlement grand-ducal).

Le «Comité de sélection» sera composé au maximum de cinq membres (experts en matière cinématographique et audiovisuelle), ainsi que du directeur du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et d'un second membre de cette administration.



## Secteur automobile luxembourgeois

### 6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile

L'objectif de ce projet de loi est de maintenir l'équilibre contractuel dans le secteur automobile luxembourgeois suite à l'expiration du régime dérogatoire au droit commun de la concurrence en matière de distribution d'automobiles qu'avait permis en son temps le règlement (CE) n°1400/2002.

Sous l'impulsion des fédérations professionnelles du secteur automobile luxembourgeois, le projet de loi sous rubrique reprend mot à mot les dispositions de l'article 3 du règlement (CE) n°1400/2002 écartées de la nouvelle législation européenne et relatives à la durée minimale des accords de distribution, aux règles de résiliation des accords verticaux de distribution à durée déterminée et indéterminée, au rachat des stocks en cas de résiliation et aux critères justifiant le recours à un expert indépendant en cas de litige.

Le projet de loi sous rubrique s'inspire également du paragraphe 454 du Code de commerce et du «Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz» autrichiens et prévoit un droit au remboursement sous certaines conditions des investissements réalisés, à la demande du constructeur, par le distributeur et non encore amortis ou non réutilisables après la résiliation de l'accord de distribution.

Le projet de loi prévoit en son article 2 que toutes ses dispositions sont reconnues comme

étant de droit public et qu'elles devront s'appliquer à tout accord vertical de distribution de véhicules automobiles lorsque l'une des parties au contrat est une entreprise établie sur le territoire luxembourgeois.

En effet, dans le contexte de la refonte du droit européen de la distribution automobile, la Commission européenne a considéré que la distribution telle qu'elle est réglementée actuellement continuera à être régie par un règlement général d'exemption, mais que certaines règles visant à protéger les distributeurs n'avaient pas leur place dans un règlement d'exemption visant à encourager la concurrence européenne. Ces règles, jugées contre-productives, voire inefficaces au niveau européen, devraient relever du droit des obligations de chaque État membre.

En ce sens, la Commission européenne a choisi d'opérer une «désynchronisation» européenne. Elle a insisté sur le fait qu'il appartient dorénavant aux associations professionnelles de reprendre ces dispositions à leur compte dans le cadre de codes de bonnes conduites et elle laisse aux États membres le soin de légiférer en la matière.

La reconduction dans le droit national des dispositions de l'article 3 du règlement (CE) n°1400/2002 s'explique par la spécificité du secteur automobile luxembourgeois. Celui-ci est composé exclusivement de distributeurs qui sont amenés à conclure des contrats de distribution, principalement de droit étranger, avec des constructeurs étrangers qui dictent leurs propres règles, les accords conclus s'apparentant davantage à des contrats d'adhésion.

- un membre proposé par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et par la Chambre des Salariés;

- deux membres proposés par le Gouvernement.

5. un cadre budgétaire à moyen terme, crédible et efficace, comprenant une programmation budgétaire à trois ans au moins, «afin de garantir que la programmation budgétaire nationale s'inscrit dans une perspective de programmation budgétaire pluriannuelle» («six-pack»; prévu à l'article 3 du projet de loi).

La loi de programmation financière pluriannuelle sera déposée à la Chambre des Députés au courant du mois d'octobre pour être votée conjointement avec le projet de budget. S'étendant sur la même période que celle couverte par l'actualisation subséquente du programme de stabilité et de croissance, la loi de programmation financière pluriannuelle a pour vocation de constituer le fondement de cette actualisation du programme de stabilité et de croissance.

L'évolution pluriannuelle des recettes et dépenses de l'État se fera sur une période mobile

de cinq ans, comprenant l'année en cours, l'année à laquelle se rapporte le projet de budget ainsi que les trois exercices financiers qui suivent.

6. comme prévu par le «two-pack», une procédure budgétaire entrera en vigueur si le budget de l'État n'est pas approuvé par le Parlement avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle le budget s'applique, procédure traditionnellement qualifiée de «procédure des douzièmes provisoires» (prévue à l'article 9 du projet de loi);

7. une procédure contraignante pour imposer à toutes les entités des administrations publiques la communication d'informations concernant notamment les dépenses fiscales, les engagements implicites (garanties, etc.) et les prises de participations dans des sociétés privées et publiques. Cette mesure suit une directive du «six-pack» (prévue à l'article 8 du projet de loi).

Cette disposition met en œuvre une série d'obligations en matière de transparence, statistiques et coordination de la part des administrations publiques.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

20.05.2014 Désignation d'un rapporteur

27.05.2014 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des avis des chambres professionnelles et de la Banque centrale du Luxembourg

03.06.2014 Examen de l'avis du Syvicol

19.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014

Loi du 12 juillet 2014

Mémorial A: 2014, n°122, page 1766

## Immobilisation des actions et parts au porteur

### 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'adapter la législation luxembourgeoise aux exigences du Groupe d'action financière (ci-après «GAFI») et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (ci-après «Forum mondial») en matière d'identification des titulaires d'actions et parts au porteur.

Il est noté qu'à la différence des actions nominatives, les actions au porteur ne sont pour le moment pas enregistrées dans les registres de l'émetteur. La particularité des actions et parts au porteur réside dans le fait que leur propriété, et donc l'exercice des droits sociaux y afférents, découlent de la seule possession matérielle du titre représentatif de l'action. Par conséquent, l'entité émettant des actions au porteur ignore l'identité des personnes possédant ces titres. Dans un souci de transparence, ce projet de loi prévoit l'obtention, en temps opportun et par les autorités nationales compétentes, d'informations exactes et à jour concernant les bénéficiaires effectifs de personnes morales. Les dispositions du projet de loi visent par conséquent l'élimination de certaines pratiques. En effet, l'anonymat qu'offre aux actionnaires la détention de titres au porteur pose un certain nombre de difficultés en matière de lutte contre des comportements illégaux ainsi qu'en matière d'imposition.

D'un point de vue pratique, l'immobilisation des actions au porteur auprès d'une institution financière ou d'un intermédiaire professionnel réglementé (ci-après «dépositaire») a été considérée, de la part du législateur, comme l'option la plus opportune. Un tel mécanisme assurerait la disponibilité, à tout moment, des informations relatives à l'identité des actionnaires au porteur et faciliterait l'accès à ces informations par les autorités judiciaires et fiscales tout en préservant la confidentialité des données vis-à-vis des tiers et des autres associés de la société émettrice. En outre, il est noté que l'im-

mobilisation des actions au porteur impliquerait la suppression du mécanisme de la cession par la simple tradition tel que prévu par l'actuel article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Par le biais du présent projet de loi, les actions au porteur seront dorénavant immobilisées auprès d'un dépositaire professionnel qui sera soumis aux obligations découlant de la législation applicable en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ce dernier sera désigné par l'organe de gestion de la société. Le dépositaire devra tenir un registre comportant toutes les informations nécessaires à l'identification des actionnaires au porteur. C'est par la mise en place de ces outils, que le Luxembourg donnera satisfaction au souhait du GAFI selon lequel «les autorités compétentes auront besoin de certaines informations élémentaires concernant la société, parmi lesquelles, au minimum, les informations relatives à la propriété et à la structure de contrôle de la société, afin de déterminer qui sont les bénéficiaires effectifs d'une société(...)».

La propriété de l'action au porteur s'établira donc désormais non plus par la simple détention du titre, mais par une inscription sur le registre tenu par le dépositaire. L'inscription contiendra le nom de chaque actionnaire, le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire, la date du dépôt et la date de tout transfert ou de toute conversion des actions au porteur en titre nominatif. Chaque actionnaire au porteur sera uniquement en droit de prendre connaissance des inscriptions au registre le concernant.

La procédure d'immobilisation s'appliquera également aux actions et parts au porteur émises par les sociétés et fonds d'investissement et assurera ainsi la mise en conformité avec les exigences de la législation américaine dite «FATCA» («Foreign Account Tax Compliance Act») imposées aux institutions financières.

Afin d'assurer une immobilisation effective des actions au porteur et la tenue d'un registre actualisé et complet par le dépositaire, la mise en place de sanctions spécifiques est prévue.

Finalement, la procédure d'immobilisation visera non seulement les actions et parts au porteur émises après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, mais également celles qui se trouveront d'ores et déjà en circulation de sorte qu'il s'avère nécessaire de prévoir des dispositions transitoires.

## Équilibre des finances publiques

### 6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans le contexte de tout un éventail de mesures qui ont vocation à renforcer le dispositif des instruments devant permettre de garantir l'équilibre des finances publiques.

Suite au paquet sur la gouvernance «six-pack», au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne («pacte budgétaire») et au «two-pack», une série de dispositions sont à intégrer dans le droit national. Le projet de loi sous rubrique prévoit par conséquent de renforcer le contexte légal luxembourgeois dans le domaine des finances publiques afin de mettre en place:

1. la règle budgétaire comme spécifiée à l'article 3 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne qui dispose que la situation budgétaire des administrations publiques d'une partie contractante est en équilibre ou en excédent (prévue à l'article 2 du projet de loi sous rubrique).

Cette règle est considérée comme étant respectée si le solde structurel annuel des administrations publiques (administration centrale, administrations locales et administrations de sécurité sociale) correspond à l'objectif à moyen terme.

2. la fixation dans le droit national d'un objectif à moyen terme (OMT) et d'une trajectoire permettant de l'atteindre comme prévu dans le pacte budgétaire. La loi en projet prévoit de fixer cette trajectoire dans le cadre de lois de

programmation financière pluriannuelle (prévue à l'article 3 du projet de loi).

Les objectifs budgétaires à moyen terme sont fixés par le Luxembourg dans le cadre des programmes de stabilité respectifs.

3. un mécanisme de correction qui est déclenché automatiquement lorsqu'un État signataire s'écarte de manière importante de son objectif budgétaire à moyen terme ou de sa trajectoire d'ajustement, comme expliqué dans le pacte budgétaire (prévu à l'article 6 du projet de loi).

Ce mécanisme comporte l'obligation pour la partie contractante concernée de mettre en œuvre des mesures visant à corriger ces écarts sur une période déterminée.

4. au niveau national (article 3 du pacte budgétaire), une institution qui sera chargée de la vérification du respect de la règle budgétaire et de l'application du mécanisme de correction automatique.

Le projet de loi initial confiait cette mission à la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Dans son avis du 18 décembre 2013, la Banque centrale européenne (BCE) redoute que ces attributions puissent aller au-delà des activités de suivi de la Banque centrale du Luxembourg qui sont la conséquence, ou sont liées, directement ou indirectement, à l'exécution de sa mission de politique monétaire. Par conséquent, l'amendement gouvernemental n°7 du 10 mars 2014 mentionne l'instauration d'un «Conseil national des finances publiques» comme organisme indépendant suivant l'article 3 du traité du pacte budgétaire (prévu à l'article 7 du projet de loi).

Cet organe se compose des membres suivants:

- deux membres proposés par la Chambre des Députés parmi des personnalités du secteur privé, reconnues pour leur compétence en matière financière et économique;

- un membre proposé par la Cour des comptes;

- un membre proposé par la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre d'Agriculture;



Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.10.2013

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 03.07.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 04.07.2014 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 14.07.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.07.2014

## École de la 2<sup>e</sup> Chance

### 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance.

Les principales modifications prévues sont les suivantes:

- Le projet de loi redéfinit le cadre juridique, les missions, ainsi que le public cible de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance (ci-après: «l'École»). La limite d'âge pour l'admission à l'École est portée de 24 à 30 ans. De cette façon est assuré le parallélisme avec l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire. La limite d'âge ne vaut toutefois pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.

- La limitation selon laquelle un apprenant ne peut s'inscrire à l'École pour plus de deux ans est supprimée.

- Il est précisé que les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'École sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant ré-

glement grand-ducal.

- Les formations et les voies de formation que peut offrir l'École sont inscrites dans la loi. La liste des domaines dans lesquels des enseignements peuvent être offerts est étendue aux sciences naturelles et techniques et aux sciences humaines et sociales.

- L'expérience des premières années de fonctionnement a montré que le portfolio ne peut être utilisé comme outil d'évaluation, mais qu'il est utile pour l'orientation dans le cadre du développement du projet professionnel de l'apprenant. Un relevé de compétences, faisant fonction de complément au bulletin, fera dorénavant partie intégrante des attestations émises par l'École.

- Étant donné que l'encadrement et le suivi intense des apprenants sont d'une importance capitale à l'École, il est précisé que l'apprenant dont le taux d'absence est supérieur à 10% du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé à poursuivre sa formation pendant l'année en cours. Le directeur peut accorder une dérogation pour les apprenants à besoins éducatifs particuliers.

- Le système des soutiens financiers dont peuvent bénéficier les apprenants fréquentant l'École est revu. Par le présent projet de loi est supprimée la prime de formation. L'aide à la formation pour les apprenants mineurs sera intégrée dans le dispositif des subventions géré par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS). Les dispositions concernant l'octroi des indemnités de formation pour les apprenants majeurs sont maintenues et adaptées à la redéfinition des limitations d'âge des apprenants majeurs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 05.12.2013

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 05.02.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 26.02.2014 Continuation de l'examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 30.04.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 18.06.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 02.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

## Émission d'un sukuk luxembourgeois

### 6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

Le projet de loi vise une opération d'émission d'un sukuk luxembourgeois, l'équivalent en finance islamique à un financement obligataire. Ainsi, le Luxembourg mettra en place comme premier pays du monde un sukuk libellé en euros. En effet, la finance islamique est un secteur en pleine expansion, de sorte que des places financières telles que Londres ou Paris ont d'ores et déjà pris des mesures visant à attirer les grandes fortunes intéressées.

D'une manière générale, un sukuk se définit comme un produit financier à échéance fixe adossé à un actif tangible. Les investisseurs institutionnels percevront non pas des intérêts, mais une partie du profit qui est attaché au rendement de l'actif sous-jacent. Il est à noter

que c'est par cette caractéristique qu'il s'agit d'un instrument financier respectueux des principes de la finance islamique.

Plus précisément, dans le cadre du projet de loi sous rubrique, l'actif sous-jacent est constitué par trois immeubles administratifs, à savoir les Portes de l'Europe au Kirchberg, deux immeubles inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, comme suit:

- Luxembourg, 10, avenue J.-F. Kennedy, Tour A, section ED de Neudorf, n°515/4955, lieu-dit „Place de l'Europe”, ayant une contenance de 0 ha, 24 a et 65 ca (vente de la pleine propriété),

- Luxembourg, 11, avenue J.-F. Kennedy, Tour B, section EC de Weimerskirch, n°871/5469, lieu-dit „Kirchberg”, ayant une contenance de 0 ha, 44 a et 39 ca (vente de l'immeuble et cession du droit de superficie),

et le bâtiment Gutenberg situé à Strassen, 1, rue des Primeurs et inscrit au cadastre de la commune de Strassen comme suit:

- section B des Bois de Strassen, n°37/3801, d'une contenance de 36 a et 47 ca (vente de la pleine propriété).

Dans une première phase, les trois immeubles décrits seront vendus par l'État au prix fixe de 200 millions d'euros à une société anonyme unipersonnelle de droit luxembourgeois. Il s'agira d'une entité du type SPV («special purpose vehicle» ou «véhicule de structuration»), restant à créer. Le capital social de ce véhicule sera entièrement souscrit par l'État luxembourgeois qui deviendra l'unique actionnaire de cette société. Le produit de vente sera porté en recette au budget de l'État. Ce dernier émet des garanties visant la bonne fin de la transaction. Le produit de la vente sera affecté à des projets d'investissement d'intérêt public tels que le Fonds des routes ou le Fonds des rails par exemple.

En parallèle, la société SPV émettra des certificats d'une durée de cinq ans équivalant en valeur au prix d'achat des immeubles. L'émission sukuk sera placée par un syndicat bancaire auprès des investisseurs, à l'instar des émissions obligataires dites classiques. En effet, les aspects pratiques liés à la levée de capitaux sous forme de sukuk pour financer l'achat des immeubles ne sont pas réglés par la loi en projet. Ils s'apparentent aux modalités relatives aux émissions obligataires classiques.

Dans une seconde étape, l'entité SPV donnera les immeubles en location à l'État alors que ce

dernier continuera à les sous-louer aux locataires actuels. C'est par la suite qu'une partie du loyer sera reversée aux souscripteurs des certificats qui percevront par conséquent une part du profit attaché au rendement de l'actif sous-jacent, comme prévu par les règles de la sharia. La rémunération sera fonction de la performance des actifs toutefois en étant plafonnée. L'autre partie des loyers servira à la couverture des frais encourus par le véhicule.

Après une durée maximale de cinq ans, la société anonyme unipersonnelle rétrocédera le droit de propriété sur les deux immeubles (Tour A et bâtiment Gutenberg), ainsi que le droit de superficie ensemble avec la propriété de la Tour B à l'État luxembourgeois au prix de vente de 200 millions d'euros (ou son équivalent en dollars américains). L'expiration de la période de cinq ans commence à courir à partir de la date d'acquisition des trois immeubles par l'entité SPV. La société anonyme unipersonnelle ne sera donc propriétaire que pour une durée de cinq ans. Par la suite, et comme précisé par la fiche financière jointe au texte du projet de loi, ce dernier ne comporte pas de dispositions dont l'application serait susceptible d'avoir un impact sur le budget de l'État.

Conformément à l'article 99 de la Constitution, la vente des trois immeubles appartenant à l'État doit être autorisée par une loi spéciale. C'est précisément l'objet du projet de loi sous rubrique comme l'indique notamment son intitulé.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 04.02.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 19.06.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 03.07.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 07.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014

Loi du 12 juillet 2014

Mémorial A: 2014, n°121, page 1764

## Construction de l'échangeur de Hellange

### 6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'adapter le budget du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et d'autori-

ser le Gouvernement à faire procéder à la construction de l'échangeur de Hellange et des raccordements à l'autoroute A13 et à la route nationale N13. Il s'agit donc d'augmenter une seconde fois, et ceci pour un montant maximal de 34.200.000 euros, le budget arrêté par la loi du 16 novembre 2001 relative à la construction d'une liaison routière avec la Sarre. À l'origine avait été fixée une somme de 242.935.000 euros pour les travaux de construction projetés. Ce montant a été augmenté une première fois de 49.065.000 euros par le biais de la loi du 12 juin 2004 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- 23.04.2014 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 14.05.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 03.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

## Aide financière pour études supérieures

### 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

#### Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet une refonte du système de l'aide financière pour études supérieures promouvant l'accès aux études supérieures et permettant à l'étudiant d'exercer son droit à l'éducation. D'une manière géné-

rale, les aides financières pour études supérieures visent l'accroissement du niveau de formation de la population et ce en vue d'une meilleure adéquation entre les qualifications des personnes et le marché de l'emploi. Elles contribuent à augmenter la croissance endogène du pays, à favoriser la genèse d'une société basée sur la connaissance et à lutter contre le phénomène du chômage structurel, en particulier des jeunes.

Le nouveau système mis en place par le présent projet de loi opère un réajustement des aides financières tout en se conformant à l'arrêté



C-20/12 rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 20 juin 2013.

Le nouveau système se veut équitable, il entend garantir à l'étudiant une large indépendance, il prend en compte les frais réels de l'étudiant pour subvenir à ses besoins et il respecte la situation socioéconomique de l'environnement de l'étudiant. L'étudiant reste entièrement libre dans le choix du lieu de ses études au même titre qu'il reste libre dans le choix de la discipline de ses études.

L'autonomie de l'étudiant est garantie par l'attribution d'une bourse de base et la possibilité qui lui est donnée de pouvoir contracter un prêt selon les modalités en vigueur jusqu'à présent. Par ailleurs, la bourse de mobilité encourage la mobilité internationale de l'étudiant tout en prenant en compte une partie des frais réels encourus par la location d'un logement. L'appartenance socioéconomique quant à elle est ajoutée comme critère d'attribution de la bourse sur critères sociaux dont le montant est fonction de la variation du multiplicateur du salaire social minimum dont le ménage dispose comme revenu. Le critère de la sélectivité sociale est complémentaire par rapport à celui de l'autonomie de l'étudiant.

Les bénéficiaires de l'aide financière pour études supérieures sont les mêmes catégories de personnes que celles qui tombaient sous le champ d'application de la loi modifiée du 22 juin 2000. Toutefois, la notion de travailleur a été élargie pour éviter l'écueil de la discrimination indirecte.

Afin d'éviter une discrimination indirecte à rebours, la disposition anticumul avec l'octroi d'aides financières pour études supérieures dans d'autres États membres a été élargie à tout avantage social qui serait dû en vertu d'une inscription à un établissement d'enseignement supérieur.

Le présent projet de loi abroge et remplace la loi modifiée du 22 juin 2000. Toutefois, certaines dispositions de la loi du 22 juin 2000 sont reprises dans la loi en projet. Pour des raisons de lisibilité et donc de transparence législative, la voie d'une nouvelle loi a été retenue.

#### - Points saillants du nouveau système d'aide financière de l'État pour études supérieures

Les composantes de l'aide financière pour études supérieures restent le prêt et la bourse, cette dernière étant déclinée en différentes catégories: bourse de base, bourse de mobilité, bourse sur critères sociaux et bourse familiale. Le prêt et la bourse de base peuvent être majorés suite à la prise en compte des frais d'inscription, ainsi que dans le cas d'étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle. Le montant total annuel de l'aide financière est fixé à un maximum de 18.700 euros.

#### Bourse de base

La bourse de base s'élève à un montant fixe de 2.000 euros. Elle est accordée sans distinction aucune à chaque étudiant remplissant les critères généraux d'éligibilité.

#### Bourse de mobilité

Le présent projet de loi introduit une bourse de mobilité dont le montant s'élève à 2.000 euros par année académique. Elle peut être accordée sur présentation d'une pièce certifiant une prise de location à l'étranger, le terme «étranger» étant défini comme lieu d'études se situant en dehors des frontières du lieu de résidence du ménage dont l'étudiant fait partie.

#### Bourse sur critères sociaux

La bourse sur critères sociaux, dont le montant maximum s'élève à 3.000 euros, peut être accordée si le revenu total annuel du ménage dont fait partie l'étudiant est inférieur au salaire social annuel minimum pour salariés non qualifiés ou respectivement de 1 à 1,5 ou de 1,5 à 2 ou de 2 à 2,5 ou de 2,5 à 3 ou de 3 à 3,5 ou de 3,5 à 4,5 fois le salaire social annuel minimum pour salariés non qualifiés. Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

#### Bourse familiale

La bourse familiale, dont le montant a été fixé à 500 euros, est accordée aux étudiants ayant un frère ou une sœur qui est également éligible dans le cadre du présent projet de loi.

#### Prêt

Le montant du prêt garanti par l'État avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts se compose d'un prêt de base de 6.500 euros par année académique. Le prêt de base de l'étudiant ne bénéficiant pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré d'un montant maximal de 3.000 euros duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordée.

#### Majoration pour frais d'inscription

Les frais d'inscription dépassant un forfait de 100 euros sont pris en charge jusqu'à concurrence de 3.700 euros, et ce à raison de 50% de bourse et de 50% de prêt.

#### Majoration pour étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle

Une majoration de 1.000 euros, selon les mêmes principes que pour les frais d'inscription, est également possible pour l'étudiant se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle et qui est confronté à des charges extraordinaires.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.05.2014

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

19.06.2014 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et des avis afférents

03.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2014

## Responsabilité environnementale

### 6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le projet de loi a pour objet de répondre à une interrogation des services compétents de la Commission européenne quant à la transposition correcte du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 5 de la directive 2004/35/CE du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, qui prévoit qu'en cas de menace imminente de dommage environnemental, l'exploitant prenne sans retard les mesures préventives nécessaires.

Dans la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, qui transpose la directive 2004/35/CE précitée en droit national, le législateur, pour donner un caractère normatif à l'expression «sans retard», avait transposé cette disposition en y ajoutant «et au plus tard dans les sept jours qui suivent la menace». C'est cet ajout qui rencontre la critique de Bruxelles, de sorte que les auteurs du projet de loi proposent de le rayer et de s'en tenir à la lettre à la terminologie de la directive.

L'article unique du projet de loi prévoit donc de modifier les dispositions pertinentes de l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 précitée. Cette modification s'impose pour des raisons de sécurité juridique et dans un souci d'assurer une transposition fidèle de la directive.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 06.05.2014

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Henri Kox):

28.05.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

28.05.2014 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 10.07.2014

## Équipement d'immeubles de la Cité des Sciences

### 6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval

Le projet de loi n°6697 a pour objet d'autoriser la dépense d'investissement requise pour équiper les neuf premiers immeubles de la Cité des Sciences destinés à accueillir sur le site de Belval les activités d'enseignement et de recherche ainsi que les services d'administration et d'encadrement social de l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte, il faut noter que dif-

férentes parties des immeubles en question seront occupées par d'autres établissements tels le CEPS/Instead, le Fonds national de la recherche, la Fondation Restena, le Centre de recherche public Henri Tudor/Gabriel Lippmann, Luxinnovation et le Centre de formation professionnelle continue Dr Robert Widong asbl.

En raison du fait que le montant total des travaux à réaliser est estimé à 140.000.000 euros, l'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution. En effet, ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable

et des Infrastructures, le 16.06.2014

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.07.2014 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

03.07.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 10.07.2014

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 20.03.2014

Rapporteuse: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

19.05.2014 Explications de M. le Ministre concernant des amendements à prévoir

Question de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'UE dans l'affaire «C-347/12» sur les dispositions «anti-cumul» prévues dans le projet de loi sous rubrique

03.06.2014 Échange de vues avec des représentants d'organisations estudiantines et d'organisations politiques de la jeunesse

17.06.2014 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

18.06.2014 Continuation des travaux

20.06.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements

24.06.2014 Présentation d'amendements

03.07.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

## Sécurité des jouets

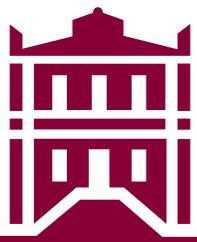
### 6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

L'article unique du projet de loi reprend les différentes modifications à apporter à la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, d'après le «Rectificatif à la directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité

des jouets», publié dans le Journal officiel de l'Union européenne du 31 décembre 2013.

Ce rectificatif entend, notamment, corriger certaines erreurs matérielles qui se sont glissées dans la rédaction de la directive 2009/48/CE et modifier la définition de «jeu gustatif».

Les modifications aux annexes I, II et V de la directive 2009/48/CE, quant à elles, s'appliquent au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes modificatifs afférents de l'Union européenne.



## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. le Président
2. 6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)  
6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013
  - Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2011-2012): M. Marcel Oberweis
  - Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2013): M. Marco Schank
  - Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel
  - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Nicolas Schmit, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.05 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen, Här Statsminister?

► **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État. - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Merci villmools. Ech wollt just dervu profitéieren, fir d'Chamber ze informéieren, dass, wann de Statsminister kuerz viru véier Auer de Sall verléisst, dat net aus Netrespekt virum Parlament ass, mä well e vum Statschef fir eng Entrevue, fir eng Audienz gefrot ginn ass. Merci fir d'Versteesdemech.

Da géife mer elo direkt zum Ordre du jour an zu eiser Orientéierungsdebatt iwwert d'Aktivitéitsrapporte vun de Médiateuren - Ombudsmann, Ombudsfra - vun de Joren 2011 bis 2013 iwwergoen. D'Riedezeit ass nom Modell 2 festgeluecht, an ech ginn direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Marcel Oberweis, d'Wuert. Här Oberweis, et ass un lech.

### 2. 6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

#### 6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013

**Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2011-2012)**

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Premierminister, Dir Häre Ministeren, d'Gesetz vum 22. August 2003 huet d'Fonction vum Médiateur hei am Land an d'Liewe geruff. Den Här Marc Fischbach huet als éischte Médiateur des Aufgab iwwerholl. An deenen acht Joer huet hien dës Institution mat vill Begeescherung weiderbruecht. D'Madame Lydie Err ass den 1. Februar 2012 seng Nofolgerin ginn. An hirem éischte Rapport konnt ee gesinn, dass si den ageschloene Mëttelwee tëschent de Bierger an den éffentleche Verwaltung weidergefëiert huet. Si huet och de Kontakt mat de Ministère an de Gemengen net ofgebrach, fir Léisunge bei Problemer ze fannen.

Erlaabt mir awer am Ufank vun dëser Interventioun, lech ze soen, dass de schrëftleche Rapport vun dësem éischte Rapport vun dem honorabelen André Bauler verfaasst gouf. Ënnert der viregter Regierung wor hien zum Rapporteur an der Petitiounskommissioun genannt ginn. De Rapport huet deemools awer nach net hei am Plenum ugeholl kënne ginn. No de Wahlen, wéi Der wësst, gouf ech dunn zum Rapporteur vun dem Aktivitéitsrapport 2011-2012 vum Médiateur bestëmmt. Duerfir mäi Merci un den André Bauler fir déi gutt Viraarbecht, op där ech konnt schaffen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - E puer statistesch Donnéeën: Tëschtent dem 1. Oktober 2011 an dem leschten Dezember 2012, bannent 15 Méint Aktivitéite vun deenen

zwei Médiateuren, sinn 1.059 Reklamatiounen agereecht ginn. 803 Dossiere sinn ofgeschloss ginn an nach 256 waren der deemools en cours. Bei den ofgeschlossenen Dossieren ergëtt sech folgende Bilan: Knapp 40% sinn als net berechtigt Reklamatiounen klasséiert ginn. 12% si vun de Leit selwer zréckgezu ginn. 7% kruten an hirem Dossier keng Korrektioun. 7% hunn eng partiell Korrektioun kritt. An 22 hunn eng komplett Korrektioun erfuer. 6% goufen als irrecevabel betruucht a 6% sinn awer refuséiert ginn.

Bal 3.000 Leit hu beim Sekretariat vum Médiateur fir Renseignementer nogefrot. Dës Zuele bewisen, dass de Médiateur de Leit méttlerweil e Begrëff ass an dass hie vun hinne ganz staark sollicitéiert gëtt.

Op där enger Säit ginn de Bierger hir Kloe gelauschert an op där anerer Säit gëtt versicht, bei de Verwaltung de néideg Antworten ze kréien, soudass d'Bierger méi Vertrauen an de Fonctionnement vum Stat an de Gemenge kréien.

Am Rapport steet, dass d'Zesummenaarbecht tëscht dem Sekretariat an der Direction de l'Immigration ganz gutt ass. Hei kommen Demandé vu Persounen entre autres aus afrikanesche Länner eran, déi hire Pass wëlle verlängert kréien. De Médiateur huet recommandéiert, d'Kompetenze fir déi Ausweispabeieren an d'Direction de l'Immigration ze iwwerdroen, déi schonn iwwert déi komplett Dossiere verfügt, well d'Kompetenz läit nämlech am Bureau des passeports, visas a Légalisatiounen. Dësen Transfert muss iwwer e legislative Wee gemaach ginn.

Vu dass et net ëmmer de betraffene Mënsche méiglech ass, an hirem Heemechtsland e biometresche Pass ze kréien, versicht dann dës Direktioun, hinnen eng Autorisatioun ze ginn. Dëst geet awer just nëmme dann, wann d'Identitéit vun der Persoun duerch en anert Dokument beluecht ka ginn.

Un de Médiateur gouf eng Klo géintwuer dem Service des Sites et Monuments nationaux eragereecht, an dat wéinst de Subventiounen bei Renovéierungsarbeiten u Gebaier. D'Demande de subventions ass eréischt Wochen no de Reparaturaarbechten eragereecht ginn a gouf deemno vum Service ofgelehnt, well deen déi Aarbechten net reglementsméisseg suivéiere konnt. De Service muss sech hei un de gesetzleche Kader halen. Den Direkter huet an der parlamentarescher Commissioun matgedeelt, dass den Internetsite vun der Verwaltung ganz kloer wier an et einfach wier, déi entsprecheend Formularen ze fannen a se och auszufüllen. Et gëtt deemno keng wierklech Excuse, d'Demande net mat Zäiten eranzeschécken.

Des Weidere gouf de Médiateur wéinst dem exzessiv luese Behandele vun Dossiere bei de finanziellen Hëllef am Émweltberäich befaasst. Dës Situatioun hat sech laut dem deemolege Minister awer verbessert an hien huet drop higewisen, dass de Malaise duerch de Mangel u Personal bedingt war. Et muss en awer soen: 14.000 Dossiere si vum 1. Januar bis zum leschten Dezember am Joer 2012 eragereecht ginn, an trotzdeem si weider 18.600 Dossiere während där Zäit traitéiert ginn. Dir gesitt also, dass awer do vill Aarbecht geleescht gëtt.

De Médiateur huet drop higewisen, dass d'Demandeure méintelaang keng Äntwert kruten.

Een Accusé de réception ass awer un d'Demandeure geschéckt ginn. D'Memberen an der Nohaltegeeketskommissioun wore sech awer eens, dass all Demandeur direkt muss Bescheid gesot kréien, wa säin Dossier net komplett wier.

De Problem war haaptsächlech bei der Sanéierung vu Gebaier, well dat eng extra speziell Matière ass, an oft feelen Dokumenter, fir den Dossier ofzeschleissen. Et ass dofir fir d'Verwaltung net ëmmer einfach, Entscheedungen dann ze huelen. Eng Persoun gouf doropshin am Accueil téléphonique agestallt an déi kann dann déi Froe beäntweren a kann de Leit dann hëlfe, soudass dann de Suivi méi schnell ka gemaach ginn.

De Médiateur huet och drop higewisen, dass och d'Wärmepompele vum Typ Évaporation directe an de Regime vun de finanziellen Aiden am Sënn vun der Promotioun fir déi méi effizient Energienotzung an den Asaz vun erneierbaren Energien agebonne sollt ginn. Dës Demandé waren effektiv en suspens gehale ginn, well d'Verwaltung drop gewaart huet, bis de Règlement grand-ducal adaptéiert gouf.

De Médiateur huet ënnerstrach, dass hien a munche Fäll keng Kompetenzen huet, well et sech ëm privat Strukturen handelt, wann em eng Fro eragereecht gëtt. Et gëtt Patienten, déi sech iwwer eng schlecht Gesondheitsbetreuung an enger privater Klinik un de Médiateur richte wëllen. Och wann déi dann en éffentleche Service am Gesondheitswiesen ubitt, ka sech de Médiateur net aklénken.

Déi zoustänneg parlamentaresch Commissioun war der Meenung awer, et misst een eng virsiichteg Approche hei hunn. Hei kéinten nämlech Betriber, déi dem Contrôle vum Médiateur ënnerworf sinn, par rapport zu aneren, déi déi Contrainten net hunn, diskriminéiert ginn. Et géifen och Schwiergekeete beim Secret professionnel et commercial. Hei hätt de Médiateur nämlech Zougrëffsrechter op Donnéeën, déi awer berufflech geheim misste bleiwen.

Här President, ech wëll op een Dossier agoen, iwwert deen och haut nach vill geschwat gëtt: déi finanziell Ënnerstëtze fir Studenten. Vill Kloe sinn deemools an deem Dossier erabruucht ginn an notament vun de Frontalieren, déi keng Bourse accordéiert kruten, engersäits wéinst dem Questionnaire, fir déi Hëlfele unzeferen, an anerersäits wéinst dem Critère de mobilité. De Lëtzebuerger Stat war jo deemools vum Europäesche Gerichtshaff veruertheelt ginn.

Doropshin huet déi viregt Héichschoulministesch, déi dee schwierigen Dossier geierft hat, déi néideg Ännerungen erabruucht, fir deem Uerteel dach tant soit peu Rechnung ze droen. Dat war allerdéngs eng Noutléisung, wéi mir haut wëssen.

Am Rapport vum Médiateur konnt ee liesen, dass de CEDIES ronn 15.000 Dossieren traitéiert huet. Fir dat akademesch Joer 2011-2012 goufe 579 ugefrotene Hëlfele net accordéiert. Dat si genau 3,87% - also net esou vill, wéi ëmmer an der Welt do ronderëm zirkuéliert.

De Médiateur ass nach an engem anere Fall intervenéiert: an der Formatioun vun den Assistants sociaux. Hei mussen déi jonk Leit ee Stage duerchféieren a si kréie keng finanziell Hëllef, kee Kannergeld oder soss eng sozial Ofdeckung vum Stat ugebueden, esou wéi dat de Fall bei de Studenten am Normalfall ass.

En Accord ass fir de Joergang 2010-2011 mat dem zoustännige Ministère fonnt ginn. D'Studenten hunn eng Indemnitéit kritt, déi dem Kannergeld entsprach huet. Et wor awer och eng lwwergangsléisung fir d'Joer 2011-2012 gesicht ginn. Méttlerweil ass dat véiert Formatiounsjoer, dat fir deen Diplom gebraucht gëtt, gestrach ginn. D'Gesetz vum 19. Juni 2009 regelt elo den Accès zu dëse Beruffer.

Déi auslännesch Diplomer am Beräich vun der Assistance sociale mussen zu Lëtzebuerg duerch eng Prozedur goen, déi awer zwou Etappe virgesäit: éischstens, d'Reconnaissance vun dem Diplom selwer, an zweetens, eng Demande, fir de Beruff selwer auszeüben.

Déi Studenten, déi am Juni 2012 am Bachelor fir Sciences éducatives et sociales op der Lëtzebuerger Uni ageschriwwen waren an déi en Accès fir de Beruff vum Assistant social wollte kréien, konnten doropshin ee siwent Semester duerchféieren, soudass si déi néideg Qualifikatiounen kritt hunn, fir de Beruff auszeüben. Méttlerweil awer ass de Studieprogramm iwwerschafft ginn an de Problem ass ganz geléist.

E puer Dossieren aus dem Ministère vun der Famill, Jugend- a Chancéglichheet. De Médiateur mengt, dass hie fir spezifesch Missiounen - d'Rechter vun den handicapéierte Leit -, an déi zimlech technescher Natur sinn, net déi néideg Kompetenzen hätt. Hie kann och net agräifen, wann eng Plainte vu behënnerte Leit géint iwwer enger privater Struktur kënn, och wann dës en éffentleche Service ubitt.

De Médiateur schléisst sech dem Avis vum Statsrot wéi och der Commission consultative des Droits de l'Homme un. Dës Missiounen sollten dem Centre pour l'égalité de traitement uvertraut ginn. Dëst awer ënnert der Bedéngung, dass een där Struktur och déi néideg Moyenen zur Verfügung stelle géif.

D'Verfassungskommissioun huet dozou op d'Gesetz vum 28. Juli 2011 higewisen, an do steet ze liesen: De Médiateur ka vu jiddwer Persoun mat engem Handicap saisiéiert ginn, wann déi mengt, hir garantiéiert Rechter a Fräiheete géifen net respektéiert ginn.

Déiselwech Commissioun gesäit och e Widderproch mat den Aussoe vum Médiateur, wann deen engersäits seet, dass sech de Médiateur net an technesch Beräicher amëschten dierf an anerersäits proposéiert, d'Kompetenze vun him selwer ze erweideren. Virun allem ass hei de Gesondheitssektor betraff an deen ass jo, wéi mer allouer wëssen, vun äusserst technescher Natur.

D'Institutionskommissioun seet des Weideren, dass d'Commission consultative des Droits de l'Homme déi eenzeg Lëtzebuerger Institution um internationale Plang ass, déi de Statut A vum Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme akkreditéiert krut. Eng national Institution, déi an der Protektioun wéi och an der Promotioun vum Mënscherecht engagéiert ass, muss e kloert Mandat hunn an dat muss an engem Gesetzestext festgeluecht ginn. Hei misst deemno d'Gesetz iwwert de Médiateur an deem Sënn modifizéiert ginn, wann deen déi nei Kompetenze sollt kréien.

Eng Kompetenzerweiderung vum Médiateur an deem Beräich bréngt awer eng ganz Rei Froe mat sech, notament vun d'Protektioun an d'Promotioun vun de Mënscherecht ugeet. Doriwuer gouf d'Fro vun enger besserer Koordinatioun tëschent allen Organisatiounen, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen, opgeworf. An do muss nach da gesot ginn: Affaire à suivre.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Médiateure huet och en Ännerungsvorschlag fir hir Denominatioun vun der Institution vum Médiateur gemaach. Si huet gemengt, dass den Term „Médiateur“ zu Verwirrung kéint féieren. Et muss awer hei en Ënnerscheid gemaach ginn tëschent engem Médiateur civil, bei deem et virun allem ëm Konflikter tëschent Privatpersounen an zivile wéi och kommerzielle Fäll geet, an engem Médiateur institutionnel oder public, wéi mir en hei kennen.

De Begrëff „Médiateur“ géif och net de geneeë Missiounen entsprechen, wéi se am Gesetz vum 22. August 2003 festgehale goufen, esou d'Madame Médiateure an hirem Rapport. Si schléit dofir d'Denominatioun „Ombudsmédiateur“ vir. Och wann déi kompetent parlamentaresch Commissioun déi Konfusioun duerch aus versteet an och dréit, da wëllt si awer, dass dës Fro an de jeeweilige Fraktiounen diskutéiert gëtt, well déi awer vu staark politescher Natur ass.

Dozou nach déi folgend lwwerleungen zur Erweiderung vun de Kompetenzen: Et ass a verschiddenen Domänen effektiv problematesch, fir anzegräifen, wann et sech ëm privat Strukturen, wéi zum Beispill Spideeler, handelt, obschonn déi, wéi gesot, éffentlech Servicer ubidden.

Wie ka sech dann, wann dës Institution d'Kompetenz net huet, de Kloe vun de Matbierger unhuelen? De Médiateur dierf sech engem Dossier awer unhuelen, deen aus dem Centre hospitalier kënn. Dat dierf en awer net, wann zum Beispill d'Plainte aus der Klinik vum Kierchberg géif kommen, well déi jo privat gemanagt gëtt. Trotzdeem ass de Service plus ou moins deeselwechten a steet alle Bierger hei am Land fräi.

Och hei huet déi zoustänneg Kommissioun hir Positioun matgedeelt. Si ass der Meenung, dass an engem Fall, wou dem Médiateur och d'Méiglechkeet zougestane gëtt, a private Strukturen ze intervenéieren, déi hirersäits ëffentlech Leeschtungen ubidden, ee fir d'Éischt eng ganz kloer Definitioum vun dem Term „Service public“ ausschaffe muss. Déi Definitioum muss awer vu jiddwerengem gedroe ginn a mat jiddwerengem ausdiskutiert ginn, ier eng Gesetzesännerung iwwert d'Kompetenzfelder vum Médiateur gemaach ka ginn.

An deem Zesammenhang ass och vun Interesse, den Origine vum Ombudsmann kuerz eng Kéier ze erwähnen, wéi den a Schweden deemools agesat ginn ass. Deen ass do am fréien 19. Johonnert agefouert ginn an den huet de Pouvoir d'auto-saisine. Dat heescht, den Ombudsmann ka selwer Initiativen ergräifen.

Eis Kommissioun vun der Verfassung wor awer der Meenung, wa mer dem Médiateur de Pouvoir d'auto-saisine wëllen zouweisen, dann awer nëmmen ënner bestëmmte Konditiounen. An zwar dierf dee Médiateur esou eng Auto-saisine nëmmen dann ergräifen, wann déi concernéiert Persoun hiren Accord gëtt a se averstanen ass, dass de Médiateur eng Enquête iwwer e Service oder eng Verwaltung mécht.

Här President, d'Madame Médiateur huet mat hire Servicier och Dossierien aus dem Beräich vun den Aides au logement traitéiert. Hei gouf et e puer Reklamatiounen iwwert d'Justificatif, déi en Demandeur ofzeliwweren hat. De Service vun den Aides au Logement hëlleft nämlech de betraffene Leit beim Ausfülle vun den Zertifikater. De Service sicht och proaktiv no strukturelle Léisungen, fir den uleiende Problemer esou gutt wéi méiglech aus dem Wee ze goen.

De Service huet dofir virgeschloen, d'Recht ze kréien, fir selwer Donnéeën vun de verschiddene Verwaltungen anzefuerderen. Dëst géif awer, esou déi parlamentaresch Kommissioun vum Logement, géint den Droit à la protection des données à caractère personnel verstoussen. Eng méiglech Léisung besteet doranner, dem Service des aides au logement eng individuell Autorisatioun ze ginn, déi him da géif erméiglechen, déi néideg Informatiounen bei de Verwaltungen unzefroen.

Een anere Volet am Logement ass dee vum Fonds du Logement. Hei hu Leit den Här Médiateur wéinst der Erhéijung vun de Lokatiounsniewekäschte saiséiert. D'Kommissioun huet doropshin erkläert, dass dës Chargé vu verschiddene Parametere ofhänke géifen, ënner anerem Liewensgewunnechten, Energiepräisser oder Waasserpräisser. De Fonds du Logement huet keng Responsabilitéit fir déi Erhéijung. Déi eenzeg Méiglechkeet, fir deem entgéintzewierken, ass eng konstruktiv Approche vum Fong selwer, dass en eng durabel a performant Energienotzung am Neibau wéi och bei de Renovatiounen vun Algebaier géif duerchféieren.

Et wier dofir ze begréissen, dass d'Awunner vun de Residenzen, déi vum Fonds du Logement géréiert ginn, regelméisseg fir dës wichteg Theme vun der Nohaltegkeet sensibiliséiert géife ginn, ënner anerem, andeem hinne géif matgedeelt géif ginn, duerch wéi eng Mesuren d'Niewekäschten, ënner anerem Waasser, Energieverbrauch, kéinte reduzéiert ginn an domadder hir Käschte kéinte verklengert ginn.

Nach e puer Aussoen aus dem Gesondheetsberäich: Niewent hiren eegene Reclamatiounen, et waren der eng ganz Rei, erënnert d'Madame Médiateur och an d'Recommandatioun N°42 vum Här Marc Fischbach. Et sollt eng Structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale am Gesondheetswiese kreéiert ginn, déi relativ komplex ass an och bleift.

An der Médiateur kritt relativ vill Plainten. Hien huet awer net ëmmer déi néideg Kompetenzen, fir dës Plainten eng Suite ze ginn; ech hu schonn drop higewisen. Op dës Struktur kéinten dann d'Patienten zrëckgräifen, wa si sech net adequat behandelt géife fillen oder wa si d'Qualitéit vum Gesondheetssystem net an der Rei fanne géifen oder d'Fleegesécherheet net garantéiert géif ginn oder si der Meenung wieren, déi ugebuede Fleeg war net gutt.

A sengem Rapport begréisst de Médiateur de Gesetzesprojet 6469 relatif aux droits et obligations du patient portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé. De Médiateur weist drop hin, dass dës Service de médiation en onafhängege Charakter muss kréien, ouni deen et keng Médiatioun kéint ginn. De Gesetzesprojet

6469 ass awer elo viru Kuerzem hei am Parlament gestëmmt ginn an domadder rechtskräfteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Petitiounskommissioun wore mir eis eens, dass d'Institutioun vum Médiateur hir Friichte scho gedroen huet. D'Aufgabefeld muss awer weiderentwéckelt ginn. Dat heescht, d'Gesetz misst réviséiert ginn.

D'Kompetenzfelder vum Médiateur sollten erweidert ginn, soudass den Ombudsmann, an deem heite Fall d'Madame Lydie Err, d'Méiglechkeet géif kréien, sech allen Dossierien, bei deenen et ëm ëffentlech Servicier geet, unzuehuelen, dat onofhängeg, ob si en ëffentlechen oder private Statut hunn. Et muss kloer definiéiert ginn, wat een ënner dem Begrëff „Service public“ genee versteet. D'Denominatioun vum Médiateur muss adaptéiert ginn, mir hunn et gesi gehat, mä nach sinn do vill Froen op, an d'Méiglechkeet vun der Auto-saisine muss gekläert ginn.

Mir sinn iwwerzeegt, dass dës Institutioun eng wesentlech Roll am Vertraue vun der Bevëlkerung an dem Fonctionnement vum Stat hei am Land spillt a spille muss. Et ass duerfir wichteg, dass regelméisseg hei am Parlament iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur soll diskutéiert ginn.

Ech begréissen och d'Madame Lydie Err a soue Merci fir d'Nolauschteren a fir Ar Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och deem éischte Rapporteur, dem Marcel Oberweis. An d'Wuert huet direkt den Här Marco Schank, fir den Aktivitéitsrapport vun... 2013 virzustellen. Elo hat ech et bal net erauskritt.

**Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateur 2013)**

► **M. Marco Schank (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no mengem Kolleg, dem Marcel Oberweis, géif ech dann deen zweete Rapport, dee mer an der Petitiounskommissioun adoptéiert hunn, virstellen, dee vun 2013. An d'Madame Lydie Err huet dës Bilan vun hiren Aktivitéiten de 16. Januar hei an der Chamber presentéiert. An doropshin huet dann och, wéi dat Usus ass, d'Petitiounskommissioun all déi aner concernéiert Kommissiounen an der Chamber invitéiert, Positioun zu deene verschiddene Beräicher ze bezéien, fir haut eben deen ëffentlechen Débat kënnen ze féieren.

An ech géif dann och direkt um Ufank e puer Statistike virugi vun der Aktivitéit vun der Médiateur am Joer 2013. D'Petitiounskommissioun war iwwregens sechsmol zesumme, fir iwwert de Rapport d'activité ze diskutéieren, an huet schlussendlech dee schrëftleche Rapport och eestëmmeg de 5. Juni adoptéiert.

Als Alleréischt wëll ech och soen, dass d'Relatiounen tëscht der Médiateur an der Chamber, am Allgemengen, an der Petitiounskommissioun, am Besonneschen, gutt sinn.

A fir op d'Statistiken zrëckzekommen: Tëscht dem 1. Januar an dem 31. Dezember d'lescht Joer si 688 Reklamatiounen erakomm gewiescht. 507 Dossierie si clôturéiert ginn. Dat mécht ronndräi Véirel aus. Déi aner 181 Dossierie sinn nach um Lafen. Den Taux de correction global vun deene clôturéierten Dossierie läit ëmmerhi bei gutt 80%. Ronn 35% goufen als net fondéiert Reklamatioun klasséiert. 12% si vun de Reklamanten zrëckgezu ginn. 8% krute keng Korrektioun, bei 8% war dat partiell de Fall. A 24% konnte geregelt ginn. 5,5% vun den Demandé waren irrecevabel an, last but not least, 6,5% goufe refuséiert.

Fir dee statistesche Volet ofzeschlëssen, wollt ech nach soen, dass déi meeschte Reklamatiounen eigentlech aus véier Beräicher kumen: Immigratioun, Steieren, Gemengenaffäre generell a Sécurité sociale.

Direkt ee Wuert zu den neie Reclamatiounen vum Médiateur, der Nummer 50 beispillsweis iwwert d'Condition de recevabilité, wat den Achat rétroactif vu Périodes d'assurance ugeet. Hei sinn déi Leit betraff, a ganz dacks Fraen, déi hir beruflech Aktivitéit reduzéiert hu respektiv opgehale hu mat schaffen an doduerch Versécherungsperiode verluer hunn.

D'Gesetz gesäit vir, dass ee fir déi Periode retroaktiv kann nobezuelen, fir dass se spéider kee Lach an der entsprecherender Pensionscarrière hunn. Dat muss allerdéngs virum 65. Liewensjoer geschéien. Dat steet am Artikel 174 vum Code vun der Sécurité sociale.

Well awer eng Partie vu Leit dat eréischt no 65 Joer maachen, eréischt dann an e Réckkaf denken, kënn et natierlech vir, dass dann d'Méiglechkeet vun engem Réckkaf refuséiert gëtt. A genau dowéinst, dat bedeit jo dann och ganz

désagréabel Konsequenze fir déi Betraffen op d'Revenu am Alter. An do recommandéiert d'Médiature den Délai vu 65 Joer ëm zwee Joer ze verlängeren, fir dass d'Leit wierklech genuch Zäit hunn, fir kënnen hir Pensionscarrière ze kompletéieren, fir dann och finanziell ofgeséichert hire Liewenswond kënnen ze verbéngen.

Als Nächst wollt ech, an dat ass selbstverständlech och nëmme punktuell méiglech, op eng Partie Aise vu verschiddene parlamentaresche Kommissiounen agoen, dëst a Relatioun mat engem Partie Fallbeispiller, un deenen d'Médiature hir Verbesserungsvorschläg festmécht.

Zum Beispill ass d'Kompetenz a Saachen Openthaltsgenehmegung vum Passbüro an d'Direction de l'Immigration eriwergaangen; dat huet awer mä Virriedner scho gesot. Do kann ech mech also kuerzfaassen. Dat war effektiv eng Recommendation vun der Médiature an hirem vieregte Rapport. An et kann een nach vläicht derbäisoen, dass d'Direction de l'Immigration intervenéiert ass an deem Sënn, dass d'Diplomaten, déi zu Bréssel installéiert sinn, op Lëtzebuerg kumen, fir verschidde Problemer vu Reesabeieren ze léisen.

D'Kommissioun vun den Affaires intérieures war ënner anerem mat de Subsidien am Kontext vun der Evakuatioun vu Reewaasser beschäftigt. Hei kumen dacks Reklamatiounen eran, well d'Aidë vum Ministère refuséiert goufen, d'Aarbechten awer schonn ugefrot waren, ier iwwerhaupt eng Demande de subsidence bei der Administratioun erakomm ass. An hei huet d'Médiature d'Feele vun engem Délai légal kritiséiert wéi och de Fait, fir e Refus ausschliesslech op d'Nachhinein vun der Commende respektiv den Ufank vun den Aarbechten ze baséieren. Op jidde Fall ass am Moment am zoustännegen Nohaltegkeetsministère amgaangen iwwerluecht ze ginn, fir hei méi eng praxisorientéiert Léisung ze fannen.

Am Héichschulberäich gongen och eng Partie Reklamatiounen bei d'Médiature. Hei ass de CEDIES méi dacks vun der Médiature sollicitéiert ginn am Kontext vun der Durée, fir déi déi staatlech Studiebäihëlfelehen accordéiert ginn. Et ass esou, dass d'Zäitdauer vun de Bourssen a Prêté gesetzlech festgeluecht ass. An d'Gesetz gëtt awer och hei an Härtefall, no schrëftlecher a motivéierter Ufro vu Studenten, dem Minister d'Méiglechkeet, eng Ausnahm ze maachen an eng verlängert finanziell Hëllef ze accordéieren.

Hei kumen och Reklamatiounen era vu Studenten, déi de Prêt refuséiert kruten, well se d'Prozeduren an d'Délaien net respektéiert hunn, wéi se reglementaresch festgeluecht sinn. An d'Médiature huet proposéiert, d'Demande fir déi finanziell Studiebäihëlfelehen online ze setze respektiv d'Deadline vun der Demande ofzeschaffen a just nach déi zrëckzebehalen, wou deen definitiven Dossier muss erageschéckt ginn. An et ass och an der zoustänneger Kommissioun gesot ginn, dass am Kader vun der genereller Reform vun de Studiebäihëlfelehen d'Prozeduren iwwer e Reglement kéinte vereinfacht ginn, wat och de Wonsch, wéi gesot, vun der Kommissioun war.

An engem weidere Beräich huet d'Familljekommissioun Stellung bezunn: Eng Famill, déi an engem aneren EU-Land wunn, huet d'Médiature kontaktéiert. De Papp, deen d'Lëtzebuerg Nationalitéit huet an an eng zoustänneg Pensions- a Krankeess zu Lëtzebuerg abezilt, huet d'Prestations familiales bis Enn 2012 weider ausbezuel kritt, dat obschonn eng fräiwëleg Cotisatioun entsprecherend engem europäesche Reglement net duerget, fir d'Lëtzebuerg Kannergeld kënnen ze kréien. An déi betraffe Famill huet awer ëmmer och d'Kannergeldkeess iwwert d'Situatioun informéiert.

D'Médiature ass der Meenung, dass een Accès vun der Kannergeldkeess op de Centre commun vun der Sécurité sociale géif eng besser Kontroll respektiv eng méi séier Adaptatioun erméiglechen. Den Idealfall wier, seet se, eng automatesch Informatioun, soubal d'Situatioun vun engem Famill ännert. Déi zoustänneg Kommissioun war der Meenung, dass se och do d'accord wär mat der Médiature, dass d'Kannergeldkeess misst op déi Donnéeën kënnen zrëckgräifen, déi se am Kader vun hirem Aarbecht brauch, seet awer och, dass déi Décisioun schlussendlech bei deem zoustännegen Minister vun der Sécurité sociale géif leien.

Ee Wuert och zum Avis vun der Fonction publique. Eng Persoun, déi an engem Musée schafft, hat bei der Médiature reklaméiert, well si en internt Reklassement net accordéiert krut, ënner dat Begrënnung, dass de betrefende Musée seng legal Quoten erreicht hätt. An am Code du Travail steet, dass een internt Reklassement am ëffentleche Secteur, e Reklassement an der ursprünglecher Administratioun oder ëffentleche Service vum concernéierten Agent bedeit, eventuell op een anere Posten oder een aneren Aarbechtsregime.

An d'Médiature ass hei der Meenung, dass ee Musée, also een Deel vun den Instituts culturels vum Stat, ënner d'Tutelle vum Kulturminister fällt, an domat déi Instituter als Ensemble administratif géife gëllen. Si huet der Regierung virgeschloen, de Champ d'application vum Reclassement interne an der ëffentlecher Verwaltung ze erweideren. D'Kommissioun vun der Fonction publique mécht d'Bemierkung, dass, am Kader vum Projet de loi 6555, déi intern an extern Reklassementer ugepasst wäerte ginn. Wat de Reklassement an der Fonction publique ugeet, ralliiert d'Kommissioun sech der Positioun vum Minister, dass déi Fro, wéi gesot, am generelle Kontext vun där Reform géif gepréift ginn.

Dann huet deen zoustännegen Minister och confirméiert, dass d'Ufro fir intern Reklassementer staark zougeholl hunn, wat och zu Schwieregkeeten an der Gestioum vun de jee-weilegen Administratiounen féiert.

D'Médiature gouf och nach kontaktéiert, well germaniséiert Virnimm op neie Führerschäiner benotzt goufen - eng Geschicht, déi och jo an der Press traitéiert gouf -, woubäi op méi alen Dokumenter de Virnimm nach op Franséisch ass. An opgrond vum Gesetz vum 19. Juni 2013 kruten tëscht 17.000 an 18.000 Biergerinnen a Bierger, déi während dem Zweete Weltkrich gebuer sinn, nei Identitéitspabeiere respektiv Führerschäiner mat hirem ursprünglechen Numm geschéckt. Allerdéngs huet den zoustännegen Minister dee Moment Mesuren an Aussicht gestallt, fir déi Situatioun méiglechst séier ze redresséieren.

Här President, d'Institutiounskommissioun war e bësse méi laang mat dem Rapport vun der Médiature 2013 beschäftigt, net wéinst den Dossierien tel quel, mä virun allem och wéinst dem Avant-propos vum Rapport, wou et haaptsächlech ëm d'Fonctioun an natierlech ëm d'Kompetenze vun der Médiature gong. D'Médiature huet virgeschloen, am Gesetz vun 2003 d'Promotioun an d'Protektioun vun de Mënscherechter ze preziséieren. Generell ass d'Kommissioun der Meenung, dass een hei net muss légiféieren, well d'Mënscherechter schonn an der Kompetenz vum Médiateur géife leien, vu dass se ka saiséiert ginn, wann eng Reklamatioun bezüglech engem Verstouss géint Konventiounen, Gesetzer oder Reglementer virläit.

Eng interessant Fro ass och déi vun den Délais de recours, déi während där Zäit, wou een Dossier beim Médiateur läit, oflafen an de Reklamant ënner Emstänn onnéideg Gerichskäschte riskéiert. Hei ass d'Médiature der Meenung, dass een Délai de suspension vun dräi Méint soll zu Lëtzebuerg virgesi ginn, ähnlech wéi et elo rezent an der Belsch - ech mengen, do sinn et véier Méint - agefouert gouf.

D'Institutiounskommissioun ass der Meenung, dass déi verschidde Punkte méi déifgräifend missten an eng Reform vun Gesetz iwwert de Médiateur gekuckt ginn, also d'Gesetz vun 2003, wéi et iwwregens och am Koalitionssoffkommis vum der neier Regierung virgesinn ass: «Le Gouvernement analysera la possibilité de réformer l'institution du Médiateur.»

Am Kader vun der Verfassungsreform hat d'Médiature proposéiert, d'Institutioun vum Médiateur och an d'Constitutioun anzuschreien. D'Institutiounskommissioun war do der Meenung, dass ee soll vursiichteg sinn, wat generell d'Aschreiwung vun neien Institutiounen an d'Verfassung ubelaangt. Duerfir wollt d'Kommissioun dës Iddi net weider suivéieren.

D'Médiature reagéiert och op d'Aschätzung vun verschiddenen Administratiounen, de Médiateur dierft net an engem Sträifall agräifen, deen um Tribunal ass. D'Médiature ass awer hei der Meenung, dass si kéint an engem viru Gericht engagierter Procédure saiséiert ginn, fir ze versichen, de Konflikt à l'amiable ze léisen, an dass déi zwou Parteie sech iwwert dee Wee ouni Gericht eens kéinte ginn. D'Kommissioun ralliiert sech där Interpretatioun vun der Médiature a confirméiert, dass dëst och kloer d'Intentioun vum Législateur war, wann een d'Rapporte vun deemools vun de parlamentareschen Aarbechte vun 2003 noliest.

De Service médical vun der Fonction publique hat refuséiert, Stellung iwwer eng Reklamatioun ze huelen, well hien der Meenung war, dass dat ënner de Secret médical géif falen. Or, d'Médiature huet doropshi geäntwert, dass de Secret médical hir net opposabel wier. Den Artikel 6 am Gesetz vum 2003 zielt nëmmen dräi Domänen op, wou dat de Fall ass a wou de Caractère secret ou confidentiel spillt: d'national Verdedegung, dann d'Sécherheet vum Stat respektiv d'Aussepolitik.

D'Médiature seet weider, dass de Secret médical net géint den Intérêt vun där concernéierter Persoun ka spillen, wann hire Service kontaktéiert gouf. An d'Institutiounskommissioun ass der Meenung, dass den Artikel 6 vum 2003er Gesetz misst an engem eventueller genereller



Form verächtlicht ginn, well den Text awer zu divergenten Interpretatiounen hei kéint féieren.

D'Logementskommissioun huet mat Satisfaktioun festgestallt, dass een eenzege Fall huet missen traitéiert ginn, an zwar am Kontext vum Fonds du Logement, wou an der Tëschenzäit déi Affär och konnt geléist ginn.

Op de Bilan vun den Ëmsetzung vum de Recommandatiounen wëll ech elo weider net agoen, well ech mer awer e bëssen Zäit och nach wollt halen, fir haaptsächlech op d'Konklusiounen vun der Petitiounskommissioun anzegoen. Fir den Detail, wéi gesot, vum Bilan, géif ech op dee schrëftleche Rapport hiweisen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konklusiounen géif ech a fënnf Punkte resümieren, also haaptsächlech, well dat der awer och nach méi sinn. Mä dat sinn awer fir eis Wesentlecher gewiescht.

Éischte Punkt. D'Petitiounskommissioun ass der Meenung, dass eng Evaluatioun vum Gesetz vum 2003 iwwert de Médiateur ubrecht ass, dat hunn ech scho gesot, a si ralliiert sech an deem Kontext och den Avis vum der Institutionskommissioun. D'Médiateur ass der Meenung, dass hire Kompetenzberäich soll erweidert ginn. Dat ass och schon am Rapport 2011-2012 daitlech ginn, an dat fir all Organismen, déi een ëffentlechen Déngscht ubidden, onofhängeg vun hirem Statut, ob dat public oder privat ass. Am Moment ass et nämlech effektiv esou, dat wéist Der, dass de Médiateur just Plainten unhuelen däerf, déi een Organe de droit public concernieren. Och dat ass an deem viregte Rapport daitlech ginn.

Wat d'Promotioun an d'Protektioun vum Mënscherechter ubelaangt, am Kompetenzberäich vun der Médiature, esou hält déi zoustänneg Commissioun et net fir noutwendeg, ze légiféieren, well déi jëtzege Législatioun effektiv d'Méiglechkeet géif ginn, dass de Médiateur saiséiert gëtt, wann et hei em eng Verletzung vum Konventionen, Gesetze, Reglementer geet. Allerdéngs muss een hei och präzisieren, dass am Gesetz vum 9. Abrëll vun dësem Joer d'Missiou vum Rapporteur national sur la traite des êtres humains der Commission consultative vun de Mënscherechter uvertraut gouf, an net dem Médiateur.

Elo, wat d'Problematik vun den Délais de recours an enger Affär ugeet, déi beim Médiateur läit, proposéiert d'Médiature en Délai vun dräi Méint vis-à-vis vun de Reklamanten, fir onnéideg richterlech Fraisen ze évitéieren. Dat hunn ech virdru kuerz ernimmt. An hei, an deem hei Fall begréisst d'Petitiounskommissioun, dass d'Commission juridique bei der Regierung ugefrot huet, eng Recherche de droit comparé vun auslännesche Législatiounen ze maachen.

Dann ass och nach e Sujet, deen och virdru mäi Virriedner, de Marcel Oberweis ernimmt huet, nämlech d'Denominatioun vum Médiateur. Och dat kéint jo een Deel si vun der Analyse, wann een d'Gesetz vum 2003 méi genee kuckt.

Am Kontext vun de Secrets opposables, deelt d'Kommissioun d'Meenung vun der Médiature, dass de Secret médical net opposable ass, wann et em de Schutz vum Bierger geet. D'Institutionskommissioun huet, wéi scho gesot, divergent Interpretatiounen opgeworf, wat den Accès zu den Donnéeën vun enger drëtter Persoun ugeet, an ass der Meenung, dass een dese Punkt, wéi gesot, och nach eng Kéier misst dann um Niveau vun der Reform vum Gesetz vum 2003 analysieren. An hei proposéiert d'Petitiounskommissioun, et sollt een da vun dëser Reform och profitieren, fir d'Froe par rapport vum Secret bancaire an dem Secret fiscal ze analysieren.

Den zweete Punkt an eise Konklusiounen dréint em d'Ëmsetzung vun der Recommendation Nummer 49, e wichtige Sujet an eisen Aen, iwwert de Code de bonne conduite. Och deen ass schon am viregte Rapport énoncéiert. Hei hat d'Médiature proposéiert, éischter e sougenannte Guide de bonnes pratiques administratives vun der Regierung ze adoptieren, amplaz iwwert de gesetzleche Wee ze goen. Dese Guide erlaabt et, esou d'Médiature, ënner anerem, dem Bierger seng Rechter an och seng Flichten ze kennen, an en inspiréiert sech gréisstendeels um Code européen.

De Minister vun der Fonction publique an der Réforme administrative huet vis-à-vis vun der zoustänneger Commissioun ugekënnegt, dass de Projet de Code de bonne conduite administrative, wéi e vun der viregter Regierung ausgeschafft gouf, nach adaptéiert gëtt, an zwar dëst en fonction vun de Mesuren, déi an de parlamentareschen Aarbechte fir de Gesetzesprojet iwwert de Statut vun de Fonctionnaires zréckbehalde géife ginn. An d'Petitiounskommissioun invitéiert deemno d'Regierung, dese Code de bonnes pratiques administratives méiglechsteier ëmzesetzen.

Beim drëtten Punkt geet et iwwert d'Verbredde respektiv d'Strech vum verschiddene Médiationsinstanzen. An Dir wéist, hei gëtt et eng Tendenz, fir a verschiddene Secteurs Médiatiounen anzeféieren. D'Médiature huet eis gesot, dass se d'Mise en place vun dem Service national de médiation am Gesondheitsweese begréisst.

Wat d'Proposition ugeet, fir verschidde Médiationservices an enger Institution ze rassembleieren, huet d'Médiature präziséiert, dass dat zum Beispill a Frankräich de Fall ass mam Défenseur des droits en France.

D'Petitiounskommissioun begréisst och an deem Kontext ausdrécklech d'Démarche, fir eng Maison des droits de l'Homme opzebauen, wou sech déi verschidden Organer op enger selwechter Adress géifen an Zukunft erfännen, an zum Beispill och géife mat engem gemeinsame Service d'accueil fonctionnieren.

Véiertens geet et em d'Saisine vum Médiateur, parallel zu engem gerichtleche Recours. Hei stinn d'Petitiounen- an d'Institutionskommissioun hannert der Interpretatioun vun der Médiature. Verschidden Administratiounen sinn der Meenung, dass de Médiateur keng Démarchen kéint entamieren, wann de Litige schon um Gericht läit. Fir d'Petitiounskommissioun ass et kloer, dass de Législateur daitlech säi Wëllen am Rapport vum Gesetz vum 2003 artikuliert huet, dass de Médiateur ka virum Recours oder parallel zum Recours intervenéieren, an invitéiert d'Regierung, d'Administratiounen och iwwert dee Punkt dann ze informieren.

Leschte Punkt. Hei geet et em d'Délaien an d'Begrennungen, am Kontext vun den Äntwerten vun den Administratiounen allgemeng. D'Gesetz gesäit vir, dass de Médiateur all Renseignements kann ufroen, déi e fir seng Enquête als noutwendeg gesäit, an dass all Ministere an ëffentlech Autoritéiten hien dobäi ënnerstëtzen. An d'Médiature insistéiert zu Recht nach emol drop, dass d'Administratiounen net mussen hirer Meenung sinn, mä dass se sech solle kooperativ weisen, andeems se detailliert a fondéiert Äntwerte liwweren. D'Petitiounskommissioun invitéiert deemno d'Regierungsmemberen, fir besonnesch drop uecht ze ginn, dass hir Verwaltungen ebe fondéiert Äntwerte ginn an och all d'Délais respektieren.

Mäi leschte Saz ass ee vu Merci un all meng Kolleeginnen a Kolleegen aus der Petitiounskommissioun fir déi gemeinsam konstruktiv Aarbecht, an och selbstverständlech e Merci un d'Sekretariat vun eiser Commissioun, d'Madame Tescher an d'Madame Haas an all déi aner, déi ganz vill Aarbecht hunn, net nëmme mat dësem Dossier, mä och mat den Dossiere vun de Pétitions publiques.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem zweete Rapporteur, dem Här Marco Schank. An d'Diskussion geet u mam Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréisch, esou wéi dat sech passt, soen ech meng Kolleeg Marcel Oberweis a Marco Schank, an awer och dem Änder Bauler fir seng Viraarbecht Merci, fir déi schrëftlech a mündlech Aarbecht iwwert déi lescht zwee Aktivitéitsrapporte vun der Médiature.

D'Ombudsfra huet an hirem Rapport d'activité vum 2011 an 2012 gesot, dass den Term „Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg“, esou wéi en am Gesetz vum 22. August 2003 definéiert ass, zweifellos riskéiert, Onkloerheet mat anere Médiatiounen erbäizeieren, wéi d'Médiateurs judiciaires en matière civile et commerciale, déi bei engem Sträitfall tèscht zwou private Persounen an d'Spill kéinte kommen. Et géif, laut der Médiature, eng Differenz ginn tèscht der Médiation institutionnelle oder publique engersäits, an der Médiation privée anerersäits.

D'Médiation institutionnelle oder publique sicht an der Regel net no Kompromësser, mä huet d'Méiglechkeet, eng Enquête ze maachen. De Médiateur mécht dat, nodeems hien eng perséinlech Reklamatioun eragereecht kritt huet. Hie versicht dann deem Problem, respektiv engem eventuellen Dysfonctionnement an enger ëffentlecher Administratioun oder engem Service nozegoen, fir dann d'Vertraue vun betroffene Bierger, awer och vum Bierger allgemeng, an déi Administratioun dann an deem Fall nees kënnen hierstellen.

D'Médiation publique ass och bindend fir d'Administratiounen oder de Service, dee viséiert ass, well déi de Froe vun Médiateur mussen noegen an him och déi néideg Renseignements mussen zoukomme loosser. Do kann et och emol aus dem Kader vun de pre-

zise perséinleche Problemer erausgoen, an doropshi kann de Médiateur der Regierung respektiv dem Parlament Recommandatiounen mat op de Wee ginn, fir dat eent oder dat anert Gesetz esou ze adaptieren, dass et an Zukunft eben net méi esou wäert sinn, dass déi Problemer sech do kënnen stellen.

Déi privat Médiatioun geschitt tèschent zwou Parteien, déi an engem Sträit leien. D'Médiation probéiert an deem Fall e Kompromëss tèschent de Parteien ze fannen, kann awer keng Enquête maachen! D'Médiation privée ass ëmmer volontaire an op de strikte Kader vum Sträit limitéiert. Se probéiert also eng Solution à l'amiable ze fannen.

Déi zwee Type vu Médiatioun suivieren zwar am Endeffekt ähnlech Ziler, dohier den Numm, hunn awer net déiselwecht Approche a Pouvoiren. Dowéinst dierften, an den Ae vun der Madame Err, déi zwou Zorte Médiatioun net deeselwechten Numm kréien, well dat zu Onkloerheete féiere kéint. D'Madame Err ass der Meenung, dass den Term „Ombudsmédiateur“ am beschten hir Fonctionne géif zréckspigelen. Deen Titel refléiert hir Kontrollmissioun, mä gläichzäiteg och hir Technik, mat där se kann oder da wëllt virgoen.

D'CSV, awer mir net eleng, mir hunn och Verständnis fir der Madame Err hir Suerg an deem Kontext. Mir sinn awer der Meenung, dass dee virgeschloenen Titel net allen Ämbigüitéiten aus dem Wee geet. Hei hätte mer elo déi zwou Varianten dran, de Médiateur souwuel wéi och den Ombudsman oder d'Ombudsfra. Mir haten och deemools hir Alternativ zu enger Denominatioun virgeschloen, an zwar Ombudsperson. Déi géif hirer Fonction also méi Rechnung droen an et wier och eng geschlechtlech neutral Denominatioun. Ombudsmann respektiv Ombudsfra muss een dann och net méi extra betounen. Mir mengen, dass des Diskussioun an engem breede Konsens an alle Fraktiounen sollt gefouert ginn, an da bei der Evaluatioun vum Gesetz och sollt gekläert ginn.

Wann Der erlaabt, maachen ech dann elo de Lien zum nächste Punkt, deen och direkt eppes mat der Denominatioun ze dinn huet. D'Commission de Venise, d'Berodungsorgan vum Conseil de l'Europe, huet der Médiature an engem Avis iwwert de Gesetzesprojet vum Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg bedauert, dass d'Méiglechkeete vun Lëtzebuerger Médiateur méi restriktiv wieren, wéi déi vum sougenannten Ombudsman, wéi en nottamment an de skandinavesche Länner schon zënter längerer Zäit besteet. Dëst virun allem, esou d'Commission de Venise, well de Lëtzebuerger Médiateur net iwwert de Pouvoir d'autosaisine verfügt, dat heescht, dass de Médiateur zum Beispill net vu sech aus eng Enquête iwwer eng ëffentlech Administratioun ka maachen.

D'Ombudsfra präziséiert dann och, dass si net d'Méiglechkeet huet, sech enger Plainte unzehuelen, déi vun enger behënnerter Persoun zum Beispill kënt, déi sech da géint eng Privatstruktur richt, wéi zum Beispill eng Klinik. Mir deelen hei net onbedéngt d'Meenung vun der Madame Err, dass si do keng Méiglechkeet hatt, anzegräifen.

D'Gesetz iwwert d'Rechter vun handicapéierte Leit, fir bei deem Beispill ze bleiwen, gesäit nämlech ganz kloer vir, dass de Médiateur am Fall, wou eng behënnerter Persoun d'Gefill hat, dass hir Rechter net respektéiert goufen, eng Saisine ka maachen, à condition dass et sech em eng Struktur handelt, déi ëffentlech Déngschtleeschungen ubitt, also onofhängeg awer vum Statut, privat oder public, an dat och selbstverständlech, dass déi concernéiert Persoun net géint eng Interventioun vum Médiateur wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Médiature mengt, dass hir Fonctionne sech och net dierften an technesch Beräicher spezialisieren. An deenen Domäne brauch een nämlech och dat néideg Wëssen, Detailwëssen. Als Beispill gëtt se dann och de Schutz vun de Rechter vum behënnerter Leit un. Dëst wier eng spezifesch Missioun, déi een dem Centre pour l'égalité de traitement sollt uvertrauen. Et misst een dem CET dann natierlech och déi adequat Moyenen zur Verfügung stellen.

Hei si mir der Meenung, dass d'Madame Err sech awer an hiren Ausserungen net ganz konsequent ass. Wa si seet, dass de Médiateur keng technesch Beräicher soll traitéieren an awer an engem fuedert, dass hir Kompetenzen erweidert solle ginn, fir all Organ, dat ëffentlech Déngschtleeschungen ubitt, egal ob et eng privat oder ëffentlech Struktur ass, mam Beispill ebe vun de behënnerter Leit, dann deele mir d'Opfaassung vun der Institutionskommissioun a fannen dat kontradiktoresch, well hei speziell de Gesondheitssecteur concernéiert ass. Or, an de Marcel Oberweis hat dat virdru och scho gesot, et ass awer just dee Secteur, deen äusserst technesch Natur ass.

D'Médiature bedauert dann och d'Gesetz, oder dass d'Gesetz net virgesäit, dass se sech enger Plainte kann unhuelen, déi vun enger Persoun kënt an déi sech géint e private Betrieb richt, deen awer ëffentlech Services ubitt. Firwat kann zum Beispill e Bierger, dee mat enger privater Busgesellschaft ënnerwee war, sech net kënnen un d'Médiature richten, fir sech iwwert de schlechte Service opzereggen, wann deen d'Méiglechkeet awer bei engem staatleche Betrieb huet? Se proposéiere schlussendlech déiselwecht Prestatioun, an zwar den ëffentlechen Transport. Dat Bedenke kënnen mir duerchaus novollzéien. D'Institutionskommissioun hat jo och hei hiren Avis dozou ginn, an deem se gesot huet, dass dat trotzdem problematesch wier, well een als Alleréisch misst ganz kloer definéieren, wat dann elo e Service public ass. Et géif sech nämlech hei em eng ganz vag Notioun handelen.

D'Médiature schléit dann och nach vir, dass d'Mënscherechter an hir allgemeng Kompetenze sollten ageschriwwen ginn. Laut der Madame Err spillt d'Commission consultative des Droits de l'Homme ausschliesslech eng Beroderoll a ka kee Schutz ubidden. Si kann also keng individuell Plainten traitéieren. No de Principes de Paris muss eng national Institution, déi iwwert des Kompetenzen an der Mënscherechtsfro verfügt, e Mandat kréien, dat ganz kloer an engem Gesetzestext verankert ass. Also misst an deem Fall dat dann an d'Médiaturgesetz drastoe kommen.

Dës Kompetenzerweiterung vum Médiateur werft awer nees aner Froen oder Problemer op, wéi dat och d'Institutionskommissioun bemierkt huet, an zwar déi vu generelle Kompetenzerweiterungen an allen Organismen, déi am Schutz vum Mënscherechter tätég sinn. Vu dass et där awer eng ganz Rei gëtt, stellt sech dann och do d'Fro vun enger effizienter an transparenter Koordinatioun vun all deene Strukturen.

Déi Kompetenzerweiterung fir de Médiateur ass also duerchaus denk- a machbar, mä et muss ee sech dann awer och mat all deene Froe beschäftegen, déi riskéieren, derbäizekommen, an dat sinn der, wéi gesot, vill a si sinn och wichteg.

Da wollt ech och nach op den Avis vum Statsrot zréckkommen, dee mir och deelen an dee gesot huet, et wier net onbedéngt un der Médiature, fir an esou engem Beräich Konditiounen ze stellen.

Här President, ech wollt dann zum Schluss nach ganz kuerz op e puer aner Aspekter agoen, déi net direkt eppes mam Rapport vun der Madame Err ze dinn hunn, mä éischter mat hirer Aarbechtsart a -weis.

Dir kënt lech sécherlech nach erënneren, dass an de leschte Méint dacks iwwer Problemer an de Medie Rieds gaangen ass iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Madame Err hir Fonctionnen ausfüllt op där enger Säit, a wéi se mat hire Mitarbeiter emgeet op där anerer Säit. Et kann een elo d'Aart a Weis, mat där sech d'Madame Err heiansdo an d'Administratiounen adresséiert huet, bedauern. Iwwert d'Manier kann een och diskutieren.

Mir fannen et op jidde Fall elementar fir de gudden Kontakt tèscht der Médiature an den Administratiounen, dass dee Kontakt gutt gefleegt gëtt. Nëmme esou kann et och zu konstruktive Verbesserungen an den Administratiounen kommen, wann dat dann néideg ass. Dat ass déi al Geschicht: Esou wéi een an de Bësch rufft...

Wou mir och net ganz glécklech driwwer waren, ass, dass d'Madame Err gläichzäiteg zu hirer Fonction als Médiature nach aner Mandater hat an huet, wéi zum Beispill an der Commission de Venise souwéi d'Médiation civile. Och wann des Fonctionnen net expressément inkompatibel si mat hirer Fonction als Médiature, si mir dach awer der Meenung, dass et fir d'Onofhängegkeet vun hirem Mandat besser wär, op des Niewemandater ze verzichten.

Mir begrëssen dofir och d'Opfuerderung vum Bureau, dass an Zukunft d'Madame Err keng Médiation civile méi soll maachen, a sinn och frou, dass si där Opfuerderung nokënt.

Dernieft huet de Bureau vun der Chamber relativ dacks missen agräifen a Konflikter, déi sech tèscht der Médiature an hire Mataarbechter ofgespillt hunn. De Bureau huet domadder eigentlech de Rôle vum Médiateur tèscht deene zwee misse spillen. Mir hoffen, dass des Zesummenaarbecht sech an Zukunft wäert verbessern, well eng gutt an enk Kooperatioun d'Bedéngung ass, dass d'Institution vum Médiatur

teur gutt ka fonctionnéieren am Interesse vun de Bierger.

D'Hoffnung, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss sief erlaabt, dass opgrond vun der Feststellung, dass d'Unzuel vun den Dossierien zolidd zréckgaangen ass, d'äst näischt mat der Persoun vum Médiateur a senger Aart a Weis ze dinn huet, mä just mat dem Émstand, dass et allgemeng manner ze knoutere gëtt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Dat mengt Dir!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Eischen. Als Nächsten huet d'Wuert den honorebelen Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, léif Vertrieederinnen a Vertrieeder vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech hei direkt am Ufank...

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

► **M. le Président.** - Et sinn e bësse vill Background-Geräischer. Lauschtert wann ech gelift dem Här Angel no!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President.

Ech wëll direkt, wéi gesot, och am Ufank eng Rei Mercien ausdrécken. Natierlech de Rapporteur vun deenen zwee Rapporte fir hir exzellente schréfflech, awer och méndlech Presentatioun hei. Dat sinn den Här Oberweis an den Här Marco Schank. Den Här Oberweis fir de Rapport 2011-2012 an den Här Schank fir 2013.

Mir hunn also och engem Wonsch vun der Madame Médiateur Rechnung gedroen, dass mer elo de Rapport mam Kalennerjoer openanerbrenge, an ech mengen, dat ass och gutt esou.

Ech wëll awer och der Secrétaire-administrateur vun eiser Kommissioun, der Madame Anne Tescher, Merci soe fir hir Gedold, déi se mat eis all hat an der Kommissioun, an och fir hir exzellente Aarbecht.

An natierlech deenen zwee Presidente vun der Petitiounskommissioun, déi am Amt waren, wéi mer déi zwee Rapporte vun der Médiature an der Kommissioun verschafft hunn. Dat ass engersäits de Camille Gira, deen elo Member an der Regierung ass, an anerersäits de Marco Schank, dee fréier an der Regierung war.

An ech mengen, dat ass interessant an et ass och gutt fir déi gutt Zesummenaarbecht. Deen ee weess, deen neie President vun der Kommissioun weess, wéi et op där enger Säit an der Regierung ass, an an der Regierung sëtzt elo een, dee weess, wéi et ass, wann ee President vun der Petitiounskommissioun ass. An ech mengen, dat kann déi gutt Zesummenaarbecht zwëschent der Petitiounskommissioun an der Regierung nëmme nach verbessere, an dat souwuel am Dossier, wat d'Petitiounen ubelaangt, déi normal Petitiounen, mä och am Dossier Relatioun mat der Médiature, an och d'Aart a Weis, wéi mer hei an der Chamber dee Rapport verschaffen.

Zu där Aart a Weis, wéi mer dee Rapport hei verschaffen, wollt ech vläicht e puer Remarqué maachen. Et ass déi sechste Kéier, wou mir deen Débat hei an der Plénière hunn. D'Erfahrungen, mir hunn all Erfahrung gesammelt: De Médiateur oder d'Médiature kennt, si presentéiert hire Rapport, da kennt se nach eng Kéier an d'Petitiounskommissioun, duerno verschécke mer alles an d'Fachkommissiounen, déi empfänken da Ministeren oder Vertrieeder vun den Administratiounen, an da gëtt sech oft direkt einfach där Positioun ralliiert.

Et handelt sech awer heiansdo ëm Dossierien, déi Honnerte vu Säiten hunn, wou vläicht nach zousätzlech Erklärungen wäeren, an ech mengen, doriwwer musse mer vläicht an Zukunft eng Kéier schwätzen.

Ech hunn nach a mengen Notize vun där Réunion vum 20. Januar, wéi d'Madame Err bei eis an der Kommissioun war, nogelies, dass d'Madame Err ausdrécklech gesot huet, si wär och bereet, wann de Wonsch kéim vu verschiddene Fachkommissiounen, och an d'Fachkommissiounen ze goen, fir dann nach méi Informatiounen ze ginn a fir och do kënnen da mat ze diskutieren. Dat war leider net de Fall. Ech mengen, mir kënnen eis eng Kéier zesummesetzen a kucken, wéi mer besser nach kënnen an Zukunft schaffen.

Ech wëll awer och der Madame Médiature villmools Merci soen an all hire Mataarbechter

aus hirem Service Ombudsmann fir hir Aarbecht, déi si an deene leschte Jore gemaach huet. Si ass am Amt säit dem Joer 2012. Ech wollt just mengem Virriedner, dem Félix Braz, hei soen, en huet ugeschwat, dass d'Madame Err huet missen opgefuerdert...

► **Plusieurs voix.** - Eischen!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Félix Eischen, pardon!

► **Une voix.** - Kennt Der deen net?

► **Une autre voix.** - Dir hutt déi zwee matenee verwiesselt.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Et sinn zwee Sympathescher, dofir hunn ech se matenee verwiesselt.

**(Hilarité)**

Entschëllegt mech! Ech mengen den Här Félix Eischen, dee gesot huet, do hätt d'Madame Err missen opgefuerdert ginn, d'Médiation civile opzehalen.

**(Brouhaha)**

Ech wëll just en Detail dozou ginn. D'Madame Err huet am Kader vu Formatiounen, déi si selwer gemaach huet... Si huet jo Médiatioun studéiert an huet missen nach Médiatiounen nowiesen, déi se onentgeltlech gemaach huet, a si hat scho selwer déi Décisioun geholl, dat net méi ze maachen.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Dat gesot, kommen ech dann zréck. Also, ech wollt der Madame Err an hirer ganzer Equipe Merci soen, awer och dem Här Fischbach, well en Deel vum Joer 2011 an 2012 an deem Rapport, vun deem mer schwätzen, ass jo och nach ënnert dem Här Fischbach gewiescht, an ech wëll him am Numm vun der LSAP Merci soe fir seng Aarbecht, déi e vun 2004 u gemaach huet.

Mir wëssen, dass déi Institutioun Ombudsmann elo zéng Joer huet, an ech mengen, et ass eng jonk Institutioun, déi awer am Laf vun deene leschten zéng Joer ëmmer méi u Bedeutung gewonnen huet. An ech mengen, dat ass wichtig. Si huet ëmmer méi u Bedeutung gewonnen a si ass och ëmmer méi vun der Populatioun vun onsem Land, vun de Biergerinnen a Bierger vun onsem Land unerkannt ginn an och, mengen ech, gëtt déi Institutioun vun de Leit hei am Land héich geschat. Et ass also eng Institutioun, an dat wëll ech hei och am Numm vun der LSAP soen, déi net méi ewechzedenen ass.

Zéng Joer ass awer dann och vläicht de Moment, an dat seet d'Madame Err jo och, d'Madame Médiature och an hirem Avant-propos, fir iwwert d'Zukunft nozedenken an d'Gesetz vun 2003 vläicht op de Leescht ze huelen. An ech mengen, déi Konklusioun, an dat hu mer jo och vun de Rapporteur heieren, där Iddi huet sech jo och d'Petitiounskommissioun ugeschloss.

Ech mengen, et geet hei net par force dréms, nëmme d'Kompetenze vum Médiateur ze erweidere, mä et geet virun allem, an dat seet d'Madame Err jo och ganz oft, ëm eng Clarificatioun vun de Kompetenzen. D'Madame Err huet hei de 16. Januar zu deem doten Thema gesot: «Ce qui va sans dire, va encore mieux en le disant!» Ech wollt dat hei répétéieren, well ech mengen, d'Clarificatioun ass do ganz wichtig.

Mir begréissen als LSAP och déi Neierungen, e puer Neierungen, déi d'Madame Err hei de 16. Januar, wéi se hire Rapport presentéiert huet, virbruecht huet. Ganz begréissenswäert ass an der zweeter Partie vum Rapport, nientendär Rubrik, wou mer iwwert d'Recommandatiounen an d'Suite, déi déi kompetent Autoritéiten deene Recommendationen ginn, wou dat alles beschriwwen gëtt, huet d'Madame Err eng nei Rubrik derbäigesat mam Titel: «Des avis et des suggestions d'ordre pratique aux administrations». An ech mengen, grad dës Rubrik «Avis et suggestions pratiques» begréisse mir als LSAP ausdrécklech, well et sech hei, mengen ech, ëm eng proaktiv an och eng preventiv Approche handelt, fir eben an Zukunft Reklamatiounen ze verhënneren a well heideroch och d'Répéitioun vun ähnleche Fäll verhënnert ka ginn.

Mir hu jo d'äst Joer zwee Rapporte beieneen, an do gesäit een och, wéi verschidde Répéitiounen sinn. An ech mengen, grad d'esen Deel, dat wär, fir dat ze verhënneren. An d'Suggestiounen, déi do opgezielt gi vun der Madame Err, erlaben et och den Administratiounen, fir ebe géint identesch Problemer virzegeen, falls et méiglech ass, an dat, ouni dass e Gesetz misst geännert ginn.

Mir freeën ons als LSAP och, dass vill vun deene Suggestiounen méttlerweil schon akzeptéiert gi sinn an och applizéiert gi si vun den Administratiounen. Et gëtt nach eng ganz Rei vun deene Suggestiounen, déi amgang sinn, for-

maliséiert ze ginn, an dat soit duerch intern Instruktiounen an den Administratiounen oder duerch groussherzoglech Reglementer.

An da sinn dat net nëmme Suggestiounen an deem neie Kapitel, awer och Avisen. An ech mengen, och dat ass interessant, souwuel fir d'Regierung, fir déi Leit, déi un neie Gesetzestexten schaffen, wéi och fir eis als Deputéierten, wou mer déi Avisen och solle liesen, wou Erfahrungen, déi d'Madame Err praktesch mécht an Dossierien, ganz gutt opgezielt sinn. Ech ginn elo net an d'Detailer, mä grad, wat de Reklamatioun ubelaangt, sinn do ganz wichteg Informatiounen. An ech mengen, dat solle mer eis och alles uliesen a mat verschaffen, wa mer hei nei Gesetzer maachen.

D'LSAP begréisst natierlech och, dass déi Pressearbecht vun der Madame Err... Et ass lech opgefäll, dass an alle Presseorganer regelméisseg Artikele sinn, an enger relativ einfacher Sprooch gehalen. Ech mengen, dat ass wichtig fir d'Leit dobaussen, dass iwwert d'Institutioun vun der Médiature opgekläert gëtt, Promotioun dofir gemaach gëtt a wichteg Informatiounen erausginn.

Och hat d'Madame Err ugekënnegt, se géif zwielf effentlech Konferenzen halen an deenen zwielf Kantonen. Ech mengen, alles dat si Saachen, déi wichtig sinn. Och d'Kollaboratioun mat de Schoulen, déi d'Madame Err mécht, mat verschiddene Lycéien am Kader vun der Instruction civique, souwuel mat de Schüler a mat den Enseignant, dat ass och wichtig, dass si an hir Leit do Kontakt mat de Schoulen hunn.

Da wollt ech och hiren Asaz begréissen, an dat hu mer och an deene leschte Jore schon oft beschwat, wat d'Verriedung vun den Travailleurs indépendants ugeet. Et si jo vill Reklamanten, déi net d'accord si mat enger Décisioun zum Beispill vum Collège médical oder vum Ordre des Avocats oder vun der Chambre des Notaires oder vun der Vereenegung vun den Dierwiechter. An hei huet d'Madame Err jo Kontakt mat all deenen opgeholl a versicht do gemeinsam Regeln ze fannen, dass si och intern Médiatioun maachen. An, ech mengen, do ass vill geschitt an ech wëll hir do am Numm vun der LSAP och villmools Merci soen.

A wann ech richtig informéiert sinn, wäert och elo an der Formatioun beim INAP an och d'Personnel vum OLAI Formatioun kréien iwwert de Médiateur. An, ech mengen, dat ass gutt esou, fir dass all Verwaltung d'Missionen, an dat ass wichtig, dass all Verwaltung d'Missionen richtig erkläert kréien an de Médiateur net als Kontroll ugesi gëtt oder als eng Aart Procureur, wat en effektiv net ass.

Et ass och wichtig, et ass wierklech wichtig, de Rôle an d'Kompetenze vum Médiateur, dass déi kloer sinn. An ech erënneren drun, ech zitieren nach eng Kéier d'Madame Err, wéi se de 16. Januar hei hire Rapport presentéiert huet. Si huet gesot: „Den net gudd Wëlle vu verschiddene Partner, fir eng Léisung ze fannen, gëtt kloer, wa si vun Ufank un d'Kompetenzfeld vum Médiateur contestéieren.“ An dofir ass et ebe wichtig, dass déi Kompetenze kloer sinn an dass déi och gutt erkläert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu enger Recommendation e bësschen an den Detail goen, dat ass de Code de bonne conduite, d'Recommandatioun 49, wou mer eis an der Commission des Pétitions jo ralliiert hunn; de President huet et och hei a senger Ried gesot. Dee Code de bonne conduite huet eng ganz laang Geschicht.

Den 21. Juli 2008 hat schon de Virgänger vun der Madame Err, de Médiateur Fischbach d'Recommandatioun 34/2008 gemaach «relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite administrative». Dunn huet den 11. Mee den deemolege Fonction-publiques-Minister Wiseler Positioun geholl a gesot, dass déi Aspekter vun deem Code de bonne conduite, wat d'Relatioun mat de Citoyenen an Agents administratifs géif ugoen, also abezu géife ginn an de Code de déontologie vun der Fonction publique.

Déi Elementer vum Code de bonne conduite, déi awer d'Administratioun als Lieu d'accueil oder Lieu de contact géife betreffen, déi géifen a sougenannte Chartes d'accueil et de service erakommen. De 14. September 2012 huet dann den deemolege Justizminister Biltgen d'Médiature an och d'Fonction-publiques-Ministesch informéiert iwwert den Avant-projet vun engem Règlement grand-ducal, deen d'Déontologie-Regele vun der Fonction publique géif regelen.

Méttlerweil wësse mer jo, dass de Conseil d'État mat där Virgoensweis net d'accord war, dass een déi Déontologie-Regele géif an engem Règlement grand-ducal festleeen. An dofir huet och deen neie Minister vun der Fonction publique, den Dan Kersch, direkt gesot, dass déi Froe vun der Déontologie mussen an dat

neit Gesetz iwwert de Statut vum Fonctionnaire agebaut ginn.

Déi Recommendation 49, do geet et awer net nëmme ëm Froe vun der Déontologie, do geet et och ëm Froe vun der „bonne pratique administrative“. An d'Madame Médiature erkläert dat ganz gutt a si huet sech och inspiréiert, an dat schreift se och, un deem, wat um EU-Niveau leeft. Um EU-Niveau sinn an zwee verschiddenen Dokumenter engersäits déi deontologesch Obligatiounen vun den EU-Fonctionnaires festgeschriwwen an dann anerersäits gëtt et e Code de bonne conduite administrative.

D'Fonction vum esou engem Code de bonne conduite ass et jo, fir eng Kultur an den Administratiounen ze garantéieren, déi achséiert ass op Service an op Effikasitéit. D'Administratioun dierf sech net contentéieren, hir legal Missioun am engste Sënn vum Wuert ze exekutieren. Si muss den Usager, fir net Administréiert ze soen, an de Méttelpunkt stellen. An déi dote Praxis gëtt zum Gléck an deene meeschte Verwaltungen jo och schon ugewannt. An esou Prinzipien a Regele vun der „bonne conduite administrative“ erlaben et och dem Médiateur, am Fall vu Reklamatiounen, seng Evaluatioun dann esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Esou e Code de bonne conduite ass also och en Outil d'évaluation. An ech mengen, déi Meenung deelen ech, déi huet jo och d'Commission des Pétitions mat der Madame Médiature gedeelt.

An dat war och schon an der leschter Petitiounskommissioun de Fall, an dofir kënnen mer ons och all freeën, mat der Médiature, wéi si och an hirem Rapport schreift, dass d'Regierung, déi nei Regierung an hirem Regierungserklärung schreift: «le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative».

Ech erlabe mer dofir dem Här Dan Kersch, dem zoustännege Minister awer nach eng Fro ze stellen. D'Madame Médiature kennt jo, wéi gesot, an hirem Rapport zweemol hei drop zréck a si schreift, an dofir wëll ech zitieren, wa si iwwert dee Code de bonne conduite schreift, ech zitieren: «Il s'agit en effet de soft law, c'est-à-dire de règles de conduite adéquate au sein de l'administration, qui ne doit pas passer par la procédure légale usuelle. Pour clarifier la nature particulière desdites règles, la dénomination de guide de bonnes pratiques administratives aurait l'avantage de ne pas laisser subsister le doute sur la nature sui generis du document en question.» Meng Fro un de Minister ass, ob Dir och déi do Ausso zum Deel kennt deelen.

D'Médiature schreift dann nach op Säit 93, dass si iwwerzeegt ass, dass de Code, deen d'Regierung an hirem Regierungserklärung anonciéiert huet, dat ass, wat si mengt. Ech mengen, doriwwer kënnen mer jo dann och nach Informatiounen kréien. Mir sinn op jidde Fall als LSAP der Meenung, dass esou e Guide de bonnes pratiques wichtig ass an dozou bäidréit, fir d'Décisiounen vun Administratiounen méi kloer a méi transparent ze maachen an et ze erlaben, dem Usager, awer och dem Beamten, d'Ausmooss an d'Grenze vu senger Rechter a vu senger Flichten ze kennen.

A se erlaben et, wéi gesot, der Médiature, am Fall vu Reklamatiounen, eng Prise de décision administrative net nëmme par rapport zur Konformitéit zum Droit, mä awer och par rapport zu der Aart a Weis, wéi esou eng Décisioun geholl gouf, andeem se sech baséiere kann op Kritären, déi an engem Guide de bonnes pratiques stinn.

D'Délais de recours waren och ugeschnidde gi vun der Madame Err - de Justizminister ass awer elo net hei, mä, ech mengen, do hu jo och meng Virriedner scho vill dozou gesot. Ech mengen, do ass et wichtig, dass, wéi d'Commission juridique gesot huet, do soll do eng Étude de droit comparé gemaach ginn. D'Belsch, déi hunn dat elo, dass et do en Délai de recours gëtt, wann d'Leit bei de Médiateur ginn. An ech mengen, do suivéiere mer elo emol d'Aarbechten am Justizministère, an dann hoffe mer, dass mer do och deen Délai an eist Gesetz erakriegen. Well deen Délai gëtt et iwwerens och bei der Médiation civile et commerciale.

Ech kierzten e bëssen, well scho viles gesot ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dann ass nach d'Fro vum Secret - déi ass och schon ugeschwat ginn -, ob een der Médiature kann e Secret médical oder en anere Secret opposéieren. D'Gesetz gesäit just dräi Secrete vir, déi ee kann der Médiature opposéieren. Dat ass deen vun der Défense nationale, d'Sûreté de l'État an d'Politique extérieure. An dofir, mengen ech, ass dat och eng Fro, wou mer wierklech als LSAP och d'Meenung deele vun der Institutiounskommissioun an der Petitiounskommissioun, dass een hei keng aner Secreten der Médiature kann opposéieren.

An ech erënneren och drun, wat d'Institutionskommisoun gesot huet am Avis 2003, wéi mer d'Gesetz kritt hunn iwwert de Médiateur. Do hat de Conseil d'État och nach aner Secreten opgezielt, an d'Commission des Institutions huet deemools den Avis vum Conseil d'État an där doter Fro och net befollegt an huet sech just op dräi Exceptiounen, d'Défense nationale, d'Sûreté an d'Politique extérieure limitéiert.

D'LSAP-Fraktioun ralliéiert sech natierlech och, wéi d'Commission des Pétitions an d'Institutionskommisoun, op déi Initiativ vum der Maison des Droits de l'Homme, déi steet jo och an der Regierungserklärung dran, wou den ORK, also den Ombudskomitee fir Kannerrechter, de Centre d'égalité de traitement an d'Commission consultative des Droits de l'Homme an d'Mediatur sollen ënner engem Daach sinn, mat Pignon sur rue a visibel fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Dat ass e Projet, wou mir och hoffen als LSAP-Fraktioun, dass deen esou séier wéi méiglech ka realiséiert ginn an dass mer dat kënnen d'nächst Joer aweie goen.

D'LSAP begréisst och d'Konklusiounen vum der Petitionskommisoun an der Institutionskommisoun, dass déi zwou Kommisounen sech der Médiatore ralliéiere bei hirer Interpretation, dass d'Saisine vum Médiateur conjointement mat engem Recours juridictionnel méiglech ass.

Da schlësse mer eis natierlech och de Konklusiounen vum Rapport vum Här Schank un, dass sech, wéi gesot, eng Evaluatioun vum Gesetz vum 2003 iwwert de Médiateur imposéiert, fir dass mer déi Froen, déi ech elo deelweis ugeschwat hunn, déi anerer ugeschwat hu viru mir an déi sécher nach aner Froen, déi vun den nofolgende Riedner ugeschwat ginn, fir dass mer des Froen, wou mer deelweis e Konsens hunn, ee fir allemol kënnen beäntweren. An et geet drëms, wéi ech ufanks gesot hunn hei, virun allem em Clarificatioun.

D'Fro vum der Promotioun an der Protektioun vum de Mënscherechter, déi ass ugeschwat ginn, d'Suspension vum Délai de recours, d'Denominatioun - wou ech net wéi weider drop agoen, wéi d'Institution soll genannt ginn; ech mengen, do hunn d'Virriedner scho vill gesot - an dann och nach d'Fro vum de Secreten, déi opposabel sinn, déi ech ugeschwat hunn.

Alles dat si Froen, wou mer elo missten, mengen ech, Neel mat Käpp maachen. An dofir, soen ech, ass et jo och ze begrëssen, dass d'Regierung an hirer Erklärung seet, also, mir hunn als Konklusioun vum der Petitionskommisoun gesot, mir solle vum Gesetz vum 2003 eng Evaluatioun maachen. Ech mengen, dee Konsens besteet, déi gëtt elo gemaach. An da soll aus der Evaluatioun d'Regierung hir Aarbecht maachen, a wéi se och an der Regierungserklärung schreift. Si mécht dann eng Analys, si soll analyséieren: «la possibilité de reformer l'institution du Médiateur».

Op deene Froen, wat d'Mënscherechter ubelaangt, wat jo d'Regierung och seet, an dann d'Fro vum Traitement égal, deen d'Regierung wëllt, fir all Reklamant vum Etablissement, déi mat der Gestiou vum engem Service public chargéiert sinn an déi mat öffentleche Gelder finanziéiert ginn. Dat ass wichteg. An dann, drëtens, d'Regierung wäert och dofir suergen, seet se an hirer Erklärung, dass d'Uwende vum Schutz vu Leit mat spezifische Besoinen, souwuel am Secteur privé wéi am Secteur public garantéiert ass.

Wéi gesot, an all dese Froe leie Léisungen um Dësch, Léisungen vum der Médiature, Léisungen, déi heiansdo anerer si vum deene verschiddene Kommisounen, vum der Commission des Pétitions. Wéi gesot, a ville Punkte si mer eis eens. Dofir den Opruff, elo musse mer Neel mat Käpp maachen.

Zum Ofschloss wëll ech eppes soen: Ech hunn ugefaange mat ville Mercien, ech wëll och mat Mercien ofschlëssen, an de Lëtzeburger Verwaltung Merci soen an all deene ville Leit, déi an onse Verwaltungen dagdeeglech am Dëngscht vum Bierger schaffen.

Wat mir haut hei diskutéiert hunn, si jo Ausnahmefäll, dat si Reklamatiounen. An dofir soll een net mengen, iwwerall géif alles schlecht goen. Mir hunn eng exzellente Fonction publique, an dat schätze mir och. Mir diskutéieren haut, wéi gesot, déi Exceptiounen, déi Reklamatiounen. A wa mer eis Aarbecht och gutt maachen, da kréie mer all Joers manner Reklamatiounen ze traitéieren. Dofir wëll ech natierlech och all deene Leit Merci soen, an och wéi ech deenen Administratiounen Merci soen - an dat huet d'Madame Err jo och an hirem Rapport gesot - fir déi gutt Kooperatioun zwëschen den Administratiounen an dem Service vum der Mediatioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschlëssen, all Biergerin, all Bierger huet

d'Recht op eng gutt Verwaltung, an d'Mission vum Médiateur ass d'Application vum deem esou wichtege Prinzip. An dese Prinzip ass iwwregens och am Artikel 4 vun der Charte des droits fondamentaux vun der Unioun, vun der Europäescher Unioun ganz fest verankert an et ass un eis, un der Chamber, zesumme mat der Regierung an zesumme mat der Médiature, fir dese Prinzip ze garantéieren fir eis Biergerinnen a Bierger.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Noauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Angel, fir déi flott Interventioen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Deputéierte Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, de Rapport vum Ombudsmann 2011-2012 war d'lescht Joer drop an dru vum sengem Rapporteur, mengem Parteikolleg, dem André Bauler hei virgestallt ze ginn. No de Wahlen ass et elo un der Opposition, e virstellen. An op deeser Plaz soen ech dem André awer nach eng Kéier Merci fir de Rapport a seng exzellente Viraarbecht, op déi meng Interventioen sech bezitt.

Mëttlerweil sinn zwou Recommandatiounen emgesat ginn, mä ee vun den Haaptsubjeten aus dem Rapport ass nach ëmmer aktuell. Der Madame Err hiren éischte Rapport huet virun allem op déi éischt aacht Joer vum Médiateur sengem Bestoen zréckgekuckt. Déi nei Médiature huet d'Geleegeneheet genotzt, fir eemol Bilanz iwwert den Empfang vum hirem Mandat ze maachen.

2003 huet e Gesetz de Médiateur an d'Liewe geruff. Eng Institution, déi um Pabeier steet, brauch seng Zäit, bis dass se op de Bee steet an et kann een net mat genauer Prezisioun viraussoen, wéi sech esou eng Institution entwéckelt. Eréischt am Laf vun de Jore fällt eis op, dass verschidden Aspekter geännert musse ginn. Et gouf vläicht net alles direkt agesat, an eng Revisioun vum Gesetz drängt sech dofir op.

Madame Presidentin, de Marc Fischbach huet schon drop opmierksam gemaach, dass dem Gesetz no, d'Reklamatiounen, déi de Fonctionnement vu Stats- a Gemeengeverwaltungen, esou wéi och déi vun den öffentlechen Etablissementer a Fro stellen, ënnert dem Médiateur seng Kompetenz falen.

An dem Spidolssecteur, an et ass schon ugeklongen de Mëtteg, beschränkt dem Médiateur seng Kompetenz sech zum Beispill awer ausschliesslech op déi Spideeler, déi en öffentleche Statut hunn, während Kloen aus private Kliniken net kënnen beim Ombudsmann behandelt ginn. Dës Kliniken ënnerleien net senger Kompetenz. Esou stellt sech berechteterweis d'Fro vum der Kohärenz am Médiateur senger Aktioun.

An där preziser Fro stellt sech d'DP hannert der Kommisoun hir Positioun, déi seet, dass, ier d'Kompetenz vum Médiateur kënnen erweidert ginn, sech fir d'Éischt eng ganz Rei aner Froe musse gestallt ginn. Mir musse fir d'Éischt ganz kloer den Term „service public“ definéieren. Wat fällt genau ënnert deen Term „service public“?

Wéi solle mer dat definéieren? Jee no Secteur? Andeem mer objektiv Kritäre festleeën, wéi zum Beispill en Agrément, oder d'Héicht vun de Subventiounen, déi eng privat Klinik oder konventionéiert Strukture wéi Crèchen oder Maisons relais kréien? D'Notioun soll am Kader vum enger Revisioun vum Médiaturgesetz festgeluecht ginn.

Ech wëll och kuerz op d'Diskussioun agoen, wou virgeschloe gëtt, dem Médiateur en neien Numm wëllen ze ginn, an zwar dee vum „Ombudsmédiateur“. Vläch gëif des nei Benennung d'Kompetenz vum Médiateur besser erëmginn, well souwuel Elementer aus dem skandinavische Modell vum Ombudsmann an eiser Institution zréckzefanne si wéi och d'Technik vum der Mediatioun.

Ech denken awer net, dass d'Verwiesslungsgefor zwëschen dem Médiateur an dem Médiateur judiciaire wierklech esou grouss wier, dass mir den Numm sollten ëmänneren. An der kommerzieller an ziviler Mediatioun ass de Sträitfall zwëschen zwou concernéierte Parteien, déi wëssen, em wéi e Médiateur et sech handelt.

Dann ass et och esou, dass et hei zu Lëtzebuerg eng gewësse Personaliséierung em de Médiateur gëtt. Den Numm vum der Persoun um Poste geet ganz oft duer, fir ze wëssen, em ween an em wat et geet. An och wann den offiziellen Titel dee vum „Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg“ ass, bleift den Term „Ombudsmann“ an der Émgangssprooch am Gebrauch. D'DP hält den Term „Ombudsmédiateur“ fir e ganz onglécklechen a schwéierfälligen Term.

Wat den Droit d'auto-saisine ubelaangt, ass meng Fraktioun der Meinung, dass déi aktuell Kompetenzen a puncto Saisine, wéi se am Gesetz virgesi goufen, duerginn, soudass de Médiateur keen Droit d'auto-saisine soll kréien. Den Droit d'auto-saisine geet wäit iwwert d'Attributiounen eraus, déi d'Gesetz vum 2003 virgeäit.

Dem Médiateur seng Mission ass et, vu concernéierte Bierger Kloen unzehuele betreffend de Fonctionnement vum de staatleche Verwaltungen a vun de Gemenge souwéi vun öffentlechen Etablissementer. Sollt de Médiateur feststellen, dass ee bestëmte Fall, deen him ënnerbreit gouf, keen Eenzelfall ass, huet e jo ëmmer de Moyaen vum der Recommandatioun, déi en dann an engem bestëmte Kontext ausschwätze kann.

Madame Presidentin, léif Kollegen, ech sinn och frou kënnen feststellen, dass fir d'Recommandatioun 47, déi drop opmierksam gemaach huet, dass d'Indépendanten, déi an de Congé parental ginn, an hiren Indemnité de congé de maternité benodelegt sinn, eng Léisung fonnt ginn ass. Indépendantë sinn net grad heefeg an der Zuel. Wéineg Fraen entscheede sech fir esou e beruffleche Statut. Et ass vill Asaz gefrot, an zemoos während enger Schwangerschaft an an den éischte Méint no der Gebuert ass et wichteg, adequat ënnerstëtzt ze ginn. Hei huet sech ganz kloer eng Fro vu Gläichbehandlung gestallt. Déi Fraen, déi sech fir e liberale Beruff entscheet hunn, konnten op kee Fall vis-à-vis vun de Salariéë weider diskriminéiert ginn.

Eng vun de grouesse Recommandatiounen, déi och schon am Här Fischbach sengem Rapport virgeluecht gouf, ass d'Recommandatioun 45 zum Iwwerwaachungsorgan iwwert d'Ordres professionnels. Et ass och schon driwwer Rieds gewiescht. No der ursprénglecher Iddi, een extern Kontrollorgan anzeféieren, war d'Pist vum enger interner Mediatioun, déi géif erlaben, eng Aart Recoursprozedur innerhalb vum Ordre anzeféieren, ugeschwat ginn. D'Anféierung vum interne Mediatiounsstrukturen ass eng gutt Iddi. Mir als DP soen awer, dass de Format fir all Ordre oder Chambre deen nämlechte sollt sinn. De Médiateur soll awer an deem Kontext keng Roll spillen.

Déi lescht Entwécklung vum deeser Recommandatioun ginn de Wee iwwert d'Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants. Dëst soll de Virdeel hunn, dass net nëmme déi fënnf Ordren, wéi se elo bestinn - d'Chambre des Notaires, den Ordre des Architectes et des Ingénieurs, d'Chambre des Huissiers de justice, de Collège médical an den Uerder vun den Affekoten -, mä all d'Membere vun der FTI, esou wéi d'Assureuren oder d'Kinéien, eng intern Mediatiounsstell kréien, wat natierlech d'Kohärenz an d'Visibilitéit vun deem Ganzen erhéicht.

De Virschlag, iwwert d'FTI an enger zweeter Phas eng extern Mediatiounsstell ze schafen, gesi mir als eng eventuell Méiglechkeet. Dach denke mir, dass niewent deeser externer Ulafstell awer och am Orden oder Chamber vum jee-weilege Beruff d'interne Mediatioun muss bestoe bleiwen.

Loosst mech nach op e leschte Punkt agoen, an zwar dem Médiateur seng Kompetenz am Beräich vun de Mënscherechter. Bei der Diskussioun, ween déi zoustänneg Institution am Fall vu Plainte vun handicapéierte Leit géint een Organisme à statut privé wier, wa gemengt ginn, dem Médiateur ausdrécklech Kompetenzen an deem Beräich vun de Mënscherechter ze ginn.

Op kee Fall sollten déi Funktiounen a spezifische Secteuren opgedeelt ginn, mä de Médiateur sollt eng Institution extraordinaire mat enger genereller Funktioun bleiwen, déi aner Kontrollorganer just soll ergänzen.

Am Moment huet d'Mënscherechtskommisoun just eng generell Mission de défense ouni awer kënnen individuell Plainten unzehuelen. Esou wéi ech dat schon am Ufank erkläert hunn, misst déi Erweiterung vum der Kompetenz iwwer eng Gesetzesännerung goen. Ech erënnere just drun, dass d'Institutionskommisoun drop opmierksam gemaach huet, dass déi Erweiterung awer eng Rei weider Froe wäert opwerfen, an zwar: Wéi gesäit et mat deenen anerer Organer aus, déi fir d'Protektioun an d'Promotioun vun de Mënscherechter schaffen? Missten déi net och hir Kompetenzen erweidert kréien?

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo op de Rapport vum der Médiature fir d'Joer 2013 ze schwätzen. No deems deen de 16. Januar deeser Joers an der Chamber virgestallt gouf, ass an all den zoustänneg Kommisounen dee Rapport analyséiert ginn, fir eben haut en Débat d'orientation iwwert dese Rapport ze organiséieren.

Et ass op deeser Plaz net meng Aufgab, fir dem Rapporteur seng exzellente Aarbecht nach eng

Kéier ze maachen, an dofir wëll ech hei och net op de statisteschen Deel vum Rapport zréckkommen. Et muss een awer feststellen, dass d'Médiature vill ze dinn huet, wat en Zeechen ass, dass och am Joer 2013 d'Leit sech u si gewannt hunn; dass de Médiateur also seng Plaz an eisen Institutionen definitiv fonnt huet.

D'Dossieren, déi bei der Médiature um Dësch leien, beinhalt Reklamatiounen aus ganz verschiddenen Domänen, esou wéi zum Beispill am Domän vum der Immigration, dem Logement, Steierfroen, der Sécurité sociale an dem Kannergeld. Wéi Der wësst, beschäftegt sech d'Médiature och mat Themen, op deenen et op Gemengenniveau Reklamatiounen gëtt, esou zum Beispill wat urbanistesche Froen ugeet.

Mat deem kuerzen Exposé wollt ech eis all heibannen nach eng Kéier virun Ae féieren, dass d'Institution vum der Médiature Funktiounen iwwerhëlt, déi wichteg sinn, fir dass eise Statsapparat déi konkret Suerge vum eise Matbierger besser erfassen an da léise kann. Et ass och an deem Sënn, dass d'Médiature d'Méiglechkeet an hirem Rapport huet, fir eng Rei Recommandatiounen ze maachen.

An anere Wieder: Si weist de Législateur op eventuell Schwierigkeeten hin, déi d'Leit an der aldeeglecher Applikatioun vum Dispositiounen hunn. Ech mengen, mir sinn eis all heibanen eens, dass esou d'Médiature och dozou bäidroen kann, fir d'Simplification administrative weiderzeféieren.

D'Recommandatioun 50, déi d'Médiature an hirem Rapport vum Joer 2013 publizéiert, handelt vun de Recevabilitétskonditiounen bei Demandé fir de retroaktive Kaf vum Assurancéperiodes. Dëst ass zum Beispill de Fall bei Leit, déi zu engem Moment an hirem Liewen eng Zäitchen net méi oder manner geschafft hunn an duerno d'Méiglechkeet hunn, fir des Zäit souzeseen zréckzekafen.

An deemem Zusammenhang schléit d'Médiature vir, fir de Seuil vu 65 Joer, virun deem esou en Zréckkaf ugefrot gi muss, op 67 Joer ze erhéien. Si beriff sech an hiren Argumentation och op eng Publikation vum der OCDE, déi ebenfalls op eng Simplification administrative op deem Punkt hiweist. D'DP deelt dee Virschlag vum der Médiature an deeser Fro.

Dës Recommandatioun ass also e Beispill, wéi nützlich d'Aarbechte vum der Médiature sinn. Eng Aarbecht, déi derfir suert, dass de Kontakt tëschent dem Législateur an dem Bierger am Sënn vu béiden ass. Op där enger Säit kënnen eis Dispositiounen esou nach méi no beim Bierger sinn, an op där anerer Säit gëtt dem Bierger säin Émgang mat den Administratiounen vereinfacht.

Wéi ech dat schon ugeschwat hat, huet all zoustänneg Kommisoun de Rapport vum der Médiature analyséiert, besonnesch wat déi Punkten uginn, déi am Zesammenhang mat hire Kompetenz stinn. Och deen Deel huet de Rapporteur schon am Detail virgedroen, soudass et fir mech do näischt méi bäizefüge gëtt. Datselwecht gëllt fir d'Émsetze vu Recommandatiounen, déi schon an de leschte Jore vum dem Médiateur publizéiert goufen.

Ech wëll dann awer nach kuerz op e puer Konklusiounen vum der Commission des Pétitions agoen.

Wéi schon an deene viregte Rapporten, gëtt och an deem erëm d'Fro opgeworf, ob et net méi kohärent wier, fir d'Kompetenz vum Médiateur ze erweiden. Wéi ech dat elo ebe schon am Zesammenhang mat dem Rapport vum 2011-2012 gesot hunn, widerhuelen ech op deeser Plaz nach eng Kéier d'Positioun vum menger Fraktioun zu deem Thema.

Ier d'Kompetenz vum Médiateur kënnen erweidert ginn, ass et néideg, sech als Éischt eng ganz Rei aner Froen ze stellen. Eng ganz zentral Fro ass, wéi een d'Notioun vum „service public“ genau definéiert.

D'Médiature stellt fest, dass, wann eng Reklamatioun beim Médiateur déposiert gëtt, do d'uer den Délai vum engem Recours virun de Juridictionen net ënnerbrach gëtt. Well et do weinst awer zu Komplikatiounen komme kann, gëtt proposéiert, en Délai de suspension vum dräi Méint anzeféieren fir Reklamatiounen, déi virun de Médiateur bruecht goufen.

D'Petitionskommisoun begréisst op deem Punkt d'Initiativ vum der Commission juridique, fir de Justizminister ze invitieren, eng Etüd ze maachen, fir erauszefannen, wéi des Fro an anere Legislatiounen gehandhabt gëtt.

Och an deemem Rapport weist d'Petitionskommisoun op eng Diskussioun iwwert den Numm vum der Institution vum Médiateur

hin, deem säin Numm seng Funktioune besser beschreibe sollt. An deemem Kontext verweisen ech op d'Positioun vun der DP, déi ech lech virun e puer Minutten op dëser Plaz beschriewen hunn.

Am Allgemenge schléit d'Petitiounskommission eng Evaluatioun vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur vir.

Zum Schluss invitéiert d'Petitiounskommission dann nach d'Regierung, hir Administratioune drop opmierksam ze maachen, hir Äntwerten an de virgesinnenen Délaie matzedeelen. Och hei si mer erëm am Beräich vun der Simplification administrative.

Madame Presidentin, mir stelle fest, dass de Médiateur nach eng jonk Institutioun ass. Vill Froe ronderëm seng prezis Kompetenz mussen nach beäntwert ginn. An ech denken, dass kee Wee laanscht eng Gesetzesännerung wäert féieren.

D'Demokratesch Partei wäert all Ännerung, fir dem Médiateur all déi Mëtzel ze ginn, fir kënnen seng Missioun an de beschte Konditioune ausféieren, ënnerstëtzen, hätt awer Schwierigkeiten dermat, wann dem Médiateur seng Kompetenz wäit iwwert dat, wat 2003 virgesi wor, géife goen.

De Médiateur ass eng Institutioun, deem seng Rapporten dem Législativ vu grousser Hëllef sinn, wann et drëms geet, Gesetzer ze schafen oder se ze änneren, fir de Realitéit vun de Bierger Rechnung ze droen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Här Deputyéierte Guy Arendt fir seng interessant Kontributioun. Als nächste Riedner ass geschriwwen den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'Éischt soen, dass et schéin ass fir mech an dass ech frou sinn, dass ech därerf hei stoen.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och fir d'Éischt deenen zwee Rapportere Merci soe fir déi ausféierlech schréiftlech a mündlech Rapporten. Et gouf scho vill vu menge Virriedner gesot, an ech wëll hei net alles nach eng Kéier widerhuelen, just fir et gesot ze hunn. D'Zuelen aus de Rapporten schwätze fir sech an och déi wichtegst Recommendationen goufen hei scho ganz gutt kommentéiert. Ech wëll dofir just op e puer generell Punkten agoen, déi mir a menger grénger Fraktioun besonnesch um Häerz leien.

Fir d'Éischt e Wuert zu de Rapporten. Si weisen ganz kloer, esou wéi och schonn déi aus de viregte Joren, dass d'Institutioun vum Ombudsmann an eppes méi wéi zéng Joer Existenz eng wichteg Kraaft hei am Land ginn ass. Den Ombudsmann als Vermëttler tëschent dem Bierger an dem Stat dréit ënner anerem dozou bäi, dass d'Bierger méi einfach zu hirem Recht kommen, schléit Verbesserungen an administrative Prozesser oder der Gesetzgebung vir a kann doduerch aktiv Inegalitéit bekämpfen. Ech mengen, mir sinn eis all eens, fir ze soen, dass den Ombudsmann eng essenziell Institutioun an engem demokrateschen a rechtsstaatleche Land ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Zënter dass d'Madame Err d'Funktioun vum Ombudsmann vun hirem Virgänger iwwerholl huet, huet si aktiv dorunner geschafft, déi gutt Aarbecht, déi bis dohi gelescht gi war, weider ze verbessern, an zwar am Sënn vun nach méi enger grousser Accessibilitéit fir d'Bierger. Beispiller si méi intensiv perséinlech Kontakter mat de Leit, déi eng Reklamatioun eraginn, an awer och d'Veereinfachung vun der Sprooch, an där si hir Korrespondenz mat de Bierger gestalt. E kleng Geste mat grousser Wierkung!

Ech perséinlech géif et sënnevoll fannen, wann och déi aner Administratioune deem Beispill méi konsequent géifen nokommen. Well net selte sinn effektiv banal Verständnisproblemer um Ursprung vu Litigen tëschent Bierger an Administratioune.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Da gëtt d'Madame Err sech grouss Méi, fir Problemer aus der Welt ze schafen, nach ier se zu engem Fall fir den Ombudsmann ginn. Dat erklärt dann och vläicht d'Zuel, dass déi erfogaangen ass. Zum Beispill, andeem se direkt eng informell an onbürokratesch Léisung mat de betroffenen Administratioune sicht, ier de Fall formell an hire Servicer op den Instanze-

wee geet. Dës Approche ass sécherlech sënnevoll, well se eng séier Léisung vu ville Problemer erlaabt an den Administratioune d'Geleeënheet gëtt, hir Prozeduren ze verbessern, ouni ëffentlech un de Pranger gestallt ze ginn.

Dës Fäll tauchen dann awer och net méi am Rapport annuel vum Ombudsmann op. Ech fannen dat éierlech gesot schued, dass dës Fäll net am Rapport genannt ginn. Ech géif gär hei d'Fro opwerfen, ob et net interessant wier, dës Fäll am Rapport ze integréieren oder op d'mannst eenzel Fäll méi genee ze presentéieren, well se fir gewëssen Dysfonctionnementer Verbesserungsméiglechkeeten opweisen.

Dëst si Froen, déi ech mer gestallt hunn a wou et sécher derwäert ass, eemol driwwer nozedenken.

Doriwwer eraus goufen et eng Partie Denkestéiss an de Rapporten der Madame Err, déi am Kader vun enger Réevaluatioun vum Gesetz vum 2003 sollten ugaange ginn, nottamment fir d'Missioun vum Ombudsmann méi breet ze definéieren. Dës Fro gëtt jo scho méi laang diskutéiert.

D'Propos, déi mir als gréng Fraktioun och ënnerstëtzen, gesäit vir, dass den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng Missioun vum Service public assuréiert gëtt a wou ëffentlech Gelder fléissen, fir de Finanzement ze ënnerstëtzen. Dat kann am Beräich si vum Gesondheitswesen, bei de Spideeler, beim ëffentlechen Transport, bei de Maison-relais, bei private Schoulen a Lycéien.

Et ass awer jo eng kloer Ongerechtegkeet, wa verschide Bierger am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kënnen op den Ombudsmann zrëckgräifen an déi aner net.

Beispiller gëtt et genuch a se goufen och, mengen ech, bal all hei opgezéit.

Et goufen natierlech scho kritesch Stëmme aus der Privatwirtschaft, déi gesot hunn, dass et kéint zu enger ongläicher Konkurrenzsituatioun kommen, wa scho verschidden Entrepreneuren an e Kompetenzfeld vum Ombudsmann fallen an déi aner net. Dat ass eiser Meenung no kee valabelt Argument, well déi privat a konventionéiert Acteuren, déi eng Mission de service public erfüllen, ginn dee Moment jo awer all d'selwecht behandelt. An doduerch, dass se ëffentlech Gelder kréien, spille se souwiso an enger anerer Liga wéi déi aner, déi ebe keng Mission de service public assuréieren.

Schon am Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Médiateur am Joer 2012 war gesot ginn, dass d'Institutiounskommission den Auftrag sollt kréien, fir eng genee Definitioun vun der Notion vum „service public“ ze liwweren. An där Definitioun soll d'Natur vum Service berücksichtegt ginn an de Prozentsatz vum ëffentleche Finanzement. D'Kombinatioun vun deenen zwee Elementer ass dann ausschlaggebend, fir d'Aschalt vum Ombudsmann méiglech ze maachen oder eben net.

D'Petitiounskommission huet sech virgeholl, sech geschwënn - ech hoffen op alle Fall! - mat der Institutiounskommission zesummesetzen, fir dës Fro ze diskutéieren an endlech e Schrëtt weiderzecommen an deemem Chantier. Well soulaang dës Fro net beäntwert ass, ginn d'Bierger an zwou Kategorien agedeelt, wat hiert Recht op den Ombudsmann ugeet, an dat ass op Dauer net gutt.

Hei gëtt een duuschtereg.

(**Hilarité et interruptions**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Huelte lech Zäit!

(**Hilarité**)

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här Gibéryen.

Zum Thema vun de Kompetenzfelder vum Ombudsmann ass ze bemierken, dass elo mam neie Gesetz iwwert d'Patientenrechter, dat mer jo eréischt virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, eng Médiatiounsinstanz fir de Gesondheitssektor geschaf gëtt. Dës Gesondheitsmédiateur wier dann zoustänneg, fir d'Reklamatioune aus dem gesamte Gesondheitssektor unzehuelen, onofhängeg dovunner, ob et sech ëm e privaten oder e staatleche Prestataire handelt.

Dëst ass zumindest an der Theorie eng gutt Saach. Mir müssen d'Evolutioun vun där neier Médiatiounsinstanz opmierksam verfolgegen, fir ze kucken, ob se hiren Zweck erfüllt.

Och an anere Berufssparte ginn et ewell Médiateuren. Dës sektoriell Médiatioun ass sécherlech eng gutt Saach a schreift sech an déi jorelaang Beméiung vum eise Land an, alternativ Weeër zu Konfliktléisungen ze fannen, wéi just de Wee op d'Gerichter.

Ech muss allerdinges dozou bemierken, dass do nach Verbesserungsbedarf besteet, well net ëmmer agreéiert Médiateuren op dës Aufgab

gesat ginn. Dat ass iwwerengs och beim nei geschafene Gesondheitsmédiateur de Fall, wou am Gesetzestext net explizit en agreéierte Médiateur virgesinn ass. Dat war esou gewollt, mä mir sollten trotzdeem an e puer Joer eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob dës Décisioun déi richtig war. Op jidde Fall hu mer elo mam Unistudium a mam Gesetz iwwert de Médiateur agréé d'Rahmebedéngunge geschaf, fir de Bierger en héichwäertege Service am Beräich Médiatioun kënnen unzebidden.

Och hei am Beräich vun der professioneller an interprofessioneller Médiatioun huet d'Madame Err mat ugepaakt a gehollef, ee Krees vu Leit opzebauen, déi an hire jeeeweilege Berufssparte Médiatiounsstrukture schafen oder wäerte schafen. Dës Architekten, Dokter, Affekote maachen d'Formatioun, fir kënnen als Médiateur ze schaffen. Mir begréissen dës Initiativ an hoffen, dass se sech an Zukunft wäert positiv weiterentwëckelen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Da wëllt ech hei e puer méi kuerz Sätz verléieren iwwer en anere Punkt, an deem mir als Petitiounskommission wäerten deemnächst trancheiere mussen: d'Fro vun der offizieller Denominatioun. Zur Wiel stinn: „Ombudsman“ mat just engem N, „Ombudsmann“ mat zwee N, „Ombudsfra“, „Ombudspersoun“, „Ombudsinstantz“, „Médiateur“, „Médiatrice“, „Ombudsmédiateur“. „Knoutermann“ oder „Knouterfra“ sinn och ganz sympathesch Proposen, déi allerdinges net wierklech d'Missioun vun ëffentleche Médiateur erméigelen.

Um Internet fënnt een d'Madame Err iwwerengs ënnert dem „www.ombudsman.lu“, am Géigesaz zum ursprénglechen Term „Médiateur“ aus dem Gesetzestext vum 2003. Dat war, mengen ech, hunn ech op alle Fall emol gesot kritt, dem Här Fischbach seng perséinlech Initiativ, fir dësen Term ze iwwerhuelen.

D'Argument, dass den Term „Médiateur“ oder „Médiatrice“ zu Konfusiounen ka féieren, kann ech aus perséinlecher Erfahrung bestätegen. Ausserdeem schéngt et mer wichteg, an der offizieller Denominatioun och déi institutionell Médiatioun vun der zivilen ze ënnerscheede respektiv se ervirzehiewen.

Déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass déi bescht Léisung ëmmer nach déi aktuell Denominatioun ass: „Ombudsman“ mat engem N. Den Term kënt ursprénglech aus Schweden, wou d'Institutioun vum Ombudsmann eng Jorhonnerten al Tradition huet. Do gëtt den Term och gläich, geschlechtsneutral verstanen, onofhängeg ob grad e Mann oder eng Fra dëst Amt ausübt. Den Term ass international bekannt a beschreift och iwwerall déiselwecht Missioun: d'Vermëttel bei Konflikter tëschent Bierger an Administratioune.

Wéi gesot, dës Fro wäert geschwënn ofschléisend an der Petitiounskommission diskutéiert ginn. An ech si gespaant, wéi mer d'Madame Err an hir Successeuren an Zukunft wäerten urieden.

Zum Code de bonne conduite administrative wëll ech just nach eemol dee fir eis wichtigste Punkt ervirhiewen, deen nämlech den Artikel 41 vun der Mënscherechtscharta soll erméigelen. Dës gesäit ënner anerem vir, dass all Bierger d'Recht dorobber huet, dass seng Uleiessen op eng onparteesch an équitabel Aart a Weis traitéiert ginn, an zwar an engem rasonablen Délai. De Code de bonne conduite ass e wichteg Instrument, fir de Service um Bierger ze verbessern, a gëtt schonn zënter Joren erwaart.

En anere Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass d'Maison des Droits de l'Homme oder de la personne humaine. Ech si frou feststellen, dass dës Projet gutt widerkëent, och wa mer dat passend Gebai fir dës nei Strukturen nach net fonnt hunn; ausser mir kriteen elo gesot, dass et net esou wier.

Bei deemem Projet geet et jo drëms, dass all Organisatioune, déi sech ëm d'Défense vun de Mënscherechter an der Chancéglichheit këmmen, wéi de Centre pour l'égalité de traitement, d'Commission consultative des Droits de l'Homme, den Ombudscomité fir d'Rechter vun Kand an - firwat net? - och deen neie Gesondheitsmédiateur - dat wier nach ze kucken - raimlech zesummesat ginn an esou hir Aktivitéit besser kënnen mateneen ofstëmme.

Och den Ombudsmann géif hei d'Zelter opschloen a mat dëse Gremien zesummeschaffen. Och fir de Bierger ass et duerch esou ee Guichet unique méi einfach, dee richtege Service ze fannen, zum Beispill duerch ee gemeinsamen Accueil. Gläichzäitig wier dës Maison des Droits de l'Homme d'Antwort op d'Fro, ob den Ombudsmann sollt explizit zoustänneg si fir d'Défense vun de Mënscherechter. Dat gouf jo och an deene leschte Jore vill diskutéiert. D'Antwort ass fir eis eendeitig neen. Engersäits, well de Médiateur dës Kompetenz impli-

zit souwéiso huet. All Bierger kann de Médiateur saisieren am Fall vun engem Netanhale vun der Konventioun oder vu Gesetzer.

Anerersäits fannen ech, dass jiddwereen dat sollt maachen, firwat en zoustänneg ass a wou e seng spezialiséiert Leit huet. Wann et Iwwerschneidunge ginn, gëtt natierlech och do zesummeschafft. Mä den ORK, deen ass de Spezialist fir d'Rechter vun Kand, d'CCDH ass de Spezialist a Saache Mënscherechter an esou weider.

Dass mir d'Missioun vum Rapporteur national iwwert de Mënschenhandel ufanks des Joers der CCDH zougesprach hunn, war jo och schonn e Schrëtt an dës Richtung vun enger klorer Opdeelung vun de Kompetenzen.

Am Fall vun der Commission consultative des Droits de l'Homme kann een d'Fro opwerfen, ob et wëschenswäert ass, hiert Mandat ze erweidern, well se bis elo eng exklusiv konsultatativ Missioun huet an net kann op d'Plainté vun eenzelne Persounen agoen.

D'Attributioun vum Ombudsmann fir d'Rechter vun de Behënnerten, déi d'Madame Err sech am Moment mam Centre pour l'égalité de traitement an der Commission consultative des Droits de l'Homme deelt, sollt an eisen Aen och ee klaren Usprechpartner hunn. D'Interpretatiounsproblemer vun den Texten an e Mangel un technescher Kompetenz am Service vum Ombudsmann maachen et doriwwer eraus der Madame Err immens schwéier, an deemem Beräich effizient ze schaffen.

Sollt et nach aner Beräicher ginn, déi vu kenger Instanz aus der Maison des Droits de l'Homme ofgedeckt gëtt, muss mer dat natierlech behiewen. Mir hoffen also, dass dëst Haus geschwé wäert seng Dieren opmaachen an e strukturiert a konstruktiv Schaffen erméiglecht.

An enger zweeter Phas wier et dann och sënnevoll, dass sämtlech Gremien, déi an der Maison des Droits de l'Homme doheim sinn, der Chamber ënnerstinn an hir Rapporten mussen maachen.

Gläichzäitig wier et dann awer och un eis, eis ferm Gedanken doriwwer ze maachen, wéi mer vun eiser Säit aus d'Zesummenaarbecht mat dëse Gremien an Zukunft verbessere kënnen. Do gëtt et sécherlech nach Sputt no uewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder sinn ech zum Schluss komm. Merci fir d'Nolauschteren, Merci un lech all a Merci un d'Marion.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - A Merci och un den Här Traversini. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wëll vun eiser Säit aus och deenen zwee Rapportere, dem Kolleg Marcel Oberweis an dem Kolleg Marco Schank, Merci soe fir hir Rapporten. Et ass fir d'Éischt, dass mer zwee Rapporten hei zesummen hunn. Mir wëssen, dass et méi flott wär, wa mer een hätten. Mä den Émstänn no, déi mer d'lescht Joer haten, ass et awer normal, dass mer dës Kéier hei déi zwee Rapporten mateneen diskutéieren.

Et ass kloer, wann een als fënneften an dëser Rei drukënt, dass een net méi vill Neies kann zu esou engem Rapport zielen. An ech wëll awer drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mer déi Diskussioun hei féieren, an ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zrëck.

Ech mengen, all Joer mécht de Médiateur eis an der Chamber hei an ëffentlecher Sitzung säi Rapport. Dann ass eis Petitiounskommission dermat befaasst an et ginn dann an déi eenzel Fachkommissionen déi Deeler transferéiert, déi si betreffen, an dann hunn déi Kommissionen eng Sitzung mat deem zoustännegem Minister a mat de responsabele Fonctionnairen, wat eng gutt Prozedur ass, woumadder och de Suivi garantéiert gëtt vun deene Recommendationen oder deene Kritiken, déi vum Ombudsmann kommen, an een dann och gesäit, dass dat hei an der Chamber net als en einfache Rapport klasséiert gëtt, mä dass et e Suivi gëtt an der Chamber, dass d'Chamber sech an deenen eenzelne Kommissionen ëm déi eenzel Punkte bekëmmert, wéi gesot, mam Minister zesummen an dass dann ofschléissend dozou hei an der Chamber en Débat ass, wou, wann dann nach Saachen géifen opstoen, oder vun deenen ee mengt, déi missten an den Débat public hei afléissen, déi dann hei kënnen zur Diskussioun kommen.

Ech mengen, wéi 2003 d'Gesetz geschaf ginn ass vum Ombudsmann, déi deemools derbäi waren an haut nach heibanne sëtzen, wëssen, dass et net esou eng Selbstverständlechkeet war, dass deemools déi Iddi vum Ombudsmann op eng relativ deelweis dach awer grouss Kritik gestouss war. Virun allem och an der

Fonction publique selwer ass se op eng Kritik gestouss, well do Leit gefahrt hunn, datt ebe mat där Institution, déi do nei geschafte géif ginn, virun allem eng Juegd op si opgemaach géif ginn, wat ee jo awer an der Zäit elo festgestallt huet, datt dat kengesfalls de Fall ass, mä datt dat ergänzend ass. An ech géif souguer mengen, datt haut vill Leit frou sinn, och aus deem Secteur, datt mer déi Institution age-riicht hunn, well eben och ewell eng Rei vu Problemer geléist gi sinn, wat si sécherlech méi wéi arrangéiere wäert.

Et war net einfach, fir esou eng Institution opzebauen. An ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi de Marc Fischbach deemools déi éischt Fonction do iwwerholl huet, datt deen och net onëmstridden am Ufank vu sengem Mandat war, mä mer awer zum Schluss alleguer heibannen, wéi de Marc Fischbach opgehale huet, mengen ech, unisono him konnte Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie während all deene Jore gemaach huet, an dofir, datt hien dat aus der Institution vum Ombudsmann gemaach huet, wat se haut ass a wéi se Unerkennung am ganze Land fënnt, bei de Leit, bei de Verwaltungen. Do gétt eng gutt Aarbecht gemaach, an et denkt haut kee méi drun, datt een esou eng Institution sollt a Fro stellen, mä et ass eppes, wat haut zur Normalitéit an eisem Stat gehéiert.

Wéi d'Madame Err 2012 den Ombudsmann iwwerholl huet, ass se natierlech dunn an e bësse méi stiermesch Zäiten erakomm. Dat ass normal, wann een neien Här an d'Haus kënn. Et soe vill Leit: „Eng nei Biischt, déi kiert besser.“, da kommen nun emol ebe Problemer op. A mir hate relativ vill Problemer an deenen éischte Méint, Konflikter intern an der Verwaltung téschent dem Ombudsmann a senge Beamten, souwuel wat den Émgang téschente-nee wéi d'Gestioun ubelaangt.

Heiansdo hat een esou zäitweilig d'Gefill, wéi wa mer missten nach en zousätzlechen Ombudsmann astellen, deen téschent dem Médiateur an de Mataarbechter aus dem Ombudsmann senger Verwaltung misst schlichten. Dat huet d'Chamber missen zum Deel maachen, well mer vun där enger wéi vun där anerer Säit dermat konfrontéiert gi sinn. A fir de Bureau war et sécherlech net esou einfach, fir ëmmer dann do dee Wee ze fannen, deen derzou gefouert huet, datt déi Institution dach kee Schued no bausse kritt.

Et ass kloer, datt, wann eng Institution wéi grad den Ombudsmann, dee jo awer an den Ae vun de Leit do ass, fir ze schlichten, fir Problemer, déi téschent Bierger a Verwaltungen stinn, fir déi kënnen ze schlichten, fir déi aus der Welt ze schafen, wann dann an där Institution selwer Problemer entstinn, an datt dann eng drétt Institution, d'Chamber an deem Fall, mat erugezu ginn ass, fir eben do ze hëllefen ze schlichten. Et ass an der Zwëschenzäit méi roueg ginn. Intern héiert een zwar, datt d'Problemer nach net all geléist gi sinn. Mä et kann ee just wënschen, datt och do Weeër fonnt ginn, fir datt déi Institution awer esou funktionnéiert, wéi een dat kann dervu verlaangen.

Wat d'Aarbecht awer ubelaangt, ech mengen, dat sollt een awer kloer soen, déi huet dorënner Gott sei Dank net gelidden. Ech mengen, aus de Rapporten eraus kann een dat feststellen, datt all déi Problemer, déi erugedroe gi sinn, datt och d'Verhältnis vun deene Problemer, déi erugedroe gi sinn an déi geléist gi sinn, datt dat an enger gudder Kontinuitéit ass. An dofir, mengen ech, sollt een och, trotz all deene Problemer, déi do bestanen hunn, souwuel dem Ombudsmann, der Médiatrice, wéi och de Leit, déi do schaffen, eise Merci an eis Unerkennung zum Ausdrock bréinge fir déi Aarbecht, déi dach awer gutt an deene Joren do gemaach ginn ass.

Ech wëll hei net op eng Rei vu Punkten oder Recommendationen agoen. Ech wëll just eppes mat an d'Diskussion erabréngen. An et ass de Mëtteg hei schonn e puermol ugeklongen, datt an der Petitiounskommission hei an der Chamber och op Initiativ vun dem Ombudsmann drop higewise ginn ass, datt dat Gesetz vun 2003, nodeem et elo zéng Joer al ass, awer erëm soll op de Leescht geholl ginn an datt soll nei iwwer punktuell Reformen an deem Gesetz do nogeduecht ginn.

Ech wëll hei soe vun eiser Säit aus, datt mer, wéi virdu schonn erkläert, fir den Ombudsmann sinn, déi Institution, an datt déi och all hir Méiglechkeete muss kréien, fir déi Aarbecht kënnen korrekt ze maachen. An dofir, mengen ech, wier et scho wichtig, a verschidde Virriedner hunn dat hei gesot, wa verschidde Terme géife prezisiéiert ginn, fir datt den Terrain, wou se kann a wou se net kann, datt dat sollt prezisiéiert ginn. An, ech mengen, et gétt vu verschidde Säite méi positiv an och méi kritesch gesinn. Mir sollen eis also Zäit huelen an eis wierklech gutt domadder ausenanersetzen, fir eben de Respekt ze kréien, datt den Ombuds-

mann engersäits d'Aarbecht richtig maache kann an datt op där anerer Säit d'Prinzipium vum Rechtsstat och respektéiert ginn.

Et ass also kloer, an dofir géif ech drop zrëckweisen, wann déi zoustänneg Kommission hir Aarbecht ophëlt, datt se dann och soll de Bréif op de Leescht huelen, deen den Här Alain Thorn, de Juge directeur vum Tribunal vun der Jugend, eis den 10. September 2012 geschriwwen huet. Dëse Bréif, dee vum 10. September 2012, wéi gesot, datéiert, ass vu grondeeënder Wichtigkeet eiser Meenung no, wann ee sech fir de Fonctionnement vun eisem Rechtsstat interesséiert.

Den Auteur verdeedegt a sengem Bréif op eng ganz engagéiert a gutt argumentéiert Manéier de Secret professionnel an de Secret médical. Hie mécht virun allem op eng Rei vu grondsätzlechen Iwwerleeungen iwwert d'Institution vum Ombudsmann, déi jo och eng politesch Komponent huet, opmierksam, an dat besonnesch am Kontext vun der Onofhängegkeet an dem eegene Kompetenzberäich vun der Justiz.

Et muss och ennerstrach ginn, datt dee Bréif bis haut näischt u senger Aktualitéit verluer huet. Den aktuellen Ombudsmann mécht sech a sengem Rapport d'activité vun 2011-2012 derfir staark, datt den Ombudsmann nach soll bedeitend méi Kompetenze kréien. Besonnesch déi Fuerderung, datt den Ombudsmann soll eng Compétence générale hunn an dat als Institution extraordinaire an dat och nach besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter, wërft eng ganz Rei vu Froen op, déi och schonn de Mëtteg vun anere Virriedner hei ugeschnidde gi sinn. Déi Fuerderunge sollten op jidde Fall ganz kritesch a besonnesch och am Liicht vun dem Här Thorn sengem Schriewes a sengen Observatiounen vun deemools analyséiert ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt an deem Kontext parlamentaresch Froe gestallt gi sinn, souwuel vum Kollege Gilles Roth, wat de Secret professionnel ubelaangt, wéi vu mengem Parteikollege Fernand Kartheiser, wat de Secret médical ubelaangt. Eiser Meenung no muss deen an alle Fäll respektéiert ginn a bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren e puer Bemierkungen, déi ech vun eiser Säit aus wollt zu deem Débat bäidroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Justin Turpel ageschriwwen. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll net méi op all eenzel Fäll agoen oder op all déi Zuelen, no all deem, wat mer schonn héieren hunn. Ech wëll e puer grondeeënd Saachen ervirsträchen. Dat Éischt, wat ech wëll ervirsträchen, datt ass d'Wichtigkeet vum Médiateur fir d'Bierger, fir d'Usagere vun eiser Verwaltung. De Médiateur ass eng wichteg Hëllef fir eis Bierger an et soll een dem Médiateur an och sengem Personal ausdrécklech Merci soe fir déi Hëllefleeschtung, déi se de Bierger engéintbréngen.

De Médiateur ass net, wéi dacks gemengt gétt, een Affekt vum Bierger. De Médiateur ass och net ee Richter, an en hëlt och keng Décisionen, a virun allem ass de Médiateur och net een Accusateur vun der Verwaltung. De Médiateur ass do, fir ze erliichteren, den Dialog ze erliichteren a fir Léisungen ze sichen, déi fir déi zwou Säiten akzeptabel sinn an op enger rechtlicher Basis geschéien.

Doraus ergëtt sech fir mech een zweete Punkt, dee vläicht net ëmmer kloer genuch ervirgestrach gétt: d'Wichtigkeet vum Médiateur net nëmme fir de Bierger, mä d'Wichtigkeet vum Médiateur fir d'Verwaltung.

Eng Médiatioun, esou wéi mer se zu Lëtzebuerg kennen, ass am Intérêt vun der Verwaltung a vum éffentlechen Déngscht, well si Intérêt drun hunn, datt mer Léisunge fannen am Fall vu Konflikter. Och wann de Médiateur d'Recht huet, fir Enquêtes ze maachen an Investigatiounen ze maachen, ass en net de Feind vun der Verwaltung an och net den Ukläger vun der Verwaltung. En ass deen, dee Léisung sicht fir Konflikter. An déi Léisungen, déi droen och derzou bäi, datt d'Vertrauen an d'Verwaltung gestärkt gétt.

Am Géigesaz zu der privater Médiatioun, déi virasetzt, datt déi zwou Säite mat enger Médiatioun d'accord sinn, si mer an der éffentlecher Médiatioun an der Situatioun, datt de Stat net gefrot gétt, ob en d'accord ass, mä datt et eng Obligation légale ass, fir mussen d'accord ze sinn. Ob awer all Statsverwaltungen sech ëmmer esou verhalten, datt se am Fong geholl d'accord si mat der Médiatioun, dat steet op engem anere Blat.

Ech mengen awer, datt et wichtig wier, datt eis Verwaltungen - dat ass een Appell, deen

een onbedéngt soll lancéieren an ennersträchen - matschaft beim Siche vun de Léisungen. Well meehestens sinn d'Ursaache vu Konflikter mam Bierger a mat der Verwaltung net einfach just iergendee schlechte Wëllen, mä ganz dacks sinn déi Ursaachen zum Beispill an de Ressourcen, déi d'Verwaltungen hunn, fir hir Aarbecht, hir Déngschtleeschungen iwwerhaupt kënnen ze maachen: net genuch Personal, net genuch Informatik oder soss Moyenen, fir déi Aarbecht uerdentlech ze maachen, ganz dacks Formatiounen, déi se gäre géife maachen an net konnte maachen.

En anereren Niveau vun Ursaachen ass ganz dacks d'Interpretatiounsméiglechkeet, déi a verschidde Virschrëften, gesetzleche Virschrëfte läit, déi ennerschiddlech interpretéiert ginn. An an deene Situatiounen ass et wichtig, datt een een Aussetehenden huet, an dat ass d'Aufgab vum Médiateur, fir ze proposéieren, wéi ee kéint d'Prozeduren upassen, fir ze proposéieren och, wéi ee kéint d'Gesetz anneren.

An dowéinst ass et jo esou, datt de Médiateur habilitéiert ass, fir Recommendationen ze maachen, déi mer solle seriö huelen, souwuel als Chamber, mä och als Stat a Verwaltungen, well se am Intérêt vun deenen zwou Säite sinn. Well och déi Recommendationen jo drop erauslafan, datt mer preventiv verhënnen, datt e Fall sech widderhëlt, datt sech Konflikter widderhuelen, andeem mer déi Upassung kréien an de Verwaltungen an der Interpretatioun, déi mer brauchen.

Et ass och wichtig, datt mer déi seriö huelen, well mer doduerjer grad d'Vertrauen an déi éffentlech Déngschtleeschung, déi eis wichtig ass, erëm herstellen oder verbessern a mer och zu der Verbesserung vun der Qualitéit vun der éffentlecher Déngschtleeschung bäidroen.

Iwwerhaupt ass et wichtig, datt am Virfeld vu Konflikter agéiert ka ginn. An do wëll ech zwee Aspekter opwerfen, déi bis elo op déi Aart a Weis, mengen ech, nach net opgeworf gi sinn.

Dat Éischt ass dee vun der Roll vum Personal an der Verwaltung oder d'Noutwendegkeet vum Vertrauen an d'Personal, fir d'Personal mat erunzeéien, fir am Virfeld Konflikter ze verhënnere. D'Personal, dat si ganz dacks déi, déi d'Erfahrung hunn an déi wëssen, wou d'Problemer leien, an déi och ganz dacks Virschléi hunn. Et si ganz dacks déi, déi kënnen soen, datt zum Beispill wéinst Problemer vu Ressourcen, vun Unugepasstheet vu Prozeduren oder Informatikprogrammer Konflikter sech ubahnen, déi ee ka verhënnere, wann een d'Personal seriö hëlt.

Dowéinst mengen ech och, datt mer an eisen éffentleche Verwaltungen, net nëmme bei de Gemengen, mä och beim Stat demokratesch gewielte Personalvertriedunge bräichten, déi mer de Moment bis elo nach net hunn.

En zweete Partner an deem Ganzen, dee grad esou wichtig muss geholl gi wéi d'Personal, dat sinn d'Bierger selwer, d'Usagere. Ech mengen, et ass wichtig, datt mer d'Rechter vun den Usagere vis-à-vis vun der Verwaltung stärke an eng Partnerschaft zwësche Bierger a Verwaltungen institutionaliséieren, déi zuesammen de Reklamationsregëster zum Beispill opschaffen a kucken, wat d'Ursaache sinn, déi zesumme kënnen Verbesserungsvirschléi definéieren, fir eis éffentlech Déngschtleeschungen an eis Verwaltung ze optiméieren.

Ech wëll kuerz agoen op déi fennef Propositionen, déi de Marco Schank als President vun der Petitiounskommission als Rapporteur schonn duergeluecht huet, déi d'Petitiounskommission hei proposéiert an déi mir och ennerstëtzen.

Déi éischt Proposition ass ganz kloer déi, déi schonn e puermol ervirgestrach ginn ass, nämlech, no zéng Joer Gesetz e Bilan ze maache vun den Erfahrungen an d'Gesetz unzepassen. Do sinn dräi, véier Froen, déi ëmmer erëm ervirgestrach ginn an déi mir och wichtig sinn.

Dat Éischt ass de Kompetenzberäich vum Médiateur. Ech schwätzen elo net, wat d'Beräicher ugeet, mä ech schwätzen innerhalb vun de Beräicher, datt am Moment d'Kompetenz beschränkt ass op déi éffentlech Betriber. An ech mengen, et ass e puermol hei illustriert ginn um Beispill vu Kliniken, vu Crèchen. Et kann net sinn, datt den Usager, wa säi Kand..., oder wann e Patient ass an enger éffentlecher Klinik, datt en da vum Médiateur ka gehollef kréien, a wann dat eng privatrechtlech Struktur ass, soit, souguer wa se konventionéiert ass, datt de Médiateur do ausen vor ass.

Mir mussen dat ausbauen. An ech mengen, och déi Fro vun den Definitiounen vun den éffentlechen Déngschtleeschungen, mer mussen oppassen, datt dat net eng Ursaach gétt, fir et auszeweiden. Well déi Fro: Wat ass eng éffentlech Déngschtleeschung? - ass ganz vill diskutéiert ginn an Europa, och zu Lëtzebuerg. An ech mengen, et misst relativ einfach sinn, fir

déi Beräicher opzezielen, vun deene mer der Meenung sinn, datt de Médiateur muss fir se zoustänneg sinn, egal, ob et een éffentleche Betrib ass oder ob et ee private Betrib ass, deen déi éffentlech Déngschtleeschung do ubitt.

Mir sollen d'Beräicher opzezielen, an et geet sécherlech net, well dat ass eng Gefor haut grad am Zäitalter vun der Liberaliséierung, em d'Aart a Weis, wéi d'Déngschtleeschung erbruecht gétt. Et ass net d'Aart a Weis vun den Déngschtleeschungen, déi determinant soll sinn, ob de Médiateur zoustänneg ass, mä et soll em d'Beräicher goen. An do solle mer keng Differenz méi maache zwëschent éffentlechen, éffentlech-rechtlechen a privatrechtleche Betriber, déi déi Déngschtleeschung bidden.

Een zweete Punkt, deen ëmmer erëm opgeworf gétt, dat ass, datt, wann de Médiateur befaasst ass, doduerjer een Délai suspensif sech soll ergi fir e Recours beim Geriicht. Ech mengen, dat läit op der Hand.

An dat Drétt, wat ëmmer ugeschnidde ginn ass, wat och vu mengem Virriedner nach ugeschnidde ginn ass, dat ass d'Fro vum Secret médical, bancaire, fiscal, wou ech net der Meenung si vu mengem Virriedner a wou jo och schonn eng Deelléisung do ass, nämlich datt de Secret médical dem Médiateur, fir de Fall, mat deem e befaasst ass, net opposabel ass. An ech géif mech dergéint wieren, datt en op eemol géif opposabel gemaach ginn. Ech mengen, dat nämlich misst stëmme fir de Secret bancaire an de Secret fiscal. Mä sécherlech muss dat gekläert ginn, wa mer d'Reform vum Gesetz entaméieren, déi mer net ze spët sollen erausschieben, mä déi am Hierscht soll ufänken.

Och déi aner Froen, déi sech stellen iwwert den Numm „Médiateur“, „Ombudsmann“ an esou weider sollen do gekläert ginn. Ech hunn och Problemer mat deem komplizéierten Numm, mä ech mengen, datt et awer och net evident ass, fir ee Médiateur Ombudsmann ze nennen, well en Ombudsmann normalerweise aner Kompetenzen huet. Dee kann Décisionen huelen, dat ass jo generell de Fall. A mir sollen engem net een Numm ginn, deem en net ka Rechnung droen.

Déi zweete Proposition vun der Petitiounskommission bezitt sech op déi Recommendationi Nummer 49 vum Médiateur, wat d'Noutwendegkeet vun engem Code de bonne conduite oder vun engem Guide de bonnes pratiques administratives ugeet. Ech mengen, dat ass absolut noutwendeg. Et ass absolut noutwendeg.

An och e Code de bonne conduite an e Guide de bonnes pratiques administratives, déi d'Aart a Weis kloerstellen, wéi d'Verwaltungen solle funktionnéieren a sech verhalten, wenn se net géint d'Personal, mä och esou ee Code ass am Intérêt vum Personal.

Iwwregens kann esou ee Code nëmme gemaach ginn, wa mer de Code de déontologie emol fäerdeg hunn a wann d'Missionen och gekläert sinn, souwuel d'Missionen allgemeng wéi, sou wéi mer dat virgesinn hunn an der Reform vum Statut, och d'Missionen an de Verwaltungen, wann déi mat de Leit zesumme gekläert ginn, fir datt jiddweree sech bewosst ass, wat déi Missionen sinn, wat de Code de déontologie ass. An dann ass et méiglech, fir esou ee Code de bonne conduite opzustellen.

Ech wëll einfach drop hiweisen, firwat datt dat sech net géint d'Personal wennt. Am Gemengesector beispillsweis, wou ech eng Zäitchen awer aktiv war, ass dat eng Ufro vum Personal a vun de Gewerkschaften, fir esou e Code de bonne conduite an e Guide de bonnes pratiques administratives ze maachen, well se einfach soen: Doraus ergi sech Obligationen net nëmme fir d'Personal, wat weess, wou et drun ass. An ech gesinn de Syvicol-President an ech mengen, et gétt och en Accord zwëschent de Gewerkschaften an dem Syvicol, fir esou ee Code de bonne conduite ze maachen an e Guide de bonnes pratiques ze maachen.

Ech wier frou, wa mer kéinten an déi Richtung goen, well doraus ergi sech net nëmme Ufuerderungen un d'Personal, mä et ergi sech och Ufuerderungen un d'Verwaltung an un d'Direktionen, déi mussen dann och déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi ee Beamte beispillsweis brauch, fir kënnen eng uerdentlech Aarbecht ze maachen. An och dat geet Hand an Hand an dat solle mer seriö huelen.

Déi drétt Proposition ass déi vun den Zoustännegkeetsberäicher, op déi ech aus Zäitgrënn elo net méi ze vill wäert agoen. Ee Médiateur kann net alles maachen. Dat hu mer gesi bei der Santé, déi mer jo un aner Instanze ginn hunn. Woubäi een awer muss drop hiweisen,



datt all Médiateur déi Kompetenze brauch, fir a sengem Beräich kënnen ze schaffen, an de Médiateur am Santéberäich, dee brauch sécherlech net virun allem juristeschen Kompetenzen, oder net nëmmen, mä dee brauch och medezineschen Kompetenzen. Ähnlech ass et an anere Beräicher - CET, Handicapéierter -, wou mer an deene Strukture grouss Kompetenzen hunn a wou déi Kompetenze solle genotzt ginn, wou spezifesch Kompetenze solle genotzt ginn, fir do och déi Médiatiounsstrukturen ze schafen, déi mer brauchen.

Eppes, wat virun opkomm ass, dat ass, datt d'Erweiterung vun de Kompetenzen op privatrechtlech Betriber contraire wier zu der Erweiterung..., oder zu dem Netwëllen, fir sech an all Beräich anzemëschen.

Neen, ech gesinn dat esou, dat sinn zwou verschidde Saachen. Dat eent huet iwwerhaapt näischt domat ze dinn. Dat eent ass: A wéi enge Beräicher ass de Médiateur zoustänneg? An dat anert ass: A wann en zoustänneg ass, datt en dann och zoustänneg ass souwuel fir öffentlech wéi fir privatrechtlech Betriber, déi an deem Beräich täteg sinn. Dat ass eng Konfusioun, déi net ubrecht ass.

Déi véiert Proposition, dat ass déi, datt de Médiateur gläichzäiteg zu enger juristescher Prozedur soll kënnen seng Aarbecht maachen, well wann en dat net mécht, mussen d'Leit schonn op d'Gericht goen, wann d'Délaien..., oder e kann derzou bäidroen, datt eng Léisung kennt, ier d'Gericht eng juristesche Léisung muss fannen. D'Suspension vun drai, véier Méint dréit derzou bäi, datt d'Leit net mussen onnéideg Gerichetskäschten engagéieren, ier et noutwendeg ass.

Mir kënnen dat doten... Et sinn eng Rei Saachen, déi mussen am Gesetz geännert ginn. Et muss net alles duerch d'Gesetz geännert ginn. Villes léisst sech och duerch de bon Sens a gudden Willen änneren.

Dozou gehéiert och d'Proposition Nummer 5 vun der Kommissioun, nämlech d'Délaien an d'Aart a Weis vun den Äntwerte vun de Verwaltungen. Ech mengen, bei der Verwaltung gëtt et einfach déi zwee Extremere, well déi eng Verwaltungen, dat sinn déi, déi extrem hëllefseer sinn, an dat anert, dat sinn déi, déi extrem resistent sinn, fir Léisungen ze sichen, an éischter refuséieren oder éischter op hire Propositionen campéieren.

Ech wëilt och nach eng Kéier drun erënneren, de Médiateur ass net de Feind vun der Verwaltung; en ass deen, deen hëlleft, Léisungen sichen. An do sollen d'Verwaltungen, wa se mam Médiateur konfrontéiert sinn, wann ech gelift derzou bäidroen, datt déi Argumenter, déi virgeluecht ginn, datt déi solle weiderentwéckelt ginn an d'Dossiere solle weiderentwéckelt ginn, a se solle sech net einfach op Positionen do campéieren.

Als leschte Punkt wëll ech e puer Froen opwerfen, déi elo direkt net behandelt gi sinn, déi awer menger Meenung no wicteg sinn. Dat éischt, dat ass, och wéi mer an de Chamberskommissiounen d'Diskussione féieren, wou een d'Impressioun huet, datt d'Verwaltung ganz dacks gehéiert ginn, well dat eben och normal ass an üblech ass an déi och in extenso gehéiert ginn, an d'Meenung vum Médiateur do heiansdo awer ze kuerz kennt. Mir mussen kucken, wéi eng Moyenen datt mer eis ginn an de Fachkommissiounen, fir déi Diskussione méi équitabel ze féieren a fir dann do déi verschidde Meenunge gläichberechtigt, am Sënn vun enger Léisungssich, kënnen do anzebréngen.

Déi zweet Saach, déi ech nach wëll opwerfen, dat ass den Droit d'avis, deen de Médiateur soll kréien, deen och scho vun anere Virriedner ugeschwat ginn ass. Dee schéngt mer einfach wierklech wicteg ze sinn, datt de Médiateur zu Sujeten, déi säin Tätigkeetsfeld betreffen, soll d'Méiglechkeet kréien, fir selwer Avisen

ofzeginn. An d'Chamber soll och drun denken, fir en dacks am Virfeld emol mat Saachen ze befaassen, déi en awer eppes uginn.

Mir an de Kapp kennt zum Beispill elo de Code de déontologie, deen mer an der Fonction-publiques-Kommissioun amgaange sinn ze diskutieren, deen awer ee Kader gëtt herno fir de Code de bonne conduite. An et wier heiansdo wicteg, datt een de Médiateur do am Virfeld géif befaassen.

Deen drëtten Punkt, deen ech nach wollt opwerfen, dat ass deen, datt mer amgaange sinn, eng Verfassungsreform ze maachen, an datt ee wierklech och haart soll driwwer nodenken an och driwwer schwätzen, ob een d'Médiatioun an och d'Recht vum Bierger op d'Médiatioun net sollt verfassungsméisseg verankeren als eent vun de Rechter, wat een awer als Bierger soll zu Lëtzebuerg hunn.

Wann de Félix Eischen virdu gesot huet, mir hätte manner Dossierer, dat wier, well d'Leit manner géife knouteren oder, ech hat e bëssen esou verstanen, d'Médiature net méi esou gutt...

#### (Interruption)

...net méi esou gutt géif schaffen, hunn ech et bal verstanen, wëll ech awer soen, datt ech domadder net kann d'accord sinn. D'Problemer, déi ëmmer erëmkommen, soll ee prinzipiell léisen. An ech mengen, dat ass dat, wat gemaach gëtt. A wann ee se prinzipiell léist, da sinn herno manner där Fäll. An dat ass positiv.

Ech bedauern, datt de Félix Eischen deen Eenzege ass, deen der Médiature an hirem Personal net Merci gesot huet fir déi Aarbecht, déi se maachen!

Zum Schluss wollt ech e Problem opwerfen, deen ech hu mat eiser Prozedur hei. Mir héieren hei zwee Rapporten, mir héieren hei Recommendationen vun der Petitionskommissioun, wou ech mengen, datt déi meescht Leit sech eens sinn, mä mir maache kee Vote doruwer. Ech hat mer ee Moment iwwerluecht, ob een net misst eng Motioun maachen, wou een déi Recommendationen vun der Petitionskommissioun géif engem Vote hei ënnerleeën. Ech hu mer soe gelooss, dat wier net üblech esou.

Mir maachen och kee Vote iwwert de Rapport. Mä meng Suerg ass awer déi, an ech mengen, net nëmmen meng, och déi vu menge Virriedner a vun de Rapportere, ass déi, datt mer déi Recommendationen hei seriö huelen, souwuel als Chamber, datt d'Regierung se seriö hält an och deementspreechend Propositionen mécht. Mä ech sinn iwwerzeegt, datt de Willen do ass an datt mer deen och elo confirméiert kréien, mä datt d'Chamber se och seriö hält.

An ech mengen, mir misste mindestens an der Petitionskommissioun de Suivi maache vun deene Propositionen an deene Recommendationen. Ech hu virdu mam President vun der Kommissioun geschwat, deen och där Meenung ass, datt mir als Petitionskommissioun, wa mer hei elo kee Vote maachen, eis sollen déi Aufgab ginn, fir dat dote ganz enk ze suivieren, souwuel wat d'Reform vum Gesetz ugeet wéi och déi aner Saachen, déi mer ouni Gesetzesännerung elo kënnen ëmsetzen, fir datt mer alleguerten op déi Aart a Weis zu der Verbesserung vun der Qualitéit vum öffentliche Dénsgsch a vum Vertrauen an den öffentliche Dénsgsch bäidroen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Fir d'Regierung schwätzt den Innen- a Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Merci,

Här President. Fir d'Éischt wëll ech emol vläicht am Numm vun der Regierung Merci soe fir dee ganz konstruktiven Débat, deen mer hei konnte féieren. An et wäert lech net verwonneren, dass ech als zoustännege Minister vun der Fonction publique an der Réforme administrative natierlech ganz beréiert si vun deenen Diskussione, déi hei gefouert gi sinn.

Ech hunn awer och eng ganz konkret Fro gestallt kritt, nämlech déi vum Här Marc Angel. Esou wéi hien et richteg gesot huet, ass et effektiv esou, dass mer opgrond vum Avis amgaange sinn, eng Rei vu Regeln, wat d'Déontologie vun de Statsbeamten ugeet, ewechzuehuele vum Niveau vum Règlement grand-ducal a se eropzesetzen op den Niveau vum Gesetz.

Et ass och esou, dass mer an der Chamberskommissioun eng Sitzung gebraucht hunn, fir eis exklusiv mat deem Thema ausenanesetzen. Dat ass also e Froekomplex, deen awer scho relativ komplex ass. An dofir hu mer eis och déi néideg Zäit geholl, fir dat ze maachen. Déi entspreechend Amendementer sinn och elo fäerdig. De Statsrot kritt se elo an nächster Zukunft oder en huet se scho kritt. An et ass och virgesinn, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se och sollt kréien, fir sech dann nach zu deem Froekomplex kënnen ze äusseren.

Dann, wat kloer ass, dass mer dann, wa mer dat heiten hunn, eis och nach mussen mat der Fro ausenanesetzen, fir e Code oder e Guide de bonne conduite oder de bonnes pratiques - wéi mer et dann och nennen, ech mengen, dat ass net dat Entscheedend -, fir dat kënnen op d'Been ze stellen. Wicteg och do, dass mer déi och brauchen, fir herno d'Evaluatioun vun de Statsbeamten ze maachen, esou wéi dat och an deem neie Gesetz iwwert de Statut vun de Statsbeamte virgesinn ass.

Déi Viraarbecht, op déi mer kënnen opbauen, ass zum Deel, wéi gesot, scho gemaach. Eenzel Verwaltungen schaffen haut schonn no enger „Charte d'accueil et de service «Moien Merci»“. Dir kennt dee Programm. An et gëtt och dee Code, deen och scho vun der Médiature eis recommandéiert ginn ass, fir eis drun ze orientéieren, den „Code européen de bonne conduite administrative“. Wéi gesot, eng grouss Viraarbecht ass an deem Beräich gelescht, wou mer kënnen drop opbauen.

An dëser Fro hu mer also eng honnertprozenteg Eenegkeet, kann ech soen, téschent Regierung, Chamber an och der Médiature, dass mer esou e Code, Guide och Charte, oder wéi mer et dann och nennen, herno brauchen. Fir mech selwer ass den Titel net esou entscheedend, mä entscheedend ass, dass mer wierklech e Leitfaden hunn, un deem d'Beamte sech kënnen orientéieren, fir och ze wëssen, wat vun hinnen an hirem Dénsgsch verlaangt gëtt.

Ech wëll och soen, dass ech selwer schonn eng Entrevue mat der Médiature zu deem Thema hat. A mir sinn eis och eeneg am Prinzip, dass mer fir d'Éischt mussen d'Regele vun der Déontologie am Statut geléist hunn, éier mer dann op déi zweet Etapp vun deem Code kënnen iwwergoen.

Ech wollt dann awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir och engem vun de Rapportere - zwee, dräi Rapportere hate mer, ass gesot ginn -, ech wëll an deem Kontext hinnen och Merci soen. Den Här Schank hat als Rapporteur déi Problematik vun der Germaniséierung vun de Virnimm ugeschwat. En huet gesot, dass mer eis engagéiert hätten, fir do Léisungen ze sichen.

Ech mengen, ech kann haut soen, dass mer eis net nëmmen engagéiert hunn, mä dass mer Léisungen och konkret ëmgesat hunn. 17.000 bis 18.000 Leit, déi alleguerten eenzel ugeschriwwen ginn a mat enger Procédure simplifiée dëse Problem konnte léisen. An och wa mer an dëser sensibeler Problematik nach deen

een oder deen aneren Hickhack an eenzelne Fäll hunn, mengen ech awer, dass déi Mesure, déi mer hei geholl hunn, zur gréisster Zefriddenheet vun de Leit iwwert d'Bühn gaangen ass.

Da wëll ech och nach am Numm vum Premier - Dir wësst, en huet sech entschëllegt, well en elo an enger Audienz beim Groussherzog ass - vläicht dräi kleng Saache soen.

Zur Diskussioun vun der Benennung vun deem Amt, wou mer alleguerten seng Wichtigkeet erkannt hunn, mengen ech, dat ass och hei schonn a verschidde Rieden ugeklongen, gëtt et vill Iddien, vill gutt Virschléi. Déi eng an déi aner kann ee selbstverständlech diskutieren. D'Regierung ass do op, wëll ech ganz kloer soen, a waart op konkret Virschléi vun der zoustännege Chamberskommissioun.

Da wëll ech awer och hei ervirsträchen, dass et an der Tëschenzäit eng verbessert Zesummenaarbecht téschent Médiature a Premier engersäits a Regierung, ganzer Regierung anersäits gëtt, andeems dass d'Médiature regelméisseg e Listing eragëtt vun deenen Ufroen, déi an deenen eenzelne Verwaltungen net an den Délaien beäntwert gi sinn. Dat erméiglecht eis, dee Listing, dann och um Niveau vum Regierungrot ze diskutieren an dann an deene jeeeweilege Verwaltungen deen néidegen Drock ze maachen, fir dass d'Médiature Satisfaktioun kritt.

A wa mer vu verbesserter Zesummenaarbecht schwätzen, vläicht an deem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass och am Regierungsprogramm ugekënnegt ass d'Schafung vun enger Maison des Droits de l'Homme, wou mer u sech ënner engem Daach wëllen d'Servicer vum Médiateur, der Commission des Droits de l'Homme, vum Centre pour l'égalité de traitement a vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand vereenegen.

Selbstverständlech soll d'Onofhängegkeet vun deenen eenzelnen Institutione gewahrt bliwen. Mä mir mengen awer, dass d'Schafung vun esou enger Maison du Savoir och kann dozou bäidroen, fir eng ganz Rei vun nützlechen Synergien ze schafen.

Dat gesot, nach eng Kéier villmoos Merci fir deen interessanten Débat!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Regierungsvertrieeder.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, vu dass mer iwwer näischt ofzestëmmen hunn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Pardon!

► **M. le Président.**- Jo?

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Entschëllegt, Här President, ech kréien elo gesot, dass ech mech verschwat hunn. Ech schwätze selbstverständlech vun der Maison des Droits de l'Homme!

► **Une voix.**- Net d'Maison du Savoir.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- An net d'Maison du Savoir!

► **M. le Président.**- Merci fir d'Prëzisioun.

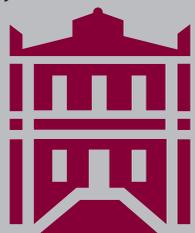
Mir sinn um Enn vun eisen Diskussione iwwert d'Rapporte vun der Médiature ukomm. Eis nächst Sëtzung si fir den 8., 9. an 10. Juli virgesinn. An ech wollt lech just nach informéieren, dass et elo och offiziell ass, dass mer eng zousätzlech Sëtzung hunn de 16. Juli, also déi Woch drop.

Villmoos Merci! Kommt gutt heem a bis d'nächst Woch!

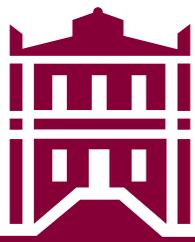
(Fin de la séance publique à 16.24 heures)

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op  
[www.chd.lu](http://www.chd.lu)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. le Président
- Communication**
  - M. le Président
- Ordre du jour**
  - M. le Président, M. Justin Turpel, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Claude Adam, M. Roy Reding
  - Vote
- Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance**
  - Exposé: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
  - Débat: M. Serge Wilmes, Mme Taina Bofferding
  - Interruption de la séance publique de 16.00 à 16.01 heures
  - Mme Josée Lorsché, M. Edy Mertens, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Taina Bofferding
  - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
- 6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile**
  - Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton
  - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Roy Reding
  - Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets**
  - Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton
  - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser
  - Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie (M. Fernand Kartheiser pose une question)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.33 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. le Président.**- Ech maachen d'Sézung offiziell op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État.- Dat ass net de Fall, Här Chamberspresident.

**M. le Président.**- Merci, Här Statsminister.

### 2. Communication

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten um Dësch vun der Chamber deponéiert ass.

**Communication du Président - séance publique du 8 juillet 2014**

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

### 3. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz huet sech op deen Ordre du jour géeneegt, deen Der zougestallt kritt hutt. Ech hunn eng Wuertmeldung zum Ordre du jour vum Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech proposéieren der Chamber, fir de Punkt, deen en Donneschdeg de Mëtteg um Ordre du jour ass iwwert d'Studiebahihëllefe vun de Studenten, 6670, fir dee vum Ordre du jour erofzehuelen.

Et stellt sech ëmmer méi eraus, wat ee méi no bei deen Datum kënn, datt dee Projet de loi wierklech iwwert de Knéi gebrach ginn ass, datt wierklech eng seriö a fundéiert parlamentaresch Aarbecht, esou wéi se elo leeft, net méi méiglech ass. Ech ginn e Beispill: Dat Éischt, dat ass, mir wëssen, et ass bekannt, an de Minister huet dat och selwer gesot an zougestannen, et feelt eis un Donnéeën, fir ze wëssen: Wat ass d'Situatioun vun de Studenten? Wat

ass hire Besoin, wa se studéiere ginn? Wéi wäit muss ee se ënnerstëtzen?

De Minister ass och bereet, fir am Hierscht do Etüden zesumme mat der zoustänneger Kommissioun an d'Wee ze leeden. Et ass esou, datt d'Studente selwer, den Aktiounscomité selwer elo bei senge Memberen eng Etüd gemaach hunn, déi representativ ass, déi awer eng ganz Rei Indikatiounen gëtt iwwert d'Konsequenze vun deem Gesetz hei, iwwert d'Situatioun vun de Studenten, a wou et ënner anerem och gutt wier, wann déi géif an d'Diskussioun iwwert de Gesetzesprojet hei erafféissen.

Wéi ech an der Kommissioun proposéiert hunn, dat ze maachen, ass gesot ginn, dat géife mer dann am Hierscht maachen, zesumme mat der Diskussioun, wéi eng Etüden datt d'Regierung géif an Opdrag ginn.

Ech ginn nach een zweet Beispill: Dat ass dat, datt d'Chambre des Salariés een Avis ofginn huet, deen, nodeems datt en definitiv virläit, obscho se sech do wierklech Méi ginn hunn, guer net méi konnt diskutéiert ginn an der Kommissioun. An ech fannen et och wichteg, datt een d'Bäitrag vun esou Strukture wéi d'Chambre des Salariés wierklech seriö hält an abaut.

Et kënn derbäi, datt d'Etüd vun de Studente weist, wann een déi liest, datt de Moment ongeféier 37% vun de Studenten ouni Hëllef vun den Eltere studéiere ginn, mat deenen Hëllef, mat deene Mëttele, déi se de Moment kréien. An datt, wann dee Projet de loi hei ëmgesat gëtt, een Deel vun deene wahrscheinlech guer net weess, wéi e soll weiderfuere, well de Projet de loi an där Hisiicht keng Iwwergangsbestëmmunge virgesäit fir déi, déi de Moment schonn ënnerwee sinn. An et ass einfach domat ze rechnen, datt eng Rei Studenten hir Studien net kënnen fäerdeg maachen.

Mir hoffen, datt de Majoritéitsparteiën hei un enger seriöer parlamentarescher Aarbecht geleeën ass. Mir hunn ähnlech Problemer bei anere Projeten, wou et ëmmer méi schwier gëtt, fir nach eng seriö Aarbecht ze maachen an deenen imposéierten Délaien. An dowéinst proposéiere mer, dee Projet de loi hei ze verschieben.

Mir wëssen och, wéi eng Konsequenzen datt dat huet. Dat si 40 Milliounen, déi eis dat

d'nächst halleft Joer méi géif kaschten. Mir hunn där zeg Milliounen eng ganz Rei an deene leschte Wochen an och an deenen nächsten Deeg nach mussen deblockéieren. Hei geet et ëm en Investissement an d'Zukunft, an d'Bildung, an déi sollen eis dat wäert sinn.

Mir wëssen awer och, wat d'Konsequenze sinn, wa mer de Projet de loi stëmmen. Zum Deel nämlech, datt an der Moyenne d'Studenten 2.000 Euro manner kréien. Mir wëssen awer net, wéi eng Auswierkungen datt dat wäert hunn.

Dowéinst proposéieren ech, dee Punkt hei vum Ordre du jour ze sträichen. An ech hoffen, datt net nëmme der DP, mä grad besonnesch och deene Kollege vun der grénger Partei a vun der LSAP dru geleeën ass, fir dee Punkt hei méi seriö kënnen unzegoen, wéi mer dat konnte maachen. Duerfir déi Propositioun.

Merci.

**M. le Président.**- Merci dem Här Turpel. Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Eugène Berger.

**M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt dat net esou am Raum stoe loosse, datt hei an deem Dossier keng seriö parlamentaresch Aarbecht gelescht gi wier. Mir sinn elo méintelaang amgaangen, un deem Projet an der Kommissioun ze schaffen. Mir hunn eng ganz Rei Gremien empfaangen. Mir hunn den Aktiounscomité empfaangen, mir hunn aner Jugendorganisatiounen empfaangen. Mir haten am Kader vun der Petitiounsprozedur och hei Leit an der Chamber.

Dat heescht, mir hunn eis wierklech intensiv mat all deene Facettë vun deem Dossier auserneegesat. Mir hu ganz vill Stonnen an de Kommissiounssézung gehat. A mir hunn also do gutt Aarbecht gemaach.

Ech wéll elo net wierklech, well en Donneschdeg wäerte mer nach Geleeënheet kréien, fir iwwert déi Saachen dann ze diskutéieren, op all déi Punkten agoen, déi elo den Här Turpel awer scho schnell einfach esou an de Raum gestallt huet, déi een eigentlech net esou dierft stoe loosse, mat enger Saach, wou e seet, et wieren do, eng Etüd hätt erausfonnt, datt déi eng oder aner Saache wierklech schlecht wieren. Dat ass eng perséinlech Interpretatioun iwwert déi Zuelen, déi do an där Etüd sinn, an och, wéi representativ datt se ass.

Och einfach esou pauschal ze soen, elo kritt jiddwereen 2.000 Euro manner, ass falsch. Mä wéi gesot, ech ginn elo net an den Inhalt. Här President, ech ginn elo net an den Inhalt vun der Reform an. Éischtens sinn ech der Meenung, net nëmme der Meenung, mä et ass e Fait, datt mer wierklech eis laang mat deem Projet beschäftegt hunn, datt mer dat consciencieux gemaach hunn, wierklech gekuckt hunn, jiddwereen ze lauschten, eis e gutt Bild ze bilden. Mir sinn och iwwerzeugt, datt mer elo e gudder Projet virleien hunn, dee mer en Donneschdeg och da kënnen hei diskutéieren an zum Vote bréngen.

Duerfir proposéieren ech, datt mer bei eisem Ordre du jour bleiwen, esou wéi e fixéiert gi war vun der Conférence des Présidents.

Merci.

**M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Den Här Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, u sech déi Argumentatioun do, déi ass net nei par rapport zu deem, wat och schonn d'lescht Woch diskutéiert ginn ass. Mir hunn e Virschlag hei vun der Conférence des Présidents, dee virgesäit, dass mer des Woch deen dote Projet de loi behandeln.

An ech gesinn hei keen neit Element, wat eis sollt dovunner ofbréngen, fir eng aner Meenung ze hu wéi déi, déi mer geäussert hunn an der Conférence des Présidents. Entre-temps huet och d'Kommissioun hir Aarbechten ofgeschloss mam Vote iwwert de Rapport.

Duerfir mengt d'sozialistesche Fraktioun, mir sollte bei eisem Ordre du jour bleiwen.

**M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

**M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Jo, just kuerz fir ze soen, datt mir mengen, datt mer wëllen en Donneschdeg Geleeënheet kréien, fir ze soen, wou mer iwwerall Problemer mat deem Text hunn. An duerfir menge mer, datt e soll um Ordre du jour stoe bleiwen a mer en esou sollte stëmmen.

**M. le Président.**- Merci dem Här Wiseler. Den Här Adam huet d'Wuert.

**M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Ech versti jo och, datt den Här Turpel nach mengt, nei Faiten an d'Spill ze bréngen. An eisen Ae sinn dat awer keng nei Faiten. Ech mengen, déi Etüd, déi en ugeschwat huet, ass zirkuléiert. Mir hunn déi alleguerte kritt. Mir hunn och déi Avisen alleguerte gelies. Mir hate fir dee Projet en Hearing hei an der Chamber, mir haten d'Prozedur vun der Petitiounskommissioun. Ech war elo, et ass déi drëtter Kéier, datt ech derbäi sinn, wou mer iwwer ee Gesetz iwwert d'Aidë vun den Études supérieures diskutéieren.

Ech sinn der Meenung, natierlech hätt een nach kënnen méi Zäit hunn. Mä ech soen awer ganz kloer, déi heite Kéier hate mer méi Zäit wéi déi zwou Kéiere virduen. Ech hunn d'Gefill, wéi wa mer eis Aarbecht do gutt gemaach hätten. An ech gesi mam beschte Wëllen och net an, firwat datt mer sollen den Ordre du jour änneren.

**M. le Président.**- Merci och dem Här Adam. Den Här Reding huet d'Wuert.

**M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Ech wéll ausdrécklech den Antrag vum Kollege Turpel ënnerstëtzen. Dat heiten ass en extrem wichteg Gesetz, well et geet ëm all déi Studenten, deenen hir Elteren net kënnen oder net wëllen déi Studie bezuelen. An op deen Aspekt geet dat Gesetz hei ongenügend an.

Mir hunn och keng seriö Aarbecht gelescht, well mir hate Kommissiounssétzungen, déi iwwert de Knéi gebrach waren a Mëttesstonnen, déi sech zum Deel, Här Berger, mat anere Kommissiounssétzungen iwwerschnidden hunn.

### (Interruption)

Mir kënnen net esou aus dem Volle schäffe wéi Dir, mir hunn als méi kleng Parteie manner Deputéierten. Wann dat dote seriö parlamentaresch Aarbecht ass, da weess ech net, wat onseriöer sollt sinn.

D'Amendement vun der Opposition goufe ganz, ganz kuerz diskutéiert, ganz kuerz ugeschnidden. Si goufen alleguerten en bloc verworfen. Dat ass net eng Prozedur, wéi mir se fir richtig fannen. Dat heiten ass esou ee wichteg Gesetz, datt ech och soen, dat sollte mer verschieben.

Merci, Här President.

**Une voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Merci. Domat, mengen ech, wäeren d'Standpunkter kloer. An ech géif dann d'Fro stellen, fir iwwert den Ordre du jour ofzestëmmen.

### Vote

Déi, déi fir den Ordre du jour sinn, wéi e vun der Präsidentekonferenz fixéiert ginn ass, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn an derfir sinn, dass mer en ännere géifen, stëmme mat Neen.

De Vote ass un. D'Procuratiounen.

### (Interruptions)

„Jo“ ass fir den Ordre du jour, wéi e fixéiert ginn ass vun der Präsidentekonferenz.

**Une voix.**- Et geet net!

**Une autre voix.**- Säin Apparat geet net.

### (Brouhaha et hilarité)

**M. le Président.**- Mir huelen den Här Mertens mat.

De Vote ass ofgeschloss. Wann nach engem seng Maschinn net gaange wier, sot eis Bescheid!

Mir hu 54 Deputéierten, déi um Vote deelgeholl hunn. Dobäi waren 49, déi mat Jo, also fir den Ordre du jour ofgestëmmt hunn, a 5, déi fir eng Ännerung vum Ordre du jour gestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour est adopté par 51 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mo-

sar (par M. Luc Frieden), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Claude Haagen), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Et ass also ganz kloer: Mir fueren no deem Ordre du jour, wéi en ursprénglech fixéiert war, a wann nach Vote-Korrekturen ze maache sinn oder Maschinnen net sollte gaange sinn, mellte lech beim Generalsekretariat!

Merci villmools!

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass den Débat de consultation, dee vun der Regierung ugefrot ginn ass, fir d'Meenung vun der Chamber ze héieren iwwert déi geplangte Reform vun der Fleegeversécherung. Et ass esou, dass an engem Débat de consultation d'Regierung als Éischt d'Wuert kritt, dann déi verschidde Riedner, an d'Regierung herno zum Schluss nach eng Kéier ka reagieren.

Ech géif lech bieden, wann Der dat nach net gemaach hutt, lech anzuschreiwe fir den Débat, an ech ginn dann direkt d'Wuert dem zoustännige Sozialminister, dem Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance

##### Exposé

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*. - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert a virun allem awer och, dass Der diesen Débat de consultation op den Ordre du jour vun der Chamber gestallt hutt iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer drop aginn de Mëtteg op een Débat de consultation, sou wollt ech fir d'Éischt emol eng Kéier de Prozess erklären, wéi ech mer virstellen, dass mer kënnen dese Projet de loi déposerieren nach eng Kéier, a wéi mer virun allem och d'Iddi haten, ze consultéieren an ze debattéieren mat allen Acteuren.

Dir wësst, dass am Regierungsprogramm steet, dass mer eng Réforme structurelle vun der Assurance dépendance géife maachen. Dir wësst och, dass de Bilan vun der IGSS, deen 2013 erstallt gouf an dee presentéiert gouf an der viregter Chamberskommissioun an och an der jitzeger Chamberskommissioun vun der Sécurité sociale, op d'Noutwendegkeet, op d'Nécessitéit vun enger Reform hiweist.

Ech hu gemengt, wéi ech den Dossier iwwerholl hunn als Minister vun der Sécurité sociale, also responsabel fir dese Volet, dass et wichteg wier, dass ee sech d'office géif eng Gouvernance vun Projet ginn a virun allem och eng Aarbechtsmethodologie géif opstellen, fir dese Projet ze gëieren an och ze diskutéieren mat allen, déi do drunhänken. An do ass sécher ee vun de wichtige Partner och d'Parlament direkt.

Fir d'Éischt hu mer intern, an dat war direkt Ufank 2014, en internen Aarbechtsgrupp gemaach tëschent Ministèren, tëschent der IGSS, tëschent der CEO an tëschent der CNS, fir eng Analys ze maache vun deem bestehende Gesetz, awer och ze kucken, fir deen éischte Bilan ze maache vu 15 Joer Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg.

Et gouf och a verschiddenen Aktivitéitsfelder geschafft, soudatt mer eng Rei positiv Punkten, eng Rei méi Punkten, déi ee muss diskutéieren, erausgeschilt hunn. Déi Punkten iwwerengs, déi Der, déi d'Deputéierten an hirem Aarbechtsdokument erëmfonnt hunn, dat ech am Virfeld vun deem Débat de consultation un déi eenzel Deputéiert weiderginn hunn.

An der Tëschenzäit hunn ech och Consultatioun mat deenen aneren direkt betraffene Ministère gefouert, engersäits dem Ministère de la Santé an eiser Plattform, déi mer monatlech hunn, an derniewent awer och mat dem Ministère de la Famille an deene leschten Deeg, fir eng Kéier déi Grondausrichtung, Grondfroen eng Kéier mat ze diskutéieren a mat ze fixéieren.

Elo de Mëtteg, mengen ech, ass et d'Consultatioun vum Parlament, nodeem mer eng éischt Diskussioun an der Chamberskommissioun hatten, wou also nach eng Kéier och virun allem op d'Wichtigkeet higewise gouf, fir dese Rapport vun der IGSS och deenen neie Memberen aus där Chamberskommissioun, an dat waren der ganz vill, eng Kéier ze presentéieren an och mat hinnen eng éischte Kéier unzeschwätzen. Dat gouf och direkt virun e puer Woche gemaach. Do, wou also och deen Débat eng éischte Kéier stattfonnt huet, am Beisein vun deenen eenzelnen Deputéierten an där Kommissioun.

De Mëtteg am Parlament, mengen ech, wäerte mer driwwer diskutéieren, mä virun allem ass dee Prozess hannendrun dann och deen, dass ech mat den Acteuren, déi direkt betraff sinn, engersäits d'Prestataire, op där anerer Säit d'Vertreieder vun de Bénéficiairen, wäert d'Organisatioun vun enger „Journée de réflexion Assurance dépendance“ organiséieren, an dat am Hierscht vun deem Joer, fir och d'Inputer vun hinnen ze kréien, wat déi eenzel Themenberäicher betraff. Selbstverständlech och do zesumme mat dem Ministère de la Santé an dem Ministère de la Famille, déi hei enk wäerten agebonne sinn an där Journée de réflexion iwwer eng Reform vun der Assurance dépendance.

All des Reflexiounen wäerte mer da verschaffen an deenen eenzelnen Aarbechtsgruppen a wäerten dann dem Regierungrot eng Propos maachen, een Avant-projet de loi presentéieren, mat Virschlän säitens vum Minister vun der Sécurité sociale, déi dann d'Regierung muss och guttheeschen. An da wäerte mer an deem Moment de Projet de loi probéieren, Ufank 2015, am Laf vun éischten Trimester 2015 op den Instanzewege ze ginn, fir dann ze kucken, en am Laf vun Joer 2015 och an deem Parlament, an deser Plénière ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Virbereedung op desen Débat de consultation hunn ech iwwert de Weekend eng ganz Rei vun interessante Pabeiere gelies a virun allem hunn ech gelies d'Debatten, déi virausgoungen dem Projet 1998. An hei, mengen ech, konnt ee verfolgen, dass dat e ganz laange Prozess war, bis een dohinnerkoum.

Dës Aarbechten hunn ugefaang, bis dat Gesetz gestëmmt gouf 1998, '92 schonn, wou ee sech iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg am Prinzip eens war, driwwer ze diskutéieren a kucke se auszeschaffen.

An ech mengen, wann een deemools de Projet de loi gesinn huet, wann een och d'Interventiounen gesinn huet säitens vun der deemoleger Sozialministerin Mady Delvaux, awer och vum Rapporteur Lucien Lux, deen ee Rapport gemaach hat, wou e wäit iwwert d'Assurance dépendance erausgaangen ass, wou en déi eenzel Piliere vun der Sécurité sociale eng Kéier belicht huet: d'Pensiounen, Maladie, Maternité, Accident, an hei dee fënnefte Piler och, dee vun der Assurance dépendance erkläert huet an op d'Wichtigkeet agaangen ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Ofsécherung an der Fleegeversécherung mussen hunn, mengen ech, war dat e ganz flotten Text, deen een hei konnt noliesen.

An och déi eenzel Remarquë säitens vun deenen eenzelnen Deputéierten, déi ganz dacks eng ganz Rei vu Froen haten, déi och um Enn vum Vote opbliwwen sinn, a wou mer virun allem hautdesdaags, mengen ech, awer op eng Rei vun deene kënnen äntworten. Et war awer evident, dass des Froen deemools gestallt goufen, well et woussst een net, wat effektiv mat deser Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg géif geschéien, wéi et sech géif entwéckelen, ob et sech positiv géif entwéckelen, ob mer eng Rei vu Contrainten hätten.

Deemools zum Beispill, ee vun de Punkten, deen erausgeholl gouf, war deen: Hu mer dann effektiv och d'Infrastruktur fir d'Leit, déi mer net kënnen doheem halen? Dat war jo deen éischte Souci, ze probéieren, d'Leit doheem ze halen. Dunn hu mer effektiv d'Infrastrukturen opgebaut, fir och kënnen deem, wat hei am Gesetz steet, Rechnung ze droen.

Et muss ee soen, dass dat deemools net de Fall war, mä dass awer risegrousse Efforte gemaach goufen an deene leschte 15 Joer, fir an d'Infrastruktur massiv ze investéieren, soudatt mer haut eng Landschaft vun Infrastrukturen hunn, déi gutt sinn, déi selbstverständlech och hei

mussen enger Analys ennerzu ginn, a wou ee selbstverständlech och am Kader vun deser Reform eng Carte sanitaire muss erstellen, wou et esou eng Etablissementer gëtt, a wou ee virun allem och muss Verbesserungen op deenen Infrastrukturen, op deenen Etablissementer maachen.

Mä mir kënnen ganz kloer soen, dass déi Fro, déi deemools gestallt gouf, direkt opgegraff gouf vun deenen eenzelne Regierungen, déi hannendru waren, fir virun allem am Beräich vun den Infrastrukturen ganz vill ze investéieren an och deem Rechnung ze droen.

Haut kann ee soen, mengen ech, dass 15 Joer no der Aféierung vun der Fleegeversécherung d'Fleegeversécherung zu Lëtzebuerg eng Success Story ass, an dass d'Chifferen - op déi kommen ech zrëck - och beweisen, engersäits, wat de Volet vun de Bénéficiairë betraff, virun allem awer och, wat an deem ganze Volet Economie an Emploi vun Aarbechtsplazen an deem Volet geschaf goufen, dass dat schon enorm ass an dass dat weist, dass d'Aféierung deemools zu Recht gemaach gouf an dass och d'Ausrichtung richtig ass.

An dass och d'Grondprinzipien, déi deemools festgehale gi sinn, eigentlech déi richtig waren. Och déi solle mer nach eng Kéier bestätegen a mer solle se erweideren. Dat ass eben d'Aufgab, nient dem Débat de consultation, och herno vun deem neie Projet de loi, vun deem neie Gesetz, dat mer wäerten upassen.

Mir sollen awer virun allem och, wann een d'Chifferen analyséiert, net nëmmen op dat rasant Ausereendreiwe vun den engersäits Dépensen an anerersäits de Recettë reagieren, mä virun allem och d'Assurance dépendance der Zäit upassen. Mir sollen d'Erkenntnisser aus der Praxis verschaffen. Mir sollen nei Krankheitsbiller eraassen. Mir sollen dat nei Gesellschaftsliewe mat afléisse loosser. Mir sollen d'Liewenserwaardung, déi méi grous ginn ass, och mat berücksichtigen. Mir sollen déi demografesch Entwicklung hei zu Lëtzebuerg mat berücksichtigen.

A mir solle virun allem och net vergiessen, nei Technologie mat anzubauen, fir engersäits méi preventiv a virun allem och besser kënnen op d'Fleegebedierfegkeet vun deenen eenzelne Leit ze reagieren. Et geet drëm, de System ze konsolidéieren an domadder eng héich Qualitéit vun der Betreuung vun de Fleegebedierfegte weider ze assuréieren, jo, ze verbesseren. Dëst muss eng Pflicht fir d'Sozialpolitik an deser Zäit sinn.

An ech hoffen an ech sinn iwwerzeegt, dass mir an deser nobeler an absolut noutwendeger Politik keng gréisser Differenzen och hei am Parlament tëschent de Parteie wäerten hunn. Och des Chamber wäert zum groussem Deel des Reform, wéi se herno wäert entsto, virun allem och am ganze Prozess, dee mer amgaange sinn ze maachen, kënnen droen. An ech mengen, dass ass och gutt esou an deser Fro, déi wierklech ganz nobel ass an déi och ganz wichteg ass, an där mer eng absolut Pflicht hunn, och als Politiker, heirobber ze reagieren an déi néideg Moyenen en place ze setzen.

Loosse mer awer vläicht op e puer Zuele kucken! Ech maachen e klengen Historique, well ech hat probéiert, an deem Pabeier, dat ech lech ginn hunn, en résumé eigentlech en Historique an derniewent och d'Zuelen eng Kéier ze presentéieren. Awer vläicht op e puer Felder kéint een eng Kéier kuerz agoen, déi ee sollt prioritär behandelen an déi solle virun allem och prioritär de Mëtteg diskutéiert ginn. An ech mengen, wann ech lech an där Note eng ganz Rei vu Froen gestallt hunn, vläicht ze vill, wollt ech einfach de Spektrum grous loosser, dass och wierklech all Thema konnt behandelt ginn.

Ech erwaarde mer net, an d'Regierung och net, dass op déi eenzel Froe geäntwert gëtt, mä déi eenzel Bléck wollt ech einfach eng Kéier zeechnen, dass een do eng gewësse Reaktioun awer säitens vum Parlament, vun de Fraktiounen ka kréien.

Enn 2000 hate mer hei zu Lëtzebuerg 5.810 Bénéficiairen. Enn 2013 waren dat der schonn 13.349, also 2,2-mol méi wéi 2000. Dat weist also déi rasant Entwicklung säitens vun de Bénéficiairen. Dovu ware 65% Fraen, et ware 35% Männer. Dovu sinn 68% doheem Bénéficiaire gewiescht, 32% an deenen eenzelnen Etablissementer.

Den Âge moyen louch bei 71,6 Joer. Iwwer 80 Joer waren et 51,3%, déi Bénéficiaire waren, an enner 60 Joer ëmmerhin 20,5%. Déi meescht Diagnostiken, déi gemaach goufen, ware Fäll vun Demenz a Polyarthros gewiescht.

Och dat gehéiert dozou. Et soll ee sech ëmmer regelméisseg Flëssgkeet zouhuelen. Och dass ee Message, deen ëmmer eriwirreginn ass, souwuel hei wéi am Sport.

##### (Brouhaha et hilarité)

Dat heescht awer och...

##### (Interruption)

Et muss net ëmmer Waasser sinn, Här Gibéryen, mä hei op der Chambertribün op jidde Fall.

Dat heescht awer och an deem Secteur, wéi ech scho gesot hunn, nient dem Bénéficiairen, nient dem rasanter Entwécklung - wat eng ganz positiv Entwécklung ass, well virun allem och hei déi héich Qualitéit eigentlech erauskomm ass, soss hätten net esou vill Leit dovu bénéficiéiert -, ass virun allem awer och deen anere Volet, dee vun der Schafung vun Aarbechtsplazen an deem Secteur ze beuechten, dee bei iwwer 8.500 de Moment läit, déi hei geschaf goufen, a wat ee grouse Secteur an deene leschte Jore ginn ass.

An op deser Plaz mä Merci och un all déi, déi um Terrain des Aarbecht verrichten, déi net ëmmer einfach ass, sief et souwuel am Domicile, doheem bei de Leit, sief et am Etablissement. Ech mengen, et ass eng speziell Aufgab, déi ze maachen ass. Et ass eng nobel Aufgab, déi ze maachen ass. An et ass och virun allem op deem Volet, wou ech well op jidde Fall eng perséinlech Note mat eraginn.

Et geet och drëm an der Ausrichtung vun deser Reform, dass mer virun allem och d'Méiglechkeet ginn dem Personal, méi Zäit ze hunn eigentlech nient dem Charge, déi se hunn, nient dem Soenen, déi ze gi sinn, och virun allem déi sozial Zäit ze hunn, fir kënnen mat de Leit ze schwätzen, fir kënnen och mat anere Soucien ëmzegoen, fir ganz einfach och do dat Sozialliewen héichzhalen; och déi Zäit muss ee virgesinn. An hei muss mer Méiglechkeete fannen, fir och de Volet kënnen mat eranzehuelen, dass also och nach Zäit bleift, net nëmmen d'Leit ze fleegen, d'Leit ze betrieien, mä virun allem och kënnen een Dialog mat hinnen ze halen. Och dass ganz dacks eng Hëllef, déi eng Soinhëllef ass. An ech mengen, hei muss mer Léisunge fannen, fir dat ze maachen.

An deser Reform muss mer awer och selbstverständlech am Kader vum Personal kucken, dass mer virun un d'Qualifikatioun denken. Datt mer iwwerleeën, wat fir eng Leit an deem Secteur aktiv ginn an solle bleiwen. An dass och déi néideg Qualifikatiounen hannendru sinn. Mir muss vill investéieren an d'Formation, awer och an d'Formation continue investéieren. Dat si fir mech ganz wichteg Opportunitéiten, déi mer grad hei an deem Gesetz kënnen notzen.

A wou mer och mussen, mengen ech, um lëtzebuergeschen Aarbechtsmarché nodenken, dass déi Posten, déi do geschaf ginn, och kënnen Zukunft duerstellen an och eigentlech kënnen eng Rei vu Leit, eng Rei vu Jonke kënnen dirigéieren dohinner, respektiv och Leit, déi aus dem Prozess erauskomm sinn, ëmforméieren, fir grad an deem Secteur aktiv dann ze ginn.

An hei ass et wichteg, an dat hu mer jo ugefaangen, den Aarbechtsminister Nicolas Schmit och zesumme mam Éducatiounsminister, dem Här Meisch, ze probéieren och virun allem grad am Plan garantie jeunes, dass d'Éducatioun erëm méi no bei den Emploi kënn, dass se erëm méi no bei déi direkt Beruffer kënn. Datt een also direkt ufankt an och bei der Formation de base direkt probéiert, eng Schinn opzebauen, an dass een an Zukunft och hei Leit ausbitt, déi op déi Beruffer passen, mat virgesinnen eenzelne Moduler, wou se sech während hirem Beruf och kënnen weiderbilden, aner Berufssparten dovunner kënnen opgräifen an derniewent awer och de Volet vun der Formation continue net vergiessen. Och dass ganz wichteg an deem Secteur.

An ech mengen, des besser Vernetzung tëschent dem Secteur vun der Éducatioun an dem Fleegeversécherung wäert um Aarbechtsmaart sécher och positiv Refleten hunn.

Héich Qualitéit u Leeschtungen, ech mengen, déi besch, déi mer an Europa hunn an deem Secteur, bedeit natierlech och, dass d'Käschte relativ héich sinn, dass de Käschtepunkt also relativ héich gestallt ass. An och, wann de rectificéierte Budget 2013 nach een Iwwerschoss vu plus ou moins zwou Milliounen Euro ausweist, bei Dépense vu 550 Milliounen a Recettë vu 552 Milliounen, heescht et, dass mer awer, wa mer d'Tableau gesinn iwwert déi nächst Jore an d'Tableau bis 2030, dann heescht et awer, dass déi Schéier tëschent den Dépensen an de Recetten ëmmer méi wäit wäert ausereengoen, an dass mer hei selbstverständlech muss reagéieren.

Reagéieren awer esou, dass mer d'Qualitéit weider garantéieren, dass mer de System langfristeg ofsécheren a virun allem och inhaltlech a finanziell Changementer maachen, déi muss gemaach ginn. An dat an Etappen, an dat och a Prioritéiten, déi mer solle festleeën.



Et ass gewosst, datt d'Gesetz vum 19. Juni 1998 op véier grouss Principes directeurs opgebaut ass. Déi waren: éischte, d'Prioritéit vun de Mesures de réhabilitation, virun der Prise en charge; zweetens, d'Prioritéit fir de Maintien à domicile; drëtzens, d'Prioritéit vun de Prestations en nature par rapport zu de Prestations en espèces, a véiertens, d'Kontinuitéit an der Prise en charge.

An ech mengen, dës véier grouss Prinzipie solle mer och net a Fro stellen, géif ech emol mengen. Dat si véier grouss Prinzipien, déi een an Zukunft ka garantéieren, vläicht erweideren duerch aner Prinzipien, vläicht verschidde Prinzipie besser verfeinere. Mä ech mengen, dat si Prinzipien, déi och haut nach zielen. An déi grouss Prinzipie goufe jo och bei der klenger Reform, déi 2005 gemaach ginn ass, déi liicht Adaptatiounen - dat waren d'Leeschungen an d'Plaffonge virun allem -, net a Fro gestallt.

De Rapport vun der IGSS, deem 2013 gemaach gouf, weist eng Reflexionsbasis fir eng Adaptatioun vum Gesetz op, mat dem Zil, engersäits d'Viabilitéit vum System, wéi ech gesot hunn, längerfristeg ofzesécheren; verschidde Risikoen ze anticipéieren; drëtzens, d'Koordinatioun ze verbessere tëscht Domicile, Stationnaires aigus a Soins de longue durée; véiertens, d'Qualitéit ze promovéieren; de System, de Contrôle vun de Prestatiounen en place ze setzen, fir nach méi Transparenz an nach méi effikass ze schaffen; d'Transparenz vum Finanzement generell eng kéier ze garantéieren an ze iwwerpräiwene.

Interessant och bei der Analys vun der Evolutioun vun de Prestatiounen sinn déi eenzel Facteuren. Wat den Niveau Zäit ubelaangt, gesi mer, datt den Deel vun de Bénéficiairen, déi méi wéi 35 Stonnen an der Woch Hëllef brauchen, geklommen ass. Virun allem dat no 2007, vläicht och verbounne mat där klenger Reform vun 2005, déi stattfonnt huet.

Wat d'Moyenne vun der Zäit ubelaangt, ass se méi staark geklommen an den Etablissements wéi doheim. D'Zäit fir Actes essentiels de la vie par contre ass stabel bliwwen. Grouss Uklamme wat den Temps moyen ubelaangt an dem Beräich Activités de soutien, virun allem am Etablissement. Dëst si Fakten, déi aus dem Rapport vun der IGSS ervirgaange sinn.

Wat d'Käschten ubelaangt, mengen ech, ass ganz kloer, datt folgerichtig och déi, a genau an deenen doten Aktivitéiten an an deenen dote Secteuren, geklomme sinn. De Coût moyen ass gestiegen. De Coût des activités de soutien huet eng Explosioun kann an de Coût des actes essentiels de la vie, wéi ech gesot hunn, ass bei der Zäit, och natierlech wat de Coût ubelaangt, stabel bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng Reform ze maachen, hunn ech gesot, muss een eng Rei vu Felder hannerfroen, diskutéieren. Dës Froe sinn déi Bléck, déi ech den Deputéierte weiderginn hat an op déi ech kuerz eng kéier wéilt agoen an och e puer Piste wéilt soen, iwwert déi mer kënnen an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint diskutéieren respektiv dorop eis bewegen, fir dat Zil, dat mer eis virauser gestallt hunn, och kënnen ze errechen.

Engersäits, éischte Punkt wat d'Dépendance vun der Dépendance ubelaangt, mengen ech, datt d'Kritäre vun haut nach ëmmer valabel sinn. Datt mer awer iwwer eng Redéfinitioun vun der Fleegebiedertegkeet sollen nodenken am Bezug op méi eng fréi Prise en charge, mam Zil, d'Perte vun der Autonomie ze verzögeren.

Wat deen zweete Volet ubelaangt, dee vun der Methodologie vun der Evaluatioun eng kéier analyséieren. An d'Kritik vun der Subjektivitéit vun der Evaluatioun stärke an hannerfroen an och duerch Instrumenter, déi sech am Ausland bewährt hunn, kënnen anzebauen an ze modifizéieren.

D'Afféierung am Kontext vun deenen eenzelnen Aiden, déi accordéiert ginn, déi meeschtens accordéiert gi mat Actes isolés, an hei eng kéier d'Fro ze stellen, ob mer dat net besser ze maachen hätten duerch d'Afféierung vun engem Forfait zum Beispill. Dat ass eng Fro, déi, mengen ech, eis géif erlaben, méi eng grouss Flexibilität, méi eng grouss individuell Betreuerung a méi eng operationell Simplifikatioun kënnen ze kréien an hei och vläicht dee Facteur, deen ech virdu gesot hat, dee vun der Zäit fir sozial Kontakter méi ze fleegen, fir dat och kënnen ze benotzen.

Wichtig ass och hei, datt ee virun allem och kuckt, all kéiers d'Défien, och d'Betreuerung vum Bénéficiaire weider op héijem Niveau ze hale respektiv ze verbessere.

Déi eenzel Prestatiounen vun der Dépendance, wat d'Actes essentiels de la vie, d'Hygiène corporelle, d'Ernährung, d'Mobilitéit ugeet. D'Redefiniotioun an och d'Revisioun vun der accordéierter Zäit, wéi gesot. Awer och de Volet Preventioun eng kéier mat belichten a kucken, ob

et do nei Opportunitéite kéint ginn, déi een am Kader vun dëser Assurance dépendance kéint mat virgesinn.

De Volet vun de Prestations en espèces forfaitaires, wat verschidde Krankheeten an Defizienzen ubelaangt: nodenken iwwer eng Équitéit, iwwert déi eenzel Evaluationskonditiounen hei och ze kucken. De Volet vun de Prestations en espèces an den Aidants informels, och dat e Sujet, deen a leschter Zäit ganz dacks erëmkomm ass. Et këne jo Prestations en nature duerch Prestations en espèces ersat ginn, bis ee gewëssenen Niveau an a Präsenz vun engem Aidant informel, deen d'Aide en soi garantéiert an un de Bénéficiaire iwwerwise gëtt.

D'Prestations en espèces ginn net als ee Revenu de remplacement considéiert an et besteet de Moment kee Lien tëscht der Sécurité sociale an dem Aidant informel. Dat huet och de Rapport vun der IGSS kloer gewisen. Hei muss mer d'Roll vum Aidant informel definéieren a kloer op d'Qualitéit vun de Prestatiounen puchen. A mir mussen hei och an dësem Volet Formatiounen ubidden.

Mir mussen virun allem awer oppassen, datt déi Prestatiounen, déi Soinen, déi solle gemaach gi fir déi Bénéficiairen, och effektiv geleescht ginn. An ech mengen, hei ass e wichtige Facteur, wou mer och déi Saach mussen mat Qualitätskritären, awer och mat Kontrollkritäre ganz kloer definéieren. An ech mengen, et soll een och doriwwer nodenken, datt mer virun allem déi an der Praxis an der leschter Zäit opgetauchte Fäll kucke virun an engem gesetzleche Kader ze behalen.

Wat d'Activités de soutien betrëfft, wéi ech gesot hunn, déi an deene leschte Joren eng regelrecht Explosioun kann hunn, gëllt et souwuel an der Zäit wéi och am Coût, heescht et hei, muss de Contenu an d'Finalitéit prezisiéiert ginn. Den Utile, den Nécessaire, den Indispensable an den Effikass zielt och an dësem Beräich.

D'Interaktioun mat anere Prestatiounen muss gekläert a muss koordinéiert ginn. Virun allem all double Emploi an dësem Beräich muss mer kucken ze évitéieren.

Wat d'Aides techniques betrëfft: Am Maintien à domicile këne verschidde Aides techniques à charge geholl ginn. Rollstill, Trapelift, zum Beispill, fir nëmme Beispiller ze ginn. Och hei muss een iwwert d'Critères d'attribution nodenken an och eng méi grouss Responsabilisatioun vun de Bénéficiaire sech iwwerleeën.

D'Adaptation du logement, déi derniewent ka gemaach ginn, hei ginn Hëllef accordéiert, fir Logementer ze adaptéieren. D'Cellule d'évaluation, déi besteet an déi mer an deenen nächsten Zäite wäerten zu enger eegestänneger Verwaltung ëmstrukturéieren, stellt dobäi e Cahier des charges op a leet och de Montant vun enger Participatioun fest. Si assuréiert och de Suivi vun den Aarbechten an ass Médiateur tëscht de Firmen an de Bénéficiairen.

Ass dat d'Roll vun der CEO? Ass dat d'Aufgab vun der CEO? Stellen ech emol einfach hei nëmme an de Raum. A wa mer do „Jo“ soen, da mussen mer hinnen och d'Moyene ginn an och dat néidegt qualifizéiert Personal, fir dës Fro ze beäntweren an dës Fro kënnen ze erfëllen.

Wat d'Tâches domestiques betrëfft, d'Assurance dépendance gesäit hei 2,5 Stonne fir d'Tâches domestiques, dat heescht akafen, Haushalt, Wäsch, Spull an esou weider doheim oder am Etablissement vir. De Bien-fondé vun dëser Mesure, virun allem am Milieu stationnaire, solle mer iwwerschaffen a solle mer och eng kéier mat deenen eenzelne Partner mat diskutéieren.

D'Offres de services complémentaires, déi entstanen sinn, déi nei Aktivitéiten, déi mer all kennen, déi och wierklech a verschidde Beräicher scho lafen, solle mer kucken, wéi mer se kënnen mat integréieren an eng Fleegeversécherung fir déi nächst Joren. Dat heescht, Aktivitéite wéi Télémedezin, heescht Aktivitéite wéi Téléassistance oder wéi Téléalarm hu sech rasant entwéckelt an hu sech a verschidde Beräicher och bewährt. Am Kader vun der Reform a mam Zil, d'Leit weider doheim ze behalen, mussen mer dës Moyene mat afléisse loosse a mussen mer dës Moyene mat notzen.

Mir mussen derniewent, mengen ech awer och, d'Chance hunn, grad an dësem Secteur en neie Wirtschaftssektor mat opzebauen. Hei hu mir als Lëtzebuerg exzellente Outilen. Mir mussen déi notzen, fir deen techneschen Know-how, dee mer och hei hunn an dësem Secteur, grad hei, och vläicht als Pilotprojet fir d'Ausland kënnen ze etabléieren a virun ze entwéckelen.

Wat d'Koordinatioun tëscht deenen eenzelnen Intervenanten an d'Kohärenz vun de Politiken ubelaangt, ass dat e Volet, deen net nëmme um legislative Volet läit, natierlech, dee

läit virun allem an der Praxis. An hei mussen mer dat maachen, wat mer mussen ëmmer bei alle Projete maachen: Et muss och tëscht deenen eenzelne Ministère geschwat ginn, et muss eng Koordinatioun sinn tëscht deenen eenzelne Ministère, fir dës Projeten ëmzesetzen a virun allem och deen Impakt op aner Departementer oder Ministère kënnen ze garantéieren. A virun allem och kucken, d'Ëmsetzung fléissend ze maachen, mat all deene Saachen, déi ech virdu gesot hunn.

Aner Ministère sinn do gefrot a fir d'Éscht déi, déi ech virun allem och hei gesinn, déi vun der Famille an déi vun der Santé, déi direkt implizéiert sinn an dësem Beräich. An hei, mengen ech, sinn eng ganz Rei vun Aufgaben, déi opstinn. Ech mengen, hei ass d'Koordinatioun och vum Hospitalier a vum Extrahospitalier, déi mer mussen kucken, dat ze garantéieren. Et si virun allem och d'Interaktiounen tëscht der Assurance maladie an der Assurance dépendance, och hei, wat dee ganze Volet Prises en charge, wat d'Soins palliatifs betrëfft, och dat muss een an dësem Projet mat virgesinn a mat bedenken a mat iwwerleeën virun allem.

An dann och virun allem déi ganz Planifikatiounen vun den Infrastructures stationnaires a semi-stationnaires an derniewent awer och d'Optimisatioun vun de bestehenden Infrastrukturen. An ech mengen, ech weess hei, datt d'Familljeministesche amgaangen ass, dësen Infrastrukturplan opstellen, ze kucken, wat mer hunn, ze kucken, wou se beluecht sinn, ze kucken, wou nach wäiss Punkte sinn a virun allem och do, wou muss moderniséiert ginn. Ech mengen, dat ass dee richteg Wee an dat gehéiert parallel zu dësem Gesetz, fir virun allem op déi Reprochen, déi deemools, 1998, do waren, net nach eng kéier mussen op dës Plaz anzegoen.

Dann dee ganze Volet awer och vum Agrément, deen een eng kéier muss hei mat definéieren an zur Koordinatioun tëscht deenen eenzelnen Haiser, tëscht deenen eenzelne Ministère. An da weess ech och, datt virun allem de Plan d'action démente, deen e ganz wichtige Facteur och an dësem Kader ass, d'Ministesche vun der Santé am Hjärscht eis wäert hei dës Plang konkret, d'Ëmsetzung dervun wäert virstellen, soudatt mer och hei, mengen ech, kloer Incentiver hunn, kloer Punkten hunn, déi och hei parallel zu dësem Gesetz wäerte fléissen a virun allem och kënnen afléissen dann an dat neit Gesetz, wat hei ausgeschafft gëtt.

Soudatt een och op där Plaz sécher hei net dee ganzen Handicapéiertesektor soll vergiessen. Och deen ass ganz vill implizéiert hei, an och hei muss ee kucken, datt een eng Optimisatioun tëscht deenen eenzelne Begleetmoosnamen an deenen eenzelnen Ënnerstüzunge fënt.

Wat de Volet vun der Gouvernance an dem Finanzement ubelaangt: Ech hunn op där enger Säit gesot, wa mer kucken, ze probéieren, datt mer d'Schéier vun den Dépensen an de Recetten no beienee behalen, datt se net ze wäit auserneendrift, schaffe mer fir d'Éischt prioritär op enger Reduktioun am Volet vun den Dépensen. Hei hu mer eng ganz Rei vu Schrauwen, soen ech emol esou, un déi mer kënnen dréie goen, u Bléck, wou mer kënnen dréie goen, wou mer sécher wäerten d'Dépense stabel behalen iwwert déi nächst Joren. Dat ass emol déi éischt Ausrichtung.

Gewosst, datt eng Rei vun neien Défien derbäikommen. Gewosst, datt eng nei Saach, déi mer wëllen afléisse loosse, ass dat deen éischte Punkt, dee mer maachen, d'Dépensen analyséieren. Si mussen kloer Qualitätskritären definéieren, Transparenz- a Kontrollmoyene mussen mer eis an dësem Beräich, mengen ech, ganz kloer ginn. Domat wäerte mer, mengen ech, och de Block vun den Dépense kuerzfristeg oder mëttelfristeg entschlaaken. Wéi vill, dat mussen mer gesinn. Laangfristeg mussen mer dat och projézieren, fir och eng Analys ze hunn, wann et net op där enger Säiterausgeet, wat mer op där anerer Säit müssen am Finanzement, an ech schwätzen dann hei d'Recetten un, maachen.

An hei, mengen ech, ginn et keng sechs Zorte vu Recetten. Et sinn dräi grouss Recetten, déi hei gespeist ginn. Dat ass engersäits d'Participatioun vum Stat op den Dépensen, dat ass op där anerer Säit de Cours des contributions dépendance direkt selwer, de Solidaritéitsgedanken, deen hei matgespillt huet, déi 1,4 Prozent, déi mir de Moment hunn, an dat ass dann och déi Adaptatioun. An dat ass dann an anere Volet, dee vun där gewëssener elektrescher Tax, déi ofgeet, wat awer nëmme ee minimale Betrag an deem ganze Finanzement duerstellt.

Dat sinn déi dräi Saachen, déi de Moment op der Recettensäit stinn, déi mussen mer eng kéier iwwerkucken. A mir mussen kucken, awéiwäit, nodeem mer all d'Efforten - all d'Efforten! - gemaach hunn am Beräich vun den Dépensen,

och hei muss eventuell eng Contrebalance fonnt ginn. Wa se fonnt gëtt, ass et fir mech awer och, datt mer se fannen an engem vun deenen dräi, déi mer schonn hunn, oder vläicht eng nei, déi derbäigesat gëtt. Mä op jidde Fall net an enger Héijung vun der Eegebedeelegung vun de Leit, mengen ech, kann ech mer net virstellen, datt mer dat géife maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den historeschen Débat iwwert déi fénneft Zeil an der Assurance Sécurité sociale geet weider. En huet haut dee weidere Punkt krit. Den eenzelne Planning hunn ech erkläert, wéi mer elo wäerten um Terrain weider viruoen, wéi mer an der Regierung wäerte viruoen. Et geet drëm, dee gutt fonctionnéierende System laangfristeg ofzesécheren, mat klengen Ajustementen, opgebaut op den Erfahrungen aus der Vergaangenheet, ugepasst an déi nei Défië vun eiser Gesellschaft, ouni dobäi un d'Grondausrichtung vun der Lëtzebuurger Fleegeversécherung ze goen.

Et ass dat en noblen Défi vun der Politik, vun eis all, fir e würdegen, adequate Kader ze setze fir déi, déi Hëllef brauchen, fir déi och ze garantéieren.

Ech wënsche mir e flotten Débat de consultation de Mëtteg, mat interessanten Iddien, mat deenen ech als responsabele Minister vun der Sécurité sociale dann zesammen duerno mat der Regierung um Projet ka schaffen an dese Projet da kann och finaliséieren. Déi lescht 15 Joer war d'Fleegeversécherung eng Success Story fir Lëtzebuerg. Ech sinn iwwerzeegt, mat engem gudden Débat, mat engem flotten, nei orientéierten, modernen, adaptéierte Projet de loi wäert dat och déi nächst 15 Joer de Fall sinn.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Sozialminister. Mir géifen dann zum Débat iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an den éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes vun der CSV. Här Wilmes, wann ech gelift.

**Débat**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Éischt emol wëlle mer villmoos Merci soen och, datt déi Initiativ geholl ginn ass schonn ënnert der leschter Legislaturperiod an och iwwerhol ginn ass vun der neier Regierung, fir eben de Bols ze fillen hei an der Chamber vun de politeschen Acteuren, wat hir Meenung ass zu der Assurance dépendance, well et selbstverständlech e ganz wichteg Gesetz ass.

De Minister huet dat jo elo hei exposéiert. En huet och de Kader gesat, an deem mer eis hei bewegen. En huet déi Zuele genannt, d'Erausforderungen hei genannt, soudatt ech dat net brauch nach eng kéier am Detail ze maachen. Et ass effektiv e ganz komplexe Sujet, wann ee sech domat auserneesetzt.

Ech hunn dat jo och misse maachen als jonken Deputéierten. Dat läit net vläicht onbedéngt op der Hand, well ee jo mengt, als jonken Deputéierten ass een net dovunner concernéiert, als Jonken allgemeng. Mä d'Assurance dépendance ass selbstverständlech net nëmme do fir eeler Leit, och wann et zwar dee gréissten Deel dovunner betrëfft. Et ginn och Jonker, déi dovunner betraff sinn. An et ass allgemeng ëmmer wichtig, datt ee sech och fir d'Sécurité sociale, fir d'Erausforderungen, déi och baséieren op der Solidaritéit tëscht de Generatiounen, interesséiert.

Dat hunn ech du gemaach. Natierlech och mat der Ënnerstüzung vu villen erfahrene Kollegeen, déi ech ëm Rot gefrot hunn, fir mech hei ze preparéieren. Nach ass et esou, datt een net alles kann intus hunn. Et ass effektiv esou e komplexen, vaste Sujet. An de Minister huet dat mat all senger Froe jo och hei elo beleet, datt een net op alles direkt och eng Äntwert kann hunn. D'autant plus, wou ons och natierlech eng ganz Partie Donnéeë feelen, fir eis kënnen e konkret Bild ze maachen, wat awer ganz wichtig ass, wann ee gäre wëllt wëssen, u wéi enge Schrauwen dat ee soll dréie goen, fir herno dat Resultat ze kréien, wat ee gären hätt.

En anere Punkt, deen och wichtig ass, ass, datt et net nëmme wichtig ass, och ons elo hei ëm eis Meenung eng kéier ze froen. Dir hutt jo gesot, Dir hutt Är Methodologie hei exposéiert, eppes, wat mer nach net esou och am Detail alles wossten, wat awer sech jo och gutt unhéiert, wéi Der do wëllt viruoen. An e wichtige Punkt ass ganz kloer, datt een och d'Acteuren

um Terrain selbstverständlich mat ebe consul-téiert, well si wëssen am beschten, op wat et ukënn. A si mussen virun allem jo och herno déi Reform kënnen droen an ëmsetzen.

Mir wësse jo allegueren aus der Erfahrung, datt eng Reform nëmmen dann och wierklech herno kann e Succès ginn, wa se gedroe gëtt vun de Leit um Terrain. Ass dat net de Fall, dann hu mer e Problem. Da mussen mer nach eng Kéier erëm vun enger Reform vun der Reform schwätzen. Dofir, wann een hei gär wëllt eng Reform maachen, dann ass et wichtig, niewent der Chamber, nieft deenen Aarbechten, déi mir als Législateur ze maachen hunn, och d'Leit um Terrain ze consultéieren.

Fir eis ass et wichtig als alleréischte Prioritéit, datt een dee System effektiv eng Kéier komplett ënnert d'Lupp an op de Leescht, also ënnert d'Lupp hält an op de Leescht hält, fir genau ze wëssen, wéi e fonctionnéiert, a fir erauszefannen, ob en iwwerhaupt seng Ziler, déi e sech gesat huet, erreecht, a fir kënnen och herno ze wëssen, u wat ee soll dréie goen, wat ee kann optimiséieren, wat ee ka verbesseren. Well och mir sinn der Meinung, datt ee soll net déi Grondphilosophie, net soll d'Fundament vun där Assurance dépendance, vun deem Gesetz hei a Fro stellen an datt ee virun allem och net soll d'Qualitéit vun de Leeschtungen erofsetzen.

Natierlech ass dat déi ganz Erausforderung: Wéi kënnen mer et fäerdegbréngen, dat alles ze erhalen, andeems mer awer mussen Annerung maachen? Dat ass net esou evident. Mä mir versiche jo dann iwwert déi nächst Méint zesummen do zum Enn ze kommen. Nach bleift et, datt et natierlech der Regierung hir Verantwortung ass, fir e konkrete Projet eis nach eng Kéier ze presentéieren. Wéi gesot, mir hunn net iwwerall déi Donnéeën, déi mer bräichten, fir eis ëmmer kënnen iwwerall genau e Bild ze maachen, wat awer ganz wichtig ass.

Déi Aschätzung, déi mir maachen dovunner, gëtt awer och gedeelt vun der Regierung. Wann een hire Regierungsprogramm jo liest, da steet do ganz kloer ënnert dem Kapitel „Assurance dépendance“, datt zwee Punkte wichtig si fir ze erfüllen, nämlech deen, datt assuréiert soll ginn, datt d'Assurance dépendance all déi Servicer a Qualitéitsprestatiounen couvréiert, déi néideg an noutwendeg sinn an déi eben de Leit, déi Fleeg brauchen, et erlaben, fir kënnen déi Hëllef an déi Soinen an déi Fleeg ze kréien, déi se brauchen, fir kënnen hiert Liewen an Dignitéit an Autonomie ze féieren.

An den zweete Punkt, datt de Finanzement esou och soll organiséiert ginn, fir datt déi Aktivitéiten, déi do prestéiert ginn, och hir Ziler errechen. Dat ass e ganz wichtige Punkt. A fir dat ebe kënnen ze errechen, muss een emol wësse fir d'Éischt, aus wéi engen Elementer déi Komponenten, déi Assurance dépendance zesumme sech setzt an déi eng Kéier och kucke genau am Detail, déi eng Kéier hannerfroen, wat jo och de Ministère amgang ass ze maachen.

Well Dir hutt jo déi Note hei elo grad nach eng Kéier exposéiert, déi Der eis geschéckt hutt a Preparatioun, en vue von deser Consultationsdebatt. An do hutt Der jo eng ganz Partie Kapitelen, Voleten ugeschnidden, ugefaangen natierlech mat der Definitioun vun der Dépendance a mat der Evaluatioun dovunner selwer.

Dir sot, datt Der drun denkt, fir net elo déi grouss Kritären do ze changéieren, datt déi Dépendance, esou wéi se definéiert ass, soll och bestoe bleiwen. Et stellt ee sech och d'Fro, datt, wann een net wëllt dovunner fortgoen, wéi géif ee se aneschtens och dann definéieren.

Am Moment hu mer eng Definitioun, déi ass jo baséiert op d'Actes essentiels de la vie, déi een net méi capabel ass, selwer ze maachen, wou een dann Hëllef brauch vun enger Drëttersoun, fir se ze maachen. Wou awer och eng gewëssen Zäit, dat heescht, eng gewësse Gravitéit natierlech och muss virleien, datt ee se net méi ka maachen. Sou dräi an eng hallef Stonn d'Woch an op d'mannst sechs Méint muss ee kënnen presentéieren, fir an de Genoss kënnen ze komme vun der Assurance dépendance.

Wann een dat elo wëllt gär änneren, déi Definitioun, jo, da misst een och higoen a froen: Op wéi eng Kritäre stäipe mer eis da soss? Stäipe mer eis net méi op d'Akten? Stäipe mer eis net méi op eng Zäit, déi muss respektéiert ginn? Maache mer och kee Mindestzäitseuil méi, dee mer fuerderen? Vlächent am Sënn vun enger, wéi Der sot virdrun och, besserer Preventioun a Verhënnung, datt een iwwerhaupt an der Autonomie kéint bleiwen, wat jo och ënner anere ee vun de Punkten ass, deen zum Beispill

d'Copas presentéiert, also virschléit, datt een dee Seuil do esou kéint ofschafen.

Do muss een awer och erëm sech an engems dann d'Fro stellen, wat dat u Méi wäert kaschten herno a wéi dat dann och kann erëm finanzéiert ginn a wat dann herno och dobäi erauskënn. Ob dann och wierklech herno da maner Finanzierungsbedarf ass, wann een éischter ufängt, fir ze verhënnere, iwwerhaupt a Fleeg ze kommen.

Dann, wéi ech gesot hunn, mat den Akten. Bis elo ass et gestäipt op Akten. Ass dat nach ëmmer dat, wat soll am Méttelpunkt stoe bleiwen, Méttelpunkt soll sinn, den Akt? Oder ass et vlächent éischter, datt ee misst sech konzentréieren op d'Besoinen, déi deejéinegen huet, deen d'Fleeg ebe brauch? Mä och do stellt sech dann erëm d'Fro an engems: Wat ass dann de Besoin? Wéi gëtt deen dann definéiert? A wien definéiert deen herno um Terrain? De Prestataire mat dem Bénéficiaire selwer? Vu wem gëtt dat herno festgeluecht? Dat ass eng Fro, déi dann och muss beäntwert ginn.

Et kann een och, wann ee bei den Akten ass schonn, op dee Wee goen, wou Der hei virgeschloen hutt, fir ze soen, mir regruppéiere se, mir leeë Standarder fest a mir regruppéiere se, de Volumen dovunner, a mir maache se zesummen och a Forfaiten, déi een herno kann ubidden an déi herno kënnen flexibel vum Prestataire zesumme mam Bénéficiaire ausgedandelt ginn. A wann och déi individuell Besoinen méi ofgestëmmt ginn, dat ass sécherlech och e Wee, deen ee ka maachen.

Och ass dat natierlech e bëssen e Paradigme-wiessel. Et ass schonn eng Annerung, déi een doranner mécht. A wann een dat mécht an engem System, muss een ëmmer och kucken, wat dann dobäi herno erauskënn. An ier ee vlächent eng generell Approche direkt wëllt envisagéieren, ass et net och vlächent eng Iddi, fir emol ze probéieren, esou eppes a Pilotprojeten och emol vlächent ze testen eng Kéier, ier een dann op dee Wee geet an déi allgemeng Approche vlächent géif unhuelen?

Dir hat och geschwat vun der Evaluatioun vun de Risquen, fir ze kucken och, ob een net an Zukunft, och am Sënn vun enger Preventioun eben, scho kéint engem säi Risque anticipéieren, deen ee kann hunn, fir méi schlëmm nach herno fleegebedierfteg ze ginn. Dat ass effektiv och eng berechtigt Fro, déi ee sech do ka stellen an déi dann eben och muss gekuckt gi vun deem, deen déi Evaluatioun mécht, no wéi enge Kritären datt déi da festgesat gëtt.

An dann allgemeng déi Procédure vun der Evaluatioun, do muss ee sech och d'Fro stellen, ob déi net ka méi einfach gemaach ginn, ob déi ka méi transparent, méi séier gemaach ginn. Mä do hutt Der jo och scho richtig d'Remarque gemaach, datt dofir natierlech och da vlächent d'Viraussetzung misst sinn, datt ee vlächent da méi Personal erëm stellt, erëm méi Leit och huet, déi dat da mussen herno um Terrain maachen. Well et ass illusoresch ze mengen, datt dat dann einfach esou kéint méi einfach gemaach ginn, datt do net vlächent och nees méi Käschten usprangen, fir dat dann herno kënnen ze realiséieren.

Eng aner Fro, wou Der och um Bord Schinnen hutt, ma net nëmmen um Bord, Dir hutt jo och vill driwwer geschwat, mat der Qualitéit a mat den Normen. Mä eng Fro, déi sech weider och konkret stellt, ass: Wéi ginn am Moment d'Qualitéitskritäre festgesat an d'Norme festgesat an och kontrolléiert um Terrain?

Dat soll jo u sech eng Aufgab sinn, déi ausget vum der Cellule d'évaluation et d'orientation, wou jo och zwou Kommissiounen geschaf gi sinn, déi eng fir d'Normen, déi aner fir Kontroll, Qualitéitskontrollmechanismen. An do ass och einfach eis konkret Fro: Wou sinn déi mat hiren Aarbechten u sech och drun, fir eben och do Kritären, Standarden, Normen an der Laangzäitfleeg an och an de Qualitéitskontrollmechanisme festzeleeen? Well dat ass jo, wéi gesot, eng vun den Haaptaufgaben vun der CEO.

Do derniewent och eng Aufgab ass et, wéi et am Gesetz steet, fir u sech eng Fleegedokumentatioun och zesummenstellen. Well et steet am Gesetz dran eben och, datt ënner anerem vun der CEO soll „de contrôler notamment au vu de la documentation de soins“, d'Adéquation och kënnen ze maachen tëschent deene Prestatiounen, déi wierklech prestéiert ginn, an deem, wat wierklech gebraucht gëtt. Do ass eben och d'Fro: Ass et méiglech, eng komplett an eng eenheetlech Fleegedokumentatioun ze maachen?

Mir wësse jo och, datt déi verschidde Prestataire aus verschidde Traditionen erauskommen an datt et verschidde Aart a Weise gëtt, fir um Terrain dat ze behandelen. Mä aus der IGSS hirem Rapport geet awer och ervir, datt ganz vill Donnéeën do net disponibel sinn. An ob et iwwerhaupt och méiglech ass, dat ze maachen. Wéi eng Moyenen datt mir eis kënnen

ginn, fir dat vlächent kënnen ze errechen. Well et awer e wichtige Grondsteen ass, wann ee sech gär wëllt e Bild dovunner maachen.

Nach eng Kéier, fir eis ass et wichtig, datt mer d'Donnéeën eben hunn. Datt mer déi Donnéeën, déi gesammelt och ginn an Analyse kënnen gemaach ginn, fir sech kënnen herno vun deem gesamte System och e Bild ze maachen a wierklech ze wëssen, wat dee System och mécht. Well heiansdo huet een nämlech d'Impressioun, wann een de Rapport vun der IGSS och liest, datt net ëmmer gewosst ass, wat am System herno och alles geschitt, an eng ganz Partie Froen opbleiwen, op déi een ebe keng Antwort kritt, well do net genuch eben Donnéeën zur Verfügung stinn.

Zum Beispill, Dir hutt et virdrun och genannt, Dir hutt gesot, iwwert déi lescht zéng Joer ass de Coût moyen vun der Fleeg an dem Secteur doheem, an deem Volet doheem quasi stabil bliwwen, währenddeems en an den Heimer bal ëm dat Annerhalffacht geklommen ass. Wann een awer de Rapport kuckt vun der IGSS, geet awer net kloer doraus ervir, wat genau déi Facture sinn, déi dat erklären. Dat kënnen natierlech méi Personalkäschte sinn, méi käschtenintensiv Fleeg och sinn. Mä do feelen awer nach Donnéeën an do misst och nach vlächent méi gekuckt ginn, erauszefannen, wat genau dozou bäigedroen huet, datt et déi Diskrepanz tëschent deenen zwee Modeller do ebe gëtt.

Datselwech eben och, fir erauszefannen, ob iwwerhaupt déi Prestatiounen de Qualitéitsnormen entsprechen, déi geleescht ginn, an ob déi och dorobberhi kontrolléiert ginn. Ob déi Prestatiounen, déi mer maachen an deem System, iwwerhaupt allegueren hir Ziler errechen. Ob déi verschidde Prestatiounen och wierklech gebraucht ginn. Ob d'Prestatiounen, déi facturéiert ginn, och wierklech prestéiert ginn. Wéi héich och an de Käschten den Deel, d'Part ass, administrativ an „overhead“, a wat dovunner herno sech och an der Facturatioun eben erëmfënnt.

Wéi genee den Iwwergang och stattfënnt an der Wierklechkeet um Terrain vun engem Stonnen-Seuil hin op en aneren. Richtig, wéi Der gesot hutt virdrun mat den Tâches domestiques: Wat bréngt se genau, virun allem op de stationäre Beräicher? Gi se do gebraucht? Musse se do vun der Assurance dépendance couvréiert ginn? An och dat mat den Activités de soutien, zemoos am Grupp, wou Der gesot hutt, dat explodéiert souwuel vum Volumen hier wéi vun de Käschten hier, fir do och eng Kéier ze kucken: Wat gëtt wierklech dovunner gebraucht? Wat ass néideg a wat ass et net onbedéngt?

Een anere Volet ass dee vum Aidant informel, deen Der ugeschwat hutt, deen eng wichtige Roll spillt. Well doduerjer erlabe mer jo och nach ganz ville Leit, fir kënnen esou laang wéi méiglech an hirem Émfeld doheem ze bleiwen an an Autonomie kënnen ze sinn an net mussen an en Heem oder an en Etablissement eben ze goen. Da stellt sech eben do d'Fro: Solle mer dat méi formaliséieren, deem säi Statut, deem seng Aarbecht? Dat kann een envisagéieren, well ee gären hätt, datt och soll eng gewësse Qualitéit eben assuréiert ginn, an datt eben och soll eng gewësse Kontroll gemaach ginn, well Der virdru gesot hutt: Ginn iwwerhaupt dann och déi Prestatiounen an deem Kader gemaach? Dat ass richtig.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och bewosst sinn, datt et dacks Familljemembere sinn. Mä och do feelen awer d'Donnéeën, fir genau ze wëssen, wat déi formell um Terrain wierklech och maachen.

Mä wann et haaptsächlech Familljemembere och sinn, déi dat maachen, an et géif een dann higoen an deenen e Statut ginn, dat Ganzt méi formaliséieren, riskéiert een net och vlächent da grad kontraproduktiv ze ginn an dann ze bewirken, datt déi Leit sech soen: „Jo, wann ech mech elo muss hei enger Kontroll ënnerwerfen, wann ech elo muss hei Qualifikatiounen matmaachen, jo, dann hunn ech keng Loscht méi, dann interesséiert mech dat net, dann hunn ech léiwer, e professionnelle Prestataire mécht dat“? An da si mer u sech an enger Schinn, wou mer net onbedéngt vlächent hi wollte mat deem System. Och dat mussen mer considéieren.

Ass et da vlächent net besser, ze soen, d'Distinction ze maachen, datt, wann et ee vun der Famill ass, da misst een dat vlächent net, dat kéint ee vlächent de System esou loosse, wéi en elo ass. Mä wann et vlächent en Drëtters ass, en Intervenat externe, dee bäigezu gëtt, fir déi dote Fleeg ze maachen, datt een do vlächent awer da ka kucken, an Zesummenaarbecht mat de Prestataire, wéi een do kann assurieren, datt déi Prestatioun gemaach ginn, datt se enger gewësserer Qualitéit eben entsprechen. An datt déi Leit eben, déi dat maachen, och wëssen, wat se do ebe maachen.

D'autant plus muss ee jo och soen, datt haut scho fir den Aidant informel jo och d'Méiglech-

keet besteet, fir kënnen op Soutien a Conseil zréckzegräifen am Kader vun der Assurance dépendance, datt, wann en net genau weess, wéi een dat soll maachen, e sech do kann hëllef loosse. Op alle Fall ass dat ee Punkt eben, wou ee muss kucken.

Virun allem muss een och da probéieren, eng Kéier erauszefannen, wat och aus dem Rapport vun der IGSS erausgeet, firwat datt nëmmen een Drëtters vun deene Leit do sozialverséiert ass. Och do ginn et net genuch Donnéeën, fir dat wierklech kënnen ze erklären.

Dat ka sinn, well déi dat net besser wëssen oder well se scho sozialverséiert sinn, oder well se zwar keen Interessi hunn, dat ze maachen, well se d'Sue just astiechen an et awer net wierklech um Terrain wëlle maachen. Dowéinst misst een och higoen an eng Kéier eng Analys maache vun deenen Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, fir datt mer eis kënnen e kloert Bild maachen dovunner, wat dozou féiert, datt déi net vun deem System profitéieren, well dat net do ass. Du kriss eng Leeschtung an als Géigeleschtung bass de dann ebe sozialverséiert.

Den Aidant informel ass jo am Kader ze gesinn, wéi ech virdru gesot hunn, fir de Leit ze erlaben, méi laang kënnen an Autonomie ze sinn a virun allem an hirem gewinnten Émfeld ze bleiwen. Een anere Volet dovunner, fir dat kënnen ze erméiglechen, datt ass jo dann de Volet Preventioun. E ganz wichtige Volet, zemoos fir d'Prestataire an den Daachverband dovunner, d'Copas, déi jo seet: Mir mussen vill méi investéieren nach an d'Preventioun, fir iwwerhaupt ze verhënnere, datt d'Leit herno fleegebedierfteg ginn. Eng Approche, déi natierlech och ze deelen ass.

An awer muss ee soen, datt dat net nëmmen e Volet ass, dee sech reng op d'Sécurité sociale beschränkt. Dat ass net eppes, wat just nëmmen de Minister vun der Sécurité sociale ka klären. Ech mengen, do muss e ganz kloer zesummeschaffe mat senge Kolleegen aus der Santé, mä och mat senge Kolleegen aus der Educatioun, aus dem Sport och. Ech mengen, dat fängt jo schonn da ganz fréi un. Dat muss dann eng...

Och aus dem Logement, fir vlächent nei Formen vun Zesummeliwwen och ze erméiglechen, wou een da vlächent generatiounsiwwergräifend och kann zesummeliwwen an een no deem anere ka kucken - wat een awer och emol vlächent misst fir d'Éischt testen a Form vu Pilotprojeten. Mä et ass kloer, datt dat eng Linn muss sinn, déi sech u sech duerch all déi Politikberäicher, déi dovunner concernéiert sinn, muss zéien, an datt dat net nëmmen isoléiert de Fall ass fir d'Sécurité sociale.

Dir hutt gesot, och e Volet, deen doranner afléisse kann, ass ganz kloer den ICT-Beräich, déi nei Technologien, wou Potenzial besteet, eben och fir déi ze notzen an anzusetzen, fir datt déi Leit kënnen doheem bleiwen, a wa se Hëllef brauchen, op déi dote Moyenen zréckgräife kënnen, fir sech dann eben Hëllef ze sichen. Also, dat geet vill méi wäit a souguer och iwwert d'Preventioun eraus.

An deem Volet ass et wichtig, datt eng Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Ministère, déi an deem heite Beräich concernéiert sinn, ebe stattfënnt. Well, Dir hutt et och virdru genannt, an der Santé an an der Famill, wann een eleng scho kuckt, all déi eenzel Pläng, déi et och do gëtt, wéi de Plan démenca, wat déi heefegst Ursach ass vun de Leit, déi herno an der Fleeg sinn, fir deen eben dann och ëmzesetzen, fir do ze kucken, wat mer domadder maachen, fir och erauszefannen a fir och ze déterminéieren: Wéi vill där Leit gëtt et? A wéi engen Etablissementer si se? A sinn déi Leit och do - wa se an Etablissementer sinn - ëmmer encadréiert, wéi se mussen encadréiert sinn?

Ass dat Personal och esou ausgebildet, datt et ka mat deenen dote Krankheetsbiller ëmgoen? Et ass also ganz wichtig, datt dee Plang do och da mat afléisst an déi ganz Reform, och an dee ganze Volet ebe vun der Fleegerversicherung.

Datselwech gëllt och fir de Spidolsplang, wou eben och da muss festgesat ginn, wéi vill gerontologesch Better et an de Kliniken eben da wäert an Zukunft ginn. Datselwech gëllt fir de Plan gériatrie.

Datselwech gëllt awer och fir nei Krankheetsbiller oder fir Formen vu Krankheit, déi am Alter ëmmer méi heefeg ginn, déi bis elo vlächent nach net esou och en considération gezu gi sinn am Kader vun der Assurance dépendance.

Zum Beispill d'Gerontologie, d'Psychiatrie gérontologique, wou meng Kolleegin, d'Sylvie Andrich, och schonn emol eng Kéier eng Fro gestallt huet an drop higewisen huet, wéi wichtig et ass, datt do eben, niewent deenen, déi akut eben Hëllef brauchen, an niewent deenen, déi wierklech ganz schwéier psychesch krank sinn an dann éischter am Centre neuropsychiatrique ebe sinn, wéi mer mat deene Fäll ëm-

ginn, déi esou dertëscht ebe sinn. Wat do fir eng Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler, tëschent den Etablissementer ass, ob dat elo onbedéngt muss stationnaire sinn oder méi op den ambulante Wee ka goen. Mä awer och déi Krankheetsbiller mussen méi en considération gezu ginn.

Datselwecht gëllt dann och erëm an deem Fall fir d'Qualifikatioun vum de Leit, dass se mat deenen och kënnen eens ginn. Well déi sinn dacks dann iwwerfuert, wa se mat esou Fäll konfrontéiert sinn. Dat alles muss natierlech och nach mat afléissen, wa mer gäre wëllen d'Assurance dépendance reforméieren, an all déi Facetten dovunner, déi se huet, och kënnen dann ofdecken.

Stéchwuert Qualifikatioun. Wat ech jo elo schonn e puermol och gesot hunn, wou Der och richteg gesot hutt, eng grouss Erausfuertung ass et, fir ze kucken, Jonker ze motivéieren, déi dote Beruffer ze léieren, wat Beruffer sinn, déi awer eng Qualifikatioun virausetzen, wou een net einfach ouni Qualifikatioun kann hi gelooss ginn. Elo kann ee verschidden Degrés vu Qualifikatiounen do natierlech da festleien a soen, wéi eng Hëllef mer brauchen, wat fir eng Akte mussen gemaach ginn. Do muss een dann eng bestëmmte Qualifikatioun derfir hunn. Mä keng Qualifikatioun derfir hunn, ass jo net méiglech.

Elo hu mer awer am Chômage dacks Jonker, déi keng Qualifikatiounen eben hunn. Wéi kënnen mer da probéieren, déi méi op déi dote Beruffer ze kréien? Déi mussen jo dann awer eng Ausbildung iergendwou kréien. Déi kënnen och vläicht emol eng kéier hir éischt Erfahrung sammelen, andeems se vläicht wéi Stagen oder wéi Sozialdängscht eben och kéinten emol eng kéier leeschten, fir emol eng kéier en Abléck an déi dote Welt och do ze kréien. Mä nach bleift, dass se awer eng Ausbildung mussen hunn.

An an der Ausbildung selwer ginn et och eng Partie Erausfuertungen, deene mir eis mussen stellen, notament déi mat der Sprooch jo och, wou mir wëssen u sech, dass jo eis Leit hei zu Lëtzebuerg déi zwou Sproochen mussen awer op engem héijem Niveau beherrschen, Franséisch an Däitsch.

Wou dann awer vill vun hinnen an enger Sprooch net esou gudd sinn an dann doduerjer net duerchkommen, währenddem mir dann awer aus dem Ausland Leit astellen, well mer och mussen natierlech jo op Personal aus dem Ausland zrëckgräifen, well et eleng net duergeet, mat de Besoinen, déi mir brauchen, fir just nëmmen heiheem ze rekrutéieren, déi dann awer meeschtens nëmmen an enger Sprooch eben ausgebildett sinn an dann heihinuerkommen an dann an deem Moment awer kënnen an deene Beräicher schaffen.

Wou sech dann do awer erëm gläichzäiteg de Problem stellt oder d'Fro stellt vum Lëtzebuergesch, well mir, och wann déi eeler Leit net nëmmen alleguer Lëtzebuergesch schwätzen, mä awer och ganz vill der sinn, déi am Alter, déi nëmme Lëtzebuergesch ebe kënnen a wou et awer dann herno schwéier gëtt, fir déi Verständnegung, wou da souguer abstrus Situatoune kommen, dass déi Eenzeg, déi dann net esou déi héich Qualifikatioun hunn, well se net an der Schoul... well se an enger Sprooch gescheitert sinn, dann nëmmen Aide-soignant vläicht gi sinn, wa se dann higinn a mussen d'Iwwersetzung maachen tëschent deenen, déi aus dem Ausland kommen, nëmmen eng Sprooch beherrschen, an deenen eelere Leit, déi doleien, déi d'Sprooch net verstinn. Dat sinn och Erausfuertungen, déi mir mussen ugoen, fir ze kucken, dee Problem eng kéier do an de Grëff ze kréien.

Well u sech sinn dat jo awer crisesécher Beruffer, well et wäerten nach weiderhin där Beruffer geschaf ginn, well d'Zuel vum de Leit, déi eben an d'Fleeg wäerte kommen, eropgeet. Et sief dann, mir géifen et fäerdegbréngen, eng grouss Preventiounspolitik en place ze setzen an et verhënnern, dass méi Leit an d'Fleeg wäerte kommen. Do mussen mir nach dorunner schaffen.

Da mussen mer kucken, esou wéi d'Zuelen awer elo sech presentéieren, geet et awer a Richtung, dass méi Leit wäerten derbäikommen. Also ass et och an eisem Interesse, bei engem héije Jugendchômage, oder bei ville Jonken, déi net wëssen, wat se solle maachen, dass mir och probéieren, déi Motivatioun, se ze motivéieren, an déi Beruffer ze goen, an dass si och kënnen déi Qualifikatiounen erreechen, wa se motivéiert sinn, déi se brauchen, fir an deem Beruff herno kënnen ze schaffen.

Bleift dann nach zum Schluss vu menger Interventioun dee Volet vum de Finanzschrauwen. Dir hutt et jo grad exposéiert. Eiser Meenung no soll ee fir d'Éischt emol allegueren déi dote Saache maachen, ier mer un dee Volet vum de Schrauwen an dem finanziellen Beräich, vum der Finanzéierung also drun dréie ginn, esou wéi Dir jo och selwer u sech am Regierungsprogramm

et jo festgehalen hutt. Well Dir sot do, dass eng Hausse vum de Cotisatiounen am Beräich vum der Assurance dépendance nëmmen da soll gemaach ginn, en cas de nécessité avérée. Dat deele mir, déi Approche, dass ee fir d'Éischt de System soll wierklech op de Leescht huelen a kucken, wat do nach ze verbesseren ass.

An da bleift awer och, dass et effektiv net ganz vill Schrauwen do gëtt. Et gëtt dat mat de Cotisatiounen, et gëtt déi mat der Bedeelegung vum Stat an et gëtt och déi Fro, déi Dir virdrun eng kéier kuerz ugeschnidden hutt, ob een net awer soll bei verschiddene Prestatiounen vläicht e Supplément froen, also awer eng Bedeelegung vum de Leit ka froen, zemools bei Prestatiounen, déi deier kaschten. Dat heescht, dann och gestaffelt no dem Akomes, dass dat net op eemol zu enger Segregatioun ka kommen oder eng Diskriminatioun do ka kommen.

Mä déi Fro muss awer trotzdeem och kënnen, ouni Tabu, emol op d'mannst diskutéiert eng kéier ginn, ier een dann eben higee an déi déiert, wat een dann herno un deene Mechanisme soll änneren.

Énnert dem Stréch ass et fir eis als CSV also wichteg, wéi ech et elo e puermol probéiert hutt a menger Interventioun kloerzemaachen, dass et drëms geet, fir sech esou e geneet Bild wéi méiglech vum Fonctionnement vum der Assurance dépendance kënnen ze maachen. Déi ass komplex, dat wësse mer. Dat kascht och Zäit, dat kascht och Moyenen, déi ee muss zur Verfügung stellen, fir dat kënnen ze maachen. Mä et ass awer wichteg, dee System eng kéier kënnen op de Leescht ze huelen, fir genau ze analyséieren, wat bis elo gutt leeft, wat seng Ziler net erreecht huet, fir da kënnen ze wëssen, wat ee soll optimiséieren, wat ee soll verbesseren.

An et ass net, dass mir eis just solle beschränken op eng arithmetesch Fro an dat Ganzt nëmme solle wéi eng Rechnung behandelen, mat: „Do hu mer e Minus, mir mussen erëm e Plus erauskréien“, oder „null vum null geet op“, mä et soll ee schonn, wéi dat jo och de Wëllen dann ass, un d'Struktur, un de Fong goen an do emol kucken, wat do erauszehuelen ass, ouni awer d'Fundament, dat heescht d'Qualitéit an d'Grondphilosophie vum deem System, wéi en elo besteet, a Fro ze stellen.

Dat ass d'Erausfuertung, wou mir och prett sinn als CSV, eis do an de Kommissiounen, wann emol e konkrete Projet och doläit, dann natierlech konstruktiv, am Sënn vun enger konstruktiver Aarbecht, als verantwortungsbewusst Partei dat ze maachen. Mä dat ass déi Prioritéit, déi mir elo emol gesinn. Mir sinn da gespaant drop, wat d'Regierung dann an den nächste Meint eis wäert presentéieren, an da wäerte mir dorunner zesumme schaffen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Wilmes. D'nächst Riednerin ass d'Taina Bofferding fir d'LSAP. Madame Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fleegerescherung ass en Erfolleg. Si ass zu engem zentrale Bausteen vum eisem Sozialversicherungssystem ginn. 16 Joer sinn et hier, dass hei op dëser Plaz mat grousser Majoritéit d'Gesetz vum der Fleegerescherung ugeholl ginn ass. Den deemolege Rapporteur, de Lucien Lux, huet betount, dass mir hei am Land et ëmmer verstanen hunn, sozial Risiken ofzesécheren, an dat am Kader vum der kollektiver Solidaritéit. Hie schwätzt weider vum engem historesche Schrëtt fir d'sozial Sécherheet hei am Land.

Och wann ee mat Lobeshymne soll virsichteg ëmgoen, esou mengen ech, dass déi Ausso deemools net ze héich gegräff war. Dem Vote vum 27. Mee 1998 war eng laang Preparatioun virausgangen. Vill Virarbechten a Consultatiounen sinn an de Projet de loi agefloss, deen de 15. Oktober 1996 vum der deemoleger Ministesch vum der sozialer Sécherheet, dem Mady Delvaux-Stehes, déposéiert gouf.

De Kontext vum deemools war keen einfachen. Émmer erëm houg den Term vum Fleegoutstand hei zu Lëtzebuerg an der Loft. Effektiv hunn deemools eng 200 fleegbedierfteg Leit missen an noen Ausland ënnerbruecht ginn, well mir net genuch Better haten. An et gouf och keng flächendeckend a koordinéiert Offer, fir de gudden Suivi vum engem Maintien à domicile ze garantéieren.

Dës Situatoun war leider och den Nährbuedem fir all méiglech Polemiken a populistesch Aussoen, wéi zum Beispill Fleegebetter géint kulturell Institutionen oprechnen ze loossen, wat a mengen Aen als eng relativ absurd Approche, zumindest haut, erschéngt. Op déi eenzel historesche Etappe wäert ech elo net agoen, well dat de Minister am Virfeld jo schonn ugeschnidden hat.

Ech fänken u mat dem ausféierleche Bilan, deen d'lescht Joer presentéiert gouf, wou ech e puer Eckpunkte wëll eraushuelen.

Éischts, tëschent 2000 an 2010 huet d'Zuel vum de Bénéficiairë sech verduebelt an ass op 11.706 Persoune geklomm. 2013 hunn etwa 13.000 Persoune Leeschtungen iwwert d'Fleegerescherung kritt. Weider, d'Zil vum Maintien à domicile gouf erreecht. Am Joer 2000 waren 59% vum de Bénéficiairen doheem, 2010 waren et 67%. A weider kann een och feststellen, dass d'Evolutioun vum deem ganze Secteur enorm ass. D'Personal, dat an deem Beräich vum der Fleeg schafft, huet sech an deem Zäitraum praktesch, kann ee soen, verduebelt.

Niewent de positiven Entwécklung weist dese Bilan awer och déi aner Säit vum der Medail, an zwar d'Noutwendegkeet vum enger Reform vum der Fleegerescherung. D'Ausgabe vum der Assurance dépendance hu sech tëschent 2000 an 2010 an nominalen Terme méi wéi verdräifacht: vum 123 op 416 Milliounen. 2013 waren et schonns 512 Milliounen Euro!

D'Dépenses allerdéngs sinn net proportional zu der Zuel vum de Bénéficiairë geklomm, mä 1,8-mol méi séier. An aus de Projektione vum der Inspection générale vum der Sécurité sociale geet ervir, dass d'Zuel vum de Bénéficiairen, déi vum de Prestatiounen a logescherweis domadder och de Montant vum den Dépense weider klamme wäerten. De finanziellen Équilibre vum der Assurance dépendance ass deemno net méi garantéiert.

D'Fleegerescherung ass net Affer vum hirem eegenen Erfolleg. Dat wier falsch. Mä et ass éischer ze soen, dass si elo de Präis vum hirer Success Story bezilt. A mir mussen elo derfir suergen, fir dass mir eis erëm ëm de Kader an d'Evolutioun vum de Käschte kënnen këmmern.

A well kee Sozialversicherungssystem statesch ass, mä evoluéiert a gegebenfalls nogebessert muss ginn, si Reformen ëmmer noutwendeg. Dat alles, fir d'Wichtigkeet vum der Diskussioun, déi am Moment gefouert gëtt, an eben och vun haut dätlich ze maachen. Et geet also haut drëms, de Kader ze definéieren, an deem déi Reform herno kéint sech bewegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stärkt vum der Fleegerescherung berout um Prinzip vum der Solidaritéit. Déi allgemeng finanziéiert Hëllef- a Fleegescherung ass als Institutioun vum nationaler Solidaritéit, déi vun alle Leit finanziéiert gëtt, gesetzlech verankert.

An eiser Gesellschaft därerf keen, dee fleegbedierfteg ginn ass, an den Abseits gestallt ginn, mä muss sech kënnen op d'Solidaritéit vum deene méi Jonken a besonnesch vun den Netfleegbedierftegen an eiser Gesellschaft verlossen. Dem Gedanke vum Generationenvertrag gëtt domadder Rechnung gedroen.

Mat der Aféierung vum der Fleegerescherung konnt d'Situatioun vum de Leit, déi op Ennertzung ugewise sinn, enorm verbessert ginn. Am Verglach zum Ausland huet sech de spezielle Lëtzebuerg Modell duerchgesat, deen op individuell Betreuungsmaasures ausgerichtet ass, woubäi déi individuell Hëllefbedierftegkeet vun all Demander eenzel evaluéiert gëtt, fir em dann herno e ganz perséinlech op seng Besoinen zougeschniddene Fleegplang ze erméiglechen.

Wichtig ass och, dass déi fleegbedierfteg Persoun ëmmer am Mëttelpunkt steet. D'Grondausrichtung vum der Assurance dépendance, déi véier Haaptprinzipien, déi bei der Aféierung festgehal goufen, si fir eis als Sozialistesche Partei nach ëmmer déi nämlech:

Éischts: d'Prioritéit vum der Rehabilitatioun vum der Prise en charge vum der Dépendance.

Zweetens: d'Prioritéit vum Maintien à domicile vum Placement an enger Institutioun.

Drëtens: d'Prioritéit vum den Naturleeschtungen vum de Geldleeschtungen.

A véiertens: d'Kontinuitéit vum der Prise en charge.

Uféiere wëll ech och nach, dass am Géigesaz zu der oft verbreeter Meenung net nëmmen eeler Leit d'Fleegerescherung an Usproch kënnen huelen, mä all d'Assuréen vum der Lëtzebuerg Gesondheetskeess an hir Familljememberen, onofhängeg vun hirem Alter an onofhängeg vum hirem Akomes. An ech wëll och nach drop hiweisen, dass mam Ratifizéieren vum der UN-Behënnertkonventioun mer eis dem gesellschaftlechen Usaz vum der Inklusioun verpflich hunn, alle Leit mat Behënnerng eng Participatioun a Selwerbestëmmung ze erméiglechen.

Fir d'Sozialiste steet fest, dass un der Qualitéit vum de Leeschtungen op kee Fall gespuert därerf ginn. Dat kënt fir eis, fir et riicht eraus ze soen, net an d'Tut. Mä dat verhënnert net, dass alles sollt gemaach ginn, fir d'Qualitéit ze assu-

riieren an ze optiméieren a fir sécherstellen, dass och déi facturéiert Prestatiounen de reelle Prestatiounen entsprechen an net d'Gelder sënnslos verbrode ginn.

Ech denken, et ass wichteg, dass ee bei de Leit, de Bénéficiairë mat hire Familljen an de Prestataire, d'Bewosstsinn schäerft, wéi wichteg et ass, fir responsabel mat de Leeschtungen vum der Fleegerescherung ëmzagoen. Wëlle mer dese wichtige sozialen Acquis, deen an der Zukunft ëmmer méi eng grouss Roll wäert spillen, erhalen, da mussen mer d'Mëttelen, déi zur Verfügung stinn, och sënnsvoll asetzen. Dat heescht, esou vill Leeschtung wéi gutt an nützlich ass, an do, wou se gebraucht gëtt.

An deem Sënn sollt een all d'Leeschtungen an de Fonctionnement vum der Fleegerescherung ënnert d'Lupp huelen: Wat ass sënnsvoll, nützlich an néideg, a wat ass et net?

Iwwregens froen och vill Prestataire eng méi grouss Transparenz, kloer Regeln an eng verbessert Kontroll, fir Abusen ze verhënnern a fir d'Qualitéit ze garantéieren. Hei spillt sécherlech d'Commission de qualité des prestations eng Roll, déi bei der Reform Enn 2005 agefouert gouf. Ech krut matgedeelt, dass déi Kommissioun net esou optimal géif funktionéieren, an et wär vläicht dohier interessant, deem nozagoen an eventuell driwwer nozedenken, dese Gremium nees ze lancéieren. D'Aufgaben nämlech vum dëser Kommissioun, wéi se geduecht waren, fir zum Beispill d'Referenzstandarden auszeschaffen an Normen ze definéieren, schéng mer ganz schlëssig a sënnsvoll.

D'Fro vum „utile et nécessaire“ stellt sech och an de Beräicher vum den techneschen Hëlfele a vum den Adaptatiounen vum Logement. Och hei gëllt et, d'Kritären, d'Praxis an de Fonctionnement kritesch ënnert d'Lupp ze huelen, fir dass d'Moyenen an d'Ressourcen, déi do sinn, méi responsabel a rasonabel agesat kënnen ginn. An dass weider séchergestallt ass, dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, se och kréien, an dass déi Leit, déi se kréien, se och brauchen.

Hei spillen och déi nei Technologien eng grouss Roll. D'technesch Assistenzsystemer, déi zum Beispill beim Falen en Alarm ausléisen, erlichteren d'Bewältegung vum Alldag. D'Zil ass et, d'Selbststännegkeet an d'Selwerbestëmmung ze erhéien an domadder esou laang wéi méiglech d'Verbleiwen am eegenen Doheem ze erméiglechen.

Dofir ass et vum entscheidender Bedeutung, dass des Hëllefssystemer bei de Fleegbedierftegen op Akzeptanz stoussen a liicht uwendbar sinn. Technesch Systemer, déi stigmatiséierend wirken oder de Fleegbedierftegen duerch hir Benotzung bevormunden, sinn ze évitéieren. Wichtig ass an deem Kontext och, dass d'Technik dateschutzfrëndlech ausgerichtet ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro steet am Raum, ob ee sech net eng aner, besser Definitioun vum der Dépendance an domadder verbonnen eng méi adequat Evaluatioun sollt ginn. Am Gespréich mat de Leit um Terrain héiert een, dass et vläicht géif Sënn maachen, net eenzel Akte mat enger bestëmmter Zuel u Minuten ze accordéieren, mä éischer Foraiten oder Zäitenveloppen, an deene bestëmmte Leeschtungen sollen abegräff sinn. D'Prestatiounen géife méi flexibel organiséiert ginn, woubäi de Bénéficiaire als Persoun ganzheetlech betruecht soll ginn.

De Virdeel wär, dass een doranner och kéint déi zwëschemenschlech a sozial Komponent afléisse loossen, déi fir d'LSAP an der Fleeg e grouse Stellwäert huet. Fir dass dat awer funktionéiert an net aus de Fuge geréit, brauch een awer op alle Fall eng méi grouss Transparenz, eng besser Dokumentatioun an Noweisbarkeet vum den Akten. Dat heescht, dass gewisse Standarde misste festgehal ginn, fir d'Kommunikatioun an d'Koordinatioun ze stäerken a fir dass se optimal ka funktionéieren.

D'Aféierung vum enger elektronischer Plattform wär eng Iddi, fir op nationale Niveau Donnéeen ze deelen. Dat kéint ënnert der Agence eSanté lafen, wou dann de Protokoll vum der Evaluatioun vum der Dépendance an de Plang vum der Prise en charge integréiert kéinte ginn.

E weideren Aspekt, deen eng enorm Bedeutung an der Fleegerescherung huet, zugläch awer och e schwierigen ass, ass dee vum Aidant informel. Bei der Aféierung vum Aidant informel war d'Iwwerleeung, fir de Leit, ganz oft Fraen, déi sech doheem ëm eng fleegbedierfteg Persoun këmmern, fir deenen eng Unerkennung ze ginn. Dofir sollt déi Persoun entschiedeg

ginn. D'Suen iwwregens kritt awer déi fleegebedierfteg Persoun op hire Konto iwwerweisen, an déi décidéiert, wat si am Endeffekt domadder mécht.

Och gouf d'Méiglechkeet geschafen, fir déi Persoun, déi fleegt, also den Aidant informel, bei der Pensiounskeess unzemellen, woubäi de Stat d'Cotisations op de Mindestloun iwwerhëlt.

Fir d'Sozialiste leeschten dës Leit e groussen a ganz wichtege Bäitrag an der Fleg. Et ass ee berechtigterweis dovunner ausgaangen, dass ouni dëst Engagement d'Fleg mam Zil zum Maintien à domicile net kann auskommen. Haut weist sech awer, dass mir an der Praxis weéneg Infoen iwwert den Aidant informel hunn.

2010 goufen iwwer 6.000 Prestations en espèces ausbezuel, awer nëmmen 1.218 Aidants informels ware bei der Pensiounskeess gemellt, also ronn e Fënneftel. Do stellt sech d'Fro, wat da mat deenen aneren Aidants informels ass, wat mat de Geldleeschunge geschitt. Gi se gebraucht fir d'Ennerstëtzung an d'Hëllef, esou wéi et geduecht ass?

Ouni emol vu Risques vun Abus ze schwätzen, an do sinn ech ganz bei mengem Virriedner vu virrunner, wär et awer sënnavoll, Infoen ze hunn, wat mat deene Ressourcë vun der Fleegeversécherung geschitt. Wann eng Persoun an d'Fleegeversécherung erakënt an e Recht op Leeschtung zougesprach kritt, dann heescht dat jo, dass déi Persoun déi Hëllef an wirklech brauch. Dofir muss eben och séchergestallt ginn, dass déi Persoun, déi eben déi Fleg brauch, déi Hëllef brauch, déi och am Endeffekt kritt, fir dass mer net riskéieren, eng Verschlëmmerung vum Zoustand vun der fleegebedierfteg Persoun ze kréien.

Et wär vläicht och eng Iddi, sécherstellen, dass déi Persoun, déi d'Roll vum Aidant informel iwwerhëlt, déi kierperlech Capacitéiten iwwerhaupt huet, fir déi Tâchen auszuféieren. Och muss drop opgepasst ginn, dass net herno eng eeler Persoun sech iwwerhëlt oder carrément iwwerfuert an am schlimmste Fall herno selwer e Fleegefall riskéiert ze ginn.

D'LSAP kéint sech virstellen, e Statut fir den Aidant informel ze schafen, fir déi effektiv Roll ze encadréieren. Och sollt iwwer eng Offer u Formation an Berodung, esou wéi et virrunner schonn ugeschwat ginn ass, nogeduecht ginn, fir dass déi Persounen eng ëmfaassend Berodung an Uleedung zur Bewältigung vun de Betreuungs- a Fleegeaufgabe kënnen kréien an zu all Moment kënnen an dierfen dorop zréckgräfen.

Ech wëll nach emol betounen, dass et wicteg ass, dass mer Leit hunn, déi bereet sinn, eng aner Persoun ze fleegen. Eise System ass op dës wäertvoll Aarbecht ugewisen. Mir mussen awer och sécherstellen, dass déi fleegebedierfteg Persoun och déi Hëllef kritt, déi se brauch. E visible Lien schéngt hei wicteg ze sinn.

Fir d'Sozialiste läit och op der Hand, dass et op alle Fall ze évitéiere géllt, dass sech an deem do Beräich e parallelen a prekären Aarbechtsmarché entwéckelt. Dat lehne mer strikt of, well domadder ass am Endeffekt kengem gehollef. Well vergiesse mer net, dass d'Áféierung vun der Fleegeversécherung och positiv Auswierkungen op dat ekonomesch Einfeld an den nationalen Aarbechtsmarché huet. Si huet zum Ausbau vun de Fleege-Infrastrukture bäigedroen an, et kann ee soen, ass zu engem regelrechte Beschäftigungsmotor ginn.

D'Personalbestänn konnte säitdeem erhéicht ginn, wou iwwer jore vill qualifizéiert Aarbechtsplaze konnte geschaf ginn. E Bléck op déi aktuell Situatioun wär awer gutt, fir ze iwwerpräiwien, ob genuch Personalressourcen nach ëmmer do sinn an ob och genuch an, pardon, an ob och genuch am Fleegeversécherung ausgebild gëtt. An ech war frou virdrun ze héieren, wou de Minister d'Konzept vun der Jugendgarantie erwähnt huet, well et schéngt effektiv d'Iddi ze sinn, fir ze kucken, ob Jonker am Kader ebe vun der Jugendgarantie an deem Beräich hin orientéiert an ausgebild kéinte ginn.

Fir d'Réseaeu géllt dat, wat ech virdrun hei iwwert d'Qualitéit gesot hunn. Et brauch ee Qualitätsstandard an Kontroll. A vläicht ass jo hei och d'Iddi vun enger Forfaitisatioun vu verschiddenen Akte vu Virdeel.

Dobäi wëll ech awer betounen, och wann een emol vu Mëssbrauch héiert, dass awer eng gutt Aarbecht geleescht gëtt. Déi ass wicteg. Si ass vläicht net ëmmer ganz einfach, mä si ass wicteg a verdéngt dofir och eise Respekt. All déi Leit, déi sech all Dag ëm eng aner Persoun këm-

meren. Och bei de Prestatairë soll een awer oppassen, dass een hei net eng Zort Generalverdacht initiéiert. Allerdéngs gétt et och hei eng konkret Fro no Kontroll a méi Transparenz.

An den Institutione gëtt et och eng Partie Aspekter, déi ee muss iwwerkucken. Eng dovun ass d'Fro vun den Tâches domestiques, déi bei der Reform vun 2005 am Fong als bezuelte Leeschtung an den Institutione ofgeschaf ginn ass, well se am normale Pensiounspräis, deen d'Leit jo mussen bezuelen, abegraff misst sinn. Well awer d'Etablissementer dee Coût, dee Montant nach eemol wollten op de Pensiounspräis dropschloen, gouf eng Tëschelesung gesicht. An esou goufen déi Käschten iwwert de Statsbudget finanzéiert.

D'Fro bleift awer, ob d'Tâches domestiques an enger Institution vun der Assurance dépendance finanzéiert ginn oder ob se eigentlech missten am Pensiounspräis abegraff sinn.

Fir d'LSAP ass déi zweet Äntwert eigentlech déi richtig. Dat verhënnert awer net, dass d'Institutionen d'Tâches domestiques ni doranner verrechent hunn, well se jo esou laang vun der Assurance dépendance iwwerholl goufen. A wa si déi elo weider mat verrechnen, schéngt et wahrscheinlech, dass déi Käschten zu enger Hausse vum Pensiounspräis wäerte féieren. An do misste mer och kucken, wéi mer no alternativen Léisunge kéinte sichen.

D'Facturation vun de Prestatiounen ass e groust Thema. Zur Erënnung: Déi gétt berechent net a Fonctioun vun der Mindestqualifikatioun, déi fir déi jeeeweileg Prestatioun virgeschriwwen ass, mä a Fonctioun vun der Moyenne nationale. Dat kléngt vläicht elo e bëssen abstrakt a komplizéiert, mä bedeit an der Praxis u sech näischt anescht wéi dass déi Prestatairë, déi méi a besser qualifizéiert Personal beschäftegen, perdant sinn, well se manner rembourséiert kréien, wéi hir reell Personalkäschten. An déi Servicer, déi sech just un de strikte Minimum halen, gewanne par contre, well se méi kréie wéi dat, dat hiert Personal eigentlech kascht.

Do misst ee vläicht och Mëttele fannen, fir méi gerecht ofzerechnen, ouni dass een an dat anert Extrem geet, dat heescht, iwwerdréiwene Usprech oder Luxus finanzéiert. Dobäi sollt awer berücksichtegt ginn, dass jee no Krankheitsbild, jee no Degré vun der Dépendance a jee nom Typ vun der Krankheet, wéi zum Beispill bei enger Demenz, aner Ufuederunge gestallt ginn.

Als Nächst nach e puer Remarquen zu den Activités de soutien, déi och ëmmer méi e grouse Käschtspunkt ausmaachen. Do muss ee sech froen, ob d'Kritäre kloer a prezis genuch sinn. Ob alles, wat gutt a sënnavoll ass, och effektiv ënnert de Wierkungsberäich vun der Fleegeversécherung fällt.

Dat géllt och fir d'Prevention, déi sënnavoll ass, mä déi awer menger bescheidener Aschätzung no eng gemeinschaftlech Aktioun misst sinn. Hei ginn et eng Rei vun Iwwerschneidungen an de verschiddene Politiken: wéi d'Assurance dépendance, d'Santé, d'Politik vun dréite respektiv vum véierten Alter, d'Politik fir Leit mat enger Behënnerung oder och de Soins palliatifs ausserhalb vum Spidolswiesen.

D'Konzept vun der Prevention ass extrem villfältig a beréiert net just ee Beräich. Et sollt deemno eiser Meenung no och net un engem Forfait festgehal ginn, mä et sollt sech am Alldag an deene verschiddene Politikberäicher erëm spiegelen.

Fir konkret ze sinn, nach d'Beispill vum Logement. Dozou gehéieren niewent de Fleege-richtungen a Fleegegedéngschtleeschungen ënner anerem barrierefräie Wunnraum, barrierefräien effentlechen Noverkéier souwéi och den Accès zu den effentlechen Arichtungen. D'Participatioun um effentleche Liewen erfuerdert bis an den héijen Alter Mobilitéit. Vlächicht sollt een och op de Wee goen a bei de Lotisements net just un déi jonk Familjen denken, mä sech och virun Aen halen, dass déi eng Kéier méi all ginn.

Ah, elo sinn ech duuschtereg, pardon!

**(Coups de cloche de la présidence)**

► **M. le Président.** - Ech ënnerbriechen d'Sëtzung fir e puer Momenter.

**(La séance est suspendue à 16.00 heures.)**

\*\*\*

**(La séance est reprise à 16.01 heures.)**

Et ass dompeg hei am Sall an et ass duerchaus méiglech, dass een hei e klenge Malaise kritt. Ech géif proposéieren, dass mer an der Riednerlésch weiderfuere an dass d'Madame Bofferding herno d'Wuert erëmkritt, wann deen nächste Riedner fäerdeg ass.

Nächst Riednerin ass dann d'Madame Lorsché, vu dass eisen Edy Mertens eng...

**(Interruptions)**

...wicteg Ennerstëtzung ass. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmoos Merci.

► **M. le Président.** - A mir wënsche selbstverständlech dem Taina, dass et erëm séier bei eis ass.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Da soe mer dem Här Mertens villmoos Merci fir säin Aidant informel, seng Roll, déi en do spillt.

**(Interruptions)**

Hei an der Chamber huet en déi Roll jo net.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.** - D'Madame Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Majo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op ville Pläng vun der Gesellschaft an och an der Politik gi jo eigentlech eng ganz Rei Efforte gemaach, fir d'Autonomie vun eelere Leit oprechtzuerhalen. Ech erënnere un d'Europäesch Joer vum aktiven Alteren a vun der Solidaritéit tëschent de Generatiounen, dat 2012 op Initiativ vum Europaparlament stattfonnt huet. Et huet queesch duerch Europa zu ganz fruchtbaren an och innovative Programmer gefouert.

Et si ganz vill Gemengen a Verwaltunge grad esou wéi Veräiner, déi sech doru bedeelegt hunn, an awer muss ee soen: Esou Initiative wierke leider keng Wonner. Si änneren näischt un der Tatsaach, dass vill eeler Leit opgrond vun hirem kierperlechen oder geeschtegen Zoustand op d'Hëllef vun aneren ugewise sinn, an dat hiert Liewe laang.

Den Zuele vun der IGSS a vum Stateg no gesäit een, dass d'Liewenserwaardung ëmmer méi laang gëtt. Dat ass jo ganz flott. Et heescht awer net, dass d'Leit méi laang autonom liewen. Dank dem medezinesche Fortschritt an der héijer sozialer Protektioun kënnen mer der vum ausgoen, dass d'Liewenserwaardung an Zukunft nach vill méi héich gëtt.

Mä déi partiell oder komplett Incapacitéit fänkt net eréischt am spéiden Alter un. An der Moyenne fänkt se scho bei 75,3 Joer un, wat déi Lëtzebuerger Bevëlkerung ubelaangt. Dowéinst ass et och net verwonnerlech, dass déi Zuele geklomme sinn. Mir hu méi Leit, déi am Alter sinn. A mir hu méi ofhängeg Leit. Et sinn der méttlerweil 13.000, déi am Genoss vun der Fleegeversécherung sinn, esou wéi den Här Minister dat och scho verdäitlecht huet.

Et kann ee soen, déi schläichend demografesch Revolutioun verännert engersäits de Parcours vum Einzelnen, si verännert awer och d'Organisatioun vun der Kollektivitéit. D'Kollektivitéit muss esou ugepasst ginn, dass d'Renten, d'Gesondheetssystemer an awer och d'Prise en charge vun deene fleegebedierfteg Mënsche weiderhi finanzéierbar bliewen.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Nodeems de Gesondheetssystem an de Pensiounssystem an de leschte Jore jo reforméiert gi sinn an eis zumindest kuerzfristeg oder och souguer méttelfristeg keng Suerge wäerte maachen - hoffentlech! -, sti mer mat der Reform vun der Assurance dépendance virun enger neier Reform. Et ass e grouse Chantier, an et ass net dee mannsten. Emitterhi gehéiert d'Fleegeversécherung säit 1998 zu den Haaptpillere vun eiser Sécurité sociale.

Nodeems am Joer 1998 e Gesetz geschaf ginn ass, wat gezielt op d'Bedierfnisse vu fleegebedierfteg Mënschen ausgeriicht ginn ass, huet sech am Laf vun de Jore vill gedoen. Och dat ass scho gesot ginn. Et huet sech erausgestallt, dass d'Gesetz seng Ziler méi wéi erreicht huet, jiddefalls wat d'Qualitéit ubelaangt an all déi Leit, déi et erreicht. D'Gesetz vun '98 huet zu engem ausgeklügelten a solidaresche System gefouert - dat wëll ech betounen - e System, deen op Solidaritéit baut an op där anerer Säit awer och de ganz individuelle Bedierfnisse vun de Persoune Rechnung dréit.

Dobäi ass et bemierkenswäert, wéi staark de ganze Secteur vun der Laangzäitfleg sech am Laf vu 15 Jore entwéckelt huet. Engersäits si Servicer a Strukture geschaf ginn, déi et erlaben, méi laang doheim ze bliewen an enger gudder Konditioun kënnen versuergt ze ginn, och wann ee fleegebedierfteg ass. Parallell dozou sinn awer och eng ganz Rei Alters- a Fleegeheemer entstanen, déi d'Demande praktesch ofdecke momentan an zum Deel no ganz innovative Konzepter funktionéieren.

Déi negativ Duerstellung, déi laang duerch d'Gesellschaft zirkuléiert ass, nämlech d'Virstellung, dass d'Etablissementer just gutt sinn, fir eeler Leit ofzeschieben, loosse mer haut net méi gellen. Déi ass definitiv net méi berechtigt. An dat gesäit een, wann een d'Dier vun esou engem Etablissement opmécht.

Och d'Enquête de satisfaction, déi rezent duerchgefouert ginn ass, huet op eng ganz grouse Zefriddenheet vun de Résidentë schlësse gelooss, och wa se mat Virsicht ze genëssen ass, wéi dat an der Introduktioun an an der Konkusioun vun dëser Etüd festgehal ginn ass.

Zwee Drëttel vun de Fleegebedierftege liewen allerdéngs net an enger Institution, mä doheem an hirem eegene Logement. 80% vun deene Leit gräfen op d'Hëllef vun de Réseaux d'aides et de soins zréck, déi d'Fleg sollen assureieren. Fir de ganze Secteur ofzedecken - an do sinn ech do, wou d'Taina Bofferding an virdu war -, brauche mer ganz vill Aarbechtskräften. Mir mussen och bei dësem Secteur un den Aarbechtsmaart denken, deen hei eng ganz grouse Roll spillt.

Mëttlerweil si menges Wëssens 9.000 Emplois à temps plein am Fleegeversécherung ze verzechnen, während den Zuele vum Stateg no schonn dräi Prestatairë an der Laangzäitfleg zu den Top-20 vun den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg gehéieren. Dat ass och eng interessant Evolutioun. D'Fleegeversécherung bitt also en enormt Potenzial an Aarbechtsplazen, wat eben dem Aarbechtsmaart zeguttkennt. Et muss een awer op där anerer Säit un d'Formation an un d'Qualifikatioun vum Personal denken, vun de Professionnels de santé.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en héich entwéckelt System wéi dës kascht natierlech Geld, an e soll och Geld kaschten. E muss Geld kaschten, fir dass e funktionéiert. Mä wann d'Recetten den Dépenses hannendrolafen a wann d'Reserve schmëlzen, da riskéiert de System ze kippen. An et ass do, wou mer momentan histeieren. Bei onveränneter Politik wäert de System am Joer 2015 um Enn sinn.

De Bilan, dee vun der IGSS virgeluecht ginn ass, huet souwuel de Fonctionnement wéi och d'Viabilitéit vum System analyséiert. Säi Resultat war beonrouegend. En huet Prognosen, déi an der Vergaangenheet eigentlech méi informell opgestallt gi sinn, méi wéi bestätegt. D'Zuele bewiese ganz kloer, dass kee Wee laanscht eng strukturell Reform vum System wäert féieren, wann e soll iwwerliewen. Ech denken, do si mer eis bis elo emol all eens.

Trotzdem dierf et eiser Meenung no net drëms goen, Panik ze verbreedene oder Polemik ze bedriewen. Et dierf virun allem net drëms goen, eng radikal Kursännerung virzehuelen. Emitterhi gehéiert de Lëtzebuerger Fleegeversécherung zu de beschten a sozialste Systemer vun Europa. D'Grondprinzipie stelle mir duerfir net a Fro. Duerfir sollt alles drugesat ginn, fir de besteende System ze retten an dës wäertvoll Instrument eigentlech esou unzepassen, dass de Fleegeversécherung weiderhi fir all Mënsch aus eise Land ofgedeckt bleift, onofhängeg vu sengem Alter, vu senger sozialer Hierkunft, vu senger sozialer Schicht.

Eng wicteg Konditioun, jiddefalls fir eis, ass dobäi, dass de Stat dëst sozialt Standbeen an eegene Hänn behält an net u privat Acteuren auslagert. Grad wéi de Gesondheitssecteur gehéiert och de Fleegeversécherung fir eis zu engem effentlechen Dëngschtleeschungssecteur an domat an d'Hand vum Stat. An deem Sënn hoffe mir - a mir ginn och dervun aus -, dass mer heibannen alleguer un engem Strang zéien, den Här Minister gradesou wéi d'Fraktiounen.

Mir begrëssen och, dass Dir eis invitéiert hutt, fir eis Meenung hei duerzeleeen an an engem konstruktive Geescht u d'Reform ze denken an déi éischt Projeten, déi mer am Kapp hunn, schonn eigentlech hei virstellen.

Erlaabt mer awer déi kleng Remarque, Här Minister: 27 Froe waren der vill. Et kann ee se net am Detail hei beäntweren, et géif wierklech de Kader vun der Diskussioun sprengen. Duerfir beschränken ech mech just op déi Froen, déi mir elo momentan am wictegste schéngen an déi och vill an der Diskussioun sinn.

Prinzipiell geet et jo ëm d'Strategie, déi an de folgende Jore muss ugewannt ginn, fir dass de System iwwerliewt, an ëm d'Fro, wéi d'Qualitéit kann ofgeséichert ginn, ouni dass d'Käschten aus dem Rudder lafen. Dat ass eigentlech d'Haaptfro.

Zu de Cotisations: Ech war e bëssen iwwerrascht, d'Cotisations, déi Fro war déi lescht, déi Dir eis gestallt hutt. Ech wousst net, ob se lech vlächicht net esou wicteg wier. Ech mengen, de Leit dobaussen ass se ganz wicteg, an duerfir wëllt ech se och als éischt beäntweren.

D'Fro iwwert d'Cotisations ass eng wicteg Fro, well se grad déi Leit beschäftegt, déi sech Suerge maachen ëm hire Revenu an ëm hir finanziell Situatioun. Et ass déi éischt Fro, déi een dobaussen gestallt kritt, wann een iwwerhaupt emol vum Defizit vun der Fleegeversécherung schwätzt.

Als Gréng si mir - wahrscheinlech och wéi jiddwereen heibannen - der Meenung, dass eng



Erhéijung vun de Bättäg ganz bestëmmt déi einfachst Léisung wier. Domat kéint een de System schonn eleng iwwer Waasser halen, wann een d'Cotisatioune massiv géif erhéien. Et ass an eisen Aen awer nach laang net déi beschte Léisung. An och net déi Léisung, déi mir haut ustriewen, a scho guer net an enger éischer Phas.

Déi absolut Prioritéit muss an eisen Aen dora bestoen, de Fonctionnement vum System op de Leescht ze huelen - och dat hu meng Virriednerin scho gesot -, dat heescht, de System kategorieesch op eventuell Abusen, op Duebelstrukturen ze iwwerpräiwen, grad wéi dat, wat parallell am Secteur hospitalier leeft. Och do gétt no duebele Strukturen gekuckt, och do maache se net vill Sënn. Et soll gekuckt ginn, ob onnéideg Servicer en place sinn. An d'Effikasitéit vum System soll iwwerpräit ginn, éier iwwerhaapt emol vun der Erhéijung vun de Cotisatioune geschwat soll ginn.

Sollt et sech dann erausstellen, dass d'Rechnung trotzdem net opgeet, och wann de System effikass funktionéiert, da féiert natierlech kee Wee derlaanscht, fir un der Schrauf vun de Cotisatioune ze dréien. Wou ech awer direkt wëll soen, dass mer da vun engem bescheidene Mooss schwätzen. E Mooss, dee verträglech ass, wou ech elo vläicht dat Éischt sinn, wat eng Ziffer avancéiert: Mir stellen eis vir, dass déi Augmentatioun net iwwer 0,2% oder 0,3% erausgeet an dass mer énnert dem Stréch nach émmer enger Cotisatioun vun 2% en total vum Revenu leien.

Zu der Eegebedelegung. Dat war déi zweetlescht Fro, déi fannen ech awer och ganz wichteg. Eng Alternativ kéint der Frostellung no dora bestoen, de Prinzip vun der integraler Prise en charge vu gewëssene Prestatioune ze iwwerdenken. An anere Wieder géif dat jo heeschen, der integraler Ofsécherung vum sougenannten „utile et nécessaire“ am Fleege-secteur en Enn ze setzen an de Prinzip vun der Eegebedelegung vun de Bénéficiairen anzeféieren.

Här Minister, dee Wee gefält eis net, an ech erklären lech och, firwat: Well et sech bei der Assurance dépendance ëm Prestatioune handelt, déi liewenswichtig Fonctiounen ofsécheren a jiddwerengem vun eis fréier oder spéider kënnen zeguttkommen, kann et net sinn, dass just déi betraffe Leit zur Keess gebiede ginn, wann et se betrëfft, an nëmme dee Moment! Als Gréng sti mir zum Solidaritéitsprinzip, dee bedeit, dass den eenzelne Bierger net just fir sech selwer zoustänneg ass, mä och fir d'Gesellschaft, och wann et him gutt geet.

An deem Sënn sollen d'Recetté vun der Assurance dépendance iwwert d'Cotisatioune lafen an iwwert d'Eegebedelegung vun de betraffene Leit soll net geschwat ginn.

Woubäi ze bemerken ass, dass am stationäre Milieu jo vu virera schonn eng zolidd Participatioun vum Résident verlaangt gétt. Och dat ass vläicht net jiddwerengem bewosst, mä och do ass dee System schonn en place. Anescht kann ee guer net an engem Etablissement opgeholl ginn a versuergt ginn.

Vill méi wichteg wéi de Volet vun der Eegebedelegung ass fir eis, dass d'Modalitéite vun der Facturatioun a vun der Tarificatioun méi eenheetlech an transparent gestalt ginn. Souwäit ech weess, gétt et nach émmer keng eenheetlech Nomenclature fir d'Akten, déi am Fleege-secteur ugebuede ginn. Dowéinst ass et momentan onméiglech, eng geziilt Käschten-Notzen-Analys a puncto Sachleeschtungen a Servicer duerchzuführen.

Dat Éischt, wat an eisen Ae muss geschéien - an dat beäntwert och Är deemingspriedend Fro, Här Minister -, ass e Mechanismus anzeféieren, deen ähnlech wéi bei der Gesondheitskeess op kloer Kritäre vu Qualitéit a vu Quantitéit baséiert. Woubäi et kee Geheimnis ass - ech maachen erëm e Lien zu der Gesondheitskeess respektiv zum Gesondheitsministère oder der Gesondheitsministesch, mir haten déi leschte Kéier driwwer Rieds -, et ass kee Geheimnis, dass och bei der CNS nach keng eenheetlech Nomenclature en place ass. Och do bestéet Nohuelbedarf, quitta dass d'CNS net an Ärem Kompetenzberäich läit, Här Minister, mä an deem vun der Gesondheitsministesch.

#### (Interruption)

Maacht Dir d'Präisser mat? Ma da gétt et jo nach méi einfach!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ma et ass méi einfach...

#### (Hilarité)

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ech ginn dovun aus, dass Der lech zesummesetzt an déi Nomenclaturen, souwuel vun der Assurance dépendance wéi och ebe vun der Santé, zesummen ausschafft a se dann openeen ofstëmmt.

Zu der Fro vun de Forfaite bleibt ze soen, dass ee vläicht e bësselchen e Schreck kritt, wann een un eenzel Systemer denkt, wéi dee vum ONE (veuillez lire: Office national de l'enfance), wou laang kritiséiert ginn ass, dass de System ze vill rigid wier. Mir mengen, dass et hei kéint Sënn maachen. Dat heescht, net wéi bis elo fir all Demandeur e ganz individualiséierte Fleegeplang opzestellen, mä eng Rei vun eenzelnen Akte verbonne mat enger Standardzäit a mat definéierte Frequenze festzeleeën. Dese System war gutt gemengt an ass entstanden, well den däitsche Modell mat de sougenannten „Pflegestufen“ als ze vill ondifférenziéiert an ongerecht jugéiert ginn ass.

Allerdéngs schéngt d'Erfahrung elo ze weisen, dass den individualiséierte Fleegeplang an der Praxis Problemer stellt. Laut de Fachleit aus dem Secteur ass de Fleegeplang mat den eenzelnen Akten net nëmme fir d'Prestatairé ganz schwéierfällig a rigid, mä och fir d'Administratioun ass de System schwéierfällig, kascht onnéideg Zäit an entsprécht net der Logik eigentlech vun der Simplification administrative, déi mer momentan jo ustriewen.

D'Fro stellt sech och, ob dese System am Sënn vun der Fleegeversécherung ass, wou et dréms geet, dass déi noutwendeg Fleg vun de betraffene Leit global ofgeséichert gétt, an net just iwwer eenzel Akten. Woubäi ech wéilt bemerken, dass Minutten als Moosseenheet, fir de Seuil ze errechen oder auszerechnen, an den deemingspriedenden Tarif, net déi glécklechste Léisung waren an zu ville Mëssverständnisse gefouert hunn.

Duerfir fanne mir d'Iddi, am Virfeld vun der Prise en charge e gewëssene Forfait oder Package vu Fleegeakte festzeleeën, eigentlech ganz sennvoll. E Betreiuingspackage, dee feste Kritären ennerläit a modulabel ass, géif den Ofaf vun der Prise en charge beschleunegen an dem Personal um Terrain den Traitement vun den Dossieren och vereinfachen.

Eis Propos ass awer, an dat huet den Här Wilmes och gesot, dass déi Leit, déi um Terrain schaffen, grad wéi d'Prestatairen intensiv an d'Diskussioun iwwer eng eventuell Aféierung vu Forfaiten agebonne ginn, well et si si, déi den Terrain an beschte kennen. An et sinn och si, déi wëssen, wou d'Schwieregkeete leien, wann een Dausende vu Fleegepläng muss opstellen. D'Zil muss énnert dem Stréch jo dora bestoen, de System méi flexibel ze gestalten wéi deen aus Däitschland an d'Packagen esou ze definéieren, dass en différenziéierte System besteet an net e ganz rigide Schema.

Zu de Geldleeschtungen, déi och eng wichteg Roll spille bei der Reform a mengen Aen: Et geet ëm d'Ausbezuellung vun engem gewëssene Montant en espèces, deen de Fleegebedierftege soll erlaben, hir eege Fleg an eenzel Servicer selwer ze finanzéieren. Dozou ass jo ze soen, dass d'Konversioun an eng Geldleeschtung nëmme méiglech ass, fir d'Hëllefstellung bei den Actes essentiels de la vie a fir d'Haushaltsaarbechten ze finanzéieren. Dee Montant ass och plafonnéiert. Et ass also net, dass een do kritt, wat ee wëllt. An e gétt émmer un de Fleegebedierftege selwer ausbezuel. Als Revenu de remplacement dierf en net gekuckt ginn.

Als Gréng si mir dem Ausbezueller vu Gelder net gutt gesénnt. Mir sti prinzipiell émmer kritesch do, wann et ëm d'Ausbezueller vu Gelder geet, well mir sinn iwwerzeugt, dass déi Gelder net émmer do ukommen, wou se sollen ukommen a wou se gebraucht ginn. Sou ass et och bei de Familjeprestatioune.

Et ass geféierlech, wa Gelder fléissen, ouni dass kontrolléiert ka ginn, zu wéi engem Zweck se schlussendlech agesat ginn. Sou zum Beispill kréien d'Eltere vu behénnerte Kanner e gewëssene Montant iwwert d'Assurance dépendance ausbezuel, well si d'Fleg vun hire Kanner asuréieren. Ob dat Geld deene Kanner an der Realitéit vum Alldag awer wierklech zegutt-kéint oder ob vläicht de Kaf vun onnéidege Konsumartikele virgeet, dass ass eigentlech net erauszefannen.

An eisen Ae wier et duerfir vill méi sennvoll, am plaz vu Geldleeschtungen op de Wee vu Sachleeschtungen ze goen, déi zum Deel ausserhalb vun den Attributioune vun der Fleegeversécherung leien. Dat heescht, héich qualitativ Offere fir den Encadrement vu behénnerte Kanner ze schafen, oder awer den Eltere vu behénnerte Kanner méi Congé parental oder méi Congé social ze accordéieren, fir dass se méi Zäit fir d'Fleg vun hire Kanner kréien.

Domat verbonne wier och d'Ofsécherung vu Fleegeakten an der Schoul respektiv an de Crèchen oder de Maisons relais als wichteg Konditioun fir eng besser Integratioun oder eng besser Inklusioun vu behénnerte Kanner an deene Strukturen.

Doriwwer eraus muss mer och un déi vill Schoulvakante denken. Véier Méint Schoulva-

kant ass vill. D'Elteren hunn esou vill Congé net zegutt. Vill Leit respektiv och Elengerzéier kënnen kee Beruff ausüben, well hir Kanner während de Vakanzen, am Fall wou se behénnert ginn, net a ville Strukturen opgeholl ginn, wann oft och guer net.

Mat Geldleeschtungen ass deenen Elteren näischt gedéngt. Mir gesinn déi Geldleeschtungen éischer als Almosen un. Fir eis wier et méi sennvoll, a Servicer, Strukturen an Infrastrukturen ze investéieren. Dat ass natierlech net eleng méiglech iwwert d'Assurance dépendance. Duerfir komme mer bei d'Vernetzung.

Fir dat ze erméiglechen, féiert kee Wee laanscht eng besser Vernetzung vun der Assurance dépendance mam System vun de Familienzoulagen a mat der Familjepolitik allgemeng.

Dann zum Aidant informel. Den Här Mertens ass keen, den Här Mertens ass en Dokter; ech wëll dat awer redresséieren.

#### (Interruptions)

An de Kontext vun de Geldleeschtungen gehéiert ebe just och den Aidant informel. Déi Leit leeschte wäertvoll Aarbecht a maachen och vill Aarbecht, déi aner net wëlle maachen. Duerfir verdénge se Respekt. Dat muss gesot ginn.

An trotzdem stelle sech beim Aidant informel eng ganz Rei Froen. E Fleegebedierftegen, deen op des Form vun Hëllef zrëckgräift, fir seng Fleg oder eventuell aner Aarbechten am Haus maachen ze loossen, kritt Geld zur Verfügung gestallt, fir d'Aarbecht vum Aidant informel ze bezuelen. De Montant läit bei 1.150 Euro am Mount, souwäit wéi ech weess. Dese Betrag läit also wäit énnert dem Mindestloun. Dat hat awer en Zil: Et gétt verhénnert, dass d'Mindestlounempfänger ophale mat schaffen, fir sech ëm eng fleegebedierftege Person ze këmmen an nom Verscheide vun där Person aarbechtslos an ouni Statut sinn.

Dat entsprécht wuel enger gewëssener Logik, mä duerchducht ass dese System an eisen Aen net. Mir bewegen eis bei där Zort vun Hëllefstellung op dënnem Ais, aus dräi Ursachen: éischtens, wat déi effektiv geleescht Servicer an d'Kontroll vun deene Servicer ugeet; zweetens awer och, wat de feelende Statut an déi feelend Qualifikatioun vun deene Leit betrëfft. Och dass ass scho gesot ginn.

Drëtens wéilt ech awer och op d'Abusen hiweisen an op d'Ausbeutung vu bëllegen Hëllefkräften, déi iwwer auslännesch Servicer fir dräi Méint an d'Land agefouert ginn. Dat sinn haauptsächlech Leit aus dem Osten, Fraen aus dem Osten, déi heihikommen, fir eng ofhängeg Person ze encadréieren. No deenen dräi Méint gétt déi Person ausgewieselt, fir ze verhënnern, dass se zu Lëtzebuerg muss ugemellt ginn an en Aarbechtskontrakt no gëltege Kritäre ka kréien. D'Geldleeschtung kann dee Moment och benotzt ginn, fir déi auslännesch Servicer ze finanzéieren. Wou ech muss soen: Do hu mir kee Vertrauen.

Dobäi war et bei der Aféierung vun der Fleegeversécherung e wichteg Uleies, de Betraffenen eng héichwäerteg Versuergung ze garantéieren, eng vu grousser Qualitéit. Dat war och ee vun de Grënn, firwat eigentlech d'Prioritéit op d'Prestations en nature geluecht ginn ass an net op d'Prestations en espèces. Et ware Mindestqualifikatioune verlaangt, an doru wëlle mir och festhalen.

Iwwert de Wee vun den Aidants informels kann dese System eigentlech op eng gewësse Manéier ennerwandert ginn. Dat ass net an eise Sënn. A schlussendlech stellt sech och d'Fro vun den Objektiv, déi hannert dem Aidant informel stinn. Sielen ass den Aidant informel eng Persoun, déi friem ass, déi vu bausse kennt. Ganz oft ass et eng Persoun vun der Familj respektiv souguer de Liewenspartner.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

An deem Fall kéint een déi deontologesch Fro opwerfen, ob et wierklech muss bezuel ginn, wann ee sengem Partner moies d'Schmier mécht an him beim Undoen hëllef. Ech denken, et sinn Zäite ginn, wou dat als normal ugesi ginn ass. Haut muss et bezuel ginn. Fir eis ass dat net ganz...

#### (Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dat doten nennt ee Familj!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- ...net ganz de gudde Wee.

Zu den Aides techniques. E weidere Punkt sinn d'Aides techniques, op déi ech wéilt agoen. Se sinn am Règlement grand-ducal vun 2006 definéiert ginn. Dozou stelle sech och eng ganz Rei Froen, déi schonn zum Deel opgeworf gi sinn. Ech denke beispillsweis och un d'Trapelifter, déi émmer méi héich Käschten duerstellen. D'Bénéficiairé vun engem Trapelift stellen awer

nëmme 2% duer vun de Bénéficiairen, déi eng Aide technique zur Verfügung gestallt kréien. Se maachen awer 30% vun de Gesamtkäschte vun den Aides techniques aus.

Eng Rei vun de Bénéficiairé sinn no de geltende Kritären net fleegebedierfteg, well d'Attributioune vun den techneschen Hëlfelefen net un de Seuil d'entrée gebonne sinn. Hei besteet natierlech direkt d'Gefor vun Abusen, déi onbedéngt verhënnert mussen ginn. An och do geet et dréms, fir d'Éischt eng geziilt Analys ze maachen.

Och misst de Règlement grand-ducal, deen d'Aides techniques regelt, iwwerschafft ginn an op déi heiteg Situatioun ugepasst ginn, well souwäit ech weess sinn do eng ganz Rei technesch Hëlfelefen dran definéiert, déi iwwerhaapt net a Gebrauch geholl ginn an och ni ugefrot ginn.

Zu der Adaptatioun vum Logement wéilt ech och nach e puer Wieder verléieren. Wat oft hellhéireg mécht, Här Minister, ass de Präis, dee fir des Adaptatioune bezuelt gétt. Wann ee kuckt, wat d'Privatleit oppassen, wa se hir Wunneng ëmbauen, da muss een hei staunen. D'Privatleit dréien all Euro dräimol an der Hand ëm, wa se hirt Haus wëlle renovéieren oder Upassung virhuelen. Bei der Assurance dépendance huet een d'Gefill, wéi wann et hei wierklech ganz generéis géif zougouen.

Uni fest Behauptunge wëllen opzestellen, muss och d'Fro erlaabt sinn, ob hei net verschidde Firme sech d'Hänn reiwe par rapport zu aneren, déi méi bëlleg Servicer géifen ubidden. Ech wëll et net behaupten, mä et kéint een et vermudden, wann een d'Präisser gesäit.

Onofhängeg dovun si mir der Meenung, dass de Volet vum Logement a vun der Adaptatioun vum Logement fir fleegebedierftege Persounen net eleng an d'Kompetenz vum Ministère vun der Sécurité sociale dierft falen. Dat ass net de Wee. Hei muss de Ministère vum Logement enk mat erugezu ginn. Net nëmme, fir déi aktuell Situatioun vun den Adaptatioune mat ze begleeden an an de Grëff ze kréien, mä och, fir nei Pisten auszuschaffe fir d'Zukunft, wéi zum Beispill de Bau vu barrierefräie Wunnengen oder ebe Méigeneratiounenhaiser, déi och schonn am Ausland en place sinn.

Wichtig ass och, wa Leit en Haus bauen an jonken Alter respektiv hiert Haus renovéieren, dass se d'office drop higeweis ginn, wat Barrierefräiheet heescht, an dass se sech bewosst sinn, dass se am Alter vläicht op déi Barrierefräiheet mussen kënnen zielen. Dat ass einfach wichteg, dass ee vun Ufank u weess: Herno brauchts de déi do Adaptatioun net méi ze maachen, wann s de elo scho virbeugs. Hei spillt och d'Roll vun der ADAPTH eng grouss Bedeutung als nationale Kompetenzzenter fir Froe vun Accessibilitéit am Wunnengsbau. Och déi Roll sollt nei iwwerducht ginn an opgewäert ginn.

Dann zu der éischer Fro, d'Definitioun vun der Assurance dépendance, déi Dir ganz am Ufank eben opgeworf hutt. Momentan ass et jo esou, dass des Definitioun sech eleng op déi Personne bezitt, déi an de sougenannten „Actes essentiels de la vie“ Hëlfe brauchen. An anere Wieder: an de Beräicher Mobilitéit, Kierperhygien an Ernährung. Laut Gesetz kann des Hëllefstellung verschidde Formen uhuelen: sief et, eppes an der Plaz vun der fleegebedierfteger Person ze maachen, wa se net selwer dozou fäeg ass, sief et, der betraffener Person ze hëlfelefen an déi néideg Uleedung ze ginn.

Dës Hëllefstellung ass an eisen Ae ganz sennvoll, virun allem am Beräich vun der Demenz. An awer muss d'Fro erlaabt sinn, ob nieft deenen dräi liewenswichtige Akte wéi Hygien, Mobilitéit an Ernährung nach aner Besoinen an d'Assurance dépendance sollen afléissen. Déi Fro hutt Dir gestallt. A mir beäntwerte se ganz kloer mat „Jo“. Grad bei Krankheete wéi Alzheimer an Demenz, mä awer och bei anere Pathologië wéi Polyarthrosen ass et wichteg, an engem fräie Stadium anzegräifen, fir de Schued a Grenzen ze halen. Mat de Basisakten ass do net vill gemaach.

Allerdéngs komme mer hei direkt op en déif gräifend Problem, an dat ass deen: Wou hält d'Kompetenz vun der Assurance dépendance op - respektiv d'Kompetenz vun der Sécurité sociale - a wou fänkt d'Kompetenz vun der Santé publique un?

Während d'Sécurité sociale prinzipiell zoustänneg ass, fir de Fleegeerisiko integral ofzedecken an anzsprangen, wa Käschten ufalen, ass d'Santé jo eigentlech vun der Definitioun hier zoustänneg fir d'Preventioun. Hei besteet e grouse Klärungsbedarf, ëmsou méi, well ech



d'Gefill hunn, datt och am Secteur verschidde Meenungen zirkuléieren.

Éischtens muss mer zu engem Resultat kommen, an duerfir denke mer, datt déi Systemer an Zukunft besser vernetzt muss ginn. Derneft muss och de Familljeministère mat agebonne ginn, well och dese Ministère verschidde Attributiounen am Fleegesecteur huet.

Eng aner wichteg Moosnam wier déi, eng detailléiert Analys vun deene Leit ze maachen, déi en Untrag un d'Assurance dépendance stellen an awer net den néidege Seuil errechen. Eréischt wann een d'Pathologie vun deene Leit kennt, ass et och méiglech, an engem fréie Stadium ze intervenéieren an ze reagéieren respektiv den dramatesche Verlaf vun enger Krankheit vu vireran ze verhënnern.

An deem Sënn wier et och wichteg, de Leeschtungskatalog no ganzer 15 Joer ze iwwerschaffen, Här Minister. Deen ass agefouert gi mat der Fleegeversécherung oder kuerz duerno. En ass 2007 nach verbessert ginn. En ass ganz generéis ausgeluecht, dréit awer der momentaner Entwécklung net onbedéngt Rechnung.

Duerfir misst analyséiert ginn, wéi een Typ vu Leeschtung fir wéi eng Zort vu Fleegebedierftegkeet hautdesdaags dee beschten ass respektiv wéi eng Leeschtung sech méttlerweil als iwwerflësseg erweisen oder awer wéi eng Leeschtung feelen. Dës souwuel an den Etablissementer wéi och doheem.

Nach ee Wuert zu der Methodologie vun der Evaluatioun. Déi gëtt jo momentan vun der Cellule d'évaluation et d'orientation d'orientation d'orientation. An anere Wieder, vu qualifizéierte Leit, déi eng gewëssen Erfahrung um Gebitt vun der Fleegebedierftegkeet hunn. Op där enger Säit fanne mer des Approche gutt, well se op e mënschleche Volet hiweist. Et ass d'mënschlech Qualitéit, déi hei am Vierdergrond steet.

Op där anerer Säit kann des Approche awer dozou féieren, datt d'Evaluatioun net ganz objektiv ass an enzel Leit par rapport zu anere bevirdelegt. Aus deem Grund verschléisse mir eis net der Diskussioun iwwer nei Evaluatiounsmodeller, déi am Ausland applizéiert ginn.

Zum Schluss nach dräi Remarquen, déi eis wierklech ganz wichteg schéngen an deser Reform.

Éischtens, d'Vernetzung an d'Preventioun. Et ass wichteg, datt net nëmmen d'Ministère vernetzt ginn, mä och déi enzel Servicer um Terrain. Dora läit doudsicher e grousst Spuerpotenzial, net nëmmen, fir de besteende System ze verbessern an eng besser Preventioun ze garantéieren, mä och, fir ze klären, iwwerhaupt emol, wéi ee Service oder wéi een Acteur fir wéi eng Leeschtung zoustänneg ass.

Och d'Kommunikatioun gehéiert dozou. D'Kommunikatioun tèschent der Cellule d'évaluation an den Acteuren um Terrain muss verbessert ginn, beispillsweis wéi och, mengen ech, d'Taina Bofferding gesot huet, opgrond vum Dossier partagé.

Zu der Formatioun ass och scho vill gesot ginn. Och mir sinn der Meenung, datt d'Formatioun eng grousst Roll sollt spillen. Ech wéilt op d'Néidegkeet hiweisen, datt mer méi Géiatrie brauchen an datt mer och e Berufszweig sollten opbauen, dee sech „Alterspfléger“ nennt oder „Altenpfléger“. Dat ass e Berufszweig, deen an Däitschland scho besteet, deen a Lëtzebuerg vill méi gefuerdert a geféiert misst ginn. Firwat net och iwwer de Wee vun enger Formatioun continue?

An et ass och net normal, datt, wann 13.000 Leit vun der Assurance dépendance bénéficiéieren, mir just e Grapp voll Géiatrien am Land schaffen hunn. Eng méi spezifesch geriatresch Versuergung géif wierklech och an de Spideeler ganz vill Notze bréngen. Nieft dem Sprocheproblem wier dat eigentlech dat, wat ech wéilt soen, als lescht Remarque.

Mir hunn, wéi gesot, net all Froe beäntwert, sinn net am Detail op alles agaangen an awer ass d'Zäit ofgelaf. Mir si gäre bereet, eisen Deel weiderhi bäizedroen, eis Hëllef unzibidden. Wann Dir eis frot, si mer do, an der Hoffnung, datt d'Reform geléngt zum Wuel vun alle Leit, déi se brauchen.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Lorsché. Ech géif dann d'Wuert dem Här Edy Mertens fir d'DP ginn a soen, dass et dem Taina Bofferding no hirem kleng Malaise gutt geet a si d'Wuert nom Edy Mertens kritt.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Villmools Merci, Här President. Et ass selbstverständlech, datt

een an deem do Fall hëllef geet. Dem Taina wäert et schonn erëm gutt goen an et wäert dann och erëm heihinner kënnen kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass sécher keen, dee sech et wënscht, mä wie kennt d'Situatioun eben net? A vläicht wor et een aus Arem Émfeld, deen op eemol op méi oder manner grous Hëllef vu baussen ugewisen ass, sief et, datt e plötzlech krank gouf, e Schlag gemaach huet, en Accident hat an an Zäit vu Sekonnen zu engem liichten oder schwéiere Fleegefall gouf.

An esou Momenter huet d'Famill jo ewell dacks genuch ze di mat der Situatioun selwer, a wann dann nach géif do e finanzielle Problem derbäikommen - an dee kennt dacks derbäi, trotz eiser Fleegeversécherung! -, da mécht dat wierklech d'Saach net méi einfach.

Et ass awer glécklecherweis esou, an ech hat ewell eng Keier hei gesot op där Tribün, datt mer ee vun deene beschte Gesondheits- a Sozialsystemer vun der Welt hunn. Et ass d'Flicht vun enger Gesellschaft a vun engem Sozialsystem, dann anzesprangen, wann ee Mënsch senger Situatioun net méi eleng Meeschter ka ginn. Dat ass virun allem, awer net nëmmen, wéi mer elo ewell héieren hunn, fir déi méi eeler Bierger aus eiser Gesellschaft de Fall.

Ech hunn et ewell gesot, eise Sozialsystem am Generellen an awer och eise System vun der Fleegeversécherung sinn eng vun deene generéierten op der Welt, mä ebensou mat eng vun deenen deiersten op der Welt. Virun allem déi demografesch Entwécklung an déi steigend Liewenserwaardung hunn d'Käschte vun der Assurance dépendance massiv an d'Luucht gedriwwen.

D'Rechnung ass déi lescht Joren nëmmen opgaangen, well ëmmer méi Salariéen, also ëmmer méi Baitragszueler an de System abezelt hunn. Et kann een op d'mannst a Fro stellen, ob déi méi moderat Hausse bei de Salariéen an Zukunft déi steigend Käschten ausgläiche kann.

D'Situatioun vun der Assurance dépendance situéiert sech an der Problematik vun den Excédents, déi ëmmer méi erofgi bei de Verwaltungen, vun der Sécurité sociale am Allgemengen. Et muss ee bedenken, datt de Sold vun der Administration publique an de leschte Joren nëmmen dowéinst positiv wor, well d'Administratiounen vun der Sécurité sociale nach Excédents haten. Et muss ee sech d'Fro stellen, wat geschitt, wann dat net méi de Fall ass. An, à politique inchangée wäert dee Fall an de kommende Joren antrieden, do brauche mer eis absolut keng Illusiounen ze maachen.

Besonnenesch d'Zuele vun der Assurance dépendance beleëen dat ganz kloer, wou mir säit 2010 ee konstanten Defizit hunn.

Och d'Evolutioun vun der Zuel vun de Bénéficiairen ass impressionnant. Wéi gesot gouf, och vum Minister: Tèschent 2000 an 2010 huet sech d'Zuel vun de Bénéficiaire méi wéi verduebelt op ronn 11.000. Elo si mer ewell 2013 bei 13.000, iwwer 13.000, 13.500 oder esou. An d'Prognose vum zoustänneg Ministère, déi soen eis viraus, wann näischt sech ännert, da bleift et esou. Déi rechne mat bis zu 18.000 - also 18.000, fir déi, déi et net verstinn - Bénéficiairen am Joer 2030, wat eng weider Steigerung vun ëmmerhi 65 Prozent bedeit.

Nach bal méi interessant ass awer och d'Entwécklung bei der Zomm vun den Dépenses, déi 2013 elo ewell op 500 Milliounen Euro geklommen ass, wat eng Steigerung vu 6,3 Prozent par rapport zu 2012 ausmécht. D'Dépenses, déi ginn also méi séier an d'Luucht wéi d'Einnahmen.

Wat eis allerdingens genausou vill Suerge muss maachen, dat sinn d'Dépenses och par rapport zu der Zuel vun de Bénéficiairen, déi och méi séier an d'Luucht ginn, wéi d'Bénéficiairen.

Bei deenen Ausgabe wier et och emol interessant, Här Minister, wann Dir eis déi Donnéeë kéint ginn, wéi vill datt mer vun der Assurance dépendance an d'Ausland iwwerweisen an ob déi Leeschtungen am Ausland och dem Ausland ugepasst sinn, well et dacks, jiddefalls bei menge Patienten, esou ass, datt hei déi Fraisen heiansdo ganz héich sinn, a wa se direkt iwwer d'Grenzgebitt ginn, wou se gefleegt ginn, et wesentlech méi bëleg ass.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob een an dese budgetär schwéieren Zäite weider mat der Participatioun vum Stat esou an där Héicht rechne kann - elo ass erëm eng Keier d'Participatioun vu 35 op 40 Prozent eropgaangen; déi leschte Keier war et vun 30 op 35 Prozent -, oder ob een eventuell un e Plaffong do muss denken.

Et gëtt kee Grund, dovun auszegoen, datt sech dese kloren Trend a Richtung méi Ausgaben, déi net méi vun neie Recette kënnen ausgeglaach ginn, ouni ee Politikwissel erëm ëmdréit. Den demografesche Wandel léisst do net mat

sech verhandelen. Duerfir ass et un der Politik, elo ze handelen.

Mir schwätzen hei vu Prognosen, déi eigentlech vun allen Acteure gedeelt ginn. D'Cour des Comptes huet ewell an hirem Avis zum Budget am Joer 2006 virdu gewarnt, e strukturelle Problem bei der Sécurité sociale ze ignoréieren, an huet virun allem d'Defiziter vun der Assurance dépendance ugeschwat, déi wuel nëmme mat enger besserer Handhabung vun den Ausgaben oder méi héije Participatiounen ze bewältege wieren. D'Cour des Comptes huet dese Fait an hirem Avis zum Budget vun deem Joer nach eng Keier rappeliert.

Et ass dann och de Rapport vun der Inspection générale de la Sécurité sociale iwwer d'Assurance dépendance vun 2013, dee ganz kloer weist, datt eng strukturell Reform vun der Assurance dépendance néideg ass, fir d'Evolutioun vun den Ausgaben a Prestatiounen an de Grëff ze kréien.

Fir eis Partei DP ass et wichteg, datt och an Zukunft eng qualitativ héichwärtig Fleegeversécherung fir ofhängeg Persoune garantéiert ass. D'Cotisationserhéijung sollten awer dobäi net en automatesche Reflex sinn, mä éischer als allerlescht Méiglechkeet ugesi ginn. En éische Schrëtt muss ëmmer sinn, d'Effizienz vum System eropzeschrauwen.

Mir gesinn haut, datt mer am aktuelle Finanzement vun der Assurance dépendance un de Limiten ukomm sinn. D'Zil vun enger Reform soll et jo sinn, dese Finanzement à long terme ofzesécheren, soudatt de System laangfristeg iwwerliewensfäeg ass. Dës Iwwerliewensfäegkeet beinhalt, datt de System garantéiert, datt sënnavoll an noutwendeg Prestatiounen weiderhi mat enger gewëssener Qualitéit garantéiert ginn, fir datt ofhängeg Persoune weiderhin en autonoomt a würdegt Liewe féiere kënnen. Et muss awer och séchergestallt ginn, datt de Finanzement vun dese Prestatiounen effikass ass, also datt dat gewënscht Resultat esou effikass wéi méiglech erreecht gétt.

Wat kann een dann elo maachen, fir esou en neie System fir d'Fleegeversécherung en place ze setzen?

De Regierungsprogramm, deen hält fest, datt eng Erhéijung vun de Cotisations - aktuell si se bei 1,4% - just als lescht Mëttel dinge soll, bis datt et wierklech keng aner Léisung méi gëtt, fir de System ze finanzéieren. Eng Erhéijung vun de Cotisations géif wahrscheinlech och Froen an der Steierpolitik opwerfen, déi wuel eréischt am Kader vun der genereller Steierreform gekläert kéinte ginn.

An enger éischer Phas muss mer am Kader vun enger Reform eng breet gesellschaftlech Diskussioun mat alle betroffenen Acteure féieren - wéi et och hei ëmmer erëm widerholl gouf -, déi wëssen, wat tatsächlech an deem Secteur ze bewältegen ass a wéi een de System méi effizient gestalte kann.

Effizienz ass hei dat wichtegst Stéchwuert. D'Qualitéit an d'Käschteneffizienz vun der Assurance dépendance hänken net nëmme vun der Unzuel an den Zorte vun de Prestatiounen of, mä och vum Schaffen, vum Zesummeschaffen vun den eenzelnen Acteuren am Secteur. Et mussen och Synergie vläicht gemaach ginn, do, wou se Sënn maachen.

Dann eppes, wat och ewell erwähnt gouf vum Kolleg Wilmes: D'Preventiounspolitik ass eppes immens Wichteges. Dat daerf op kee Fall vernoléisegt ginn, wann een derfir wëllt suergen, datt munch Persounen doduerch méi spéit zum Fleegefall ginn.

Ech erënneren u Saache wéi zum Beispill uerdentlech Astelle vun héije Bluttdrock, fir en Hireschlag ze verhënnern, Diabetes-Astellung, regelméisseg Erëmbestelle vun de Leit a Kontrollen, do eng gutt Reklam d' Sécurité sociale no bausse maachen. Dann och a Saache Preventioun vum Falen: Well ganz vill Leit, déi sinn tiptopp drop, bis de Moment kënn, wou se falen. Duerch eng déck Osteoporos, wéi et haaptsächlech bei de Fraen ass am Alter, brieche se dann alles, an duerno geet et „bergab“. Dat heescht, si ginn zum Dauerfleegefall. An dat si Saachen, déi ee wierklech bedenke muss!

Eppes anescht, wat mir als Hausdokter ëmmer Suerge mécht, dat ass d'Geschicht vun der Longenentzündung. Mir wëssen allegueren, an et gouf och nach eng Keier d'urck e Mail drop higewise vun der Santé publique, datt ee soll d'Leit ab engem gewëssenen Alter mat Prevenar géint déi Longenentzündung impfen. Also, dat ass ganz wichteg, datt een déi Impfung mécht. Do sollt ee vläicht och nach viru Reklam maachen, well ech mengen, d'Statistike besoen, datt e Patient, dee 70 Joer al ass, bei enger Pneumokokken-Pneumonie... Also iwwer 60% hunn nëmmen eng Chance, do ze iwwerliewen, trotz de moderne Mëttelen, déi mer hunn, oder ginn herno vun der Intensivstatioun direkt an e Fleegeheim geschéckt.

Esou vill zu der Preventioun, also net vergiesen!

Effizienz huet och eppes mat Kollaboratioun tèschent den Autoritéiten an den Doktere respektiv dem medezinesche Fleegepersonal ze dinn. Et sinn déi behandelnd Doktere, déi am Generellen déi sozial a familiär Situatioun vun hire Patienten zënter Jore kennen! Ech kenne se ewell tèschent 28, 29 Joer. Dës Kollaboratioun kann immens wäertvoll si fir d'Cellule d'évaluation, an och während hire Kontrollen.

Ech sinn ëmmer der Meenung, an dat ewell jorelaang, datt den Hausdokter absolut op der Plaz muss gehéiert ginn, an dee soll sech duerfir Zäit huelen. An och d'Doktere solle sech do wierklech zesummerafen, fir eng grous Hëllef fir d'Cellule d'évaluation ze sinn. Ech weess ganz genau, datt mer jo deen Ziedel hunn, dee mer mussen ausfülle beim Antrag vun der Fleegeversécherung; mä dat ass alt esou eppes, do mécht een e puer Stéchwierder drop. Mä den Dokter weess nach vill méi! E weess ganz vill méi, wéi iergendeen an der Cellule d'évaluation sech jeemools ka virstellen! Also, Här Meyers, ech mengen, esou ass et?

(**Interruption**)

Och bei Demandé fir Material zur Erliichterung vun der Mobilitéit oder fir Transformatiounen um Haus sollt den Hausdokter onbedéngt em säin Avis gefrot ginn - eppes, wat ech nach ni verstanen hunn! -, well do kënn et zu grotesken Iwwerraschungen.

Ech hat elo nach esou e Fall, wou d'Leit kräischle koumen, si misste Suen zréckbezuelen. Ob dat esou ass, Här Minister, weess ech net, datt ee verflucht ass, wann déi Installatioun net esou an esou al ass an de Patient verstierft dann oder e muss an d'Altersheim goen, datt dann d'Famill muss eppes zréckbezuelen.

Mä mir haten elo grad hei erwähnt déi Geschicht mat den Trapelifter. Dat ass jo grotesk! Also wann Der dat emol matmaacht: en Trapelift, dat wär wonnerbar, „Elo, den Noper huet och een, elo kréie mir en Trapelift.“! An da soen ech als Dokter zum Beispill: „Ma Madame, em Gottes wëllen, iwwerleet et!“ Ech ruffe se souguer an en anert Zëmmer, bréngen hir iergendwéi bäi, datt wor deslescht nach de Fall: „Ma, Ären Här ass awer net méi esou gutt, ech géif mat deem Trapelift waarden. Dat gëtt eng Emstrukturierung vun Ärer Trap.“

Dat ass jo net einfach, en Trapelift. Do kënn Dir jo net telefonéieren a soen: „Ma, ech hätt gären en Trapelift.“ Well do zitt eng ganz Batterie vun Architekten, Ingenieuren, Statiker an, déi moossen d'Haus, ob et net an de Koup fällt, ier et dann endlech zu dräi Devisé kënn. An tèschent deenen dräi Devisé muss ee sech dann een eraussichen, deen horrend deier ass.

Ech fannen dat wierklech schrecklech deier! Mä elo kënn et! Elo kënn et, wou ech zoustänneg sinn. Et ass esou, de Mann jäizt oder d'Fra: „Ech ginn net op de Lift! Ech fueren net mat engem Lift. Dir kënn mech klibberen! Au, Hëllef, Hëllef, Hëllef! Ech ginn net op de Lift.“ Da kënn awer dann nach d'Fleegepersoun owes, da seet déi: „Du gees elo hei an de Lift! Ech weisen der, wéi schéin datt dat ass.“ An da gëtt do mat Teddybiere geschafft a mat wat net nach wéinst deem Lift!

(**Hilarité**)

An dann dauert et dräi Méint, véier Méint, dann ass de Patient am Altersheim, an enger Fleegestruktur, oder leider, wéi et esou dacks virkënn, ass e verstuerwen. An elo kënn deen nächste Schrëtt: „A wat maache mir mat deem Lift? Wann ech wëll eng Fotell eroprotransportéieren, rennen ech mech mat de Schinnen an de Lift!“ Also rappe mer de ganze Lift of. An da gëtt telefonéiert: „Kënn Dir nach éierens e Lift gebrauchen?“ - „Mat deem kënn mir näischt maachen, well do muss jo da Staangen ëmgeännert ginn“, an ech weess net, wat alles do kënn.

Pardon, fir nëmmen e Beispill ze ginn, wou den Dokter wäertvoll Auskunft ka ginn. E soll sech och duerfir Zäit huelen! E soll dat ganz seriö maachen, e soll mat agebonne ginn. Ech mengen, do hätte mer dann... Dat ass elo nëmmen ee Fall! Mä wéi vill hu mer där am Land? An dat kascht richtig Geld, déi dote Geschichten!

Dat Zweet ass dat, wat erwähnt gouf ganz richtig, vum Buedzëmmer. Dir hat elo hei - ech mengen, Dir waart et - mer dat verzielt vum Buedzëmmer, wou dann... Dat ass net einfach! Do kann ech net higoen an da soen ech: „Majo, ech sinn elo der Meenung, ech brauch fir mä Papp oder meng Mamm e Grëff, fir datt se méi einfach mat engem Opsaz vun der Toilette opkënn.“ Ma wat stellt Dir Iech vir?! Do kënn dann eng Madame, do kanns de net widdersprieche, well déi huet ëmmer recht. An déi seet engem: „Dat gëtt näischt! Elo gëtt hei eng Evaluatioun vun Ärem Haus gemaach! Et gëtt gekuckt, d'Buedzëmmer gëtt erausge-



rappt, nei gemaach...“, tattati, tattato, fir horrend Geld.

Ech hat elo selwer e Fall, do huet dee gesot: „Ma, ech wier dovokomm mat 7.000 Euro.“ Mä elo si si bei enger Planung mat 17.000 Euro, fir dat Buedzëmmer ze maachen, woubäi se awer elo ewell gesinn, datt déi Madame net wäert dräimol am Dag an deem Buedzëmmer gewäsch ginn, ob se dann am Rollstull sëtzt oder net. Well ech kann lech soen - an ech hunn dräi Persounen doheem gefleegt -, ech weess, vu wat datt ech schwätzen - an dat joren-, jorelaang! A mäi Papp war aacht Joer am Rollstull. Kommt, mir halen dach mat deem Unfug do op!

Dat ass also wichteg, Här Minister: Mir paken et zesummen un, mir halen op a mir gleewen emol de Leit a mir ginn emol d'Situatioun op d'Plaz selwer kucken! An da kucke mer, ob tatsächlech... Wa jo am Haus dann och nach e Schlässer war an de Jong ass Plättercherleer, da muss mer dach net eppes do oprichten, wat herno 20.000 Euro kascht! Wann ech geflitt! Dat ass d'Geld awer richtig, wéi ewell hei gesot gouf, zur Fenster erausgeworf. A wa se wierklech nëmmen e Grëff brauchen, da solle se nëmmen e Grëff brauchen.

Sou, dat emol dozou!

**(Hilarité générale)**

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Fir méi effizient ze schaffen - dat gouf hei och ewell alles gesot: vum Här Wilmes, vun... -, also, fir méi effizient ze schaffen a virun allem och, fir de betraffene Leit a Personal vill onnéidege Misär ze erspueen, muss een dann déi „ausufernd Bürokratie“ - hunn ech mer hei opgeschriwwen - ënnert d'Lupp huelen. Dat ass jo onheemlech!

Ech hu mer duerfir erlaabt, vu menger Mamm - dat ass ewell e puer Joer hier - dee leschten Ziedel hei matzebréngen. Dat kritt Der als Patient heemgeschéckt. Do sti Sekonnen drop, do sti Minutten drop, Sekonnen. Do stinn da Saachen drop, „soins buccaux“, ech weess net wat, fir zwou Minutte 50, mat den Zänn wäuschen. Et kann awer sinn, datt deen Abléck d'Hëllefspersoun ewell urifft: „Ech kommen elo. Maacht direkt d'Zahnpasta op d'Biischt, well et geet net duer!“

**(Hilarité)**

An da kommen aner Saachen derbäi.

Ech hat emol geplangt, fir hei eng Übung ze maachen, datt ech géif soen, kommt, mir all maachen emol een Effort an ech reeche jiddwerengem en Neelset a mir stinn alleguerter op a mir probéieren eis emol an zwou Minutte 50 d'Neel ze schneiden.

**(Hilarité)**

Also, nëmme fir e Beispill. Da steet do „soins ongles“ fënnel Minutten. Dat sinn awer déi do Ongles an déi do Ongles. A wann een awer weess, datt déi Leit jo awer dann iwwer 60 Joer al sinn, iwwer 70 Joer, dann ass dat ewell alles e bësse méi schwéier.

Da kommen aner Saachen: „sortir du logement“ fënnel Minutten, „entrer au logement“ fënnel Minutten. Also, d'Personal rëselt de Kapp, wat dohinnerkennt an Aert Haus d'Fleeg maachen, d'Personal an eise Struktüre rëselt de Kapp. Mä dat huet awer net d'Recht, de Kapp ze rëselen, well soss gétt et nach vernannt. Also, an eise Strukturen, ech ginn elo, wéi gesot, 28 Joer an eis Altersheimer, also, do kann ech nëmme soen, wann ech dat vergläiche mat der „guten, alten Zeit“, dat war herrlech!

Haut gitt Der erop op de Stack - dat ass mer deslescht nach geschitt, et ass emol net esou schrecklech laang hier -, da sëtzt am Schwes-ternzimmer net d'Infirmière eleng, mä si sëtzt do mat enger Madame, déi hat eng Auer ëmhängen. Du sot ech: „Laaft Dir hei Marathon oder wat maacht Der?“ - „Neen, ech kontrolléieren elo d'Madame. Wann Der wëllt, da kënnen mer direkt mat lech goen...“, sot d'Infirmière, „...mir stoppen d'Zäit.“ An dunn hunn ech gesot: „Ech loosse hei keng Zäit stoppen! Also, wann Dir mir d'Zäit stoppt, oder wann hei eng Gesetzgebung kënn, wou ech als Hausdokter meng Zäit gestoppt kréien, dann halen ech muer op an da ginn ech éierens anescht hin!“ Dat ass einfach lächerlech!

**(Brouhaha)**

Dat kann et nei méi sinn! Här Minister, mir mussen do duerchgräifen, datt déi Meedercher a Jongen, déi an esou enger Struktur schaffen, déi eng exzellent Aarbecht maachen, dat wëll ech emol soen! Also mir gesinn déi lescht Jore praktesch kee méi an eisen Altersheimer, wou ech do fréquentéieren, mat engem Dekubitus, duerch natierlech och gutt Hëlfelefen, technescher. Déi Matratzen do, déi Alternating-Matratzen an esou virun. Eis Leit si super versuergt! Kommt, mir brauchen näischt Neies ze erfannen, wéi mer elo grad gesot hunn! Oder Dir

hutt gesot, mir kucken, wat fir nei Momenter mer an d'Fleegeversécherung erabrénge. Kommt, mir huelen emol dat, wat mer hunn! Mir sëtzen eis an eise Gremien zesummen, an ech mengen, do wär all Partei heibannen averstane, an dann hale mer mat deem Unfug ganz einfach op!

**(Brouhaha)**

Ech mengen, mir kënnen dach net higoen, wann do eng Propos wor vun deem, wat Der eis iwwerrecht hutt, eng Iddi vun der Télémedezin! Ma do kann ech soen, jo, Téléalarm, eng wonnerbar Saach, wann een nach weess, op wat een dréckt! Meng Mamm sot ëmmer: „Firwat hunn ech déi Auer dann hei?“ Duerfir hunn ech den Alarm zrëckginn.

Mä soss ass Téléalarm eppes ganz Wichteges. Mä Télémedezin, do denken ech ëmmer drun: Wou ass de Médecin référent drun?

Elo kënn dat Nächst. Mir hate schon eng Kéier Kaarten, fir geröntgt ze ginn, déi fënnel kee Mënsch méi erëm. Elo komme mer an d'Télémedezin fir d'Fleeg vun ale Leit! Also, dat ass vläicht a Kanada, Rocky Mountains, oder am, ech weess net wou d'Distanz méi grouss ass, mir operéieren jo keen doheem. Mä ech weess, wat Der gemengt hutt. Dir hutt gemengt, den elektronische Patient, wou ech kann am Computer d'Donnéen de Weekend oder wann ech kommen owes kucke goen. Dat ass wierklech eng wonnerbar Saach, dergéint huet jo och keen eppes.

Mä kommt, mir ginn dem Personal an deene Strukturen... Dir gleeft net, wat eis da geschitt! Déi streeën eis Lorbeeren, wa mir heibannen et fäerdegkréien, alleguerter zesummen dee bürokrateschen Unfug an deenen Haiser ze brieschen! An ech mengen, all President vun engem Verwaltungsrot an all Dokter, dee gratuléiert eis dozou. An ech soen lech och, et geet och esou, well mir hunn do an deenen Haiser...

Natierlech hunn déi Strukturen e Wandel matgemaach. Déi hunn zum Beispill, wann ech dat vergläiche mat fréier - an den Här Meyers hat mech eng Kéier dorop higewisen, datt mer e Gespréich haten -, aner Struktüre missen opbauen, well se ëmmer méi schwéier Fleegefäll erakruten.

Schwéier Fleegefäll, wou si gezwonge sinn, sech extra anzerichten, soss kënnen se déi Fleegefäll eben net flegen. Datt dat eng kostspilleg Geschicht ass, datt dat kascht! A wann deen Abléck dann net esou vill d'Fleegefäll do sinn, wat jo och emol virkënn, zum Gléck, dann ass et esou, datt déi eng ganz deier Infrastruktur do hunn, ganz deiert Personal muss bezuelen, wat dann net ausgelascht ass.

Kommt, mir kucken, ob mer do näischt zesumme kënnen maachen oder ob mer eventuell soen, datt mer an der Gériatrie méi aktiv ginn, wat eben en Haus, eng Gériatrie ubelaangt! Mä kommt, mir hale mat deenen Topegkeeten, géif ech se bal nennen, op! Et ass wierklech... Ech kréien et all Dag ze héieren! All Dag, wann Der an d'Altersheim Visite maache gitt, kritt Der... Du sëtzt do an du sëtzt do.

Ech wëllt, ech hunn d'Recht jo och net, mä ech wëllt, Dir géift hei e Computer vun engem Altersheim gesinn! Also déi Blieder, déi d'Meedercher erausdrécken, déi sinn entre-temps esou grouss, hein, a 50 Zeilen no ënnen, no uewen, zwou Minutten zéng Sekonnen, fir d'Hoer ze maachen. Also do sti Saachen drop! Kommt, mir halen domat op! Da spuerer mer immens vill Geld, mir ginn de Leit, déi do sinn, erëm hir Qualitéit erëm. Well si si jo net op enger Intensivstatioun vun enger Transplantationsklinik! Sou kënn dat mir heiansdo vir.

Mir sollen Zäit hunn, an Dir hutt et richtig gesot, Här Minister, an all Riedner, deen hei war: Kommt, mir huelen eis Zäit fir de Patient! Hie gaapst no Zäit, hie fret no Zäit! Hie fret net no komplizierten Tafelen oder soss iergendeppes. Gitt eise Personal erëm Zäit! Vlächit spuerer mer dann esou vill Suen an, datt mer den Haiser kënnen dat néidegt Personal ginn, wat léif ass zu hinnen - a si sinn alleguerter léif zu hinnen, déi allermeeschten, 99 Prozent -, sech bei si op d'Bett setzt, si tréischt, mat hinne spadséiere geet.

An da komme mer bei all déi Saachen do ronderëm, wéi hei steet, wat een alles do kann ubidden. Do soen ech ëmmer, dat ass „l'offre crée la demande“.

Also, ech mengen, wann ech eng riseg Offer hunn an ech muss där Satisfaktioun ginn, dann erfannen ech all méiglech Saachen. Gleeft mir, et sinn net vill Bomien am Altersheim, déi Astrologie wëlle studéieren oder wat fir eng nei Perspektive se do erfannen. Déi Meedercher, déi do sinn, maachen dat. Mä mir mussen awer wëssen, an elo grad gouf et och gesot, wou ass et Schluss!

D'selwecht d'Definiéiere vun der Dépendance. Em Gottes wëllen, ech maachen ëmmer Relaklam derfir an den Haiser. Ech soen dat zu de

Leit. Em Gottes wëllen, den Alter ass keng Dépendance! Ech hat Leit, déi si mat 91 Joer de Führerschäin erueiere komm, also, déi wore wesentlech méi fit wéi ech. Also, déi sinn do, ech mengen, den Alter ass net direkt, datt do ee vun der Famill kënn, wa mer vum Aidant informel schwätzen. An et gouf virdu jo ewell hei gesot, datt mer muss kucken, datt dann awer och eppes Anstänneges doheem geschitt.

Ech soen lech nach e Beispill, well et esou flott ass. Ech sinn an en Haus erakomm, fir déi Geschicht do ze iwwerpräieren, well de Mann schrecklech rose wor iwwert deen aneren Hausdokter. Do hunn ech mech gefrot: Wat solls du awer elo nach do maachen? Dat war, éier et d'Fleegeversécherung an deem do Sënn gouf. Du krute se iergendeng Zomm, fir doheem gefleegt ze ginn. Du sinn ech an d'Haus erakomm, do sëtzt e Mann op engem Piano an Tralala. Du sot ech: „Wat ass dann dobanne lass?“ - „Ma dat ass de Bop, hie spillt Piano.“ - „Mä...“, sot ech, „...ass dat deen, dee mech elo bestallt huet, fir déi Zomm vun der Fleege- dengen do festzesetzen oder fir ze soen, datt e fleegebedierfteg wier?“

Ech sinn erakomm, dee fällt mer bal em den Hals a seet: „Mäi léiwe Mann, Dir hätt mech emol misse fréier héieren! Mir sinn aus dem Minette. Ech hunn am Café ëmmer gespilt.“ Du fänkt deen och nach u mat danzen a spielen. Du sot ech: „Jo, Monsieur, ech kann lech awer net do...“, dann hat deen aneren Dokter awer recht, hein.“ Do hunn ech natierlech och net méi brauchen hannescht ze fueren.

**(Hilarité)**

Also, mir muss ganz genau kucken, wou definiéiere mer eng Dépendance, well där Fäll gétt et och nach vill. A mir bréngen hinne klipp a kloer bäi, datt et och nach erlaabt ass - d'Madame Lorsché hat et gesot -, fir mengem Papp eng Taass Kaffi erauszeschédden, wann en e bëssen ziddert.

Well, wann et bis richtig lassgeet doheem mat der Fleeg, dat kann ech lech soen, da sidd Der och ënner Opsicht, da sidd Der an Ärem Haus net méi eleng, well ech wor bei der Fleeg vun enger Persoun doheem net méi eleng. Da stitt Der moies um hallwer siwen op, well da schellt et schonn un der Dier, a Punkt um esou vill Auer geet et op d'Toilette an dräi Minutten duerno gétt dat gemaach an hei gemaach. Also, dat ass net esou.

Kommt, mir loosse all déi Saachen, déi wierklech net Fleegefäll sinn, net Fleegefäll sinn! Duerfir soen ech, Cellule d'évaluation, mir schaffen zesummen. Mir si gäre bereet als Hausdokter, eisen Deel dozou bäizedroen.

Dann hat ech nach eppes, wou ech soen, mir muss méi Méiglechkeete ginn, datt déi Leit, déi do bei déi Patienten heemginn, e bëssen eng eegen Initiativ fannen. Ech soen lech elo emol e Beispill.

Also, wann Dir mir telefonéiert an Dir sot zu mir: „Ma ech weess net, ech si mam Knéi widdergestouss. Här Dokter, dierf ech mer Voltaren op de Knéi schmieren?“ Da soen ech: „Majo, dat ass déi richtig Creme, Repairil, Voltaren, schmiers de se drop.“ Ech kann da jo net garantéieren, datt deen net op der Plaz eng lokal Reaktioun vun der Creme mécht oder wat.

Mä hei schellt den Telefon: „Här Dokter, mir brauchen nach ee Rezept fir Creme, ee Rezept, fir dat dropzemaachen.“ Da soen ech: „Ma da reift hir d'Feescht emol gutt an!“ - „Dat dierf ech net eleng, dat dierf nëmmen d'Infirmière. D'Fleegepersoun dierf déi Creme net opdroen, dat muss eng diploméiert Infirmière sinn. Duerfir brauche mer erëm e Rezept.“ An esou schreift Der als Dokter an deenen Institutione Rezept vir moies bis owes fir eigentlech Prestatiounen, déi all normale Mënsch, deen net ofhängeg ass, sech selwer mécht: alt erëm Bürokratie! Do muss mer wierklech domat ophalen an da spuerer mer ganz, ganz vill.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Also viles muss a soll nach am Kader vun der Reform jo diskutéiert ginn, mä wéi gesot, eng Saach soll net diskutéiert ginn, an ech wëll et elo do net an d'Lächerlecht eranzeien, dat ass d'Qualitéit vun de Prestatiounen, well dorop kënn et wierklech un. A mir sollen och, an och déi, déi no eis kommen, wierklech kënnen op déi Servicer do zrëckgräifen an eng uerdentlech Leeschtung kréien.

Da muss ee sech awer och d'Fro stellen, wat fir eng Leeschtungen ënner wéi enger Form solle bei der Fleegeversécherung considéiert ginn, wéi Dir et richtig geschriwwen hat, Här Minister, do an deem Dëngen. Déi 2,5 Stonnen zum Beispill, solle mer déi och an der Institution verrechnen? Dat ass jo net Soins à domicile, dat ass Aide à domicile. Solle mer op d'Pauschal zrëckgräife bei bestëmmte Krankheeten, déi iwwert d'Fleegeversécherung och gedeckt ginn, Spina bifida an esou weider? Also blann

Leit an esou, wéi Der et geschriwwen hat. Dat ass wierklech nozedeken.

Ech géif mengen, ech wier och bei deene Fäll dergéint, einfach ze soen, elo kriss de esou vill, mä dat soll een och evaluéiere loosse.

Ech géif mer d'Fro stellen, ob et net méi gescheit wier, do eng richtig Evaluatioun ze maachen, déi mer neurosensorielle nennen, esou ab 70 Joer, oder bei engem Parkinson, a kucken: Wéi ass d'Evolution vun deem Patient? Wat muss mer elo virgesinn?

An dat ass och dat, wann de Modell kënn, fir et auszerechnen. Also ech gleewen... Ech sinn elo wierklech kee Spezialist am Ausrechnen, wat dat do kascht. Mä mir mussen awer wierklech bei esou engem Patient jo och virausgesinn, jee nodeems, wéi dee Parkinson evoluéiert. Wann dat een ass, dee schnell evoluéiert - dat seet den Neurolog lech -, da kënnen mer eis fir d'Zukunft och méi héich Prestatiounen virstellen, méi eng staark Dépendance wéi virun. Dat sinn alles Iwwerleungen, déi mer matenee muss maachen.

Dann hate mer dat och hei virgedroe kritt, datt am Milieu stationnaire een Drëttel ass, zwee Drëttel sinn doheem. Am Milieu stationnaire 67% Käschten, 38%, mengen ech, ass et doheem. Also mir muss versichen, esou laang wéi méiglech d'Leit natierlech an hirem Domicile ze behalen. An et ass onheemlech wichteg, déi Liewensqualitéit de Leit ze loosse, datt se an hirem bekannten Émfeld kënnen bliwen, an hirt Selbstwärtgefill soll net gestéiert ginn an esou laang wéi méiglech kënnen se doheem bliwen. Dergéint huet keen eppes, mä dat ëmmer ënner der Reflexioun: Wat kënn do als Émbau doheem, oder wat et dann alles ass, op eis zou?

Fir et ofhängeg Persounen ze erméiglechen, eben esou laang wéi méiglech dozebliwen, muss een... Et kann een doheem bliwen, et muss een awer och un déi denken - an d'DP mécht sech déi Gedanken natierlech och -, déi Leit, déi dann doheem hir Leit flegen. An ech mengen, déi Zäit muss een hinnen zougestoen. Et muss een dat nokucken. Vlächit: Wéi ass et mam Rentebäitrag? Dat gouf virun erwähnt. Dat solle mer wierklech duerchdiskutéieren. An eventuell dann awer och éierlech sinn, heiansdo dorop zrëckkommen, fir hinnen dat ze weisen, wat eis verschidden Organisationen, wéi Hëllef Doheem, Help an esou virun, hinnen ubidden, nämlech Formatiounscoursen, déi ganz wichteg kënnen sinn.

Ech kann lech soen, wann Der mat demente Leit ze dinn hutt, Dir kommt vun der Aarbecht owes heem, an déi Hëllef, déi da vlächit doheem ass, ass net méi do, an Dir hutt da mat enger dementer Persoun ze dinn, ech kann lech viraussoen, jee nodeems, wat fir e Charakter, wat fir eng perséinlech Struktur datt Der hutt, dat geet e puer Stonne gutt an da fänkt et awer richtig u schlëmm ze ginn. Wann dann och nach laang Nuechten derbäikomme mat jäizen an all Méigleche - ech weess, vu wat ech schwätzen, ech hunn dat laang Jore matgemaach -, dat ass net einfach, souguer wann een aus der Profession kënn!

Duerfir wëll ech do ofschléissen a soen, do gesi mer emol, wat fir eng Aarbecht datt dat Personal leescht. Wat fir eng Aarbecht och an den Institutionen datt d'Personal leescht. Wou ech se heiansdo bewonneren, datt et esou ass. A mir heibanne solle wëssen, datt déi dat mat Léift, mat Zouneigung maachen.

Ech hunn nach an Erënnung eng Madame zu Clief am Altersheem, zéng Joer war se do, bal zéng Joer a komplett duerjerneen. Total duerjerneen, demente, déi wouss net méi, wien hire Jong wier, absolut näischt méi. An deen Dag, dee koom mat 88 Joer, 89 dunn, wéi d'Madame dout war, du sinn ech dohinnergang den Doudeschäin schreiwen. Du stoung ënnen am Gank ewell hir Foto an eng Käerz.

A wéi ech op d'Zëmmer bei se koom, Dir gleeft et net, du stoung den zwou Infirmière ze kräuschen. Dat muss een hei emol soen! Also dat ass wierklech, och esou Leit kënnen engem esou un d'Häerz wuessen! Dunn hu si gesot: „Eist Marieche war awer esou gutt!“ An déi hunn, dat war ee Sonndenowend, ech vergiesen en ni, déi haten och nach aner Saachen ze dinn - vlächit, déi hätte jo einfach kënnen soen, mir doe se un an da féiere mer se an d'Morgue, dann ass et gutt -, déi hu gekrasch, wéi se hirt Marieche verluer haten.

Dat nëmme fir ze soen! Well mir si jo all gesond oder mir hunn, ech mengen alt emol, also, datt mer soen, dat do, dat geschitt der ni. Neen, da brauchs de och Leit, déi dech betrienen. A mir sollen och d'Gewëssheet hunn, datt eis Strukturen esou gutt sinn, an duerfir solle mer dat

Finanziell, jo, wéi gesot, mir solle gutt iwwerleeën, normal Saachen erfannen a maachen, a kee Blödsinn. Well mir brauchen déi Leit do! An déi Leit solle mer anstänneg astellen, déi brauchen eng gutt Formatioun, mir solle se anstänneg bezuelen, do ass keen Zweifel drun. Also, mir hoffen, datt mer, mir an déi, déi no eis kommen, an esou Strukturen och nach professionell betreit ginn.

Ech wollt dann nach just schwätzen, mä datt hunn ech ewell gemaach, iwwert déi sougenannten „Activités de soutien“ - do koumen och ewell déi Spriecher vir drun drop zréck -, wou mer einfach misste kucken. Do hat ech gesot, „l'offre crée la demande“. Mir sollen do och mat Verstand virgoen. Vlächicht eng Kéier eng Réunioun mat deenen Institutione maachen a soen, kommt, och kucken, wat net muss sinn, l'utile et le nécessaire, dat ass wierklech... Dat soll een och net an d'Lächerlecht zéien, well et ass och gutt, wa Leit, déi eleng doheem wunnen, där gëtt et och nach, et ginn och Leit betreit vun deene Strukturen oder vun der Fleegeversécherung, déi kee Mënsch doheem hunn.

Also ech hat ee Fall, do louch d'Fra doheem am Bett, am Klinikbett, mat engem Hireschlag säit véier Joer, an de Mann, dee konnt bal net méi goen, dee konnt, ech weess net, en huet, fir zéng Meter ze goen, eng hallef Stonn gebraucht, déi si bis zu hirem Doud doheem betreit ginn, hate keng Famill an näischt. Dat hunn déi Strukture gemaach. Stolz kann een nach dorop sinn, dat muss ech wierklech soen. Dat huet geklappt. An esou eppes ass natierlech ze ënnerstëtzen.

Mä awer aner Saachen, do muss een ebe kucken, wéi wäit gi mer do. A mir froe vlächicht emol am beschten an deenen Haiser no, déi dat jo ubidden, firwat datt dat esou deier gëtt. Oder ass dat d'Personal? Ech weess et net.

D'Demokratesch Partei wëllt dann awer och an Zukunft vlächicht méi integratives, jo, Wohnen, wéi een dat nennt, fir d'Senioren. Et muss méi Projete fir Senioren, vlächicht déi sougenannten „Wohngemeinschaften“, déi et jo och am Ausland gëtt, „betreutes Wohnen“, déi ee mat de Gemenge kéint ugoen, wouriwwer mer kéinten diskutieren. Ech hunn et elo grad ewell hei héieren, wou d'Leit dann awer trotzdeem an hirem geregelte Liewe länger kënnen doheem bliewen.

Fir dat optimal ze organisieren, sollten esou alternativ Wunnforme fir Senioren direkt vlächicht, och wann ee gréisser Wunnensprojete mécht, mat ageplangt ginn, wou se dann och méi no - ech mengen, dat war jo och ewell vun der Ministerin gesot ginn -, wou ee méi no do an déi Doktersbetreuung a Butteker, oder wat et ass, kënn.

D'Wird vum Mënsch an esou vill Onofhängegkeet wéi nëmme méiglech sti fir eis natierlech kloer am Mëttelpunkt. An deem Sënn muss ee sech och der Problematik vun de steigende Fäll vu Patiente mat Demenz bewusst sinn. A wann ech net falschleien an deem, wat ech déi lescht Zäit um Fernseh gesinn hunn an an Noriichte krut an an der Fachliteratur, kënn do nach e schéine Batz op eis duer.

Wéi gesot...

#### (Interruption)

Jo. Et muss duerfir och bei deene Strukturen, déi mer maachen, och bei deenen anere Strukturen, e bëssen opgepasst ginn, datt mer deen, dee wierklech nach mam Auto an d'Altersheim kënn, an dat gëtt et och, datt mer dee vlächicht, den demente Patient, wou déi doheem komplett verzweifelt sinn, fir en ze betreiën, datt mer do kucken, datt mer fir deen en Ennerdaach hunn an enger Fachklinik oder ebe wou Leit gewinnt sinn, domat ëmzagoen.

Am Allgemenge muss an Zukunft méi cibléiert a méi effikass an eise Gesondheetssystem investiert ginn, fir weiderhin eng héich Qualitéit vun de Prestatiounen kënnen ze garantieren, ouni onbedéngt mussen déi Prestatiounen ze degradieren oder d'Cotisationsen natierlech ze erhéien. Duerfir muss ee vlächicht och dee Katalog vun de Prestatiounen, et ass vir drun och gesot ginn, ënnert d'Lupp huelen a kucke vun der Assurance dépendance, kucken, wat mer do kënn verbessern.

Dat Zweet hat ech ewell gesot. D'Kontroll vun de geleechte Prestatiounen duerch d'Cellule d'évaluation, mam Dokter zesummen, dat betounen ech ëmmer, dat ass wichteg, oder weinstens deen Dokter, dee vir drun dee Kranke gesinn huet.

An den Degré de dépendance vun der betraffener Persoun nei ze evaluieren. Do ass et hei-

andsdo, menger Meenung no, net néideg, datt d'Cellule d'évaluation sech dohinner déplaçiert, well se do kann e risige Bericht kréie vun dem Fleegepersonal, awer och sech mam Dokter kann a Verbindung setzen.

Bei all de Mesuren, déi eventuell während enger Reform geholl ginn, muss een och drop oppassen, datt ee bei den Ausgabe vum Stat elo net dat mécht, datt ee se just déplaçiert iergendwou hin, ouni se wierklech ze reduzéieren. Et gëllt also dat richteg Gleichgewicht bei enger besserer Verdeelung vun de Prestatiounen mat sozialem Gespiz ze fannen.

Mir brauche méi Effizienz, manner Bürokratie, Här Minister. Mir ënnerstëtzen lech alleguerten heibannen doran. Do muss mer duerchgräfen! Ech betounen et nach eng Kéier, hoffentlech erliwien ech et nach, mä et wier wonnerwonnenschéin.

E flexibele System, dee sech den ënnerschiddelechste Situatiounen upasst. Jo, esou stellt eis Partei sech op alle Fall eng gutt Reform vun der Fleegeversécherung vir. Et ass eng Erausforderung fir eist Land, mä et soll awer och eng Zukunft sinn. An de Gesondheetssystem ass nun eemol e System - wéi soll ech soen? -, do kanns de net mat Stoppauer schaffen, du kanns net op Kommando iergendee fleggen, dat geet net esou. Bei deem enge sinn d'Prestatiounen méi héich néideg wéi bei deem aneren. A gleeff mer et, mir...

#### (Interruption)

Ech weess net, wéi mer et léisen. Do muss een d'Spezialiste froen, déi dat maachen. Ob een do e Block mécht, wou ee seet, dee Patient evoluéiert dohin, da muss mer dat an dat zur Verfügung stellen. Mä op alle Fall kann ech lech soen, mir mussen en anere System fanne wéi deen, dee mer hunn. Well op Kommando geet an deem System, an der Fleegeversécherung sécher näischt!

A wann dat Meedchen oder moies kënn, wou ech gewisen hunn, wou hei opgeschriwwen ass, zwou Minutte 50, fir d'Zänn ze wäschen, da kann deen Dag eppes ganz Grujelech sinn. Nämlech kënn et dohinner, a plötzlech muss d'Madame dréngend an d'Spidol, datt se déi ganz Nuecht schlécht war, datt se sech iwwerginn hat, datt se Duerchfall hat. Also, sou datt déi Fleegezäit, déi déi Persoun gerechent kritt, wou déi aner mat der Stoppauer hannendruerleef - dat ass tatsächlech wouer! -, datt dat net opgeet. An dat muss mer verhënnern! Also, ech wëll net vun enger Stoppauer gefleegt ginn, mä vu Leit wierklech, déi sech Zäit huelen, déi Zäit hu fir de Patient, an da geet näischt schif.

Ech soen lech, Här Minister, bei deem, wat ech bis elo héieren hunn hei um Pult, steet lech do näischt am Wee. An och an eise Kommissiounen, déi mer wäerten hunn, mengen ech, sinn d'Partei sech all eens, datt eppes muss geschéien. An ech mengen, ech brauch dem Här President déi dote Lëscht net ze ginn, hie kennt se in- an auswendeg. An hie wëllt sécher och, datt sech eppes do beweegt.

► **M. le Président.** - Ech kenne se.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Hie kennt se besch-

Sou, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass ëmmer flott, datt mer hei an der Chamber och Leit hunn, déi kënnen direkt aus der Praxis erklären. Et ass dat, wat eis a villen Diskussiounen feelt, datt mer méi diskutieren iwwert dat, wat mer héieren. Mä et ass duerfir och flott, wa mer emol Leit hunn, déi aus deenen eenzelne Branchen direkt kommen, an eis da kënnen erklären, wéi et um Terrain ausgesäit a mat praktesche Beispiller dat och ënnermaeren.

Ech mengen, mat dem Gesetz, wat mer viru 15 Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn - et sinn der nach eng Partie heibannen, zwar net méi vill, déi viru 15 Joer derbäi waren, et wieselt relativ séier heibannen -, hu mer e Meilesteen an der Lëtzebuurger Sozialgesetzgebung gesat.

Wa mer zréckkucken, uganks vum leschte Jorhonnert hu mer déi éischt Sozialversécherung gemaach. Dat waren d'Pensionskeesen, et waren d'Krankekeesen. Du koumen d'Unfallversécherungen. Mä hei, mat der Fleegeversécherung, si mer op zwee Punkten, géif ech soen, e wesentlech neie Schrack gaangen, wéi mer déi agefouert hunn.

Mir haten, wäit d'Krankekeesen ubelaangt, am Ufank verschidde Krankekeesen. Et ware be- triblech Krankekeesen, et waren der fir d'Aar-

bechter, et waren der fir d'Beamten, et waren der fir de Privatsektor, et waren der fir den öffentliche Sektor, et waren der fir d'Indépendanten, et waren der fir d'Bauern an d'Wënzer an esou virun. A mat der Zäit hu mer lues a lues versicht, déi Krankekeesen alleguer ze harmoniséieren. Haut hu mer nach fir de Privatsektor eng Krankekeess a mir hunn nach fir den öffentliche Sektor hir Krankekeess. Mä alleguer hu si déiselwecht Cotisationsen, déiselwecht Leeschtungen, a se leien ënnert der Risikogemeinschaft.

En ähnleche Fall hu mer bei de Pensionskeesen, wou mer och verschidde Pensionskeesen haten a wou mer haut och am Privatsektor all d'Pensionskeesen zesummegegess hunn a wou mer nach just am öffentliche Sektor en anere Regime hunn. Mä och zënter dem 1. Januar 1999 sinn all nei Fonctionnaire beim Stat ënnert deemselwechte Pensionsregime wéi en am Privatsektor ass. Mir hunn also do e grouse Wee gemaach.

A wann ech gesot hunn, datt mer mat der Fleegeversécherung zwou Neierungen agefouert hunn, dann ass déi éischt déi, datt mer nëmmen direkt méi eng Fleegeversécherung gemaach hunn, an zwar fir d'ganz Land. Mir hu keng Differenze méi gemaach tëschent Aarbechter oder Beamten, wéi et déi Zäit war, oder Salarieen a Patronen, Indépendants, Privatsektor oder öffentliche Sektor. Neen, mir hunn eng Fleegeversécherung direkt gemaach fir d'ganz Land!

An déi zweet Neierung, déi mer gemaach hunn, datt ass um Niveau vun de Cotisationsen, datt mer d'Cotisationsen net plafonnéiert hunn, wéi mer se bei de Krankekeesen oder Pensionskeesen hunn, mä datt mer am Fong no uewen opgelooos hunn an all steierflächte Revenuen där Cotisioun ënnerworf hunn.

Dat war deemools net einfach, fir dee Schrack ze maachen. An et war am Fong opgrond vun engem Amendement an der deemoleger Sozialkommissioun, wou mer parteiwwergräifend - ech erënnere mech drun, et war de Lucien Lux, et war den Niki Bettendorf, et war de Jean Regenwetter, et war de Marcel Glesener, et war och ee vun deene Gréngen an ech war vun eis -, mir waren eis parteiwwergräifend eens: Kommt, mir maachen en Amendement a mir setzen an d'Gesetz an, datt déi Cotisioun op alle besteierbare Revenuen erhuewe gëtt! Dat war also e grouse Solidaritéitsakt, dee verwonnerlecherweis ouni gréisser Diskussiounen am Land konnt agefouert ginn.

An ech mengen, dee Solidaritéitsakt, dee muss een och mat... Et ass de Mëtteg hei schonn e puermol ugeschnidde ginn, wann ee vu Participatiounen géif vu Leit schwätzen, da schwätze mer vu soziale Kritären. Wa mer soen, Leit, déi e kleng Revenu hunn, eng kleng Pension hunn, däerfen net esou, oder weindeg oder guer net participieren, an anerer méi.

Ech mengen, et muss een awer kucken, datt mer hei déi Leit - ech si jo elo net bekannt, datt ech ee vun deene sinn, déi fir déi ganz Räich hei am Land antrieden -, mä et muss een awer hei mat a Rechnung zéien, datt déi vill méi Cotisioun bezuelen, wéi dat an deenen anere Sozialversécherungen de Fall ass. An duerfir, mengen ech, misst een och déi Iwwerleung - duerfir wollt ech se ernimmen - hei mat an de Kontext eranzéien, wann ee wëllt iwwer Participatiounen schwätzen. Wat ech allerdéngs politesch an och realistesch als e schwaache Wee géif gesinn!

Ech mengen, déi Fleegeversécherung, déi ass, quitte datt mer mussen eng Rei vu Reforme maachen an Upassungen, ass déi Fleegeversécherung awer wierklech eng gutt Versécherung. A mir kënnen houfreg drop sinn, datt mer se hunn. A wa mer dann och gesinn an den Émfroen, déi gemaach gi sinn, 2006 waren 89% vun de Bénéficiaire vun der Fleegeversécherung zefridde mat der Leeschtung. An dee Prozentsaz ass 2009 souguer op 95% eropgaangen!

Déi Zuele beweisen, datt mer duerfir keng integral oder grondleeënd Reform brauchen ze maachen, well de Gros vun de Leit ass zefridden. An duerfir, mengen ech, muss mer ebe méi punktuell virgoen, wéi ze mengen, et misst een d'Rad komplett nei erfannen.

Ier ech op e puermol méi spezifesch Punkten aginn, wëll ech eng prinzipiell Remarque maache vun eiser Säit. Ech mengen, et éiert eis als Land, a besonnesch als e räicht Land, wa mer alles maachen, wat mer kënnen, fir de fleegebedierftege Mënschen, handicapierte Mënschen e mënschewierdegt Liewen, esou wäit wéi dat méiglech ass, ze erméiglechen. Jiddweree vun eis ka muer dovu betraff sinn. Jiddweree huet der a sengem Frëndes- a Bekantekrees, déi dovu betraff sinn. Mir wëssen, datt eng gutt, eng intensiv Fleg Geld kascht, vill Geld kascht. Mä mir mussen, eiser Meenung no, bereet sinn, dat Geld opzebréngen, fir kënnen déi Fleg och mënschewierdegt ze maachen.

Mir heien als Stat an als Gesellschaft an eise Liewen onwahrscheinlech vill Geld onnëtz zur Fëster eraus. Ech soen awer, all Euro, dee mer an d'Fleg investieren, ass e gutt investierten Euro. An duerfir därefer mer net op deem Niveau spueren. D'Zuele weisen eis, wéi séier d'Zuel vun de Leit, déi Fleg brauchen hei am Land, an d'Luucht gaang ass. Se si schonn e puermol de Mëtteg genannt ginn. Mir hu mat e puermol Dausend ugefaangen. Mir leien haut bei iwwer 13.000, an et wäert an den nächste Joren nach weidergoen.

D'Zuel vun de Leit, déi am Sektor schaffen, ass haut och immens héich gaangen, an ech géif mengen, datt am Kader vun der Fleegeversécherung an deene leschten zéng Joer déi meeschten Aarbechtsplazen hei am Land geschaf gi sinn. Dës Leit, an de Kolleeg Edy Mertens huet et elo grad gesot hei, déi maachen eng éierevoll, awer eng schweier Aarbecht. An do kommen dacks Relatiounen och mat deene Leit iwwer Joren a Méint zoustanen, déi dacks an der Famill net esou enk zesumme sinn, wéi se tëschent deene Leit an hirem Fleegepersonal sinn.

Duerfir soe mir als ADR prinzipiell: Ier mer iwwer Verännerungen am Fleegeberäich schwätzen, muss mer eis alleguerten eens sinn - an ech mengen, dat war och haut de Mëtteg an der Diskussioun hei de Leitmotiv -, et däreft net un der Qualitéit gespuert ginn, an et däreft net op d'Käschte vun deene Leit goen, déi an deem Sektor schaffen. Do ware mer eis de Mëtteg hei eens, an ech mengen, dat éiert och dëst Haus, datt mer ëmmer an der Vergaangenheet dorobber opgepasst hunn, datt dat muss zielen. Datt mer mussen iwwer all déi aner Punkte schwätzen, ass selbstverständlech.

E Wuert zu de Finanzen. Am Dokument, wat mer vum Ministère zur Verfügung gestallt kritt hu fir déi Debatt haut de Mëtteg, steet ënner anerem drageschriwwen, datt dank der Augmentatioun vun der staatlecher Participatioun an deene leschte Joren op 35% an du 40% den Defizit pro Joer konnt reduzéiert ginn. Et muss een awer wëssen, an ech mengen, datt misst een och fairerweis hei soen, datt mer 2006, opgrond vun Tripartites-Verhandlungen, dee Prozentsaz erofgesat hunn an e Montant fixe an d'Gesetz geschriwwen hu vun 140 Milliounen.

Ech hunn deemools, dat kënn Der noliesen, hei an der Chamber gesot: Wa mer d'staatelecher Participatioun erofsetzen op e Montant fixe bei permanenter a konstanter Progressioun vun den Dépensen, da gëtt iwwert deen dote Wee automatesch muer den Defizit virgeschriwwen. An et ass dat d'Resultat, wat mer haut hei hunn.

A wann de Stat elo erëm op 85 an elo op 40% eropgaang ass, a mir sinn elo erëm, op d'Joer gekuckt, eenergermoossen am Équiliber, da beweist dat, datt déi Defiziter, déi mer an deene Jore vir drun gemaach hunn, wann de Stat seng Participatioun bäibehalen hätt, déi deemools aus Krisenargumenter agefouert ginn ass, hätte mer déi Defiziter net gemaach an d'Reserve wieren haut émsou méi héich.

Et wier och interessant, ze wëssen, wéi vill de Stat am Fong gespuert huet doduerch, datt e säi Plafonnement agefouert huet. An op där anerer Säit, wann ee seet, wat der Fleegeversécherung verluer gaangen ass duerch déi Moosnam. Eisen Informatiounen no läit dat wäit iwwer 100.000 Euro, wat der Fleegeversécherung doduerch verluer gaange wier.

Dat géif näischt um annuelle Budget änneren, mä mir hätten awer méi eng grouse Reserv an et géif eis duerfir och net drun hënneren, datt mer misste kucke mëttel- a langfristeg, datt mer de järeleche Budget awer an den Équiliber misste bréngen.

De Minister huet an deem Dokument eelef Punkten opgeworf. Ech kann an där Zäit, wou ech hunn, net op déi eelef Punkten agoen, mä ech wëll prinzipiell soen, et däreft keen Tabu-thema ginn. Déi eelef Punkten, déi opgeworf sinn, déi eelef Punkte sinn alleguer derwärt, datt driwwer diskutiert gëtt.

Et ass natierlech esou, an ech hunn et vir drun gesot vis-à-vis vum Kolleeg Edy Mertens, datt mir als Politiker jo net all Hannergrondinformatiounen hunn. Een, deen aus dem Terrain kënn, weess méi wéi mir. An duerfir ass et och net oninteressant, wann esou e Questionnaire un déi Concernéiert geet, sief dat un d'Prestataire, sief dat un d'Personal, sief et un d'Patientevertriidung, déi alleguer dermat ze dinn hunn, fir datt déi och hir Meenung ginn.

An ech ginn och dovun aus, datt de Minister dat mécht, ier e spéiderhin dann hiegeet an en Dokument erschafft. Et soll ee mat deene concernierte Leit schwätzen. An ech mengen, da kann och déi zoustänneg Chamberskommissioun eng Diskussioun féieren, wann do géifen d'Meenunge wäit auseregoen an d'Politik dann ebe muss Décisionen huelen.

Ee vun de Punkten ass wichteg, datt mer eiser Jugend soen, datt et derwärt ass, fir hir For-





mation an déi dote Richtung ze drainéieren. Si hunn eis gesot, datt déi Zuel haut eng héich ginn ass. Ech mengen, mir leie bei bal 8.000 Leit, déi an deem Secteur beschäftegt sinn. An all déi Leit, déi déi Formatioun hunn, kréien eng Aarbechtsplaz! Et ass also och eng gewësse Sécherheet, déi mer deene kënnen ginn. A mir sinn haut frou, datt mer vill Grenzgänger hunn, déi an dee Secteur do schaffe kommen, well mer net genuch eege Leit hei am Land hunn, déi do ausgebild ginn.

Mat de Problemer, déi och schonn de Mëtten hei ugeschidde gi sinn, wéi zum Beispill mat dem Sproochproblem, wou et virun allem an deem dote Secteur wichteg ass, datt déi Leit, déi déi Leit betrieuen, och eng Sprooch schwätzen - an an deem Fall ass et meeschtens Lëtzebuergesch -, déi déi Leit schwätzen a kënnen verstoen. An duerfir ass et wichteg, an ech mengen, dat gëtt och vun deene Strukture gemaach, wa se Leit astellen, déi net eis Sprooch kënnen, da kréie se en Délai gesat, ech mengen, et sinn zwee Joer, an deem se eigentlech eiser Sprooch musse mächtg sinn, fir ebe kënnen mat deene Leit do ämzegoen.

Een anere Punkt, iwwert deen doudséch muss diskutéiert ginn, dat ass wa mer kucken d'Progressioun vun de Käschten, déi mer an de Strukturen hunn. 67% si stationär. Also vun den, neen, d'Explosioun vun de Käschten ass an dem Stationären a fénnef Joer ëm 67% an d'Luucht gaangen a bei der Fleeg doheem ëm 38%. Et ass schwéier, fir hei dann als Politiker ze soen, datt ass ze vill. Et weess een net, wat derhannert stécht.

Déi 67% kënnen duerchaus berechtigt sinn. Mä dat entzitt sech eise Kenntniss, duerfir brauche mer do méi Informatiounen. Mä reng wann een d'Entwécklung kuckt a seet: Firwat ginn déi eng 67% méi deier a fénnef Joer, déi aner 38%?, werft et eng Rei vu Froen op, déi mer dann och mussen diskutéieren.

Datselwecht hu mer bei dem Soutien vun de Groupes non spécialisés, dat ass och schonn de Mëtten ugeschidde ginn, wou mer och eng Käschtenexplosioun hunn, wou sécherlech och eng sennvoll Aarbecht gemaach gëtt, mä wou mer mussen hannerfroen an eventuell nei Strukturen a Méiglechkeete schafen, fir et a guerdnet Bunnan ze kréien.

D'Verwaltungskäschten, och do muss ee kucken. Mir hu jo verschidden Haiser, déi mer maachen. Et kann een also schonn téschent den Haiser Vergläicher zéien.

An da virun allem dat, wat de Kolleg Edy Mertens elo grad hei gesot huet, dat ass d'Bürokratie um Terrain. Et ass an deem Zesammenhang, wou mer och schwätze vun Enveloppen. Et ass eng gewësse Kontradiktioun dran. Wa mer haut higinn a mer soen: Ma d'Zäit setzt sech zesammen opgrond vun der Cellule d'évaluation, déi seet, ma déi Persoun muss dëst gemaach kréien, muss dat gemaach kréien, muss dat, do ass definéiert, wat muss gemaach ginn, a se leet och d'Zäit derfir zesammen. Da kritt een eng global Zäit eraus.

Déi aner Säit ass, datt ee géif higoen a soen: Mir definéieren et net méi am Detail, mä mir leeën d'Zäit am Ganzen zesammen. Do ass d'Kontradiktioun awer dran. Wann ee seet, dat muss gemaach ginn, da muss et jo och gemaach ginn an da kascht et och déi Zäit. An duerfir, wann ee wëllt eng Flexibilitéit erabréngen, muss een awer oppassen, datt een duerch déi Flexibilitéit doduerch, datt een eng global Zäit zur Verfügung stellt, datt awer all Soinen, déi gemengt gi vu de Professionellen, datt déi misste gemaach ginn, da mussen awer och gemaach ginn.

D'Aidants informels, nach kuerz. Do sinn ech der Meinung, d'Taina Bofferding an och d'Josée Lorsché hunn dat am Detail gemaach, och do muss mer eng Léisung kréien, fir datt mer do méi eng Kontroll kréien an datt de Sënn vun deem, wat deemools gemengt war, datt dat och an der Realitéit elo kann ëmgesat ginn. Och do sinn ech der Meinung, datt mer wäerten eng Léisung fannen.

D'Adaptatioun vun de Logementer, do, mengen ech, misst de Ministère vum Logement mat erukommen. Dat geet net nëmmen, datt mer soen, wann d'Leit an e gewëssenen Alter kommen a se gi fleegebedierfteg, da muss mer kënnen d'Haiser ëmbauen, mä et ass e generell Emdenken. An do sinn och d'Gemenge mat verflucht, datt se an hire Bautereglementer eng Rei vun Obstaclen ofschaffen eben doduerch, datt se se virschreien. Ech wëllt just soen, d'Gemeng Fréiseng huet zum Beispill festgeluecht, datt all Geschäftshaiser musse rollstullgerecht aménagéiert ginn, déi nei Autorisatiounen kréien. All Appartementshaiser musse rollstullgerecht adaptéiert ginn. All déi Saache sinn iwwert d'Gemengereglement direkt virgeschriwwen ginn.

Wat een net virgeschriwwen kritt, dat ass bei de Privathaiser. An ech ka mech erënnere virun 30,

40 Joer, wéi mir gebaut hunn, du war et Usus, datt een téschent dem Gank an dem Living och nach en Träpplek gemaach huet. An téschent dem Living an der Salle à manger nach eng Kéier en Träpplek gemaach huet. Dat ass flott, wann ee jonk ass. Mä wann ee spéiderhin al gëtt, dann hënnert all Träpplek. An och do mengen ech sollt een... Mä dat sinn d'Architekten, déi kucken net esou grad a prioritär duerno, déi kucken éischer aner Prioritéiten. Mä all déi Obstaclen, déi ee sech esou am Liewen opbaut, déi kënnen eng Kéier engem zum Nodeel gerechen.

Här President, ech héieren d'Bimmelche lues hannere mer goen,...

### (Hilarité)

...Dir hutt dat ganz léif gemaach. Ech géif duerfir zum Schluss kommen, andeem datt ech soen, eist Zil muss sinn, eng besser Qualitéit fir déi fleegebedierfteg Leit ze maachen a besser Aarbechtskonditiounen nach fir déi Leit, déi an deem schwéiere Secteur schaffen. A wa mer et dann och nach fäerdgebréngen, esou eng Reform ze maachen a gläichzäitg och nach Gelder anzespieren, da kënnen mer alleguer houfreg dorop sinn.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. D'Wuert huet den Här Urbany fir déi Lénk.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci fir d'Wuert. Et ass wichteg, mengen ech, dass déi Debatt hei iwwert d'Stellung vun der Fleegeversicherung an der Gesellschaft stattfënt. Ech fanne just, dass ee se net falsch därfer féieren. Mir wëllen déi Debatt hei féiere virun allem no zwee Gesiichtspunkten. Deen éischen, dat sinn d'Bedierfnisse. Deen zweete Gesiichtspunkt, dat sinn déi reell Méiglechkeeten, fir d'Fleeg ze finanzéieren an enger Gesellschaft, déi awer ëmmerhin eng räch Gesellschaft ass.

Zur Fro also vun de Bedierfnisse. Et ass kloer, dass eng allgemeng Verlängerung vun Liewen, a mer gi jo hei an där Debatt dovunner aus, nei Bedierfnisse an nei Erwaardungen ervirriff. Iwwregens net nëmmen no enger besserer Fleeg, mä och no méi Autonomie am Alter, no méi Bedeelegung an der Gesellschaft, no Weiterbildung a Kultur, awer och no medezinescher Preventioun an engem gesonde Liewen. Wat d'Bedingungen am Alter besser ginn, wat och d'Fleegeversicherung méi kann entlaascht ginn, natierlech awer net ganz ersat ginn.

Dat verlaangt e besseren Asaz vun de gesellschaftleche Mëttele virun der Fleegeversicherung. Dat heescht fir eis, dat ganz Liewen duerch eng anstänneg Bildung, eng anstänneg Aarbecht an eng Pai, fir e selbstbestëmmt Liewe kënnen ze féieren, an eng Rent, déi am Alter net zur Aarmut féiert. Awer och éffentlech Déngschter, déi e gläichen Zougang zu wichtige Déngschtleeschungen erlaben, an eng sozial Sécherheet, déi aus de Bäitrag vun der Aarbecht finanziert a kollektiv verwalt gëtt an domat d'Autonomie vun den Assurée garantéiert.

Trotzdeem, menge mer, bleift d'Fleegeversicherung a ville Fäll eng noutwendeg sozial Déngschtleeschung, déi een net nëmme muss erhalen, mä déi och muss ausgebaut ginn. D'Fleegeversicherung, dat ass heiansdo net esou bewosst, gräift net a bei engem normalen Altersprozess, mä nëmme bei Krankheit oder bei Handicap. D'Kärgbit vum der Fleegeversicherung ass d'Hëllef bei den Actes essentiels de la vie, Hygien, lessen, Mobilitéit. Déi Hëllef do fänkt awer eréischt un, laut Gesetz, wann dräi an eng halfe Stonne Fleeg an der Woch noutwendeg sinn, net virdrun, net bei enger Stonn oder zwou oder dräi Stonne Fleeg.

D'Fleeghëllef gëtt och eréischt accordéiert, wann et sech ëm en dauerhafte Fleegfall handelt vun enger Dauer vun op d'mannst sechs Méint. D'Copas, dat heescht d'Associatioun vun de Leeschtungsbedierfteg am Fleegesector, huet d'Bedeitung vun der Preventioun bei der Fleeg ervirgestrach. Et ass och an e puer Riede virdrun nach eng Kéier dorobber higewise ginn.

D'Copas fuerdert fréi Berodungen a fréi Hëllef zur Selbsthëllef, entweder individuell oder a Gruppen, also schonn, ier déi richtig Fleeg ufänkt. An duerfir misst een och, ofgesinn der-vun, deen enneschte Seuil vun der Fleegeversicherung hei als Virbedingung, fir esou Coursen oder fir esou Berodunge gëllen ze loosser. Dat schéngt eis e ganz rasonabele Virschlag ze sinn, dee mer ënnerstëtzen.

Mir mengen och, dass an Institutiounen sollen esou Hëllef ugebuede ginn, déi en Zréckgräifen op Fleeg vu Bausse vermeiden oder retardéieren. Et soll duerfir och an den Institutiounen méi Personal ageballt ginn an déi Richtung, méi qualifizéiert Personal, wéi zum Beispill Edu-

cateuren. Och dat gëtt gefuerdert an dat gëtt vun eis ënnerstëtzt.

Mir fannen et duerfir och net gutt, wann d'IGSS, d'Inspektioun vun der Sécurité sociale, an hire Konklusioone vum Rapport vun 2013, deen am Iwwrege vu Spuerpropositiounen nëmmen esou strotzt, Leeschtungen an den Institutiounen wëllt a Fro stellen an an där Hirsicht den Ubidder wëllt Eegeninteressen ënnerstellen, wa se vu Preventioun schwätzen a wa se méi Preventioun fuerderen.

Et muss ee kloer gesinn, dass d'Fleeg, an dat ass vun der Politik esou gewollt, wäitgehend privat fonctionnéiert. Dat ass 1998 esou festgehale ginn, wäitgehend iwwregens nom däitsche Modell. Mir mengen duerfir, dass d'Regierung haut soll mat deem Fleegesector do, wéi en elo besteet, verhandelen a soll verhandelen iwwer Verbesserung vum de Leeschtungen an net iwwer Verschlechterung vum de Leeschtungen. Well Verbesserung sinn noutwendeg op ville Pläng.

Ech hu geschwat vun der Preventioun, déi muss ausgebaut ginn. Leeschtungsverbesserung sinn och zum Beispill néideg bei der Definitioun vun der Fleegebedierftegkeet a bei der Festleegung vun de Leeschtungen. Et ass geschwat ginn hei iwwer Pauschalen, dass een dat méi soll no Pauschale festleeën, an dass dann um Terrain soll gekuckt ginn, wéi déi Leeschtungen dann am Einzelnen ausgesinn. Dat ka vläicht a gewëssene Fäll eng Verbesserung bréngen. Et därfer awer eiser Meinung no ni zur Reduzéierung vun de Leeschtunge féieren an et muss och eng wirklech Kontroll stattfannen, dass d'Leit dann och um Terrain déi Leeschtunge kréien, déi noutwendeg sinn.

Mir menge generell, dass d'Fleeg soll individuell a mënschlech ausgerichtet sinn an net nom Chronometer, wéi elo grad virdu bei engem vu menge Virriedner op eng anschaulich Aart a Weis virdemonstréiert ginn ass, zu wat fir absurde Konsequenzen dat féiert.

Mir mengen och net, dass, wéi am IGSS-Rapport steet, do misst komplizéiert technesch, automatesch Kritären ugewannt ginn, fir objektiv feststellen, wéini dass eng Fleegebedierftegkeet do ass oder net. Dat soll och nach ëmmer gekuckt ginn individuell an et soll d'Personer gekuckt ginn an et soll net en Automatismus, e Spuerautomatismus agefouert gi bei der Fleegeversicherung.

Duerfir kënnen mer och déi Fro konkret beäntwerten, déi des Weideren am Froebou vun der Regierung gestallt ginn ass. Mir wëllen net, dass d'Bedingungen an d'Niveaue vun der Prise en charge solle moduléiert ginn. Wat och ëmmer dat heescht! Mir wëllen op jidde Fall net, dass Fleegestufen agefouert ginn, wéi mer se kennen aus Däitschland. Ech wëll drun erënnere, dass dat och 1998 bei der Aféierung vun der Fleegeversicherung zu Lëtzebuerg ee Moment envisagéiert gi war an dass erëm dorobber verzicht ginn ass, zu Recht drop verzicht ginn ass.

Mir wëllen och net, dass Käschtebedeelegunge bei de Leeschtunge kommen. An déi Fro ass jo däitlech gestallt ginn an deem Froebou. Ech wëll se och gradsou däitlech beäntwerten: Mir si géint eng Festleegung vun Eegebedeelegungen un de Prestatiounen. Och bei den technesch Hëllefsmëttele. Och wann ee vu menge Virriedner aus senger medezinescher Erfahrung hei plastesch Beispiller geliwert huet, mengen ech, an deenen allermeeschte Fäll sinn déi technesch Hëllefleeschungen, déi d'Assurance dépendance ka garantéieren, berechtigt. Mir wëllen och net, dass et zu engem Leeschtungsobbau bei deenen technesch Hëllefle kënn oder och souguer bei den Annerunge vu Wunnengen, wann et noutwendeg ass, fir sech op en Handicap anzustellen, dass do soll gespuert ginn.

Niewent den Aides-soignants an den Aides socio-familiales, déi jo speziell ausgebild ginn, menge mer och, dass muss genuch Infirmieren an de Strukture sinn, fir och ze garantéieren, dass déi paramedezinesch Gesten, déi do wichteg sinn an eng grouss Bedeitung hunn, och kënnen fachgerecht assuréiert ginn.

Mir sinn awer bei alle Leeschtungen, déi d'Assurance dépendance bitt, op fir eng besser Zesammenaarbecht téschent de Servicer a fir eng méi wirksam Kooperatioun. Mä do muss een awer gläichzäitg soen, fir eng wirksam Kooperatioun ze erméiglechen an och do op engem zentralen Niveau déi Koordinatioun ze maachen, brauch een awer Leit, brauch ee Leit, déi schaffe fir d'Fleegeversicherung. An och do sollte mer kucken, och dat néidegt Personal auszubauen am Fleegesector.

Duerfir si mer iwwregens och der Meinung, dass de Stat an och d'Copas mussen elo de Gehälteraccord beim Stat ëmsetzen, am Gesondheets- an am Fleegesector ëmsetzen an och mat de Gewerkschaften iwwer Lounaccorde verhandelen. Ech mengen, dass ustriewens-

wäert wier eng Ugläichung vum SAS-Kollektivvertrag am Sozialsector un de Kollektivvertrag am Spidolssector, verbonne mat enger Ugläichung vun den Aarbechtsbedéngunge vun deenen eenzelne Beruffer, onofhängeg dovun, a wat fir engem Secteur se grad tätég sinn, mat Unerkennung och vun den Ancienntéiten. An dat géif och fräiwëlleg Changementer téschent de Secteure vill méi licht maachen.

D'accord si mer och mat enger Regulariséierung vun der Situatioun vun den Aidants informels, dat heescht, deene privaten Hëllefskräfte, déi kënnen individuell ageballt ginn. Well mer wëllen och do verënnere, a mir denken do net esou séier u Familijsituatiounen, mä mir wëllen och do verënnere, dass Aarbechtskräften, dacks auslännesch Aarbechtskräften do op eng Aart a Weis ausgebeut ginn, déi net ka verënnert ginn duerch d'Aarbechtsrecht, well déi Fäll ganz dacks net bekannt sinn.

Déi zweet grouss Fro niewent där no de Bedierfnisse, déi oui Zweifel nach klamme wäerten an déi net därferen ausgebaut sinn (veuillez lire: ausgeklamert ginn), ass déi vun de Mëttele. Wat fir Mëttele bréngt déi zukünftg Gesellschaft op, fir dass sech fir all Leit, souwuel fir déi Jonk wéi fir déi Al, an hirer Zukunft besser lieue léisst? Mir wëllen, dass sech déi finanziell Méiglechkeeten, déi an enger räicher Gesellschaft do sinn, no de Besoinen och ausriichten. A mir wëllen net, dass sech d'Bedierfnisse no deem riichten, wat dacks als eng finanziell Grenz bezechent gëtt. An hannert där finanzieller Grenz, dat wësse mer ganz genau, verstoppe sech ganz dacks handfest Interessen.

Ech wëll ee Beispill ginn, fir dat ze ënnermaeren. Wéi 1998 d'Fleegeversicherung agefouert ginn ass, ass se als eng Branche vun der Sécurité sociale bezechent ginn. Domadder ass geséichert ginn, dass se an éffentlecher Hand bleift, an dass d'Assurée iwwer hir Verrieder an der Krankenversicherung mat driwwer kënnen bestëmmen.

Et ass awer och e wesentlechen Ënnerschied deemools geschafe ginn zur classescher Sozialversicherung. An zwar ass als Haapteinnahmequell eng Cotisatioun agefouert ginn, déi fir d'éische Kéier an der Geschicht vun der Sozialversicherung eleng vun den Assurée bezuelt gëtt an net méi vun de Betriber.

Derbäi kënn eng zweet Einnahmequell iwwert de Budget, deen, wéi mer wëssen, haut awer och zu zwee Dréttel finanziert gëtt vun de Steiere vun de Stéit. Well also déi Aktiv, also virun allem d'Salariéen an déi Fräischaffend hei, d'Ressourcë fir hir eege Fleegeleeschungen am Alter selwer mussen opréngen, ass deemools festgehale ginn, dass och d'Revenuen um Patrimoine mussen hiren Undeel dorun iwwerhuelen. Dat huet d'Revenue betraff a Form vun Zënsen, Dividenden, Loyer an esou weider.

2005 ass do fir Résidenten an där sougenannter „Loi Relibi“ agefouert ginn, dass déi net méi musse progressiv deklaréiert gi mam Revenu, mä dass se forfaitaire an anonym opgehuewe ginn à la source, an zwar zu deem niddregen Taux vun 10%. Dunn ass déi Einnahmequell fir d'Assurance dépendance deemools verluer gaangen, well d'Regierung dat esou wollt.

An d'Gestionnaire vun der Assurance maladie hunn d'Regierung musse virun d'Gericht huelen, fir dass se hir Sue kréien. Dat heescht, déi 1,4% Cotisatioun op den Zënsen.

Wat huet d'Regierung dann décidéiert? Si huet décidéiert, net 11,4% opzehiewen op deene Revenuen, wéi se dat eigentlech hätt misse laut Gesetz, mä si huet décidéiert, vun deenen 10% 1,4% ofzeginn un d'Fleegeversicherung an nach 8,6% am Statsbudget ze behalen. An déi, déi d'Suen op der Bank hunn, an dorënner Leit mat ganz ville Suen, si laanscht e Bäitrag un d'Fleegeversicherung komm. An dat ass nach haut esou. Haut verletz nach de Stat dat Uerteel, wat deemools geholl ginn ass, an och säin eegent Gesetz, wat awer esou eng Contributioun vun 1,4% virgesäit.

An deemools - wëll ech drun erënnere - huet den Deputéierte François Bausch vun deene Grénge gesot: „Dass eben das der Fall sein müsste, ist eine Frage von elementarer sozialer Gerechtigkeit.“ An och d'Gericht huet deemools gesot: «Les services de l'État ont fonctionné de façon défectueuse en omettant de donner à l'Administration des Contributions les moyens spécifiques pour exiger l'établissement de la contribution dépendance et en omettant de percevoir la contribution dépendance sur les revenus de l'épargne soumis à la loi Relibi.»

Duerfir menge mir, dass, ier iwwer Cotisatiounserhéijunge geschwat gëtt, déi mer net

wëlle prinzipiell ausschließen an déi mer ëmmer nach de Leeschtungsverschlechterunge virzéien, muss op jidde Fall an direkt emol déi Cotisatioun, déi am Gesetz steet, op dem Revenu du capital, op den Zënse vum Kapital opgehuewe ginn.

Mir mengen och, déi Debatt hei soll net falsch gefouert ginn. Et dierf keng Spuerdebatt sinn, keng Austeritätsdebatt - dat ass se och net onbedéngt zu honnert Prozent, et sinn awer esou Elementer derbäi, och an deenen offiziellen Texter, déi mer kréien -, mä mir wëllen au contraire eng Debatt féieren, Här President, vun de Moyenen, déi mer eis ginn, fir deenen neie Besoine Rechnung ze droen, déi sech aus engem méi laange Liewen erginn - leider, trotz allen Efforte vu Preventioun a medezinescher Behandlung, net ëmmer ënner gudder gesondheetleche Bedéngungen.

Duerfir brauche mer d'Fleegeversicherung a mir mussen eis och - nach eng Kéier - déi Moyene ginn, fir déi Fleegeversicherung och kënnen ze finanzéieren. An dat ass méiglech.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Madame Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci, Här President, dass ech nach eng Kéier d'Wuert dierf kréien. Ech entschëllege mech fir mäin Intermezzo vu virdrun. Dir hutt awer Gedold an ech wëll awer nach eng Kéier de Kollegen, déi sech esou léif elo ëm mech gekëmmert hunn, villmools Merci soen an och mengem neierdénge perséinlechen Dokter hei an der Chamber.

(Hilarité)

Dir gesitt, ech hunn erëm Faarf am Gesiicht an et geet mer besser an dofir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, awer séier dann trotzdem hei d'Schlusswuert vun der Sozialistescher Partei ze ginn. Et sinn nämlech nach zwee Punkten, déi ech wëll uschwätzen.

Een dovunner ass d'Gegebendelegung, där mir relativ kritesch géintwärtstinn. Bei der Aféierung vun der Fleegeversicherung huet déi deemoleg Ministesch, d'Mady Delvaux-Stehes, vun engem Droit inconditionnel geschwat. Si huet dat e schreckleche Jargon genannt a gläichzäiteg betount, dass et e Recht op Leeschtung ass, egal wéi engem säi Revenu ausgesäit, ob ee vill verdéngt oder ob een net vill verdéngt; an dat muss eiser Meenung no och esou bleiwen.

Falls awer all d'Efforte gemaach goufen, fir d'Mëttele besser a méi responsabel ze notzen, verschléisse mir eis net der Diskussioun, iwwer eng Adaptatioun vun de Cotisatiounen nozedanken, déi awer, eiser Meenung no, an enger breeder Consultatioun mat den Assurée muss gefouert ginn.

Een zweete Punkt, op deen ech nach wëll agoen... Bon, ech mengen, op déi dräi Saile vun der Finanzéierung brauch ech elo net méi anzegoen, dat hu meng Virrieder gemaach, mä ech géif gären op deen drëtten Piliere agoen, an zwar d'Contribution dépendance, déi Cotisatioun - esou wéi se den deemolege Rapporteur vum Gesetz genannt huet, eng Cotisatioun mat oppenem Enn, also ouni Plaffong - vun 1,4%; ursprénglech iwwerengens waren et emol eng Kéier just 1%.

Se gëtt vun allen Akommissen opgehuewen, déi een huet. Dorënner falen d'Salariatsaarbecht, d'Akommiss iwwert d'Dividenden oder och de Loyer, fir der e puer ze nennen. Dozou gehéieren och d'Spuerzënse op enger Partie Kapitalertrëg. Dës kënnen awer säit dem Gesetz iwwert d'Quellesteier vun 2005 - esou wéi och de Vertrieeder grad vun déi Lénk et schonn ugeschwat huet - net méi opgehuewe ginn, well déi Revenuen net méi bei der Steierklärung mussen deklaréiert ginn, vu dass eng Steier vun 10% à la source opgehuewe gëtt.

Nun, nodeem d'CNS de Stat op d'Gericht geholl huet a Recht kritt huet, ass d'Assurance dépendance zwar zu Hirem komm, allerdéngs ass de Stat elo Perdant, well him entging 1,4% vun der Quellesteier, déi eigentlech sollten integral a seng Keeße fléissen. D'Gewënner sinn déi Leit mat de Kapitalertrëg, déi, am plaz vun 10% Quellesteier plus 1,4% Contribution dépendance, also eigentlech 11,4% missten ofginn, am Endeffekt awer just 10% op hiren Zënsertrëg bezuelen.

An Zäiten, wou de Stat an och d'Populatioun gehale sinn, fir de Rimm méi enk ze schnallen, fir d'Statsfinanzen nees an den Équiliber ze bréngen, ass d'LSAP der Meenung, dass sollt gekuckt ginn, dass d'Gesetz esou sollt appli-

zéiert ginn, wéi et u sech ugeduecht war, nämlech dass op de viséierte Kapitalertrëg 1,4% Contribution dépendance opgehuewe misste ginn, niewent awer der normaler Quellesteier vun 10%.

Ofschléissend wëll ech nach eemol ervirhiewen, dass déi stänneg Verbesserung an den Ausbau vun der Fleegeversicherung e gesamtgesellschaftlech Ufgeb ass. D'Fleg geet jiddwereen eppes un. An d'Weiterentwicklung vun der Fleegeversicherung ass e wesentleche Baustein, fir och an Zukunft eng gutt Fleg ze assuréieren, wou et virun allem dréms geet, dass dem Besoin vun de concernéierte Leit Rechnung gedroe gëtt, an dass déi Leit, déi Hëllef kréien, se och wierklech brauchen, an dass déi, déi d'Hëllef brauchen, se am Endeffekt och wierklech kréien.

Dat war ganz kuerz, mä trotzdem nach eng Kéier Merci fir Är Gedold a fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Taina Bofferding. An dann huet zum Schluss vun der Debatt d'Wuert nach eng Kéier de Sozialminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Fir zum Schluss e klengen Ofschluss ze maachen an och e bëssen e Résumé vun deenen Debatten, wëll ech fir d'Éischt emol e grouse Merci soe fir déi Impulser, déi hei koumen. Opgrund vun der Trame, déi mer kritt hunn, mengen ech, hu mer virun allem hei dat erëmfonnt, wat ech am Ufank gesot hunn, eigentlech eng grouss Solidaritéit, eng grouss Énengung, dass mer viru wëllen ee staarke System vun der Assurance dépendance hei garantéieren an dee längerfristeg wëllen ofséieren.

Sécher sinn eng ganz Rei vu klengen an och gréisseren Punkten hei ugeschwat ginn, déi ee muss méi genau kucken. Wou ech Iech ganz recht ginn, dass mer a verschiddene Beräicher selwer, mir selwer als Deputéierten, mä derniewent sécher och mir selwer als Regierung, selwer als Ministère eng Rei vun Analysen nach mussen maachen, eng Rei vun Études d'impact mussen maachen op verschiddene Projeten, eng Rei vun Donnéeën mussen liwweren.

An ech mengen, an deem ganze Prozess, dee mer elo maachen, wou déi nächst Etapp déi ass - dat, wat och gefrot hei gouf vu ville Säiten -, déi ze consultéieren, déi um Terrain schaffen, déi ze consultéieren, déi all Dag an där Aarbecht mat dra sinn, se entweder bewäerten, se accordéieren, mä duerno och déi Soine garantéieren.

Sief dat op där enger Säit d'Cellule d'évaluation, sief dat derniewent déi eenzel Servicer vun de Prestataires, vum Personal, iwwert d'Aidants informels bis hin awer och iwwert d'Bénéficiaires. All déi soll ee selbstverständlech eng Kéier froen, an deene Bléck, déi hei ugedéit goufen. Dat wäert ech maachen an der Preparatioun hin op d'Journée de réflexion, déi mer zesumme wäerte maachen, fir och déi Punkte konkret mat hinnen unzeschwätzen.

Et gouf awer och richtegerweis gesot - an och dat, mengen ech, war jo och meng Ausriichtung -, dass wa mer de System wëlle garantéieren, da solle mer fir d'Éischt kucken am Fonctionnement vum System, déi Saachen, déi vläicht net esou riichtlafen, déi vläicht misste besser lafen, wéi een déi méi konzentriert, méi koordinéiert ka maachen, ze ënnersichen, fir do ze kucken, wat mer effektiv hei kënnen no 15 Joer erabrénge.

Ech muss awer soen, dass, niewent deene Punkten, déi mer doduerch vläicht kënnen an deem ganze Couët, wat d'Dépense ubelaangt, aspieren, ech ganz vill vun neie Pisten och heieren hunn, déi mer derbäi hunn. An ech mengen, et gouf richteg gesot - ech mengen, et war säitens vum Gast Gibéryen -, dass mer mussen wierklech och den Dréi fannen, fir effektiv alles dat, wat mer wëllen erhalen, Neies wëllen derbäihuelen, och effektiv kënnen contrebalancéieren mat deenen eenzelne Recetten, déi mer hunn.

Mä ech mengen, dass mussen mer an éischter Linn probéieren. Dat wäerte mer och probéieren ze maachen, esou wäit wéi dat geet. A mir wäerte virun allem de Fonctionnement vum System nach eng Kéier hannerfroen. Hannerfroen effektiv op alle Punkten.

Wann dat net geet, da muss ee selbstverständlech kucken, wéi een et mat Recettë ka contrebalancéieren. Do hunn ech ganz kloer verstanen, dass dat deen zweete Wee ass, mä dass een dann awer och kann op ee Wee goen, fir driwwer ze diskutéieren: Wéi kann een dat iwwer Jore bis déi nächst Jorzénge, bis 2030 zum Beispill, garantéieren, iwwer eng lichter, hunn ech och verstanen, liicht Adaptatioun vun de Cotisatiounen? Awer do och beduecht,

dass ee selbstverständlech do och alles dat muss kucken, wat soll erakommen, dass dat effektiv och erakéint.

An do schwätzen ech eng Kéier un dee ganze Litige, deen do war, deen iwwerengens geregelt ass. Déi 30 Milliounen, déi deemools accordéiert waren, sinn iwwerwise ginn. Déi fannt Der och an den Zuele vun der Assurance dépendance erëm. An et ass jo och elo esou, dass déi 1,4% duerno och iwwerwise goufen. An et ass och richteg hei bemierkt ginn, dass se de Moment dem Stat verluer ginn an net der Assurance dépendance.

Dofir ass déi Diskussioun, déi een hei muss féieren, déi vun der Héicht vun der Quellesteier. Ass se 10%? Oder gëtt se 11,4% oder méi? Dat ass d'Fro, déi sech hei stellt. Der Assurance dépendance gi se de Moment op jidde Fall net méi verluer.

Derniewent ass och ganz vill hei drop agaange ginn op d'Kohärenz, op d'Koordinatioun tëschent de Ministèren an och tëschent deenen eenzelne Servicer. Och déi ass wichtig, dass déi um Terrain gemaach gëtt. Och doduerch, mengen ech, kritt een ee bessere Floss eran. An et ass eigentlech och dat, wat den Dokter Mertens hei gesot huet, deem ech och Merci soen, dass hien der Deputéierten esou direkt konnt spontan hei hëllefen, soudatt se elo erëm fit ass hei.

Mä alles dat, wat hien aus der Praxis eriwirg ginn huet, muss ee soen, dass d'Roll vum Dokter sécher eng wichteg ass, an dass et natierlech och wichteg ass, dass um Terrain bei jiddwerengem déi Informatiounen och virugi ginn un d'Cellule d'évaluation, wann d'Evaluatioun gemaach gëtt. Och do, mengen ech, ass et wichteg, dass een de Rôle vum Dokter nei definiert an an der Praxis dann och esou ëmsetzt.

Ech wëll an deem Kontext soen, wa mer sécher hei eng Rei vu Saachen opgehait hunn, déi vläicht net esou lafen, muss ee soen, an d'Zuele goufen hei genannt, 95% vun de Leit sinn zefridde mat där Fleg, déi gelescht gëtt. Dat si 5%, déi bleiwen. A selwer, mengen ech, war et d'Cellule an anerer och, déi drop higewisen hunn, dass mer op verschiddene Beräicher mussen aktivéieren.

An dofir geet mäi Merci och eng Kéier un déi Aarbecht, déi an deene leschte 15 gemaach gouf vun der Cellule d'évaluation, déi awer eng ganz gutt ass, déi sécherlech muss verbessert ginn. Dat ass selwer vun hinnen och proposéiert ginn.

Niewent deene Servicer, déi vum Personal gemaach ginn, déi vun den Aidants informels och gemaach ginn, och wann hei gesot gëtt, mir mussen eng Kéier iwwert de Fonctionnement nodenken, muss een awer soen, all déi Aarbechten, déi et de Moment um Terrain gëtt, ginn och gréisstendeels exzellent gelescht. An et muss een och hei also probéieren, och dat an e richteg Bild ze réckelen.

Dat, wat d'Recettësait betrëfft, vläicht nach eng Kéier, ass et eigentlech och kloer erausgaangen, dass een éischter sollt nodenken iwwert déi zwee, déi dräi éischt Voleten. A wat fir eng Gegebendelegung, wou mer souwiso schonn eng hunn, soll een eng Kéier méi genau definéieren. Ech muss och kloer soen, dass bei mengen Ausriichtungen hei war, dass ech vun enger Gegebendelegung of géif gesinn. Ech wollt dat eng Kéier répétéieren, dass ech net falsch verstane gi sinn a menger Introdution op dës Debatt.

Ech mengen, dass an deenen nächste Woche ganz interessant a flott Diskussiounen wäerten ustoen, esou wéi et hei ugeschwat ginn ass nach eng Kéier vun deenen eenzelne Riedner, sief dat de Serge Wilmes, sief dat den Dokter Mertens, sief dat d'Taina Bofferding, sief dat d'Vertrieeder, den Här Urbany, sief dat säitens vun deene Gréngen, d'Josée Lorsché, fir se all ze nennen, mengen ech, waren dat ganz positiv, ah pardon, an de Gast Gibéryen, dee wollt...

(Interruption)

Neen, neen, ech wollt deen zum Schluss elo ernimmen. Well et geet nämlech ëm deen. Dat war jo deen, deen deemools bei der Debatt '98, nach eng Kéier nogeholl, als Éischte geschwat huet, deen och eng ganz Rei vu Froen do gestallt huet, eng Rei vun Ängschten ausge-dréckt huet an deem Sënn.

Mä ech mengen, och deemools huet e gesot, an den Debatten hu mer zum Schluss an der Kommissioun nach ee ganz wichtigen Amendement gemaach. An dat ass een Amendement, deen haut nach zielt, deen, wat d'Kontribution betrëfft ouni ee Plaffong hannendrun. Dat war en Amendement, wat partiell iwwergräifend gemaach gouf. An ech ka mer ouni Problem virstellen, dass, wa mer op e Punkt kommen, wou mer deen Accord mussen fannen, da fanne mer en hei, well et war ee grouse Konsens, dass mer eng nei Ausriichtung vun dëser Reform wëlle kréien.

An deem Sënn freeën ech mech déi nächst Méint op eng gutt Zesummenaarbecht.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Sozialminister an och de Kollegen a Kolleegeinne fir déi extrem konstruktiv Diskussioun, wou Der mer gleewe kënt, dass ech och ganz gär mäi Peferkär bäigefügt hätt. Ech wënschen dem Sozialminister eng ganz glécklech Hand.

Merci!

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 6592 iwwert den Automobilssektor, an d'Wuert huet direkt eis Rapportrice, d'Madame Tess Burton.

## 5. 6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile

**Rapport de la Commission de l'Économie**

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci. Här President, Kolleegeinnen a Kollegen, de Gesetzesprojet 6592 gouf den 18. Juli d'lescht Joer vun der fréierer Mëtzelstandsmnistesch Françoise Hetto déposéiert. An deem Projet de loi geet et ëm d'Accords verticaux de distribution am Automobilssektor.

Ech wëll ufänke mat engem klengen Réckbléck. 2010 gouf dat europäesch Reglement iwwert d'Accords verticaux iwwerschaaft. An dat neit Reglement huet du mat sech bruecht, dass d'Distributeur säit dem 31. Mee 2013 net méi deeselwechte Schutz genéisst wéi virdrun. Dat si Garantié wéi zum Beispill d'Durée minimale vun den Accords an d'Délais de préavis, wat d'Kontrakter betrëfft.

D'Europäesch Kommissioun huet virgesinn, dës Texter um europäeschen Niveau ze désharmoniséieren. Dat heescht, dass an Zukunft all professionell Associatioun aus deem Secteur dës Dispositiounen selwer aushandele muss. D'Europäesch Kommissioun iwwerléisst et awer och deenen eenzelne Memberstaten, déi Reglementatioun duerch en nationaal Gesetz bei sech am Land erëm anzeféieren.

Och aus deem lëtzebuergeschen Automobilssektor koum d'Demande vun de Federatiounen, dës Dispositiounen an engem nationale Gesetz erëm opzegräifen. De Projet de loi iwwerhëlt Wuert fir Wuert d'Dispositiounen aus dem Artikel 3 vum Reglement mat der Nummer 1400/2002, wat elo aus der europäescher Gesetzgebung erausgeholl ginn ass. Déi Dispositiounen betreffen déi minimal Lafzäit vun den Accords verticaux, d'Konditiounen fir den Accord indéterminé oder déterminé ze kënnegen, d'Zréckhuele vum Stock vum Garagist, wann de Kontrakt gekënnegt gëtt, an och d'Grënn, firwat de Kontrakt gekënnegt ginn ass, mussen an engem Sträifall genannt ginn a virun enger neutraler Persoun bewäert ginn.

Dëse Projet de loi inspiréiert sech awer um éisträicheschen Droit, fir genau ze sinn um Paragraph 454 vun hirem Code de commerce an un hirem „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz“ a gesäit vir, dass an deem Gesetz och en Droit de remboursement festgehale gëtt, deen a Kraaft trëtt, wann de Garagist Investitiounen op d'Demande vum Autoshersteller gemaach huet, déi awer nach net ofgeschriwwen sinn oder net méi benotzbar sinn, nodeems de Kontrakt gekënnegt ginn ass.

Dës Schutzmesurë si mat deem neien allgemengen europäeschen Text iwwert d'Accords verticaux net méi garantéiert. Dat bréngt mat sech, dass d'Fournisseuren, säitdem dës Direktiv ausgelaf ass, profitéiert hunn oder nach wäerten, fir nei Kontrakter, virun allem méi flexibel Kontrakter mat hire Sous-traitants ze négociéieren. An dat ass fir den Autosändler hei zu Lëtzebuerg e Problem, well si ee klengen Marché sinn a well do d'Gefor grouss ass, dass si als Distributeur manner gutt ewechkomme wéi bis elo.

D'Garagisten hei zu Lëtzebuerg ginn ausschliesslech vun auslänneschen Autoshersteller beliwwert an esou baséieren d'Kontrakter, déi tëschent deenen zwee Acteuren ofgeschloss ginn, och prinzipiell op deem auslänneschen Gesetz. Hei profitéieren natierlech d'Autoshersteller, fir hir Regeln an de Kontrakter duerchzesetzen.

D'Zil vun deem Projet de loi ass et virun allem, d'Gläichgewicht bei deenen zwou Parteien, déi e Kontrakt mateneen ënnerschriwwen hunn, ze garantéieren. Fir déi méi schwach Partei sollen an deem Gesetz Schutzmesurë festgehale ginn, déi net méi existéieren, säitdem dat europäesch Reglement iwwert d'Accords verticaux iwwerschaaft ginn ass.

De Gesetzesprojet gesäit och am Artikel 2 vir, dass alleguer déi Dispositiounen aus deem Ge-

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

setz als Ordre public unerkant ginn an esou dës Dispositiounen bei all Accord vertical an der Automobilbranche ugewannt ginn, wann eng vun deenen zwou Parteien, déi e Kontrakt mateneen ënnerschriwwen hunn, säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi fréier Regierung huet dofir dës Projet de loi am Juli 2013 déposéiert, fir dem Secteur hei zu Lëtzebuerg erëm deen néidege Schutz ze ginn. D'Wirtschaftskommissioun huet de 15. Mee dës Joer de Projet de loi presentéiert krut an de 5. Juni sinn d'Avis vum Statsrot, vun de Beruffskummeren a vum Conseil de la concurrence diskutéiert ginn.

Eng Rei Artikelen, fir genau ze sinn, d'Artikelen 3, 5, 6 an 10 si Wuert fir Wuert aus dem europäesche Reglement iwwerholl ginn. A beim Artikel 8 ass sech un där éisträichescher Gesetzgebung inspiréiert ginn. Ech wëll dofir elo net op all Detail agoen, mä ech géif just nach eemol déi wichtegst Punkten hei ervirhiewen.

Am Artikel 2 geet et drëms, dass déi Dispositiounen vun dësem Gesetz sollen Ordre public ginn an dat huet och e kloer Sënn: Lëtzebuerg ass kleng an d'Garagisten hunn oft net deen néidege Poids, fir ze négociéieren. Mat dësem Gesetz soll verhénnert ginn, dass d'Autoshändler deene lokalen Autoshändler ze streng Konditiounen vorschreiwen, duerch déi d'Autoshändler a prekär Situatiounen kënnen kommen.

De Statsrot werft a sengem Avis d'Fro op, wéi ee Sträitfall virum Richter geléist gëtt, wann e Kontrakt ofgeschloss ginn ass, deen net op nationalem Recht baséiert. Zwou Froe stelle sech an deem Fall: Wéi geet de lëtzebuergesche Richter mat Dispositiounen am Kontrakt em, déi op auslänneschem Gesetz baséieren a Relatioun mat dem lëtzebuergeschen Ordre public? An och emgedréit stellt sech d'Fro: Wéi reagiert en auslännesche Richter, wann hie mat engem Kontrakt konfrontéiert gëtt, deen op deem lëtzebuergesche Gesetz baséiert, wéi eng Roll spillt dann nach de lëtzebuergeschen Ordre public?

Hei huet déi zoustänneg Commissioun nach eemol preziséiert, dass, wann an engem Sträitfall eng Affär virum de lëtzebuergesche Richter kënnt, et da kloer ass, dass dat lëtzebuergesch Gesetz applizéiert gëtt, egal ob de Kontrakt op lëtzebuergeschem oder auslänneschem Gesetz baséiert. A fir deen anere Fall deelt d'Kommissioun d'Vue vun der Regierung, dass fir Lëtzebuerg dës Dispositiounen, d'ordre public, dem Prinzip vum Intérêt général gerecht ginn an deementsprechend d'Convention de Rome 1 respektéieren. Dat heescht, dass och déi Dispositiounen d'ordre public international unerkant solle ginn.

Dann hat d'Chambre de Commerce nach eng Proposéiert, sech do un deem belschen Text ze orientéieren. An do steet dran, dass, wann e Kontrakt déterminé schonn zweemol verlängert gouf, aus deem Kontrakt automatesch e Kontrakt indéterminé soll ginn. Allerdéngs huet d'Kommissioun hei festgehalten, well et keng Nécessitéit ass, dass mer hei dat, wat an deem europäeschen Text stoung, géifen iwwerhuelen an dass mer keen Amendement géife maachen.

Den Artikel 7 vun dësem Gesetz gesäit vir, dass, wann de Kontrakt vun enger vun deenen zwou Säite gekënnegt gëtt, dann de Fournisseur dem Garagist de Stock, deen de Garagist imposéiert kritt huet ze kafen, erëm muss ofkafen. Hei hat de Statsrot nach d'Remarque gemaach, dass een dat Wuert „usure“ aus dem Text sollt eraushuelen, dass et duergeet, wann am Text steet, dass den Akafspräis an de Wäert vum Marché fir dee betreffende Stock deen Ament gekuckt géife ginn.

Am Artikel 8 geet et drëms, dass de Garagist Planungssecherheet soll kréien. D'Regierung huet sech hei och um éisträichesche Code de commerce an um éisträicheschen „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz“ inspiréiert. Dës Dispositioun soll de Garagist, dee gréisser Investitiounen am Kader vu sengem Accord vertical huet misse maachen, schützen, wann de Kontrakt gekënnegt gëtt. Dëst Gesetz verflucht de Fournisseur, dem Garagist déi Investissementer ze rembourséieren. Wéi eng Exceptiounen et an dësem Fall ginn, wou dës Dispositioun net a Kraaft trëtt, sinn am Gesetz opgezielt.

De Statsrot deelt awer hei a sengem Avis mat, dass hie sech un deene Wiederer „motifs légitimes“ stéiert, well dës Interpretationsschwierigkeiten ervirbréngen kann. An der Commissioun ass du festgehal, dass et hei un deenen zwou Parteien ass, déi de Kontrakt zesammen ënnerschriwwen hunn, fir ze preziséieren, wat fir si legitim Motiver sinn, wou dës Dispositioun fir si net a Kraaft trëtt.

Dës waren Diskussiounen, déi sech prezis op d'Artikelen aus dem Gesetz bezunn hunn. Well eng aner Diskussioun, déi an der zoustänneger Commissioun gefouert ginn ass, ass déi, dass just ee Secteur mat dësem Gesetz Schutzmesurë kritt, an dass een awer misst nodenken, och aner Secteuren an deem Sënn ze schützen. Et ass virun allem de Conseil de la concurrence, dee kritiséiert, dass mat dësem Gesetz just den Automobilsektor geschützt gëtt, a proposéiert dofir a sengem Avis e generell Gesetz fir all Branche anzeféieren. De Législateur soll den Intérêt général privilegéieren an net den Intérêt individuel vun enger Branche.

Éisträich huet schonn en nationaal Gesetz emgesat, an deem drasteet, dass, wann en Accord de distribution gekënnegt gëtt, dann Investissementer, déi bis dohinner nach net ofgeschriwwen gi si respektiv net méi ze benotze sinn, mussen rembourséiert ginn. Dës Gesetz ass net op ee Secteur bezunn, dat steet also net an hirem „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz“, mä ass e generell Gesetz a steet dofir an hirem Code de commerce, fir dass dës Gesetz an alle wirtschaftleche Secteuren ugewannt ka ginn.

D'Kommissioun huet op dës Kritik net negativ reagiert. Et sollt een duerch aus iwwer e generell Gesetz fir all Secteur nodenken, mä dass et awer elo eng Urgence an dësem Fall gëtt, an dass een dës Gesetz direkt sollt emsetzen. Dat schléisst also net aus, dass iergendwann eng Loi générale kéint kommen.

Bon, dat waren eng Rei Detailer aus mengem schréffleche Rapport, deen den 19. Juni dës Joer unanime an der Wirtschaftskommissioun ugehall ginn ass. Dir wësst, dass dës Projet de loi eng Urgence ass, dass eis Garagiste Planungssecherheet brauchen, an dofir bieden ech lech, och dësem Projet de loi zoustëmme.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice, dem Tess Burton. Éischt Riednerin ass fir d'CSV d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

#### Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken der Rapportrice, dem Tess Burton, villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréfflechen an och mündleche Rapport.

An dësem Gesetz geet et also em e Secteur, de Secteur vun den Distributeurs d'automobiles,

wou mer déi wëlle protegéieren. Et ass nämlech e sougenannte Secteur, eng „Branche à risques“, well en am Fong geholl komplett ofhängeg ass an och à la merci ass vun den Automobilconstructeuren. Et geet hei drëms, den Autoshändler eng gewisse Planungssecherheet ze garantéieren, an et geet virun allem och drëms, hir Investissementer ze protegéieren.

Bis ewell hu verschidden europäesch Texter d'Automobilconstructeuren obligéiert, fir gewisse Dispositiounen an hir Distributiounskontrakter mat dranzesetzen, déi eben déi lokal Distributeure sollte schützen, wéi zum Beispill d'Minimaldauer vun de Kontrakter oder d'Délaie vun de Préavisen oder och nach motivéiert Résiliatiounen.

Elo ass et awer esou, dass dës Texter zënter dem 31. Mee vun leschte Joer ofgelaf sinn an och net am Règlement général d'exemption mat iwwerholl goufen, mat der Konsequenz, dass d'Protektioun vun den Distributeuren net méi garantéiert ass. An d'Angscht vum Secteur war an ass, dass eben déi al Kontrakter, déi en vigueur sinn, kéinte vun de Constructeure résiliéiert ginn, an dass si domadder de Constructeuren awer komplett ausgeliwwert wieren.

Genee dowéinst ass dann och dësen Text ausgeschafft ginn, ugelehnt, wéi d'Madame Burton och gesot huet, un déi éisträichesche Législation, genauso wéi d'Kommissioun dat och vorschreift, an zwar, dass et un de jeeeweilige Länner ass, fir esou Dispositiounen an hir national Gesetzgebungen ze iwwerhuelen.

Hei an dësem Gesetz goufen déi generell Konditiounen, déi sengerzäit am Reglement 1400/2002 am Artikel 3 virgesi waren, awer net méi an den aktuellen Texter iwwerholl goufen, an engem eenzege Gesetz regroupéiert. Domadder soll séchergestallt sinn, dass déi dach awer équilibréiert Situatioun tëschen Fournisseur an Distributeur, esou wéi mer se bis ewell haten, och bäibehale gëtt.

Am Résumé just e puer Saachen. D'Accorde mat der Durée déterminée, déi mussen fir eng Period vun fénnef Joer ofgeschloss ginn. Déijéineg, déi zum Beispill à durée indéterminée ofgeschloss goufen, déi kënnen nëmme gekënnegt gi mat engem Préavis vun zwee Joer. All Résiliatioun muss och schréfflech motivéiert ginn. An de Fournisseur, dee kann och obligéiert ginn, de Stock zrëckzekafe respektiv Investissementer, déi den Distributeur huet misse maachen, ze rembourséieren.

Well et muss ee sech hei virstellen, dass de Fournisseur vun haut op muer ka verlaangen, dass de Corporate changéiert, wat dann en extrem héijen Invest vun Distributeur verlaangt. Et muss ee wëssen, dass de Constructeur d'Zort vun de Plättercher, d'Gelichts, souguer d'Büroero kann imposéieren. Wann een als Distributeur also grad richtig vill Suen investéiert huet, fir deem och nozokommen, sech also verschéllt huet, an dann ouni iergendeng Argumentatioun de Kontrakt ka gekënnegt kréien, well dem Fournisseur vläicht de Standuert Lëtzebuerg net méi esou gutt gefält, da brauch een net ganz vill Fantasie, fir ze wëssen, wat dat fir esou e Betrib mat sech bréngt.

Mir schwätzen hei vun enger Branche vun 253 Entreprises, wou iwwer 5.000 Leit schaffen. Et muss een och wëssen, dass d'Banken zimlech retizent sinn, fir e Prêt fir en Invest ze accordéieren, wa si gesinn, dass et eigentlech just geduecht ass, fir Standarden ze erfüllen an de Betrib awer eventuell ka sechs Méint méi spéit zougemaach ginn, wann de Constructeur dat esou géif decidéieren. Mä wann ee keng Sue léint an och net investéiert, wéi, wann ech gelift, soll dann den Distributeur de Fuerderunge vun Constructeur iwwerhaapt entgéintkommen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetz kann, ech hoffen emol, och als Inspiratioun a Modell fir d'Législation vun anere Länner gellen. Ech sinn op alle Fall fro, dass d'Regierung dës Gesetz net zrëckgezunn huet, mä dass mer haut heibanne sinn, fir et ze stëmmen an domadder enger ganz wichtiger Branche vun eisem ekonomeschen Tissu e gewëssene Schutz kënnen garantéieren.

An noer Zukunft sollt een awer och der Propositioun vum Conseil de la concurrence Rechnung droen an iwwert d'Aféierung vun der sougenannter Notion „abus de puissance économique“ am lëtzebuergesche Recht nodenken, also eng brancheniwwergräifend Solutioun sichen, vun där dann och aner lëtzebuergesch Betriber kënnen profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Hetto. D'Wuert huet elo den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir

d'Éischt d'Geleeënheet nutzen, fir der Rapportrice, der Madame Tess Burton, en häreleche Merci ze soe fir hire Rapport. Ech wëll nach eng Kéier op e puer méi allgemeng Realitéiten an dësem Kontext hiweisen, déi och weisen, wéi wichtig de Gesetzestext vun de Mëtteg ass.

Am leschte Joer hunn eppes méi wéi 5.000, prezis 5.064 Leit am Beräich vun der Vente an dem Entretien vun Autoen hei am Land geschafft, esou vill wéi nach ni virunner. Si schaffen a klengen an a mëttelstännesche Betriber, dacks laangjäherg Familljebetriber, déi sech duerch hir gewëssenhaft Aarbecht iwwer vill Joren en Numm gemaach hunn. Et geet an dësem Gesetzesprojet drëm, fir d'Aarbecht an d'Investissementer vun dese Patronen an hire Salariéen ze schützen.

Här President, hautdesdaags gehéiert zum Autosverkauf wäitass méi dozou wéi e gudder Service um Client an déi néideg technesch Kenntnis. Déi grouss Constructeuren, mir hunn et just virun héieren, verlaangen dacks vun eise Betriber, fir sech no hire Wënsch, wann net souguer hire Launen a puncto Marketing a Verkaufstechnik ze richten. Sou ass et zum Beispill net ongewéinlech, dass eng Garage quasi vun engem Joer op dat anert e ganz neie Showroom ariichte muss, well d'Marque en anert Verkaufskonzept entwéckelt huet.

Dat ass jo alles schéin a gutt. Mä dës Aarbechte mussen finanziéiert ginn, dat heescht vum Garage selwer bezuelt ginn. An deem Fall ass et nëmme richtig a fair, dass dësen Distributeur och d'Garantie kritt, fir eng gutt Zäit duerno Autoe vun deser Marke verkaufen ze dierfen.

Et geet hei also em d'Planungssecherheet vum Garage, souwuel fir de Patron wéi och fir d'Salariéen. Et ka jo net sinn, dass e Garage och nach vläicht e Prêt ophëlt, fir dee ganze Marketing-Schnickschnack ze finanzéieren, an no zwielef Méint de Kontrakt mat dem Autoshändler gekënnegt kritt, well iergendeen, deen nuets net schlofe konnt, sech eppes Neies a Saache Verkaufstechnik ausgeduecht huet.

Mir ass och zu Ouere komm, dass kleng Betriber, déi érischt nei Miwwele kaaft haten, no zwee bis dräi Joer erëm komplett nei Expo- a Büroséquepementen hunn uschafe missen, well de Constructeur sech eng nei „corporate identity“, wéi dat esou schéin heescht, wollt ginn, an dofir nei Standarden verlaangt, déi dacks ganz héich ugesat sinn. Dat féiert gären dozou, dass etlech Betriber am Verkaufsnetz vum Constructeur passe mussen, an domat wier dann d'Zil vun deenen erreecht, déi d'Netz vun den Händler onbedéngt verdénne wëllen.

Als DP-Fraktioun ass eis un der Qualitéit vum Service geleeën. De Client brauch och e Service de proximité. Eis kleng Betriber mussen geschützt ginn an hir Aarbecht esou weidermaache kënnen, dass se sech op hiert Kärgeschäft konzentréieren kënnen, nämlech op d'Wartung vun den Autoen engersäits an op där anerer Säit d'Berodung vum Client.

Här President, mir sollten dësem Gesetzesprojet eng grouss Zoustëmmung ausschwätzen, well e virun allem Aarbechtsplaze sécher an Investitiounen schützt. Staark mëttelstännesch Betriber gehéieren zu enger breet opgestallter Ekonomie. Mir sollte se schützen a se net de Capricé vu Konzernern aussetzen.

Dës Haltung ass net géint d'Logik vun der Konkurrenz. Hei geet et wierlech net em Verhéinnerung vu Konkurrenz. De Schutz, deen hei opgebaut gëtt, erlaabt eng Panoplie vu Betriber ze erhalen, déi sech am anere Fall gezwonge geséichen, ze kapituléieren an a gréisser Firmen integréiert ze ginn, well déi esou Changementer, finanziell gesinn, besser opfänke kënnen.

Et geet also drëms, dass mer d'Existenz vun klengen a mëttelstänneschen Traditionsbetriber, déi aus finanzieller Siicht gesond sinn, dass d'Zukunft vun dese Betriber an hire Mataarbechter net mutwëlleg op d'Spill gesat gëtt. Mir géife riskéieren, besonnesch an engem klengen Land, eng Konzentratioun um Niveau vun de Verkaufsstrukturen ze kréien. Da géif eng Marque just nach vläicht vun dräi oder zwee oder just nach engem Distributeur verkaaft ginn! Esou e Prozess ass net onbedéngt am Intérêt vun Konsument, well mer zum Deel op monopolistesche Strukturen erauskéimen, an dat d'äerfe mer och net aus den Ae verléieren.

Dës gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Ech mengen, ech brauch net méi vill hei bäizefügen, meng Virriednerinnen a -riedner hunn alles gesot. Ech wëll der Rapportrice Merci soe fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport, an dofir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kox. D'Wuert huet dann den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, et ass e richteg Problem, deen à la base ass vun deem Gesetz. Et sinn net, wéi den Här Bauler gesot huet, d'Capricé vu Konzernern - dat ass e bësselche méi de Sproochgebrauch op där extrem lénker Säit -, et geet em Contrats d'adhésion. Dat sinn einfach déi Verträge, wou ee Partner esou staark ass, datt en engem anere ka Konditiounen opzwéngen, déi deen net méi kann négociéieren. Mir kennen dat vun dem Konsumenteschutz; do hu mer Gesetzger géint esou Praktiken geholl, mä am Geschäftsliewen hu mer dat net.

Effektiv ass d'Automobilbranche déi, oder eng vun deenen, déi am stärksten heivunnen be-  
traff sinn. An de Kolleg Bauler huet ganz konkret Beispiller genannt, déi och ganz richtig sinn. Do steet zum Beispill an deene Kontrakter, datt d'Marque kann décidéieren, datt d'Fënsteren ëmgestalt ginn. An da schécke se all véier Wochen een do nei Opkliewer an déi Fënstere maachen, an dat zu Präisser, déi net maartgerecht sinn, mä wäit iwwerdrifwe sinn, a wou Gainen erziilt gi vun deene Firmen, déi net gerechtfertegt sinn.

Mir stëmmen also dee Projet, well e richtig ass fir déi Branche. Mä trotzdem ass et keng gutt legislativ Aarbecht, an ech féliciteiere weder déi al nach déi nei Regierung, fir an des Richtung gaangen ze sinn.

Déi richteg Äntwert wier ze soen, et mécht een ee Gesetz fir all Importateuren an all Distributeuren, déi mat Konzernern ze dinn hunn, déi Contrats d'adhésion opzwéngen. Oder, wéi de Conseil de la concurrence gesot huet, kommt, mir maachen en Artikel, deen esou kommerziell Praktiken onméiglech mécht! Dat ass eng richteg Äntwert.

Hei ass eng Deeläntwert. Si ass gutt fir déi Leit aus där Branche, mä si ass net richtig par rapport zu all deenen aneren, déi elo virun dorëner leiden an déi net kënnen op esou e Gesetz zielen. Mir hätte ganz gutt aus deem Spezialgesetz fir eng Branche kënnen e gutt Gesetz maache fir all d'Branchen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Reding.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm, an d'Wuert huet déi zoustänneg Statssekretärin, d'Madame Francine Cloener.

#### Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Cloener**, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll och ech der Rapportrice natierlech villmools Merci soen a féliciteiere fir deen exzellenten a komplette Rapport, dee se eis presentéiert huet. Ech wëll awer och de Membere vun der Chamberskommissioun Merci soe fir déi kritesch a konstruktiv Diskussioun, déi eis et erlaabt huet, séier an effikass op deem wicthegen Text ze schaffen. Schlussendlech natierlech och de Riedner vun haut de Mëtteg Merci fir hir Remarquen.

Et gëtt dacks gesot, datt den Auto dem Lëtzebuerger säi léifstent Kand ass. En ass em op alle Fall wictheg, egal ob Privatauto oder Déngscht-won. An ech weess, vu wat ech schwätzen. An awer ass de Lëtzebuerger Autosmarché fragil. Vun 2012 op 2013 ass d'Zuel vun den Neumeldungen ëm 7,5% zrëckgang, a quitte datt et déi lescht Méint liicht besser goug, muss een d'Entwécklung awer ganz genee am A behalen.

Déi Lëtzebuerger Autosdistributeure maache sech net nëmme géigesäiteg Konkurrenz, si mussen sech och nach géint Garagisten aus der Groussregioun a géint Réimportateure behaupten, déi dacks méi favorabel Konditiounen vun den Autoskonzerner kréie wéi si selwer. De Marché ass also hyperconcurrentiel. D'Margé sinn niddreg an dacks genuch leie Succès an Échec ganz, ganz no beieenen.

Laang Joren hunn europäesch Wettbewerbsreglementer derfir gesuergt, datt d'Autoskonzerner de lokalen Distributeure keng ze schlecht an ongerecht Konditiounen imposéiere konnten. Ech ginn net méi drop an, mir hunn dat jo

schon am Detail héieren. Den 31. Mee d'lescht Joer sinn déi lescht vun deene Reglementer ausgelaf an, wéi gesot, esou wéi d'EU-Kommissioun dat suggéiert huet, huele mir déi favorabel Dispositiounen erëm an deem Projet de loi.

Vu datt Lëtzebuerg keng Autosconstructeuren huet an eis Distributeuren dacks net déiselwech gutt Konditiounen vun de Konzernern kënnen kréie wéi däitsch oder franséisch Distributeuren, war deesen Text nëmme déi logesch Konsequenz, fir et eisen Distributeure méiglech ze maachen, déi Acquisen ze behalen, déi hinne jo bis elo, bis ganz rezent op europäischem Niveau zougestane goufen.

Et ass eng eminent wictheg Fro. Mir hunn eis dofir misse fläissen. Mat deem Gesetz gëtt Lëtzebuerg zu engem Virreider an Europa, zesumme mat Eisträich. Eng Rei aner europäesch Länner sinn och um Wee, fir sech un eis e Beispill ze huelen an ähnlech Texter ze preparéieren. Et ass och evident, datt deesen Text net protektionistesches ass, jiddefalls net am negative Sënn, well d'Gesetz jo u sech nëmme dat regelt, wat europäesch Texter jorelaang virdu geregelt hunn.

D'Gesetz gëtt den Distributeure virun allem Planungs- an Investitiounssécherheet. Dat ass besonnesch wictheg, well fir d'Exigence vun den Autosmarken an hirer „corporate identity“ kënnen ze erfëllen, mussen d'Distributeuren dacks héich Investitiounen maachen, déi verluer sinn, wann de Konzern de Vertrag kënnegt. D'Kënneg vum Vertrag an, als Resultat, de Verloscht vun deenen Investitiounen ass fir den Distributeur eng Katastroph, déi och gären d'Enn vu senger Entreprise bedeit. An der Kontinuitéit mat den europäeschen Texter garantéiert dëst Gesetz also, datt d'Vertragspartner op Aenhéicht matenee verhandele kënnen, an esou soll dat och sinn.

An deem Sënn kann een effektiv awer iwwerleeën, Här President, wéi wäit dese Projet de loi eventuell e Beispill kéint si fir aner Secteuren. Kann ee sech net virstellen, datt een och anere lokalen Distributeure kéint garantéieren, datt hir Investissementer rembourséiert ginn, wann hire Fournisseur de Vertrag fréizäitig kënnegt ouni legitime Grund, an natierlech nëmme, wann d'Investissementer net scho virun amortiséiert sinn, an den Distributeur sech selwer natierlech och un all Spillregele gehalen huet?

Et gi jo genuch Beispiller, wou gutt Konzernern, fir hir „corporate identity“ ze erhalen, vill vun de lokale Partner via Franchise verlaangen. Ech denken do un d'Restauratioun, awer och Chaïnen a Kleederbranche oder eben zum Beispill och Coiffeuren.

Anerersäits gëllt et natierlech awer och onbedéngt derfir ze suergen, datt Lëtzebuerg kompetitiv bleift an attraktiv bleift fir esou Chaïnen. Et ass also keng Décisioun, déi ee ganz liicht-fankeg hält. Duerfir sinn ech och frou, datt schon an der Kommissioun iwwert de Pro a Kontra geschwat gouf. Ech denken, datt déi Diskussioun déi nächst Zäit nach méi intensiv muss gefouert ginn.

Wéi gesot, de Standuert Lëtzebuerg konkurrenzfähig halen, awer an engem als lokalen Distributeur Planungssecherheet hunn, datt ass den Défi.

Dëst Gesetz ass jiddefalls e gutt Beispill, wéi Politik zugonschte vun de PME gemaach soll ginn. An anere Wieder, et ass aktiv a konkret Mëtzelstandspolitik. An ech freeë mech och dorüwer, datt et hei an der Chamber e Konsens gëtt, datt mer dat Gesetz solle stëmmen. Et ass gutt esou, well et ass wierklech wictheg fir eisen Autosmarché.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Cloener. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6592 iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6592 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

#### (Brouhaha)

Jo, et schéngt awer unzeweisen. Gutt, also mir sinn hei bei 58 Voten. Et geet net? Mir kontrolléieren dat, mä mir kucken elo emol, wéi et ausgaangen ass.

58-mol Jo.

Wann nach Korrekturen zum Vote ze maache sinn, gitt se wann ech gelift weider! Et ass d'Madame Hetto an d'Madame... Jo, also, wann et bei lech net uweist, dann ass iergende Problem, well Dir stitt jo awer sécher hannerun deem Projet. Mir rectificéieren dat. Villmools Merci!

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6592 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Aehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber domat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Da soen ech lech villmools Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6685 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen. An d'Madame Tess Burton ass erëm am Déngscht als Rapportrice. Madame Burton, Dir hutt d'Wuert.

### 6. 6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

#### Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton** (LSAP), *rapportrice*.- Merci. Här President, Kollegeinnen a Kollegeen, de Gesetzesprojet 6685 gouf de 5. Mee dëst Joer fir de Wirtschaftsminister vun der Statssekretärin Francine Cloener déposéiert. Dese Gesetzesprojet ännert d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen em.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis zu deem Gesetzesprojet ofginn, an och de Statsrot huet den 3. Juni säin Avis zu deem Projet ofginn. Den 19. Juni dëst Joer gouf dunn dese Projet de loi an der Wirtschaftskommissioun presentéiert an och gläichzäitig goufen déi verschidden Avisen diskutéiert. Den 3. Juli, dunn hunn ech als Rapportrice mäi Rapport vum Projet presentéiert, deen dunn och unanime an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

An deem Projet de loi geet et haaptsächlech drëm, fir dat bestehend Gesetz iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen un de Rectificatif vun der europäescher Direktiv mat der Nummer 2009/48 unzepassen, well den 31. Dezember 2013 ass nämlech e Rectificatif a Kraaft getrueden, dee verschidde materiell Feeler verbessert a virun allem och d'Definitioun vum Jeu gustatif verdäitlecht.

Déi Dispositiounen betreffen d'Artikelen 3, 10 an 39 vum Gesetz iwwert d'Sécherité des jouets vum 15. Dezember 2010. Dës Annerunge si keen Eenzelfall. Ech erënneren drun, dass d'Gesetz vun 2010 schon d'lescht Joer am Juli eng éischte Kéier geännert ginn ass. Dorüwer ergus gi mat deem Rectificatif och eng Rei Annerungen an den Annexe vun der europäescher Direktiv virgeholl. Mä des Annerunge sinn net den Objet vun deem Projet de loi, well des Annerunge betreffen d'Annexen an Annerungen an den Annexe ginn direkt ugepasst.

Duerch d'Procédure de transposition simplifiée, déi d'lescht Joer hei an deem Haus gestëmmt ginn ass, gëtt och Envoi automatique op d'Annexe vun der europäescher Direktiv gemaach. Dese Rectificatif betrëfft d'Annexen 1, 2 a 5.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn an hiren Aviser keng weider Remarqué gemaach an hunn dem Projet de loi hir Zoustëmmung ginn.

Och de Statsrot huet a sengem Avis säin Accord zu deem Projet de loi ginn.

Här President, Kollegeinnen a Kollegeen, d'Upassungen, wat den Niveau vun de Grenzwärter vun deene verschiddene chemesche Stoffe, déi an de Spillsaachen dierfen enthalen sinn, ugeet, gi regelméisseg ënnersicht an adaptéiert. Et ass wictheg, dass eist Gesetz um aktuellste Stand bleift. Well d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Kanner eis wictheg sinn, wäerten esou Upassunge regelméisseg stattfannen.

Mir hunn et eben haut mat enger weiderer Adaptatioun ze dinn, an där bieden ech lech och zoustëmmen. Ofschléissend soen ech lech Merci fir Aert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Burton. D'Wuert huet direkt den Här Félix Eischen.

#### Discussion générale

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Merci och der Madame Burton fir hire Rapport.

Dëst ass eng Aarbecht, Dir hutt dat matkritt, extrem technescher Natur. Mir passen hei eis engem Rectificatif vun der Kommissioun un a mir hu misse légiféréieren, fir an der Rei ze sinn. Wann een allerdéngs hannert där technescher Fassad kraazt, da gesäit een, dass de Sécherheetsproblem bei de Spillsaachen, awer net nëmme do, mä och beim Elektrogeschier zum Beispill, extrem akut ass. Dëst gëtt eis och vum Lëtzebuerger Normalisatiounsinstitut, dem ILNAS, confirméiert.

Zënter der éischter Ëmsetzung vun der Direktiv am Joer 2010 huet sech d'Situatioun um Marché och nëmme bedéngt verbessert. D'ILNAS mécht d'Kontroll vun de Produkter, an nach ëmmer sinn Artikelen an der Vente hei zu Lëtzebuerg, déi kee Marquage hu respektiv vum den CE drop falsch ass!

Si kréien hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne vun den europäesche Kollegeen net manner wéi 50 Meldungen d'Woch era vu Produkter, déi net an der Rei an awer hei am Émlaf sinn, an dovunner ass ee gudden Drëttel Spillsaachen. Dat ass net nâischt. Op Nofro hi gouf eis gesot, dass an der Regel awer déi grouss Produzenten an de leschte Joren hir Lektioen geléiert hätten.

Do, wou et nach ëmmer Problemer ginn, dat sinn déi sëllegen No-name-Produkter, déi ee fir dräi Sou an en hallwen ugebuede kritt. Et ass gutt a wictheg och duerch dëst Gesetz, dass méi op Produktsécherheet gepocht gëtt. Allerdéngs soll ee bei deser Geleeënheet awer och mam Fanger op d'Responsabilitéit vum Keefer, spréich zum Beispill vun den Eltere weisen.

Ier een deene klenge Krapperte Spillgezei an de Grapp gëtt, soll ee sech déi Saach kuerz méi genee ukucken an net ëmmer nëmme op de leschte Cent kucken. All Dag kommen Honnerte vun neie Produkter op de Maart, fir de séiere Sou ze maachen. D'Flut vun de Produkter, och via Internet, ass enorm an och net méi ze iwwerkucken. Dofir ass dem Keefer seng Responsabilitéit hei net ze ënnerschätzen. De Schrott, deen net kaaft gëtt, gëtt iergendwann och eng Kéier net méi produzéiert.

Merci nach eng Kéier fir de Rapport, a well dëst net vu Mutter ass, ginn ech och den Aval vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Eischen. An den Här Bauler huet elo d'Wuert.

► **M. André Bauler** (DP).- Jo, Merci, Här President. Ech wollt vun deser Plaz aus der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. Deem ass nâischt méi bäizefügen. Ech ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Den Här Kox huet d'Wuert.



Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER





► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Jo, den Accord zu dësem Projet. D'Wichtigkeet ass elo scho vu mengem Virriedner gesot ginn. Effektiv ass et zwar net onbedéngt um Verbraucher selwer, mä mir mussen direkt am Ufank beim Produzent drop hiweisen, dass do déi richteg Produiten agesat ginn an net herno End-of-pipe-Politik gemaach gëtt. Merci.

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci och un d'Madame Burton fir e gudden Rapport, mä e puer Kommentaren awer zu dësem Text.

Mir haten eis déi leschte Kéier als ADR, wou mer iwwert d'Spillgezei hei geschwat hunn, iwwert d'Sécherheet vum Spillgezei, hate mer eis enthalen, aus guddem Grund europarecht-lecher Natur. An haut, mengen ech, ass et awer interessant, fir emol eng Kéier driwwer ze schwätzen, wat mer dann hei genau an d'Gesetz emsetzen.

Hei ass gesot ginn, Sécherheet vum Spillgezei, dat ass jo eppes, eng Suerg, déi mer alleguer deelen. Mä wat si wierklech déi Adaptatiounen, déi mer haut hei maachen? Ech soen lech se! An da kann ee sech nämlech d'Fro stellen: Wat ass de Wäert vun enger Direktiv, a wat ass natierlech de Rôle vun engem Parlament an dësem europarechtliche Kontext, wa mer esou Adaptatiounen mussen maache wéi déi, déi eis haut hei virgeluecht ginn?

Déi éischt Ännerung ass, datt mer net méi vun „recettes“ schwätzen, wa Kanner mat hirem Spillgezei do esou maachen, als géife se eppes kachen oder baken. Mir kënnen dann net méi schwätze vun „recettes“, mä mir mussen elo schwätze vun „préparations culinaires“. Dat ass also eng gesetzlech Ännerung! Also «permettant aux enfants de confectionner des friandises ou des recettes culinaires» gëtt ersat duerch «...friandises ou préparations culinaires».

Déi zweet Ännerung, déi mer haut maachen, ass: «les jouets placés sur le marché», dat gëtt ersat duerch «les jouets mis sur le marché». Dat sinn déi zwou gesetzlech Ännerungen.

An da kommen nach zwou Dispositiounen an deem Rectificatif vun der Kommissioun, déi d'Annexe betreffen. Déi sinn extrem technesch. Effektiv, oh ben technesch, et ass einfach eng formalistesche Énumérierung vun Annexen, wou mer eng emsetzen an eng zweet net emsetzen. Wou ech mech da froen: Wat ass d'Ursach dovunner? Ass dat en Oubli, wou mer dann an dräi Wochen erëm hei stinn, et wär en Oubli, well mer erëm e Bréif vun der Kommissioun kruten iwwer eng net korrekt Émsetzung vun engem Rectificatif?

An da bleiwen natierlech eis Bemierkunge grondsätzlecher Natur iwwer eng automatesch Émsetzung vun Actes délégués an eiser Législatioun, déi mir als ADR net akzeptéieren. Mä et freet sech natierlech bei esou Banalitéite wéi déi, déi mer haut hei mussen gesetzlech regelen, wat

wierklech de Wäert vun der Direktiv a vun der legislativer Aarbecht an engem Memberstat ass.

Mir denken, dat doten, dat geet definitiv ze wäit. Mir hunn dat och schon an anere Gesetzer a leschter Zäit gehat, wou mer wéinst Kommaen an Detailer, déi wierklech absolut kee prakteschen Notze fir d'Leit hunn... Et geet net hei em wierklech Verbesserung fir d'Sécherheet vum Spillgezei fir d'Kanner. Ob mir dat do iwwerhaupt op déi Manéier wëllen an Europa maachen. Mir als ADR hunn do eis Bedenken an dowéinst enthalen mir eis.

Villmools Merci!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Kartheiser. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Also huet d'Wuert déi zoustänneg Statssekretärin, d'Madame Francine Closener.

#### Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Closener**, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleift u sech der Rapportrice, dem Tess Burton, nach eng Kéier Merci ze soe fir och dësen detailléierte Rapport, deen alles seet, wat zu dësem Projet ze soen ass.

Ech profitéieren awer vun der Geleeënheet, fir lech nach e puer allgemeng Informatiounen zur Spillsaachesecherheet och mat op de Wee ze ginn. Déi ass jo sécher jiddwerengem wichteg.

Den honorablen Deputéierte Félix Eischen huet et scho gesot: Hei am Land ass den ILNAS zoustänneg fir de Contrôle vun der Sécherheet vun de Spillsaachen. Iwwert deen europäesche Fréiwarnsystem RAPEX koumen am Joer 2012 iwwer 2.000 Allerten eran. Dovunner waren 365 Notifikatiounen iwwer Spillsaachen. Dat waren also bal 20%. Am Joer 2013 waren et der 465, déi Spillsaache betraff hunn, vun am Ganzen 2.022.

Mä den ILNAS ass net nëmmen aktiv um Terrain op Basis vun de RAPEX-Allerten, mä seng Servicer ginn och regelméisseg an d'Butteker, op d'Mäert, op Kiermessen an esou weider kontrolléieren. Do ginn et jo besonnesch ganz vill där No-name-Produkte. Mat Hëllef vun der Douane ginn och systematesch Importer an Internet-Shopping aus Drëttlänner iwwerpréift.

D'virlescht Woch zum Beispill huet den ILNAS och eng Enquête lancéiert, wou eng 30 Spillsaachen ausgewielt goufen, déi op sougenannten „Weichmacher“ kontrolléiert ginn, ob do d'Grenzwärter agehal ginn. D'Analysen an enger neier Zesummenaarbecht mam Statslaboratoire sinn nach amgaangen. Resultater leien nach net vir. Et ass awer e wichtege Punkt, datt d'Servicer vun ILNAS net nëmme reagéieren, mä och duerch geziilt Aktiounen preventiv um Terrain schaffen.

An ech wär och frou iwwer Är Zoustämmung zu dësem Projet de loi.

Merci villmools!

► **Une voix**.- Très bien!

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 28 et 29

### 28<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 331

6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiatrice (2011-2012) et

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiatrice 2013 p. 331-338

### 29<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 339

Communication p. 339

Ordre du jour p. 339-340

Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance p. 340-350

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile p. 350-352

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 352-353

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, däréf ech der Madame Statssekretärin nach eng Fo stellen?

► **M. le Président**.- Jo. Fuert duer!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wollt d'Madame Statssekretärin froen, firwat mer, wa mer déi aner dräi Dispositiounen emsetzen, firwat mer dann net emsetzen déi, déi am Journal officiel vum 30. Juni 2009, Sait 19, Artikel 55 vun der Europäescher Unioun virginn ass. Déi huet deeselwechte rechtliche Rang wéi all déi aner. Firwat gi mer der dräi emsetzen an déi véiert net? Merci.

► **Mme Francine Closener**, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Merci dem honorablen Deputéierten. Dat ass eng technesch Fro, op déi ech lech ganz gär déi nächste Kéier eng Äntwert ginn.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- An haut stëmme mer d'Gesetz?

► **Mme Francine Closener**, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Haut stëmme mer d'Gesetz. An dat ass och gutt esou.

#### (Interruptions)

► **M. le Président**.- Merci. Ech mengen, dat ass eng fair Propos. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6685 iwwerzegoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6685 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6685 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Fé-

lix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox) et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

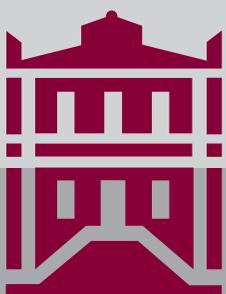
Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer um 2 Auer erëm. Kommt gutt heem!

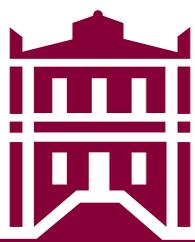
D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





## Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur                                | Objet  |          |   |  |
|-------------|---------------------------------------|--|----------|---|--|
| 0266        | Justin Turpel                         | Encadrement scolaire de jeunes issus de pays tiers   | 0313     | Gilles Roth   | Déclaration de la société Creos Luxembourg SA dans le cadre du procès «Bommeleeeër»  |
| 0281        | Josée Lorsché                         | Plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange  | 0314     | Josée Lorsché, Henri Kox  | Utilisation de glyphosate  |
| 0284        | Serge Wilmes                          | Destitution du Président du Parlement des Jeunes   | 0315     | Martine Hansen  | Prise en charge des élèves au «Lënster Lycée» en dehors des heures de cours  |
| 0285        | Diane Adehm, Serge Wilmes             | Droit à l'oubli sur Internet   | 0316     | Martine Hansen  | Maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes   |
| 0286        | Franz Fayot                           | Installation définitive de certains départements de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg | 0317     | Léon Gloden   | Enseignants de religion dans l'école fondamentale  |
| 0287        | Taina Bofferding, Tess Burton         | Classement européen des universités U-Multirank  | 0318     | Franz Fayot   | Invitation à la Fête nationale   |
| 0288        | Gilles Baum                           | Construction de parkings à la frontière luxembourgeoise  | 0319     | Léon Gloden   | Syndicats des eaux   |
| 0289        | André Bauler, Edy Mertens             | Route nationale E421 entre Diekirch et Wemperhardt   | 0320     | Serge Urbany  | Non-admission aux élections européennes  |
| 0290        | Justin Turpel                         | Visite de la Secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe   | 0321     | Marc Lies, Claude Wiseler   | Abus du système social   |
| 0291        | Gilles Roth                           | Arrêt du «Bundesgerichtshof» concernant les frais de dossier bancaires   | 0322     | Fernand Kartheiser  | Nouveau «terminal d'aviation générale» à l'Aéroport de Luxembourg  |
| 0292        | Marcel Oberweis                       | Boues d'épuration  | 0323     | Fernand Kartheiser  | Neutralité de l'enseignement public  |
| 0293        | Martine Hansen                        | Formation professionnelle  | 0324     | Roy Reding  | Amende pour la banque BNP Paribas par les autorités américaines  |
| 0294        | Laurent Mosar                         | Obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires   | cf. 0334 |   |  |
| 0295        | Laurent Mosar                         | Fonds propres de la Banque centrale du Luxembourg  | 0326     | Marc Spautz   | Objets interdits en bagage de cabine   |
| 0296        | Gilles Roth                           | Affirmations de l'Association du Personnel de la Police Judiciaire (APPJ) relative à l'implémentation d'une norme ISO                    | 0327     | Claudia Dall'Agnol  | Taxe de réservation pour voyage en groupe  |
| 0297        | Nancy Arendt, Félix Eischen           | Courrier de l'UEFA à l'attention de la Fédération luxembourgeoise de Football  | 0329     | Serge Urbany  | Modernisation de l'arsenal nucléaire à nos frontières  |
| 0298        | André Bauler                          | Relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17%  | 0330     | Guy Arendt  | Cours de natation dans l'enseignement fondamental  |
| 0299        | Fernand Kartheiser                    | Suppression des cours de langue française dans les classes de 12 <sup>e</sup> et 13 <sup>e</sup> du régime de la formation de technicien | 0331     | Franz Fayot   | Commission nationale pour la protection des données  |
| 0300        | Henri Kox                             | Pesticides néonicotinoïdes «hautement susceptibles» de tuer les abeilles   | 0332     | Marc Spautz   | Intégration des salariés handicapés dans le secteur public   |
| 0301        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0333     | Gilles Baum   | Formation professionnelle à l'étranger   |
| 0302        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0334     | Diane Adehm, Gilles Roth  | Amende que risque BNP Paribas aux États-Unis   |
| 0303        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0335     | André Bauler  | Problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997      |
| 0304        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0336     | Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval, Jean-Marie Halsdorf | Laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg  |
| 0305        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0337     | Claudia Dall'Agnol  | Attributions des fréquences radio  |
| 0306        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0338     | Claudia Dall'Agnol  | Office européen des brevets  |
| 0307        | Justin Turpel                         | Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP  | 0339     | Joëlle Elvinger, Guy Arendt                                       | Fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach                            |
| 0308        | Justin Turpel                         | Nombre de leçons de décharge pour ancienneté et nombre de leçons supplémentaires dans les différents types d'enseignement                | 0340     | Gilles Roth   | Allocations familiales en fonction des dépenses consacrées aux enfants   |
| 0309        | Claudia Dall'Agnol                    | Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA)  | 0341     | Laurent Mosar   | Procédures en matière d'accords fiscaux octroyés à des multinationales lancées par la Commission européenne contre le Luxembourg |
| 0310        | Marc Spautz                           | Nombre de couveuses dans les maternités  | 0343     | Taina Bofferding  | Reconnaissance de l'équivalence et homologation au Luxembourg de diplômes reconnus équivalents au système Bologna                |
| 0311        | Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen | Plan d'action PME  | 0344     | Gilles Roth   | Coupe du monde de football   |
| 0312        | Jean-Marie Halsdorf                   | Substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques   | 0345     | Diane Adehm   | Hausse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits  |
|             |                                       |  | 0347     | Laurent Mosar   | Accès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) aux statistiques en matière de finances publiques                                |
|             |                                       |  | 0348     | Laurent Mosar   | Langue des signes  |
|             |                                       |  | 0350     | Jean-Marie Halsdorf   | Personnes intoxiquées lors d'un concours hippique  |
|             |                                       |  | 0351     | Aly Kaes  | Taux d'imposition lors de la vente de bâtiments construits à usage propre  |
|             |                                       |  | 0352     | Claudia Dall'Agnol  | Parlement des Jeunes   |
|             |                                       |  | 0368     | Diane Adehm   | Généralisation du «Signing Server Token» Luxtrust pour les affaires courantes bancaires  |

### Question 0266 (8.5.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant l'encadrement scolaire de jeunes issus de pays tiers:

Le Luxembourg accueille régulièrement des contingents de personnes issues de pays tiers, notamment de pays en crise ou de pays ayant connu dans un passé plus ou moins récent des troubles politiques importants.

Parmi ces personnes, il faut compter des jeunes gens en âge d'être scolarisés qui ne maîtrisent aucune des deux langues d'enseignement (français et allemand). À cette fin, l'éducation nationale prévoit des structures adéquates: les classes d'insertion ou classes d'accueil (ACCU) prévues pour les adolescents de douze à 15 ans et les classes d'insertion pour jeunes adultes

(CLIIJA) qui offrent aux élèves de 16 et 17 ans une formation de base en français leur ouvrant l'accès à l'enseignement secondaire technique.

Néanmoins, il semble que le nombre de places disponibles dans ces classes ne correspond pas toujours aux besoins très divers allant de la formation au suivi psychologique de jeunes originaires de régions connaissant des conflits plus ou moins graves. De plus, la question de l'encadrement des jeunes de 18 à 25 ans qui ne disposent pas non plus d'une formation adéquate se pose également.

À ce titre, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres en charge de l'Éducation nationale, de l'Intégration et du Travail:

1. Quels établissements du secondaire disposent de classes ACCU et CLIIJA?
2. De combien de classes de ce type ces établissements disposent-ils?
3. Y a-t-il des listes d'attente pour ces classes? Le cas échéant, pouvez-vous m'informer du

nombre d'élèves potentiels inscrits sur ces listes? Pouvez-vous m'indiquer le temps d'attente moyen sur ces listes avant de pouvoir intégrer une telle classe et quelles sont les alternatives proposées durant cette attente?

4. Quelles options de formation sont offertes aux nouveaux arrivants âgés de 18 à 25 ans?

5. Pouvez-vous m'indiquer le nombre de mineurs non accompagnés de parents ou tuteurs résidant actuellement au Luxembourg?

6. Qui prend en charge la tutelle de mineurs arrivant sans parents ou tuteurs au Luxembourg? Quel type d'accompagnement leur est offert et combien de temps dure-t-il? D'une manière générale, quel est l'éventail des mesures prévu à cet effet?

7. Au cas où ces mineurs bénéficient de la tutelle d'un éducateur, combien de mineurs se trouvent actuellement dans ce cas? Combien de temps un tel éducateur peut-il consacrer à ces mineurs?

8. Un suivi psychologique est-il prévu pour les mineurs originaires d'un pays en guerre ou en situation de conflit armé et qui subissent des traumatismes liés à de telles expériences?

9. Étant donné que les classes ACCU et CLIIJA enseignent le français (16 heures hebdomadaires), le luxembourgeois (deux heures hebdomadaires) et l'anglais (deux heures hebdomadaires), il est très probable que ces jeunes doivent trouver des classes ou des formations francophones après leur année passée dans une telle classe. Partant, je voudrais savoir combien de DAP et de classes du régime technicien et technique dont la langue principale est le français existent et est-ce que ce nombre correspond au nombre des jeunes arrivants au Luxembourg?

10. Combien de jeunes des classes CLIIJA arrêtent leurs études en cours d'année scolaire?

11. Quelle est la situation familiale de ces jeunes? Sont-ils arrivés seuls au Luxembourg ou accompagnés?

12. Finalement, pouvez-vous m'indiquer le nombre de jeunes des classes CLIJA et ACCU qui ont soit trouvé une place d'apprentissage, soit un emploi? À l'inverse, combien de ces jeunes se retrouvent au chômage après avoir fréquenté une telle classe?

**Réponse commune** (9.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Les classes d'accueil et d'insertion à l'enseignement postprimaire ont été créées au cycle inférieur et au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique. Des classes à régime linguistique spécifique (RLS) ont été créées aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

Les classes d'accueil et d'insertion accueillent les élèves âgés de douze à 16 ans qui arrivent au pays. S'ils ne maîtrisent pas le français, ils y apprennent le français de manière intensive ainsi que le luxembourgeois, avec l'objectif d'accéder à une formation dans une classe RLS avec le français comme langue d'instruction, ou à une classe préparatoire du bac international. S'ils sont francophones, ils apprennent l'allemand de manière intensive avec l'objectif d'intégrer une classe régulière, avec l'allemand et le français comme langues d'instruction.

Les classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIJA) accueillent les jeunes âgés de 16 à 17 ans récemment arrivés au pays.

Les médiateurs interculturels assistent les parents, les enseignants et les autorités scolaires; leur travail facilite l'insertion scolaire des enfants et adolescents étrangers et le dialogue entre l'école et les familles. Cette offre est actuellement disponible pour les langues albanaise, arabe, créole, espagnole, grecque, mandarine, népalaise, italienne, iranienne, portugaise, serbo-croate, turque et russe.

Par année scolaire, il y a quelque 500 élèves entre douze et 16 ans qui arrivent au pays et qui doivent être accueillis dans ces classes. Parmi eux, il y a des adolescents issus d'un pays tiers en état de crise ou soumis à des troubles politiques importants. Ce nombre est en régression depuis deux années. La diminution est équilibrée par l'augmentation des enfants de familles qui migrent vers le Luxembourg pour des raisons économiques.

Les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

1. Pour l'année scolaire 2013/2014, 17 lycées offrent des classes d'accueil ACCU et/ou CLIJA. À cette offre s'ajoute une classe pour élèves âgés de plus de 17 ans à l'École de la 2<sup>e</sup> Chance.

2. Le nombre de classes par établissement est le suivant:

3. Actuellement, il n'y a pas de liste d'attente pour ces classes.

Dans le passé, l'afflux considérable d'élèves a eu pour conséquence que certains jeunes en âge d'obligation scolaire étaient inscrits sur une liste d'attente. Mais ils ont tous été scolarisés au plus tard deux semaines après l'inscription sur cette liste.

4. Une classe d'accueil pour jeunes adultes à destination de nouveaux arrivants majeurs fonctionne depuis l'année scolaire 2013/2014 à l'École de la 2<sup>e</sup> Chance.

Par ailleurs, les jeunes qui ne connaissent pas les langues de scolarisation du Luxembourg peuvent fréquenter des cours de langues auprès de l'Institut national de langues ou auprès d'autres organismes de leur choix. Ils bénéficient du tarif réduit de 10 euros pour une inscription à ces cours.

Caritas offre des cours de langues et d'informatique aux jeunes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui ne possèdent pas suffisamment de connaissances pour intégrer le système scolaire luxembourgeois.

5. Actuellement, 16 mineurs demandeurs de protection internationale et un mineur réfugié reconnu résident au Luxembourg.

6. L'accueil des mineurs demandeurs de protection internationale non accompagnés (MNA) est différent de celui des adultes car il exige une protection particulière. Actuellement, cet accueil est réalisé par l'OLAI, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas.

Les MNA âgés entre 15 et 16,5 ans sont actuellement hébergés et encadrés par la Croix-Rouge. Les MNA âgés entre 16,5 et 18 ans sont hébergés par Caritas. Les deux ONG ont réparti ainsi les tâches d'hébergement et d'encadrement. La demande de tutelle est introduite par le tuteur lui-même, à savoir la Croix-Rouge luxembourgeoise ou Caritas.

Depuis la création de l'Office national de l'enfance (ONE) par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, le service social de l'OLAI, ensemble avec la Croix-Rouge, oriente tout MNA âgé de moins de 16 ans vers une des maisons d'enfants de l'État ou, par le biais de l'ONE, dans un des centres spécialisés dans l'accueil d'enfants et de jeunes en difficulté. En attendant l'admission dans un centre pour jeunes, les MNA sont inscrits sur une liste d'attente auprès de l'ONE et séjournent pendant ce temps au centre d'hébergement pour demandeurs de protection internationale de la Croix-Rouge.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour chaque MNA âgé de moins de 17 ans et demi et qui dépose une demande de protection internationale, la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères demande au Juge des tutelles de désigner un administrateur ad hoc, sauf si une demande de tutelle a déjà été introduite

par Caritas ou par la Croix-Rouge. La mission de l'administrateur ad hoc consiste à permettre au MNA d'être assisté et conseillé quant à ses droits dans le cadre de sa procédure de protection internationale. Depuis le début de l'année 2014, le Juge des tutelles a nommé sept administrateurs ad hoc, tous avocats.

Les tuteurs et les administrateurs ad hoc accomplissent leurs missions jusqu'à la majorité du MNA.

L'accompagnement et le suivi psycho-socio-éducatif des MNA sont multiples. Par leur présence et par des entretiens réguliers, les éducateurs encadrent les MNA pour leur permettre d'identifier leurs besoins primaires; ils les assistent dans la gestion de la vie quotidienne, assurent l'accompagnement scolaire et professionnel, organisent le suivi médical et psychologique et entretiennent le lien avec les proches dans le pays d'origine. Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise accompagnent les MNA dans le cadre de l'accord de collaboration signé avec l'OLAI. À noter que Caritas fait également appel à l'ONE pour l'accompagnement des MNA pour lesquels elle a demandé la tutelle.

7. À l'heure actuelle Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise accompagnent neuf MNA sous tutelle. Le temps consacré à chaque mineur dépend de ses besoins, de ses compétences et de ses attentes; le tuteur adapte donc son accompagnement et le temps y consacré à la situation personnelle de chaque MNA.

8. Chaque demandeur de protection internationale a droit à un suivi psychologique.

Au lycée, les jeunes et adolescents de onze à 17 ans peuvent demander des consultations psychologiques et thérapeutiques auprès du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires (CPOS).

Les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires (SPOS) offrent une guidance psychopédagogique aux élèves.

En outre, l'équipe de Psy-Jeunes de la Croix-Rouge offre une thérapie traumatique aux jeunes et adolescents de douze à 27 ans suite à des événements traumatisants ou très stressants qui menacent les jeunes dans leur intégrité physique et morale ou dans leur estime de soi.

9. Les classes à régime linguistique spécifique (RLS) à langue véhiculaire française suivantes sont offertes actuellement dans les voies de formations reprises ci-après:

- au régime technique:
  - division technique générale,
  - division administrative et commerciale,
  - division des professions de santé et des professions sociales, cycle moyen et section de l'infirmier,
- au régime de la formation de technicien:
  - division administrative et commerciale,
  - division électrotechnique,
- au régime professionnel, pour la formation professionnelle initiale menant à un DAP (diplôme d'aptitude professionnelle):
  - agent administratif,
  - aide-soignant,
  - coiffeur,
  - conseiller en vente,
  - cuisinier,
  - électricien,
  - électronicien en énergie,
  - électronicien en communication,
  - gestionnaire qualifié en logistique,
  - installateur chauffage-sanitaire,
  - mécanicien d'autos et de motos,
  - restaurateur,
  - serveur de restaurant,
- pour la formation professionnelle de base menant à un CCP (certificat de capacité professionnelle):
  - commis de vente,
  - cuisinier,
  - coiffeur,
  - électricien,
  - installateur chauffage-sanitaire,
  - assistant en mécanique automobile,
  - serveur de restaurant.

À la rentrée scolaire 2013/2014, 569 élèves étaient inscrits dans les classes RLS.

Quatre nouvelles formations sont prévues pour l'année scolaire 2014/15:

- au régime technique:
  - division des professions de santé et des professions sociales, cycle moyen et section des sciences sociales,
- au régime professionnel, pour la formation professionnelle initiale menant à un DAP (diplôme d'aptitude professionnelle):
  - esthéticien,
  - maçon,
  - peintre.

Par ailleurs, les jeunes qui optent pour des études secondaires en langue française peuvent s'inscrire dans les classes préparant au baccalauréat international à langue véhiculaire française ou à langue véhiculaire anglaise.

10. Parmi les 79 jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, cinq ont arrêté leurs études en cours d'année scolaire.

11. Parmi les 79 jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, 64 ont eu comme personne de référence le père ou la mère ou - dans un cas - la belle-mère, six un tuteur ou une tutrice, quatre le responsable d'un foyer d'accueil. Dans trois cas, cette information n'est pas disponible.

12. Parmi les jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, 33 (42%) continuent leurs études dans des classes du cycle inférieur ou moyen et trois (4%) ont trouvé une place d'apprentissage.

Parmi les jeunes ayant fréquenté une classe ACCU en 2012/13, 256 élèves (61%) sont inscrits dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, 46 élèves (11%) ne sont plus inscrits dans un lycée, 62 élèves (15%) sont des enfants de demandeurs de protection internationale et ont été rapatriés au pays d'origine avec leurs familles, 45 élèves (11%) sont arrivés tard dans l'année scolaire et prolongent leur inscription dans une classe d'accueil, un élève est inscrit en formation professionnelle.

Les situations d'emploi ou de chômage ne peuvent pas être vérifiées en raison des dispositions légales en matière de protection des données.



**Question 0281** (13.5.2014) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange**:

Lors du débat public en date du 9 juillet 2013 au sujet du projet de loi 6569 portant sur l'aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange, la grande majorité des Députés a salué le projet en question du fait qu'il était destiné à mettre en place un mode de transport alternatif à la route sur les axes de trafics massifiés en Europe et à réduire de façon considérable les émissions en CO<sub>2</sub> résultant du secteur des transports.

Néanmoins, certains Députés ont invité le Gouvernement par le biais d'une motion à réexaminer le projet de construction de la plate-forme multimodale en vue de mettre en place une meilleure protection des riverains, de définir des mesures compensatoires supplémentaires, d'établir un plan de développement pour le site et de finaliser l'étude de trafic portant entre autres sur l'impact que le fort développement des zones d'activités et du secteur de logistique entre Dudelange et Bettembourg pourrait avoir sur la région entière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le projet de construction a-t-il été réexaminé par la suite et quels sont, le cas échéant, les travaux supplémentaires envisagés pour garantir une meilleure protection des riverains contre le bruit?
2. En quoi consistent finalement les mesures de compensation respectivement les travaux de renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach» longeant le site?
3. Est-ce que l'étude de trafic régionale a entretemps été finalisée et si oui, quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut en tirer?
4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait envisager un rétrécissement conséquent des routes à l'entrée des localités avois-

| ACCU: Classes d'accueil douze-15 ans                    | classes   |
|---|-----------|
| Lycée Michel Rodange, Merl                              | 1         |
| Lycée technique de Bonnevoie                            | 2         |
| Lycée technique des Arts et Métiers, Limpertsberg       | 1         |
| Lycée technique du Centre, Kirchberg                    | 4         |
| Uelzechtycée, Dommeldange                               | 1         |
| Lycée Josy Barthel, Mamer                               | 1         |
| Lycée Nic-Biever, Dudelange                             | 1         |
| Lycée Hubert Clément, Esch                              | 1         |
| Lycée technique Lallange                                | 2         |
| Lycée technique Mathias Adam, Lamadelaine               | 2         |
| Lycée Ermesinde, Mersch                                 | 1         |
| Lycée classique Diekirch - annexe Mersch                | 1         |
| Lycée technique Ettelbruck                              | 1         |
| Lycée technique Joseph Bech, Grevenmacher               | 1         |
| Lycée du Nord, Wiltz                                    | 3         |
| CLIJA / Classes d'accueil pour jeunes adultes 16-17 ans | classes   |
| Lycée technique École de Commerce et de Gestion, Merl   | 1         |
| Uelzechtycée, Dommeldange                               | 1         |
| Lycée technique Lallange                                | 1         |
| Lycée technique Michel Lucius, Limpertsberg             | 2         |
| CLIJA / Classes d'accueil pour jeunes adultes >17 ans   | classes   |
| École de la 2 <sup>e</sup> Chance                       | 1         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>29</b> |

nantes afin de réduire l'attrait de ces localités pour le passage de poids lourds?

5. Est-ce qu'un plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route a été établi et quelles sont les prévisions actuelles au niveau de l'augmentation du fret ferroviaire sur l'axe du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon dans les années à venir?

**Réponse commune** (27.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse aux objections levées lors de la consultation du public réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation suivant la loi du 29 mai 2009, les CFL ont étudié en profondeur l'aspect des nuisances sonores engendrées par le projet en question. En accord avec les responsables du Ministère, l'Administration de l'Environnement et l'expert en la matière Luxcontrol, trois études ont été réalisées:

- étude d'impact sonore: phase chantier;
- étude d'impact sonore: phase d'exploitation;
- évaluations des mesures techniques de réduction de bruit (phase exploitation).

Les deux premières études concluent que la phase chantier ne génère pas de nuisances et qu'en phase d'exploitation, le terminal tournant à pleine cadence (à l'horizon 2025) provoque un léger dépassement des valeurs limites pendant la période nuit.

Trois pistes ont ensuite été analysées afin de réduire le bruit en période de nuit. Uniquement les mesures organisationnelles consistant à stationner les semi-remorques en période nuit de préférence sur la partie sud du terminal offrent des réductions notables et ont été retenues. Cette partie est la plus proche de la digue de l'autoroute et son effet se fait sentir le plus.

Il reste à remarquer que le bruit du terminal est minime par rapport au bruit existant provenant principalement de l'autoroute A13.

Dans cette logique et en complément des études sonores réalisées par les CFL, j'ai instruit mes services à entamer une étude de bruit relative aux émissions de l'autoroute A13 et de l'échangeur Dudelange-Burange. Il en résulte que les nuisances émanant des infrastructures routières peuvent être sensiblement réduites par l'installation d'un écran antibruit sur une longueur approximative de 1.500 mètres. Avant de pouvoir être communiqués aux instances locales, les résultats de l'étude seront présentés à l'Administration de l'Environnement, autorité compétente en la matière.

Quant aux mesures de compensation et de renaturation, l'on observe que dans le contexte du plan de gestion de district hydrographique établi en 2009 conformément aux dispositions de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déclarant obligatoire le plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse du Grand-Duché de Luxembourg, le cours d'eau «Diddelenger Baach» a été classé comme masse d'eau fortement modifiée. Cette classification est la conséquence de l'état actuel de ce cours d'eau, à savoir un chenal qui prend sa source en France dont le bassin versant est fortement urbanisé et industrialisé, qui coule partiellement à ciel ouvert et partiellement couvert, ne présente que peu de méandres et dont les berges et le fond sont partiellement en béton. Ce cours d'eau ne présente que dans une envergure très limitée un habitat adéquat à la faune et la flore aquatiques. Sur le site de la future plate-forme multimodale, le cours d'eau «Diddelenger Baach» ne se trouve actuellement plus dans son thalweg initial, la plus grande partie de son lit et de ses berges sont artificiels et il passe dans un canal souterrain en dessous de l'autoroute A13.

L'arrêté ministériel pris en application de la loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires et l'autorisation ministérielle délivrée en application de l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée ont fixé les mesures de compensation, de mise dans un état plus naturel et de renaturation d'une partie du cours d'eau «Diddelenger Baach» en amont ainsi que sur le site de la future plate-forme multimodale.

Ainsi, la partie du cours d'eau située en amont du site de la plate-forme multimodale sera renaturée de façon à ce que le cours d'eau y re-

trouve son lit initial permettant la création d'un habitat humide à haute qualité environnementale/écologique propice à l'installation d'une riche flore et faune des milieux humides. Sur les autres tronçons à ciel ouvert situés sur le site de la future plate-forme multimodale, la stabilisation des berges du cours d'eau «Diddelenger Baach» se fera à l'aide de pierres cyclopéennes de forme irrégulière placées de façon non rectiligne afin de créer dans le lit des échancrures à haute valeur écologique. La pente des berges sera aménagée de façon à élargir au maximum le lit du cours d'eau.

Au niveau des passages souterrains du cours d'eau «Diddelenger Baach», en l'occurrence en dessous de l'autoroute A13 et des infrastructures de liaison ferroviaires, les éléments de conduite seront munis d'un fond à structure rugueuse de façon à garantir la continuité du lit naturel du cours d'eau et de favoriser ainsi la franchissabilité pour les organismes aquatiques.

Le maître d'ouvrage réalisera les aménagements précités en étroite collaboration avec les agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Les mesures compensatoires à réaliser au titre de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles comprennent outre la renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach» susmentionnée, la plantation d'une chênaie-charmaie de plus de 2 ha, la plantation d'arbustes des milieux frais, la plantation d'un groupe d'arbres indigènes haute-tige le long du cours d'eau «Diddelenger Baach», ainsi que la création de trois mares à proximité du cours d'eau «Diddelenger Baach» dans lesquelles la flore et la faune inféodées aux milieux humides pourront s'installer. Toutes ces mesures contribueront à la création d'une intéressante mosaïque d'habitats à haute valeur écologique.

Dans le contexte de la procédure d'information du public relative au projet des terminaux intermodaux, une étude de trafic fut lancée. Partant de réflexions et d'analyses essentiellement liées au réseau routier, le cadre de cette étude a entre-temps pu être étendu au-delà du trafic routier et englobe dès lors tous les modes de mobilité, notamment le trafic routier individuel et collectif, les transports public et la mobilité douce/écologique. Si cette étude n'est pas encore finalisée à tous ces niveaux, des conclusions importantes ont déjà pu être avancées.

Au niveau des accès à la zone logistique, un troisième raccordement de la zone logistique devra être créé moyennant réaménagement de l'échangeur de Dudelange sur l'autoroute A3. Cet échangeur partiel devra être transformé en plein échangeur pour permettre les échanges directs en direction de la France. Notamment les charges de l'échangeur de Burange se trouveront réduites en conséquence.

Pour apaiser et réduire le trafic à l'intérieur des localités de Bettembourg et de Dudelange, la capacité de l'autoroute A3 est à augmenter par la réalisation d'une 3<sup>e</sup> voie entre l'échangeur de Dudelange et l'aire de Berchem.

À l'intérieur et à l'approche des localités, d'importantes mesures sont à réaliser pour diminuer l'attrait des itinéraires passant par les centres urbains. À part la réalisation de différentes mesures d'apaisement, dont p. ex. les rétrécissements énoncés par l'honorable Députée, l'installation de feux tricolores et la mise en place de signalisations routières obligeant les poids lourds à passer par l'autoroute, d'autres aménagements sont projetés:

Le centre de Dudelange sera réaménagé en plusieurs étapes. D'abord par l'aménagement d'une zone de rencontre, ensuite par la construction d'un passage inférieur avec suppression du passage à niveau «rue Dominique Lang / route de Kayl», et en phase finale, par la réorganisation totale du réseau routier dans le centre de Dudelange. In fine, ceci permettra la suppression de tous les passages à niveau, et l'amélioration conséquente de l'offre des transports publics par l'augmentation de la fréquence des trains circulant entre Dudelange et Bettembourg.

L'axe routier de la N31 entre Dudelange et Bettembourg sera à réaménager de sorte à maîtriser d'une part le trafic desservant les zones adjacentes par l'autoroute et, d'autre part, à décourager le trafic transitoire à passer par les localités.

À l'approche de Bettembourg, une entrée supplémentaire à la zone d'activités sera créée avec le réaménagement du carrefour dit «Michelini».

Dans le centre de Bettembourg, à part les aménagements nécessaires pour régler le trafic, l'administration communale, d'entente avec les services étatiques, travaille sur le projet de réaménagement du tronçon de la N13 en direction de la gare, dont le caractère urbain sera accen-

tué davantage. La définition détaillée de tous les aménagements prévus par l'étude de trafic est actuellement en cours à base des calculs réalisés par la «cellule modèle de transport».

Bien qu'il soit encore trop tôt pour annoncer toutes les solutions en détail, et en attendant l'élaboration d'une programmation pluriannuelle, l'on peut retenir d'ores et déjà les chiffres suivants dans le rayon de l'étude: augmentation du nombre de carrefours à feux de un à onze; amélioration de l'offre des transports publics dans les zonings par l'ajout de huit arrêts pour bus (par rapport à trois existants); prolongation des voies cyclables de 8 km. À part toutes ces mesures à prendre au niveau de l'exploitation et du réseau, un projet de réorganisation de la signalisation et des dénominations des zones d'activités est en cours en vue d'améliorer la visibilité par les systèmes de navigation utilisés par les professionnels de la route.

En ce qui concerne le plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route, un plan d'entreprise à horizon 2020 a été validé par le Conseil d'administration des CFL en date du 31 mars dernier. Ce plan fixe les principaux objectifs de développement des trois pôles «métier» des activités Fret du groupe CFL.

À horizon 2020, ce plan prévoit un nombre de manutentions par an sur le terminal à conteneurs de plus de 175.000 et un nombre de semi-remorques sur l'autoroute ferroviaire d'environ 210.000. Pour rappel, la capacité maximale est de 300.000 manutentions et 300.000 containers.

Le plan d'entreprise à horizon 2020 prévoit par ailleurs le développement d'un réseau cohérent de transport de marchandises par train au départ de Bettembourg en:

- étoffant substantiellement l'offre sur les lignes existantes (Anvers, Le Boulou, Lübeck, Trieste et Milan);
- en démarrant progressivement de nouvelles lignes, dont notamment Duisbourg, Lyon, Paris, Pologne, Rotterdam.

S'agissant plus spécifiquement du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon, le plan de développement prévoit une augmentation du nombre de rotations hebdomadaires des trains de combiné:

- entre Bettembourg et Anvers, passant de quatre allers-retours par semaine en 2014 à sept en 2020;
- entre Bettembourg et Le Boulou, passant de quatre allers-retours par semaine en 2014 à cinq à l'horizon 2020.

Par ailleurs, le plan de développement prévoit de connecter le corridor Mer du Nord - Méditerranée (Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon) au corridor Mer du Nord - Baltique via un train Bettembourg-Duisbourg, permettant de proposer des solutions ferroviaires efficaces sur les principaux axes européens, au départ de Bettembourg.

**Question 0284** (13.5.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **destitution du Président du Parlement des Jeunes**:

La presse relatait récemment que le Président du Parlement des Jeunes a été démis de ses fonctions avec effet immédiat «pour ne pas s'être tenu aux règles». Hier, quatre membres du Parlement des Jeunes ont quant à eux apporté leur soutien au Président démis qui «a été irréprochable durant deux ans». Ces derniers ont qualifié la décision du Parlement des Jeunes comme étant ni fondée ni justifiée. Alors que le Parlement des Jeunes est l'occasion pour les personnes cibles de faire l'expérience du monde politique, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre peut-il m'indiquer s'il a été au préalable informé à un quelconque titre de la décision du Parlement des Jeunes de démettre son Président de ses fonctions?

- Vu le malaise existant actuellement au sein du Parlement des Jeunes, le Ministre envisage-t-il de chercher le dialogue avec les membres du dit Parlement afin de rétablir la confiance de ses membres dans le fonctionnement de cette assemblée?

**Réponse** (17.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1) Quant à l'information préalable de la décision de démettre le Président du Parlement des Jeunes de ses fonctions.

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse fut informé de la déci-

sion de démettre le Président du Parlement des Jeunes uniquement après que cette décision ne fut prise.

Ad 2) Quant au dialogue avec les membres du Parlement des Jeunes.

Il est important de bien comprendre le contexte dans lequel le Parlement des Jeunes vient prendre place. Créée par l'article 14 de la loi de 2008 sur la jeunesse, cette structure fonctionne dans le cadre d'un partenariat qui réunit le Parlement des Jeunes, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg et le Centre Information Jeunes, en tant que partenaire indépendant et neutre de l'information envers les jeunes. Ces quatre organismes, tout en étant autonomes, se concertent régulièrement pour discuter des questions qui se posent autour de la gestion du Parlement des Jeunes. Une évaluation menée par l'Université du Luxembourg aux débuts du Parlement des Jeunes montre que ce que le Député Serge Wilmes qualifie de malaise est l'expression d'une tension inhérente à ce type de structure. En effet, le Parlement des Jeunes est à la fois une structure de participation politique des jeunes et un projet pédagogique d'éducation à la citoyenneté. Des discussions ont lieu actuellement entre les partenaires précités pour analyser les développements récents.

**Question 0285** (13.5.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **droit à l'oubli sur Internet**:

Déjà en janvier 2012, Madame Viviane Reding, en sa qualité de Vice-Présidente de la Commission européenne et Commissaire chargée de la justice, a proposé une réforme globale des règles adoptées par l'UE en matière de protection des données afin de renforcer les droits en matière de respect de la vie privée dans l'environnement en ligne et de donner un coup d'accélérateur à l'économie numérique européenne. Parmi les modifications annoncées figurait le droit à l'oubli numérique.

Aujourd'hui, la Cour de justice de l'Union européenne vient de rendre son arrêt dans l'affaire C-131/12 opposant Google Spain SL, Google Inc. à Agencia Española de Protección de Datos, Mario Costeja González. Celle-ci constate qu'il y a lieu de rechercher un juste équilibre notamment entre l'intérêt légitime des internautes potentiellement intéressés à avoir accès à certaines informations et les droits fondamentaux de la personne, faisant l'objet du traitement par le moteur de recherche, tel Google. De manière générale toutefois, les droits de la personne concernée, i. e. le droit au respect de sa vie privée et à la protection de données à caractère personnel, devraient prévaloir sur les droits des internautes. La Cour va même jusqu'à affirmer que certaines informations devraient, le cas échéant, être effacées, même dans des cas de figure où le traitement initial a été licite.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes aux Ministres des Communications et des Médias et de la Justice:

- Est-ce que les Ministres estiment que la législation luxembourgeoise en matière de protection des données tient suffisamment compte des conclusions de la Cour de justice de l'Union européenne?

- À défaut, les Ministres envisagent-ils d'adapter notre législation au cadre tracé par la Cour de l'UE ou entendent-ils attendre l'adoption de la proposition de directive réformant la protection des données dans l'Union européenne avant de légiférer?

**Réponse commune** (16.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

En réponse à la question des honorables Députés concernant le droit à l'oubli numérique et les implications de l'arrêt rendu par la Cour de justice le 13 mars 2014 dans l'affaire C-131/12, nous avons l'honneur de prendre position comme suit:

- L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 13 mars 2014 dans l'affaire C-131/12 (dit «Google Spain») s'est borné, dans le cadre d'une demande de décision préjudicielle introduite par une juridiction espagnole, à interpréter les dispositions pertinentes de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Cette affaire n'est donc pas à confondre avec d'autres arrêts de la Cour - comme par exemple l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes





C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves - où un recours introduit devant la Cour est dirigé directement contre une directive. Étant donné que la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel a, à l'époque, fidèlement transposé la directive 95/46 précitée, la question de la conformité de la législation luxembourgeoise aux conclusions retenues par la Cour dans son arrêt du 13 mai 2014 ne se pose pas en l'espèce.

- Au vu de la réponse fournie à la première question, la deuxième question est sans objet. À noter cependant que la directive 95/46 ne sera pas remplacée par une autre directive mais par un règlement.

**Question 0286** (14.5.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'installation définitive de certains départements de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg:

Le campus Belval de l'Université du Luxembourg est en passe d'être finalisé et permettra aux facultés qui y seront implantées de travailler et de se développer dans des conditions optimales.

Il a été décidé par ailleurs qu'une partie de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF), à savoir les centres de compétence en droit et en finance, restera implantée à Luxembourg-ville. À ce propos il se pose la question de leur installation définitive dans des conditions aussi favorables que celles créées à Belval.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le Gouvernement a-t-il déjà une idée de l'installation définitive des départements concernés de la FDEF sur le territoire de la ville?

- Sachant que la faculté en question est logée à l'heure actuelle au cœur d'un quartier d'habitation, à Limpertsberg, dans un bâtiment ancien dit «Séminaire» et un bâtiment construit dans les années 80 pour l'ancien cours supérieur des sciences, l'installation définitive de la FDEF dans ces bâtiments est-elle une option pour le Gouvernement?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il établi des projections pour le coût de cette installation puisqu'il faudra de toute façon assainir le bâtiment «Séminaire», rénover le bâtiment des sciences et au cas où l'ancienne «American School» y sera ajoutée, également cet immeuble?

- Le plateau du Kirchberg est en passe de se développer comme quartier européen autant que des affaires. L'installation d'une partie de la FDEF dans ce quartier constituerait une plus-value certaine pour l'attractivité de ce site à de nombreux égards. Dans cette optique, que pense le Gouvernement d'installer définitivement, à plus ou moins long terme et compte tenu des disponibilités financières, les départements de droit et de finance au Kirchberg, à proximité de la Cour de justice de l'Union européenne et d'autres institutions européennes ainsi que d'institutions financières, publiques et privées avec lesquelles la FDEF a des relations de travail importantes?

**Réponse commune** (27.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite savoir si la faculté de droit, d'économie et des finances reste implantée à Luxembourg-ville.

D'emblée, il y a lieu de remarquer que le programme gouvernemental retient qu'en ce qui concerne l'implantation des différentes facultés de l'Université, le Gouvernement respectera ses engagements pris en 2005.

Rappelons à cet égard qu'à l'époque trois critères ont été jugés particulièrement importants:

- le facteur «temps»: le programme d'aménagement doit être réalisé dans des délais rapprochés pour permettre à l'Université de se développer et de montrer clairement la priorité politique que le Gouvernement accorde au projet universitaire;

- le facteur «coût»: l'infrastructure doit être réalisée au meilleur rapport qualité/coût et au meilleur rendement d'exploitation pour ne pas hypothéquer d'autres priorités du Gouvernement;

- le facteur «aménagement du territoire»: le site universitaire doit être bien raccordé aux transports publics, contribuer au développement équilibré du pays et s'inscrire dans une politique de déconcentration et de régionalisation.

À l'heure actuelle, ces trois critères gardent toute leur actualité. Toute décision concernant l'installation de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg, à titre intermédiaire ou définitive, devra être prise à la lumière de ces critères.

En ce qui concerne l'implantation actuelle, il y a lieu de signaler que le bâtiment central «Séminaire» et le bâtiment des sciences ont le potentiel de pouvoir s'adapter aux futurs besoins de l'Université. Tout changement de l'utilisation des surfaces implique des travaux de transformation, de rénovation et de remise en état d'envergures différentes. Il appartient à l'autorité supérieure de décider sur l'affectation définitive des bâtiments en question.

L'envergure des coûts d'assainissement ou de rénovation dépendra essentiellement de l'utilisation future des surfaces en question. Le bâtiment central, le bâtiment des sciences et les autres bâtiments, telle que l'ancienne «American School», ont des années de construction différentes et présentent, suivant leur utilisation, des degrés de vétusté différents. La complexité et l'envergure des travaux à prévoir dépendront des besoins formulés par l'Université. Actuellement, mes services ne disposent pas encore d'un programme de construction définitif.

Il y a lieu de souligner que l'Administration des bâtiments publics avait soumis au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Travaux publics, en octobre 2010, une étude de faisabilité visant à implanter l'Institut Max Planck dans l'ancienne «American School». Aucune suite n'avait cependant été donnée à cette étude. Par après, une deuxième étude de faisabilité avait été élaborée en 2012 sur demande de l'Université intégrant dans le projet prémentionné la construction d'une bibliothèque pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Étant donné que jusqu'à présent, aucune demande officielle à ce sujet n'a été introduite par la voie hiérarchique par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'étude en question est restée en suspens.

Actuellement l'Unité de recherche en droit de l'Université occupe ensemble avec l'Institut Max Planck des locaux loués dans le bâtiment Weicker au Kirchberg. La Luxembourg School of Finance est logée au bâtiment K2 et la Faculté de science, technologie et communication est implantée au campus Kirchberg dans l'ancien Institut supérieur de technologie (IST).

**Question 0287** (14.5.2014) de **Mmes Taina Bofferding** et **Tess Burton** (LSAP) concernant le classement européen des universités U-Multirank:

Le classement européen des universités U-Multirank a été officiellement lancé à Bruxelles le 13 mai 2014. Ce système mis en place grâce à 2 millions d'euros de financement de l'Union européenne évalue la performance de plus de 850 établissements d'enseignement supérieur à travers le monde sur cinq indicateurs, à savoir la recherche, l'enseignement, l'orientation internationale, le succès dans le transfert de connaissances par le biais de partenariats avec les entreprises et les start-ups, et la participation régionale. Le nouveau classement tient également compte du retour d'information fourni par 60.000 étudiants des universités participantes.

Or, il s'avère que l'Université du Luxembourg ne figure pas parmi ces dernières.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'Université du Luxembourg n'a pas été évaluée dans le cadre du classement U-Multirank?

- Une évaluation ultérieure de l'Université du Luxembourg est-elle prévue?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la participation à un tel classement pourrait contribuer à augmenter la «visibilité» de l'Université du Luxembourg et de notre pays sur le plan international en matière de recherche et de formation universitaire?

- Un tel classement, i.e. la comparaison directe avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, ne permettrait-il pas à l'Université du Luxembourg de mieux évaluer, et le cas échéant adapter son offre?

**Réponse** (4.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Il convient de souligner qu'U-Multirank est un classement nouveau, dont les premiers résultats ne sont disponibles en ligne que depuis ce mois-ci et auquel seuls environ 850 établissements d'enseignement participent à ce jour.

L'Université du Luxembourg avait décidé de ne pas participer à des classements universitaires avant son dixième anniversaire. De ce fait elle n'est effectivement pas présente au classement U-Multirank.

La participation à de tels classements requiert une certaine maturité de l'établissement d'enseignement supérieur, lui permettant non seulement de disposer de toutes les données statistiques requises sur un plan pluriannuel, mais aussi d'activités d'enseignement et de recherche suffisamment développées et reconnues à l'échelle internationale. Dès lors, l'établissement d'enseignement supérieur sera à même de se positionner par rapport à d'autres universités disposant parfois de centaines d'années d'expérience, d'une réputation bien établie ainsi que d'un cadre d'opération qui diffère de celui de l'Université du Luxembourg actuellement.

Un groupe de travail composé notamment de deux vice-recteurs a été mis en place afin d'étudier l'opportunité de participer à de tels classements internationaux et de sélectionner le ou les systèmes de classements les plus adaptés à l'Université du Luxembourg après ses dix années d'existence. À noter que les rapports annuels de l'Université sur l'exécution du contrat d'établissement précisent déjà le positionnement de l'Université du Luxembourg. Par ailleurs aucune décision quant au choix d'un ou de plusieurs classements à viser n'est prise à ce jour, mais la participation à un tel classement est fortement souhaitable à moyen et long terme afin d'augmenter la visibilité de l'Université du Luxembourg sur le plan international. Le groupe de travail rendra ses conclusions et propositions au cours de 2014. Le classement européen U-Multirank est intéressant pour l'Université du Luxembourg et il sera pris en considération lors de ces réflexions. Une participation ultérieure de l'Université du Luxembourg est donc tout à fait envisageable.

**Question 0288** (14.5.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la construction de parkings à la frontière luxembourgeoise:

Selon mes informations, certaines communes limitrophes de la Rhénanie-Palatinat auraient signalé, lors de pourparlers récents avec le Gouvernement luxembourgeois, leur volonté de faire construire des parkings à la frontière afin de drainer davantage les frontaliers vers les transports en commun pour accéder à leurs lieux de travail au Luxembourg.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces discussions?

- Dans l'affirmative, dans quels délais ces parkings pourront-ils être réalisés? Le Luxembourg contribuera-t-il par des moyens financiers à la réalisation de ces projets? Si oui, quelle sera l'enveloppe financière?

- À quels endroits est-il prévu de réaliser les parkings en question?

**Réponse commune** (7.7.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*:

Par sa question parlementaire n°0288 du 14 mai 2014, l'honorable Député, Monsieur Gilles Baum, a posé une série de questions en relation avec la réalisation éventuelle de nouveaux parkings dans les communes limitrophes de la Rhénanie-Palatinat.

Dans ce contexte j'aimerais informer l'honorable Député que suite à la réunion commune du 6 mai 2014, qui a eu lieu à Trèves, le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement de la Rhénanie-Palatinat ont arrêté l'engagement suivant lequel les deux Gouvernements «erachten für die weitere Verbesserung des Schienenverkehrs die Reaktivierung der Trierer Weststrecke, die generelle Einrichtung von Park&Ride-Parkplätzen bei Bahnhöfen in Grenznähe und die ergänzten Maßnahmen im Grossherzogtum als erforderlich».

Dans cette optique, j'envisage dans une première phase un agrandissement des aires de stationnement P&R à Wasserbillig-Gare (train) et l'Aire de Wasserbillig (bus et covoiturage).

S'y ajoute que le Gouvernement luxembourgeois a signé le 27 septembre 2013 un protocole d'accord avec les pays de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre pour réaliser un Schéma de Mobilité Transfrontalière Luxembourg-Allemagne (SMOT). L'objectif principal de ce SMOT est d'améliorer la mobilité transfrontalière et d'identifier des mesures et projets permettant d'augmenter progressivement la part modale des transports alternatifs à la voiture individuelle (transports publics, covoiturage, P&R et mobilité douce) de l'ensemble des déplacements transfrontaliers. Dans cette optique les P&R dans la ceinture frontalière auront un rôle important à jouer, vu que l'urbanisation est assez dispersée du côté allemand. Enfin, je tiens encore à souligner qu'il est prévu de se concerter avec les communes limitrophes de part et d'autre de la frontière lors de l'élaboration du dit schéma.

**Question 0289** (15.5.2014) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** (DP) concernant la route nationale E421 entre Diekirch et Wemperhardt:

Il va sans dire que la route nationale entre Diekirch et Wemperhardt (E421) constitue l'artère principale reliant la région Centre à la partie septentrionale du pays et à la région frontalière St. Vith-Malmédy-Eupen. À l'heure qu'il est l'Administration des Ponts et Chaussées poursuit les travaux de sécurisation le long de la E421.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de mouvements pendulaires qui ont lieu tous les jours sur cette route nationale? Est-il possible de retracer l'évolution de ces mouvements depuis 2004 en distinguant, si faire se peut, selon le genre de véhicules?

- En considérant les contraintes budgétaires actuelles, Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires qui seront réalisés au fil des années à venir sur cet axe routier afin d'améliorer la sécurité des usagers et des riverains?

**Réponse** (6.6.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire des honorables Députés, Messieurs André Bauler et Edy Mertens, concerne les travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires à réaliser sur la route nationale 7 (E421) entre Diekirch et Wemperhardt au fil des années à venir.

En ce qui concerne le nombre de mouvements qui ont lieu tous les jours sur cette route nationale, les chiffres suivants, émanant d'un poste de comptage au Fridhaff, peuvent être avancés pour les dix dernières années en ce qui concerne les directions Hoscheid-Fridhaff et Fridhaff-Hoscheid cumulées:

| Année | TJM Véhicules | Année | TJM Véhicules |
|-------|---------------|-------|---------------|
| 2004  | 9.476         | 2009  | 10.035        |
| 2005  | 10.412        | 2010  | 10.217        |
| 2006  | 10.492        | 2011  | 11.353        |
| 2007  | 10.774        | 2012  | 11.016        |
| 2008  | 10.932        | 2013  | 11.176        |

Le pourcentage des utilitaires dans les véhicules recensés est de plus ou moins 5%.

En guise de comparaison, ces charges de trafic journalier sont équivalentes à des tronçons comme par exemple la N15 à Feulen (10.500 véhicules par jour) la RN11 à l'entrée d'Echternach (11.200 véhicules par jour) ou la RN5 à Sprinkange (12.100 véhicules par jour).

À noter que d'après une étude d'opportunité de différentes variantes d'aménagement de la N7 entre Fridhaff et la frontière belge, le pourcentage du trafic de desserte des localités est de 62%. Le trafic transfrontalier de transit vers la Nordstad y est pour 34% et le trafic transfrontalier de transit vers Luxembourg-ville et au-delà, seulement de 4%.

Quant aux futurs travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires à réaliser sur l'axe rou-



tier entre Diekirch et Wemperhardt pour améliorer la sécurité des usagers et des riverains, la programmation pluriannuelle considère les projets suivants comme prioritaires:

- réaménagement du giratoire Fridhaff (PK 37,800 - 38,000);
- aménagement du carrefour entre la N7 et le CR377 au lieu-dit «Köppenhaff»;
- sécurisation des carrefours à Lipperscheid-Delt;
- sécurisation de la N7 entre Hoscheid-Dickt et Maarkebaach (PK 44,500 - 49,000);
- contournement de Hosingen (N7/E421);
- suppression des mouvements de tourne-à-gauche au carrefour N7/N18 à Marnach dans le cadre de la construction du giratoire de la transversale de Clervaux;
- contournement de Heinerscheid (N7/E421).

Outre les mesures citées ci-dessus, des élargissements ponctuels sont prévus afin de nous mettre en conformité avec les standards actuels de sections de routes à 2+1 voie.

**Question 0290** (15.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **visite de la Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour l'Europe**:

Comme il ressort d'un communiqué publié dans la matinée du 13 mai 2014 par le Service information et presse du Gouvernement (SIP), le Premier Ministre Xavier Bettel a accueilli la Secrétaire d'Etat adjointe américaine pour l'Europe, Victoria Nuland.

Il ressort du texte du communiqué qu'il a été question de deux sujets éminemment importants: de l'Ukraine et du TTIP. Le texte dit: «M. Bettel et Madame Nuland se sont félicités de l'excellence des relations tant au niveau bilatéral qu'au sein de l'alliance transatlantique. Ils ont souligné le besoin d'une concertation étroite entre l'Union européenne et les États-Unis dans le contexte des évolutions en Ukraine et le besoin de garder la porte du dialogue ouverte. La communauté internationale, avec en première ligne les observateurs électoraux de l'OSCE, devra soutenir les Ukrainiens pour que les élections présidentielles anticipées du 25 mai se déroulent de façon libre et transparente. Les deux interlocuteurs ont aussi abordé les opportunités qu'offrirait le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) pour les deux plus grandes économies du monde, notamment aussi les petites et moyennes entreprises.»

Le déplacement de Madame Nuland avait été rendu public par le site du «Department of State» <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/05/225948.htm>, mais ne l'avait pas été en amont par les autorités luxembourgeoises, comme il est d'usage.

Le lendemain, 14 mai, deux organes de presse, le «Luxemburger Wort» et le «Tageblatt», ont publié des contributions de deux journalistes qui avaient pu recueillir les positions de Madame Nuland, et seulement de Madame Nuland. L'on y apprend également que le Ministre des Affaires étrangères avait eu un dîner avec la Secrétaire d'Etat adjointe le 12 mai.

Cette visite s'étant déroulée hors normes, plusieurs questions s'imposent:

- 1) Qui a pris l'initiative de cette visite?
- 2) Pourquoi autant de discrétion autour de la visite de Madame Nuland?
- 3) Quel a été le statut protocolaire de la visite de Madame Nuland?
- 4) Le déroulement de la visite était-il conforme aux usages protocolaires usuels en la matière?
- 5) Quel était l'objet de la visite et quels en sont les résultats et conclusions?
- 6) Est-il vrai que la presse n'a pas été invitée ou informée par le SIP dans son ensemble, tel qu'il est d'usage lors de telles occasions? Dans l'affirmative, pourquoi n'a-t-elle pas été convoquée dans son ensemble à un point presse?
- 7) Qui a organisé les contacts avec la presse?

**Réponse** (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec la récente visite de la Secrétaire d'Etat adjointe américaine, Vic-

toria Nuland, questions auxquelles j'ai l'honneur de répondre comme suit:

- Ad 1)  
L'Ambassade des États-Unis à Luxembourg a pris l'initiative de la visite de cette haute fonctionnaire américaine.
- Ad 2)  
Il n'y a pas eu de discrétion particulière autour de la visite de Madame Nuland.
- Ad 3)  
Il s'agissait d'une visite de courtoisie.
- Ad 4)  
Pour ce type de visite de hauts fonctionnaires, il n'y a pas de protocole particulier de prévu.
- Ad 5)

Comme il ressort du communiqué publié le 13 mai par le Service information et presse du Gouvernement, l'objet de la visite consistait en un échange de vues sur les relations bilatérales, les relations UE-USA, la coopération au sein de l'alliance atlantique et les dossiers internationaux.

- Ad 6)  
Il n'y a pas d'usage fixe pour de telles occasions.
- Ad 7)

Après la visite de courtoisie, le Service information et presse du Gouvernement a transmis une photo et le communiqué de presse aux médias.

**Question 0291** (16.5.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**arrêt du «Bundesgerichtshof» concernant les frais de dossier bancaires**:

Mardi dernier, le «Bundesgerichtshof» de Karlsruhe a retenu que la mise en compte de frais de dossier effectuée par certains établissements de crédit dans le cadre de prêts bancaires était illégale.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- 1) Est-ce que la pratique des frais de dossier, également connue au Luxembourg, risque de contrevenir au cadre légal et réglementaire existant, à l'instar de ce qui a été jugé outre-Rhin?
- 2) Quel est le pourcentage moyen des commissions bancaires (sous forme de frais de dossier) mises à charge des clients par les banques luxembourgeoises, dans lesquelles l'État luxembourgeois détient des participations ou fournit des garanties, dans le cadre de prêts immobiliers et de prêts à la consommation?

**Réponse** (17.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

Ad 1)  
Les frais de dossier ne sont pas définis en droit luxembourgeois.

- Le Code de la consommation prévoit en sa section 4 intitulée «Contrats de crédit à la consommation» à l'endroit de l'article 224-11 (paragraphe (2)) que le contrat de crédit «mentionne de façon claire et concise (...) k) le cas échéant, les frais de tenue de compte d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture d'un compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement que les prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés».

Ces dispositions du Code de la consommation se trouvent à l'origine dans la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil, à l'article 10 intitulé «Information à mentionner dans les contrats de crédit» paragraphe (2) point k).

Ainsi, les «frais de dossier» sont à considérer au sens du Code de la consommation (article 224-11 paragraphe (2) point k)) comme des frais entrant dans la catégorie de «tous autres frais découlant du contrat de crédit».

En tant que tels ces frais sont donc à mentionner dans le contrat de crédit à la consommation (cf. article 224-11 paragraphe (2) point k)).

- Par ailleurs, le contrat de crédit doit également faire mention du «Taux Annuel Effectif Global» (TAEG) et du «montant total dû par le consommateur». Cette obligation est prévue

au point g) du paragraphe (2) de l'article 224-11 du Code de la consommation.

Le «montant total dû par le consommateur» se compose du «montant total du crédit» et du «coût total du crédit pour le consommateur» (cf. article 224-2 du Code de la consommation, paragraphe (2) point g)). La même définition du «montant dû par le consommateur» se retrouve dans la directive 2008/24/CE précitée.

Le «coût total du crédit pour le consommateur» comprend certainement les frais de dossier (cf. définition très large au point f) de l'article L-224-2: «tous les coûts, y compris les intérêts, les commissions, les taxes, et tous les autres types de frais que le consommateur est tenu de payer pour le contrat de crédit et qui sont connus par le prêteur, à l'exception des frais de notaire; ...).

- Les frais du type «frais de dossier» ne sont pas prohibés par le Code de la consommation. Ils sont admissibles en tant que «frais découlant du contrat de crédit» et doivent être mentionnés dans le contrat de crédit à la consommation de façon claire et concise. Ces frais sont repris avec les autres frais, taxes, intérêts, etc. dans le «coût total du crédit pour le consommateur» qui est compris dans le montant total dû par le consommateur qui doit être mentionné dans le contrat de crédit.

La loi luxembourgeoise a fidèlement transposé la directive 2008/248/CE précitée pour ce qui concerne les dispositions qui ont été évoquées ci-dessus.

La directive 2014/17/UE du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48 et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010 n'a pas encore été transposée en droit luxembourgeois. Au vu du texte de cette directive, les mêmes conclusions peuvent être tirées.

Ad 2)  
Les commissions perçues par les banques dans le cadre des prêts immobiliers et prêts à la consommation relèvent de leur politique commerciale. Les consommateurs peuvent s'informer auprès des banques sur les commissions perçues. Au titre de la directive 2008/48 les banques sont tenues de publier à l'attention des consommateurs une information sous une forme standardisée, qui couvre notamment les frais encourus en relation avec un crédit à la consommation. La directive 2013/36/UE prévoit également la mise à disposition d'une information standardisée notamment sur les frais liés aux prêts hypothécaires.

**Question 0292** (16.5.2014) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **boues d'épuration**:

Das deutsche Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit hat im April 2014 einen wissenschaftlichen Bericht zum Thema Düngemittel aus Klärschlamm veröffentlicht. Diesem zufolge hat der Abwasserverband Braunschweig (Niedersachsen) mit Hilfe von Fördergeldern ein Kombinationsverfahren zur Rückgewinnung von Nährstoffen aus den kommunalen Klärschlämmen bei gleichzeitiger Energieoptimierung der Kläranlagen eingeführt.

Dieses Kombinationsverfahren wird durch eine Zentrifugenanlage ermöglicht, die den ausgefaulten Überschusklärschlamm auf ca. 15% entwässert und diesen direkt einer thermischen Desintegration zuführt. Dadurch wird der biologisch abbaubare Anteil des Schlamms erhöht und die verbleibende zu entsorgende Schlammmenge verringert. Diese technische Innovation führt zu einer jährlichen Verringerung von etwa 430 Tonnen CO<sub>2</sub> und verbessert die energetische Bilanz der Kläranlagen. Diese alternative Verarbeitung von kommunalen Klärschlämmen erhöht somit die Energie- und Ressourceneffizienz in der Abwasserwirtschaft.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an Frau Umweltminister stellen:

- Liegen Frau Minister Kenntnisse über diese innovative Technologie aus der Klärschlammbehandlung vor?
- Könnte diese Technologie auch in Luxemburg eingesetzt werden?

**Réponse** (17.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

Der ehrenwerte Abgeordnete bezieht sich auf eine Mitteilung des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit aus Deutschland in der die Unterstützung, im Rahmen des Umweltinnovationsprogramms, eines neuen Verfahrens erläutert wird, nach dem ausgefaulten Überschuss-

klärschlamm nach dem beschriebenen Verfahren behandelt wird, was zu einer verbesserten energetischen Bilanz der Kläranlage, zu einer Reduzierung der CO<sub>2</sub>-Emissionen, sowie zu einer Nährstoffrückgewinnung in Form von Magnesium-Ammonium-Phosphat und Ammoniumsulfat führt.

Das Bundesministerium hat dieses Projekt, welches an der Kläranlage Steinhof durchgeführt wurde, als erstmalige, großtechnische Anwendung einer innovativen Technologie sowie Demonstrationsobjekt im Rahmen des obengenannten Förderprogramms unterstützt.

Im nationalen Abfallwirtschaftsplan, welcher von der Regierung im Januar 2010 angenommen wurde, wurde festgehalten, dass die Anwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft restriktiver zu handhaben ist. Hierzu sind die Qualitätsnormen für in der Landwirtschaft auszubringenden Klärschlamm zu verschärfen, sowie die Zonen, in denen Klärschlamm nicht ausgebracht werden darf, zu erweitern. Eine entsprechende Abänderung des großherzoglichen Reglements vom 14. April 1990 wurde ausgearbeitet und wird demnächst, nach Annahme durch den Regierungsrat, zur Begutachtung an den Staatsrat und die entsprechenden Berufskammern weitergeleitet.

Als Alternative zur landwirtschaftlichen Nutzung ist zurzeit die Trocknung mit anschließender thermischer Verwertung des Klärschlammes die Technologie, die am stärksten verbreitet ist. Der nationale Abfallwirtschaftsplan sieht die thermische Verwertung des Klärschlammes auch als die zurzeit vielversprechendste Variante an.

Der Einsatz anderer technischer Varianten, die zu einer energetischen Optimierung sowie zur Wiederverwertung von Inhaltsstoffen führen, ist auch denkbar. Hierzu kann auch die in Braunschweig eingesetzte Technologie gezählt werden. Da es sich um eine Demonstrationsanlage handelt, ist es jedoch empfehlenswert, entsprechende Erfahrungen über einen längeren Zeitraum abzuwarten.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die Entscheidungsgewalt, welche Technologie eingesetzt werden soll, bei den jeweiligen Kommunen oder interkommunalen Syndikaten liegt. Das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen interveniert nur im Rahmen des entsprechenden Genehmigungsverfahrens.

**Question 0293** (16.5.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **formation professionnelle**:

Parmi les différents points soulevés dans l'instruction ministérielle transitoire du 24 avril 2014 portant sur l'évaluation des modules, les décisions du conseil de classe et l'encadrement des élèves dans les classes de la formation professionnelle en vue des futures modifications de la base légale, le premier point soulève un certain nombre de questions. Il s'adresse aux élèves actuellement en classe de 12<sup>e</sup> menant à un diplôme de technicien (DT) ou en classe de 11<sup>e</sup> à plein temps menant à un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) qui risquent, en cas d'avancement à la classe subséquente, de ne pas être en mesure de rattraper tous les modules. Lorsque le régent de classe constate cet état des choses au courant de l'année scolaire, il proposera, selon votre instruction, une mesure individuelle au conseil de classe de fin d'année scolaire. Cette mesure individuelle autorisera l'élève à rattraper pendant l'année scolaire 2014/2015 les modules non réussis. L'élève restera alors inscrit dans la même classe pour 2014/2015 (11<sup>e</sup> pour le DAP, 12<sup>e</sup> pour le DT). Son horaire hebdomadaire personnel sera élaboré par le directeur et portera d'une part sur des modules à rattraper (il s'agira donc, pour un élève du régime de technicien, des modules non réussis en classe de 12<sup>e</sup> et de ceux non réussis de 11<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup>) et d'autre part, pour autant que l'horaire le permette, sur des modules de la classe subséquente. Reste à souligner que les différents élèves n'ont pas forcément à rattraper les mêmes modules et que le nombre d'entités des différents modules est variable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Monsieur le Ministre, pourriez-vous me fournir de plus amples explications sur la mise en place des mesures individuelles et des horaires individualisés par les différentes écoles?
- 2) En vertu des efforts d'organisation et de l'augmentation considérable de ressources nécessaires pour la mise en œuvre des instructions ministérielles, quels moyens supplémentaires accorderez-vous aux écoles?

3) L'article 29 de la loi sur la formation professionnelle énonce que «(...) la durée normale de formation ne peut pas être dépassée de plus d'une année (...)». Comment ce principe énoncé dans la loi peut-il s'appliquer en créant une année supplémentaire dans le cadre de cette mesure individuelle? Les élèves en question n'auront-ils plus le droit par après de prolonger d'une année supplémentaire leur formation initiale en cas de besoin?

4) Pourquoi le Gouvernement n'envisage-t-il pas de proposer une mesure similaire aux élèves des classes concomitantes, comme ici seul un appui facultatif en dehors du temps de travail de l'apprenti peut être proposé en sus du rattrapage prévu? En outre, l'appui supplémentaire aux heures de travail est-il conforme au droit du travail?

**Réponse** (1.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Il est incontestable que la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle se heurte surtout aux problèmes liés aux modules non réussis et ce non seulement en ce qui concerne le cumul non négligeable de modules de rattrapage par élève, mais aussi à l'organisation de tous ces modules.

L'instruction ministérielle du 24 avril 2014 a pour but de pallier les problèmes urgents auxquels sont confrontés les lycées pour les élèves qui sont en cours de formation. L'objectif de ladite instruction pour l'année scolaire en cours est d'éviter que les élèves engagés dans les différentes formations ne pâtissent de ces déficiences et que les lycées aient la possibilité d'offrir une démarche adaptée aux élèves qui sont actuellement en situation d'échec.

La contrainte de devoir réagir dans l'urgence a eu comme effet qu'à l'intitulé de l'instruction ministérielle a été ajouté le mot «transitoire». Il est certain qu'afin de pouvoir réagir de façon durable aux problèmes survenus, des adaptations législatives et réglementaires s'imposent.

Pour l'instant, un groupe de pilotage, comprenant les représentants des chambres professionnelles salariales et patronales, des directeurs des lycées concernés, des équipes curriculaires et du Ministère, est appelé à élaborer des propositions de textes. Les premières conclusions de ces réflexions seront disponibles en juillet 2014.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Ad 1)

Les mesures évoquées par l'instruction ministérielle transitoire seront appliquées en considérant la situation de l'élève en formation telle qu'elle se présente au terme de l'année scolaire en cours. Ainsi, la mise en place de ces mesures sera individuelle et décidée en concertation avec tous les acteurs concernés lors des conseils de classe de fin d'année scolaire.

Ad 2)

Il va de soi que certaines mesures proposées impliqueront un effort et un investissement additionnels de ressources et de moyens pour ce qui est de l'organisation des cours. Il reste à souligner que certaines de ces mesures individuelles déchargeront les lycées concernés de l'organisation de certains modules de rattrapage.

Ad 3)

Afin de ne pas pénaliser les élèves qui sont visés par les mesures de l'instruction ministérielle, il faudra modifier la disposition relative à la durée de la formation telle qu'elle est définie par la législation actuellement en vigueur.

Ad 4)

Tandis que le Ministère a la compétence et la possibilité de remédier à la situation des élèves par une instruction ministérielle aux lycées concernés, la situation des apprentis en est une autre. Le contrat d'apprentissage est régi par les dispositions du Code du Travail; une instruction ministérielle ne peut interférer dans une situation contractuelle dont il n'est pas signataire. Ainsi, pour les classes concomitantes, l'instruction précise que l'épreuve d'évaluation prévue dans le cadre d'un rattrapage doit se situer dans les horaires de cours prévus et qu'un appui en dehors de ces heures est facultatif, aux choix de l'apprenti.

**Question 0294** (16.5.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires**:

Dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014, la Secrétaire d'État à l'Économie s'est penchée sur la problématique des commerçants luxembourgeois qui sont souvent obligés de passer par des intermédiaires étrangers pour s'approvisionner.

Dans ce contexte, elle a notamment précisé que: «Den Handel huet haut nach ëmmer e seriösen Nodeel, nämlech deem, dass vill vun eise Geschäfte net fräi sinn, do anzekafen, wou et fir si am bëllegste gëtt. Si gi gezwongen, iwwer Importateuren an Tëschenhändler ze fueren, mat der Konsequenz, dass vill Produiten zu Lëtzebuerg méi deier si wéi am Ausland. Elo endlich huet d'Europäesch Kommissioun dat agesinn, nodeems mer ëmmer nees op déi Problemer higewisen hunn. De Kommissär Michel Barnier huet en engem rezente Brëif versprach, fir elo Remedur ze schafen. Ech hoffe staark, dass dat nach virum Enn vun dësem Joer geschitt. Op alle Fall wier dat e grouse Fortschritt fir den Handel an natierlech och fir de Client.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les dires de Madame la Secrétaire d'État à l'Économie?

- Quel est le contenu de cette lettre et, le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il de communiquer cette lettre à la Chambre des Députés?

- Quelles sont les prochaines démarches afin d'avancer concrètement dans ce dossier?

**Réponse** (17.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Veuille trouver ci-joint la réponse à la question parlementaire n°0294 de l'honorable Député Laurent Mosar concernant l'obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires étrangers, tel que mentionné dans le discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014.

De nombreuses entreprises luxembourgeoises font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur. Tous les secteurs économiques sont concernés, mais surtout le commerce et l'artisanat. Mains producteurs et grossistes obligent en effet les entreprises luxembourgeoises à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées par leur système de réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'État membre de leur choix, est donc souvent refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci entraîne une double pénalisation pour nos entreprises: en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de produits). Ces conditions d'achat discriminatoires par rapport à des entreprises d'autres États membres situées seulement à quelques kilomètres de nos frontières sont contraires aux règles d'un marché intérieur équitable pour tous et faussent le jeu de la concurrence au détriment des entreprises luxembourgeoises.

En collaboration avec la Confédération luxembourgeoise du commerce (ClC), le Gouvernement a entrepris de multiples démarches pour optimiser l'approvisionnement des entreprises luxembourgeoises, dont notamment des réunions avec la Commission européenne, la participation à des enquêtes et consultations publiques au niveau européen, une demande de renseignement auprès d'une série de multinationales, etc.

Suite à ces multiples efforts le problème d'approvisionnement au Luxembourg a finalement été souligné de manière explicite dans le rapport annuel sur l'état d'intégration du marché intérieur<sup>1</sup>, publié par la Commission européenne dans le cadre de l'examen annuel de la croissance: «Les restrictions à la fourniture transfrontalière de biens peuvent également entraver la concurrence sur les marchés de détail. Les détaillants ne sont pas toujours libres de s'approvisionner au meilleur prix pratiqué en Europe. Certains écarts tarifaires entre les marchés nationaux peuvent être valablement justifiés, mais il existe également des contraintes territoriales à l'approvisionnement qui empêchent la baisse des tarifs sur certains mar-

chés nationaux (au Luxembourg et en Belgique), notamment pour les produits de marque. La Commission a l'intention d'étudier ce sujet en 2014 en consultant les parties prenantes sur les contraintes territoriales à l'approvisionnement supposées, afin de définir les prochaines étapes potentielles.»

Dans sa lettre du 27 mars 2014 (cf. annexe), le Commissaire Barnier partage les interrogations du Luxembourg quant à la légitimité, au sein du marché intérieur, de pratiques et restrictions telles que celles décrites, et affiche la détermination à lutter contre tout cloisonnement artificiel du marché intérieur.

Plus particulièrement, la Commission européenne a l'intention d'examiner, en 2014, la question des restrictions territoriales de l'offre. Dans un premier temps, la Commission va recueillir des informations auprès des parties concernées afin de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent ces pratiques et leurs justifications éventuelles. Par la suite, il est prévu d'organiser une rencontre des représentants du commerce de détail luxembourgeois avec la Commission européenne dans un proche avenir afin de mieux saisir les caractéristiques spécifiques des problèmes rencontrés.

La balle est maintenant dans le camp de la Commission européenne et les prochaines étapes sont énoncées dans la lettre du Commissaire Barnier en annexe. Néanmoins, le Ministère de l'Économie va suivre de près l'évolution de ce dossier au niveau de la Commission européenne, en étroite collaboration avec la Confédération luxembourgeoise du commerce, et n'hésitera pas à intervenir en cas de besoin.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 0295** (16.5.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **les fonds propres de la Banque centrale du Luxembourg**:

Dans le cadre du rapport d'activité 2013 de la Banque centrale du Luxembourg, son Président indique qu'«un renforcement significatif du capital de la Banque est absolument indispensable pour qu'elle puisse s'acquitter, en toute indépendance, y compris financière, de ses missions actuelles et futures. Telle est également la conclusion du réviseur externe, qui a observé que la situation des fonds propres, extrêmement faibles par rapport au volume global des opérations, constitue une grande vulnérabilité pour la Banque».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre partage-t-il l'avis du Président de la Banque centrale du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles suites entend-il réserver à la demande de ce dernier?

**Réponse** (16.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Partie intégrante du Système européen de banques centrales («le SEBC»), la principale mission de la Banque centrale du Luxembourg («la BCL») consiste à participer à l'exécution des missions du SEBC en vue d'atteindre les objectifs de ce dernier. En outre, la BCL exerce les attributions qui lui sont confiées par la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ou par d'autres textes législatifs, réglementaires ou conventionnels.

La question sur la concordance entre l'assise financière et les missions de la BCL revêt une importance centrale, et notamment dans le cadre de l'économie luxembourgeoise. De ce fait, le Gouvernement a engagé des échanges bilatéraux afin d'évaluer les besoins en ressources financières de la BCL et d'assurer l'adéquation de ses fonds propres à l'exercice de son mandat. La BCL a fait appel à un réviseur externe pour évaluer au mieux ses besoins financiers. À la lumière du rapport du réviseur externe, le Gouvernement entend clarifier la situation ensemble avec la BCL.

**Question 0296** (19.5.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **les affirmations de l'Association du Personnel de la Police Judiciaire (APPJ) relative à l'implémentation d'une norme ISO**:

Selon des informations relayées par voie de presse, le département forensique de la police judiciaire devrait se conformer jusqu'en 2015 au plus tard à une norme ISO pour ne pas mettre en péril la valeur probante des indices récoltés dans le cadre d'enquêtes pénales. L'APPJ requiert dans ce contexte une augmen-

tation des effectifs du personnel du département forensique à 50 personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations véhiculées par l'APPJ?

- Quel sera l'impact de l'implémentation de cette norme ISO sur les effectifs de la police judiciaire?

- Comment le Ministre entend-il y parvenir en ces temps de rigueur budgétaire décrété par le Gouvernement?

**Réponse** (25.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La décision-cadre 2009/905/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à l'accréditation des prestataires de police scientifique menant des activités de laboratoire s'applique aux activités de laboratoire ayant pour but d'établir les profils ADN et les données dactyloscopiques. L'introduction d'une norme ISO permet de garantir que les résultats d'activité de laboratoire obtenus dans un autre État membre de l'UE peuvent être considérés comme résultats d'activités de laboratoire menées par les fournisseurs de service de police scientifique accrédités conformément à la norme ISO/CEI 17025 dans son propre pays. La mise en conformité est notifiée au Conseil européen et à la Commission. Fin 2018, le Conseil examinera dans quelle mesure les États membres se sont conformés. Afin de pouvoir évoquer un début de mise en conformité, la mise en place devrait être achevée au plus tard début 2018 ce qui permettrait de déclarer que la procédure d'accréditation est en cours.

L'accréditation envisagée requiert des adaptations tant de la surface du laboratoire que des installations techniques. Les demandes d'autorisations sont en cours d'examen. L'engagement de personnel qualifié spécialisé est proposé dans un plan pluriannuel de recrutement et doit prochainement être discuté dans le cadre de la réforme de police judiciaire avant de n'être soumis au Gouvernement en Conseil pour approbation. Au-delà, les procédures de travail internes, tant pour la traçabilité au sein de toute la Police grand-ducale qu'au niveau du laboratoire scientifique sont en cours de préparation. La procédure d'accréditation par l'Office luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance doit finalement être engagée.

Il est certain que l'accréditation ISO 17025 du laboratoire de police scientifique va avoir un impact considérable sur le budget de l'État. Néanmoins, ces investissements sont guidés par les efforts du Gouvernement de réformer la police judiciaire ainsi que par la volonté politique de promouvoir la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

**Question 0297** (19.5.2014) de **Mme Nancy Arendt** et **M. Félix Eischen** (CSV) concernant **le courrier de l'UEFA à l'attention de la Fédération luxembourgeoise de Football**:

Dans un article intitulé «Béise Fanger vun der UEFA - Paul Philipp: Rise-Blamage fir Lëtzebuerg» et paru sur rtl.lu, les passages pertinents d'une lettre que l'UEFA aurait adressé ce lundi à la FLF y sont retranscrits comme suit:

«1) Les matchs de qualification pour l'EURO 2016 pourront se dérouler au Stade Josy Barthel à Luxembourg, sous condition que toutes les améliorations retenues dans les conclusions des rapports d'inspection soient effectuées.

2) Cette dérogation n'est pas valable pour le match Luxembourg-Espagne du 12 octobre 2014, celui-ci étant classé «niveau A». Nous vous prions dès lors de nous communiquer jusqu'au vendredi 6 juin 2014 à 14h00 au plus tard, le stade et le lieu que vous avez retenus pour disputer la rencontre en question.

3) D'autre part, nous tenons d'ores et déjà à vous signaler qu'une nouvelle dérogation pour le cycle des matchs de qualification qui débutera au mois de septembre 2016 ne pourrait être envisagée que si le projet de construction du nouveau stade national de football soit formellement approuvé, avec des dates d'échéance précises et bien définies.»

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Sports, de l'Action humanitaire et de la Sécurité sociale:

<sup>1</sup> Un marché unique pour la croissance et pour l'emploi: une analyse des progrès réalisés et des obstacles restants entre les États membres, COM(2013) 785 final p. 6.

- Quelles sont les améliorations à effectuer au stade Josy Barthel que l'UEFA retient dans ses rapports d'inspection?

- Est-ce que les Ministres comptent procéder aux dites améliorations? Dans l'affirmative, dans quels délais ces améliorations pourront-elles se faire et à quels coûts?

- Dans la négative, quelles alternatives les Ministres proposent-ils?

- Est-ce que des pourparlers ont éventuellement été menés avec les responsables politiques des régions limitrophes du Luxembourg, afin que les matchs de qualification pour l'EURO 2016 et au-delà puissent éventuellement s'y dérouler?

**Réponse** (18.6.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question parlementaire qui ne concerne d'ailleurs pas Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures donne lieu aux éléments de réponse suivants:

La FLF a saisi la ville de Luxembourg de la lettre que l'UEFA lui a adressée courant mai 2014 concernant notamment les conditions dans lesquelles les matchs de qualification de l'équipe nationale de football pour l'EURO 2016 peuvent se dérouler au Stade Josy Barthel. Je ne manquerai pas de transmettre ce courrier avec les rapports d'inspection y relatifs à la Chambre des Députés si celle-ci en exprime le désir.

Il n'appartient pas au Ministère des Sports ou à un autre département ministériel de faire ces améliorations ou adaptations au Stade Josy Barthel, mais à la ville de Luxembourg, propriétaire du Stade. Le Gouvernement et plus précisément le Ministre des Sports ne fait que subventionner les travaux à accomplir aux taux prévus par la législation afférente.

Le dernier volet de la question s'adresse en premier lieu aux responsables de la FLF. Pour autant qu'il vise le match contre l'Espagne, une dérogation a entre-temps été accordée au Luxembourg par l'UEFA de sorte que le match peut être joué à la Route d'Arlon, sous réserve que les conditions supplémentaires imposées par l'UEFA soient remplies.

Je signale encore que le 9 mai 2014 le soussigné ainsi que la Bourgmestre de la ville de Luxembourg se sont adressés par lettre au Président de l'UEFA pour réitérer la volonté politique du Gouvernement et des autorités de la ville de Luxembourg pour avancer rapidement dans le dossier de la construction d'un nouveau stade national de football, le début des travaux de construction proprement dit pouvant être envisagé pour printemps 2017, tel que cela a été confirmé lors de la conférence de presse du 6 juin 2014.

**Question 0298** (20.5.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17%**:

Le relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 sur des biens immobiliers créés ou acquis par des investisseurs (appartements et maisons destinés à l'habitation, sans pour autant consister en une 1<sup>ère</sup> acquisition pour besoins personnels) soulève quelques questions techniques concernant la mise en œuvre de cette mesure fiscale pendant la phase de transition, c'est-à-dire pour des immeubles réalisés en partie durant l'an 2014 et achevés ultérieurement.

Afin d'éviter des malentendus voire des interprétations confuses en la matière, j'aimerais en effet poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En considérant la quote-part «construction», Monsieur le Ministre peut-il préciser la date qui est prise en compte pour le calcul de la TVA? Est-ce celle de l'acte notarié à proprement parler? Ou bien faut-il considérer la date de la facture des différentes tranches de travail si bien qu'il y a lieu de distinguer entre les travaux réalisés en 2014 et ceux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015?

**Réponse** (16.7.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Alors que Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de son discours sur l'état de la nation début avril que le taux super-réduit dans le cadre du logement et notamment relatif aux résidences secondaires ou aux logements à louer ne serait plus appliqué, les différents éléments de mise en œuvre de ce principe ne sont

pas encore arrêtés. C'est pourquoi il est actuellement prématuré de donner une réponse détaillée à l'honorable Député André Bauler.

Néanmoins, il y a dès à présent lieu de noter que la date de l'acte notarié n'influe pas sur le taux de TVA applicable.

**Question 0299** (20.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **suppression des cours de langue française dans les classes de 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> du régime de la formation de technicien**:

L'Association des professeurs de français signale que les cours de langue française ont été supprimés dans la grille des horaires des classes de 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> du régime de la formation de technicien dès la rentrée 2014/2015.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale.

1. Les affirmations de l'Association des professeurs de français sont-elles exactes?

2. Si oui, quelles sont les raisons pour lesquelles le Ministère a supprimé l'enseignement du français dans les classes terminales du régime de la formation de technicien?

3. Cette mesure vise-t-elle à faciliter l'obtention d'un diplôme en employant la méthode du nivellement vers le bas?

4. Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis qu'une maîtrise correcte de la langue française est un atout indispensable sur le marché de l'emploi au Grand-Duché de Luxembourg?

5. Cette mesure a-t-elle été prise après consultation des organisations patronales susceptibles d'embaucher les élèves sortant de ces filières?

6. Le manque de connaissance de la langue française des élèves ayant suivi la filière du technicien au Luxembourg ne risque-t-elle pas de favoriser l'embauche de jeunes ayant suivi un enseignement similaire dans un pays francophone?

7. Monsieur le Ministre accepte-t-il de revenir sur cette décision pour la rentrée scolaire 2014/2015 et de soumettre cette modification de la grille horaire à une large consultation?

**Réponse** (2.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le projet de règlement grand-ducal fixant les grilles horaires de l'année scolaire 2014/2015 des formations aux métiers et professions de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale a été transmis par le Ministère aux chambres professionnelles ainsi qu'au Conseil d'État en mars 2014.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1) et Ad 2)

L'affirmation de l'Association des professeurs de français n'est pas exacte. Toutes les grilles horaires des formations du régime de la formation du technicien prévoient en classe de 10<sup>e</sup> jusqu'en classe de 13<sup>e</sup> quatre leçons hebdomadaires de langues dans l'enseignement général, à savoir deux leçons d'anglais ainsi que deux leçons de français ou d'allemand, au choix de l'élève. Une exception a été faite pour la formation du technicien administratif et commercial, pour laquelle l'équipe curriculaire a voulu que les trois langues soient enseignées obligatoirement avec un nombre plus élevé de leçons pour le français.

Ainsi pour ladite formation, l'anglais et l'allemand sont enseignés de la classe de 10<sup>e</sup> à la classe de 13<sup>e</sup> à raison de deux leçons hebdomadaires; le français est enseigné en classe de 10<sup>e</sup> et en classe de 11<sup>e</sup> à raison de quatre leçons hebdomadaires. En classe de 12<sup>e</sup> et de 13<sup>e</sup> il était prévu d'intégrer les compétences langagières françaises dans les modules de l'enseignement professionnel, qui représentent un volume total de 22 leçons hebdomadaires.

Ad 3), Ad 4) et Ad 6)

Cette proposition n'a pas comme but de procéder à un nivellement vers le bas, bien au contraire. L'intégration du français dans les modules de l'enseignement professionnel dans le domaine administratif et commercial a été conçue dans l'optique d'orienter l'enseignement des langues vers les besoins du marché du travail et de favoriser ainsi l'employabilité des élèves de cette formation. À noter que tous les modules de l'enseignement professionnel sont enseignés en langue française.

Il y a lieu de soulever que la décision de l'embauche des jeunes diplômés incombe toujours aux employeurs. Jusqu'à présent les statistiques étatiques ne font pas état d'une tendance de

ne plus vouloir engager ces jeunes techniciens. Par ailleurs, la maîtrise du français, du luxembourgeois, de l'allemand et de l'anglais constitue un atout majeur pour l'intégration sur le marché de l'emploi par rapport aux demandeurs d'emploi frontaliers qui ne peuvent pas se prévaloir d'un apprentissage de cette multitude de langues dans leur système scolaire.

Ad 5)

Le programme de formation, les référentiels d'évaluation, ainsi que la grille horaire en question ont été élaborés par une équipe curriculaire composée d'un nombre égal de représentants du milieu scolaire (proposés par les directions des lycées) et de représentants du milieu professionnel (désignés par les chambres professionnelles patronale et salariale).

Ad 7)

Faisant suite aux réactions de la part de l'association des enseignants de français, le Ministère a décidé de soumettre les propositions dont question à une concertation entre les représentants de la commission nationale de l'enseignement général pour le domaine du français et aux membres de l'équipe curriculaire responsable pour la formation. Suite à cette concertation, il a été décidé d'intégrer un module de français au sein de l'enseignement professionnel de la grille horaire de la classe de 12<sup>e</sup> de la formation de technicien de la division administrative et commerciale. Ce module regroupera les compétences langagières ayant trait au développement de la langue française, issues des différents modules de l'enseignement professionnel, et sera enseigné par des enseignants de français.

**Question 0300** (20.5.2014) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **pesticides néonicotinoïdes «hautement susceptibles» de tuer les abeilles**:

Le 24 mai 2013, la Commission européenne a décidé de restreindre l'utilisation de trois pesticides de la famille des néonicotinoïdes (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame) jugés nocifs pour les abeilles. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, ces pesticides sont interdits pendant deux ans pour le traitement des semences, l'application de microgranulés au sol et la pulvérisation des végétaux attirant les abeilles. Ils restent toutefois autorisés pour certains autres usages sous serre ou en plein champ après la floraison. Il ne s'agit donc aucunement d'une interdiction complète de ces trois substances, voire d'une interdiction de tous les néonicotinoïdes.

Ces mesures européennes devront être réexaminées au plus tard dans un délai de deux ans, c'est-à-dire avant fin 2015. Entre-temps, de plus en plus d'études scientifiques tendent à confirmer la dangerosité de ces pesticides. Dans une étude toute récente («Bulletin of Insectology», vol. 67, juin 2014, p. 125-130), des chercheurs de l'Université de Harvard concluent que les deux néonicotinoïdes étudiés (imidaclopride et clothianidine) sont «hautement susceptibles» de provoquer l'effondrement de colonies saines.

L'effondrement des colonies est également un problème dans nos régions. Entre l'automne 2010 et le printemps 2013, les apiculteurs luxembourgeois ont perdu 2.322 colonies, ce qui représente une perte de plus de 41% des colonies. Dans la réponse à ma question parlementaire n°2733 de mai 2013 (*cf. compte rendu n°12/2012-2013*), d'où sont tirés ces chiffres, le Ministre de l'Agriculture avait d'ailleurs mis en garde que: «so sind die Völkerverluste von durchschnittlich 30% im letzten Winter sicherlich die dramatischsten Verluste der letzten Jahrzehnte. Auch die Gesamtzahl der Bienenvölker in Luxemburg ist auf einen besorgniserregenden Stand zurückgegangen», avant d'expliquer plus loin que: «Vieles deutet auch darauf hin, dass der Einsatz von bestimmten Pflanzenschutzmitteln eine weitere, wesentliche Ursache von Bienenvverlusten ist. (...) In diesem Sinne hat Luxemburg das Teilverbot von neonicotinoidhaltigen Pflanzenschutzmitteln, insbesondere Beizmittel für Mais und Raps, auf europäischer Ebene unterstützt.»

Les pollinisateurs et notamment les abeilles sont indispensables pour l'agriculture et pour l'horticulture, c'est-à-dire pour presque trois quarts des plantes alimentaires, sans parler du miel et des autres produits de l'apiculture. En Europe, presque 90% des cultures dépendent de la pollinisation par les abeilles.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de la nouvelle étude susmentionnée?

2) Est-ce que le Gouvernement entend plaider en faveur d'une interdiction complète des néo-

nicotinoïdes au niveau européen? Dans la négative, pour quelles raisons?

3) Quel a été le taux de mortalité des colonies durant l'hiver 2013/14 au Luxembourg? Comment expliquer ces chiffres?

**Réponse** (12.6.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

Le Service de phytopathologie de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture a connaissance de l'étude concernant l'influence des néonicotinoïdes sur la réduction du nombre des colonies d'abeilles et parue dans le «Bulletin of Insectology».

Depuis que de premiers doutes concernant l'influence négative des néonicotinoïdes sont apparus, de nombreuses études ont été réalisées, avec des résultats souvent assez divergents. Néanmoins, un effet négatif de ces substances sur les colonies d'abeilles ne peut pas être écarté, même s'il semble peu probable que ceci soit la seule cause de la hausse de mortalité observée.

En effet, dans les relations complexes existant au niveau de l'écologie des abeilles, il n'est pas toujours possible, parmi tous les facteurs qui interagissent (dans ce cas: conditions météo, autres maladies et parasites, autres insecticides et influences environnementales), de déterminer celui qui est prédominant, car tous ces facteurs ont sans doute plutôt un effet cumulatif.

Cependant, lorsque des doutes fondés concernant l'effet négatif de l'un de ces facteurs existent, le principe de précaution s'impose. Ainsi, il serait bon de prolonger la période d'interdiction, vu que celle appliquée à présent par le règlement d'exécution n°485/2013 modifiant le règlement d'exécution (UE) n°540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives est nettement trop courte pour pouvoir déterminer, de façon statistiquement représentative, si oui ou non, elle aura un effet positif sur la vitalité et la survie des colonies. En effet, les semences des cultures d'hiver 2013 ont encore été traitées et semées peu avant l'entrée en vigueur de l'interdiction, et celle-ci ne produira donc ses véritables effets qu'à partir des prochaines cultures d'automne, donc peu de temps avant la fin de la période d'interdiction en mai 2015.

Vu ces faits, l'interdiction courante ne pourra que difficilement conduire à un effet représentatif. Ainsi, elle devrait être maintenue jusqu'à l'été 2017, afin de pouvoir encore couvrir deux périodes d'hivernage et de printemps complètes avant de pouvoir tirer des conclusions valables sur l'effet sur les colonies d'abeilles.

En ce qui concerne la mortalité des abeilles, il est un fait indéniable que ces dernières années nous observons une augmentation de la perte des colonies d'abeilles qui a atteint la valeur de 30% durant la saison 2012/2013. Suite à l'étude des résultats du recensement des colonies, qui est obligatoire pour chaque apiculteur, nous observons à l'heure actuelle un taux de perte de colonies de +/- 10% pour la saison 2013/2014. Une explication possible de cette réduction significative des pertes est l'influence des conditions climatiques qui ont été favorables durant l'hiver passé et qui se reflètent en général au niveau de la flore et de la faune. Il pourrait également s'expliquer en grande partie par un plus faible développement des populations des varroas, parasites acariens de l'abeille, notamment suite à un printemps tardif en 2013. Suite aux pertes importantes des deux hivers précédents, beaucoup d'apiculteurs ont certainement aussi été plus vigilants pour combattre les varroas. Aussi les conditions météorologiques très favorables pendant la deuxième partie de l'été ont permis un bon développement des abeilles d'hiver.

Il faut donc remarquer qu'une augmentation de la perte des colonies, telle qu'observée ces dernières années, dépend de plusieurs facteurs qui interagissent entre eux et que l'évolution favorable d'un des facteurs peut avoir une influence positive au niveau des autres.

L'étude des différents facteurs pouvant avoir un effet sur la perte des colonies fait d'ailleurs l'objet de l'étude «Beefirst» dirigée par le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, ceci en étroite collaboration avec la Fédération des Unions d'Apiculteurs (FUAL), l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA), le Service d'Économie rurale (SER) et l'Administration des Services Vétérinaires (ASV). Cette étude, qui a débuté en 2011 avec le soutien financier du Ministère de l'Agriculture pour une période de deux ans, a été prolongée une première fois pour une année afin d'obtenir une



meilleure exploitation des données. Les différents facteurs pouvant avoir une influence sur la perte des colonies d'abeilles et pris en compte par l'étude «Beefirst» sont les suivants:

- méthode d'apiculture utilisée, p. ex. l'équipe-ment;

- maladies des abeilles, essentiellement la varroase et les différents traitements utilisés;

- type de cultures agricoles exploitées aux alentours des ruchers.

L'étude «Beefirst» est réalisée dans le cadre du recensement des ruchers et englobe par conséquent la totalité des ruchers présents sur le territoire national et de ce fait peut être considérée comme étant représentative d'un point de vue géographique.

À l'heure actuelle on n'a pas détecté une influence significative d'un des différents points sur la mortalité des abeilles. C'est pourquoi il est prévu de prolonger l'étude sur une période plus longue afin de pouvoir détecter l'influence significative d'un facteur ou de l'interaction entre les différents facteurs sur la perte des colonies.

**Question 0301** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses en matière environnementale inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Madame la Ministre, quelle est votre position concernant les dangers concrets qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0302** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses pour le secteur public inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0303** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des consé-

quences dangereuses pour le développement social du pays inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0304** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses pour l'agriculture par la volonté explicite de vouloir baisser, voire supprimer les droits de douane. En plus, elles voient la protection des consommateurs menacée par l'élimination des barrières non tarifaires inscrites au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers concrets qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0305** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses dans le domaine du travail et de l'emploi inhérentes au mandat de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0306** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses dans le domaine de la protection des données personnelles. En plus, le mandat de la Commission européenne vise la protection des investissements par un «mécanisme de règlement des différends» entre investisseurs et entités publics (États, communes) ouvrant la possibilité qu'un État puisse être mené devant une juridiction privée, mécanisme qui mettrait en danger la souveraineté des parties.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Question 0307** (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **négoiations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5<sup>e</sup> round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuurger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses en matière des normes de santé ainsi que dans l'exécution des services de santé en tant que service public inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Madame la Ministre, quelle est votre position concernant les dangers concrets qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

**Réponse commune** (24.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail*, de *l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les membres du Gouvernement destinataires des questions parlementaires n°0301 à 0307 remercient Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne pour le compte de l'Union européenne en vue de l'établissement d'un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (ci-après PTCI) avec les États-Unis d'Amérique.

Le débat parfois très vif qui a eu lieu ces dernières semaines sur la place publique dans un grand nombre de pays de l'Union comme au Luxembourg témoigne des interrogations qui existent à l'égard du PTCI. Ces interrogations interpellent et exigent des réponses, notamment face aux rumeurs persistantes en la matière.

Le Gouvernement a pris note avec intérêt de la prise de position commune sur le PTCI de la part des organisations non gouvernementales réunies dans la «plateforme PTCI/TTIP». Une entrevue entre cette dernière et une délégation gouvernementale aura lieu le 27 juin. Elle permettra d'avoir un échange de vues sur les négociations en cours et les préoccupations qui ont été exprimées à ce sujet.

Par ailleurs, le Gouvernement se félicite que la Chambre des Députés procède à une audition publique sur le sujet le 11 juillet et s'attend à ce que cette audition permette à chaque partie intéressée d'exprimer son point de vue et qu'un dialogue s'engage.

Le Gouvernement rappelle que les négociations ont été lancées sur base d'un mandat de négociation adopté en juin 2013 à Luxembourg. Certains secteurs sont dès à présent exclus du mandat de négociation, notamment les services publics et audiovisuels. Pour d'autres, notamment la culture et l'éducation, les exceptions existantes prévues dans l'accord du GATS seront appliquées.

Le Gouvernement continuera à suivre de près ces négociations et à plaider en faveur d'un accord ambitieux tant du point de vue économique, social qu'environnemental, dans le strict respect de l'acquis communautaire. Le mandat prévoit une étude d'impact indépendante «développement durable» à laquelle participera la société civile et qui sera finalisée avant paraphe de l'accord.

Le Gouvernement aurait souhaité déclassifier et publier ce mandat, mais certains États membres de l'UE s'y opposent par principe. Il veillera, ensemble avec d'autres États membres, à militer pour un maximum de transparence lors de ces négociations, dans le respect des conventions internationales afférentes.

Le Gouvernement note les efforts déjà accomplis en la matière grâce à la publication des papiers de position de l'UE, l'organisation de séminaires multiples et la mise en place d'un comité consultatif de la société civile à Bruxelles et appelle la Commission à poursuivre dans cette voie. Pour aboutir à un accord, un certain degré de confidentialité sera certes requis, mais ce sera au Parlement européen et à chaque parlement national, voire régional, de débattre et ratifier le paquet final étant donné qu'il s'agira d'un accord dit «mixte».

Sur les questions de fond, les Ministres souhaitent apporter les réponses suivantes aux questions soulevées par l'honorable Monsieur Turpel.

Le PTCI ne vise en aucun cas à changer nos règles et normes existantes en Europe. Au-delà de certaines baisses tarifaires classiques (notamment dans l'automobile, l'industrie pharmaceutique ou l'électronique), cet accord doit permettre d'aligner des procédures et d'harmoniser des standards pour certains biens et services lorsqu'une telle harmonisation peut se faire dans le respect des règles de chacune des parties. À souligner qu'il ne s'agit néanmoins pas de procéder à une reconnaissance mutuelle automatique des standards et procédures des deux parties. Ce sont surtout les biens industriels, les produits transformés et des services spécialisés qui sont visés par le PTCI; les opérateurs européens afférents, y compris les PME, ont souvent du mal, voire se retrouvent dans l'impossibilité d'accéder au marché américain dans ces secteurs. Il s'agit dès lors d'éviter la duplication de nombreuses procédures de facto équivalentes des deux côtés de l'Atlantique et en aucun cas d'entreprendre par le biais d'un tel accord un nivellement vers le bas de nos systèmes existants ni de mettre fin à notre droit à réglementer.

En ce qui concerne le domaine du travail et de l'emploi, le Gouvernement se félicite en particulier de la tenue le 21 mai 2014 à Berlin d'une réunion entre les dirigeants de la Fédération américaine du travail - le Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) - et de la Confédération européenne des syndicats (CES), et de l'appel que ces deux fédérations syndicales y ont lancé pour que le PTCI devienne un accord commercial «d'excellence» qui améliore les conditions de vie et de travail des deux côtés de l'Atlantique. Les deux fédérations ont estimé qu'une augmentation des échanges commerciaux transatlantiques pourrait «créer de nouveaux emplois et une prospérité partagée» mais «que cela doit se faire d'une manière qui soit bénéfique pour tous les travailleurs». Le Gouvernement approche cette négociation avec cette même ambition et cette même exigence.

L'accord doit consacrer au développement durable un rôle horizontal dans le commerce transatlantique et dans l'action de l'Union européenne et des États-Unis au plan international. Cela pourrait donner à nos normes sociales et environnementales une influence beaucoup plus décisive que ce n'est actuellement le cas. Le Gouvernement luxembourgeois veillera à ce que l'accord ne change en aucun cas notre législation interne, y compris sur les OGM, la viande bovine et les volailles.

Dans ce contexte, le Gouvernement veillera en particulier à défendre les politiques énergétiques et climatiques de l'UE, les réglementations européennes en matière de marchés publics, de substances chimiques (en particulier la réglementation «REACH»), de médicaments et de bien-être animal. Le Gouvernement estime que la protection des consommateurs doit sortir renforcée d'un tel accord qui s'inscrira dans notre politique plus globale en matière de protection de l'environnement, d'énergie et de prévention ou de mitigation des changements climatiques. Les politiques ambitieuses de l'UE dans ces domaines doivent servir d'exemple dans ces discussions et leurs effets positifs sur l'emploi, l'innovation, la qualité de vie et la compétitivité être considérés tout particulièrement comme un avantage concurrentiel. Un accord transatlantique ambitieux pourrait constituer un outil important dans l'écriture des règles de la mondialisation.

Dans le secteur de l'agriculture, l'accord reprendra les positions de l'UE dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC, notamment pour ce qui est des contingents et des tarifs de certains produits sensibles (viande, lait, céréales). Concernant la protection des données, le Gouvernement s'engage pour une ligne très claire visant à garantir la neutralité de la toile et le respect de la sphère privée de chaque citoyen. La Commission européenne n'a par ailleurs aucunement l'intention d'aligner les législations européennes et américaines en matière de droits de propriété intellectuelle.

Pour ce qui est du règlement des différends entre investisseurs et État, une consultation publique est en cours. La Commission européenne reste convaincue de l'importance des dispositions de protection des investissements assurant le flux des investissements entre les parties de l'accord et vise à négocier un règlement des différends entre investisseurs et États ambitieux, sur base d'une analyse des faiblesses



du système existant. Cette approche entend prendre en compte les critiques liées à la transparence et les déséquilibres d'un tel système d'arbitrage. Les modifications prévues dans un tel chapitre pourraient protéger davantage notre droit à réglementer et renforcer la sécurité juridique des investisseurs. Au-delà de ces moyens, une entreprise peut toujours avoir recours aux voies judiciaires luxembourgeoises pour attaquer en justice une décision du Gouvernement dont elle s'estimerait lésée.

Le Luxembourg est d'avis qu'un tel système n'est pas nécessaire avec un pays membre de l'OCDE. À l'instar d'autres Ministres du Commerce, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a écrit au Commissaire Karel De Gucht pour lui faire part de la position luxembourgeoise à cet égard.

Il est vrai néanmoins qu'il existe des pays pour lesquels l'inclusion d'un tel mécanisme dans un accord d'investissement peut s'avérer utile; la question d'éventuels «doubles standards» en la matière mérite d'être prise en considération. Il est à noter qu'à l'heure actuelle ce sont avant tout les entreprises européennes qui ont recours à ces arbitrages (52% de tous les arbitrages enregistrés entre 2008 et 2012). Les États membres de l'Union européenne ont par ailleurs à eux seuls signé plus de 1.400 accords bilatéraux contenant de telles clauses. C'est également le cas du Luxembourg dans le cadre d'accords UEFL.

L'articulation de cet accord avec d'autres accords de libre-échange sera cumulative pour les pays tiers qui ont conclu un accord de libre-échange à la fois avec l'UE et les États-Unis. Le Gouvernement rappelle à ce sujet son attachement aux processus multilatéraux (OMC, CNUCED, OCDE) et notamment son engagement en faveur d'un commerce mondial équitable devant permettre aux plus démunis de profiter du développement économique global. Le PTCL fait partie intégrante de cette stratégie: toutes les études concordent pour affirmer qu'un accord transatlantique ambitieux aurait des retombées positives pour nos partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine.

Le Luxembourg est une des économies les plus ouvertes dans le monde et a toujours salué les investissements sur son territoire ainsi que le développement économique et la création d'emplois auxquels ils ont contribué. Un meilleur accès au marché américain, notamment pour ce qui est des marchés publics, est d'un grand intérêt pour de nombreuses entreprises européennes et sera créateur d'emplois et de richesse des deux côtés de l'Atlantique.

Comme par le passé, le Gouvernement, par le biais du Ministère des Affaires étrangères et européennes, reste disposé à informer les Députés du déroulement des négociations à tout moment.

**Question 0308** (21.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant le **nombre de leçons de décharge pour ancienneté et nombre de leçons supplémentaires dans les différents types d'enseignement:**

1) Quel est, par tranche d'âge, le nombre de leçons de décharge pour ancienneté attribuées actuellement aux enseignants de l'école fondamentale, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique, de la formation des adultes et autres types d'enseignement?

2) Quel est, par type d'enseignement, le nombre de leçons supplémentaires (enseignement direct) effectuées actuellement par les mêmes enseignants?

Je vous saurais gré de bien vouloir préciser le nombre de leçons de décharge et le nombre de leçons supplémentaires par tranche d'âge et par type d'enseignement. En ce qui concerne les leçons supplémentaires, veuillez bien m'indiquer également les chiffres pour les enseignants qui ne bénéficient pas encore de décharge d'ancienneté.

**Réponse** (18.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la demande de l'honorable Député Turpel, je vous transmets ci-après les données des différents types d'enseignement:

**Enseignement fondamental**

| Âge des personnes considérées                | Décharge pour raison d'âge en nombre de leçons hebdomadaires |
|--|--|
| 45 - 49                                      | 323,25   |
| 50 - 54                                      | 484  |
| 55 - 59                                      | 1.241,5  |
| 60+  | 438  |
| Volume total des décharges pour raison d'âge | 2.486,75   |

**Enseignement fondamental**

| Âge des personnes considérées           | Nombre de leçons hebdomadaires supplémentaires du personnel considéré |
|---|---|
| 20 - 24*                                | 19  |
| 25 - 29*                                | 271   |
| 30 - 34*                                | 340   |
| 35 - 39*                                | 238   |
| 40 - 44*                                | 189   |
| 45 - 49                                 | 170   |
| 50 - 54                                 | 118   |
| 55 - 59                                 | 156   |
| 60+                                     | 27  |
| Volume total des leçons supplémentaires | 1.528   |

\*enseignants ne bénéficiant pas encore d'une décharge d'âge

Toutes les données correspondent à la situation au 1<sup>er</sup> mai 2014 (année scolaire 2014/15).

riables. Depuis début octobre 2000, un site Internet spécifique ([www.cita.lu](http://www.cita.lu)) est en service où les usagers peuvent consulter l'état du trafic et visualiser des prises de vues issues de la vi-

**ES et EST**

| âge         | enseignants avec ancienneté | heures ancienneté | heures suppl. | total enseignants (b) | total décharges | total heures suppl. pour tous |
|-------------|-----------------------------|-------------------|---------------|-----------------------|-----------------|-------------------------------|
| 20 - 24     | 0                           | 0                 | 0             | 33                    | 72,40           | 19,14                         |
| 25 - 29     | 0                           | 0                 | 0             | 542                   | 2.678,48        | 271,83                        |
| 30 - 34     | 0                           | 0                 | 0             | 1.002                 | 3.830,75        | 1.221,11                      |
| 35 - 39     | 0                           | 0                 | 0             | 678                   | 2.441,67        | 1.033,40                      |
| 40 - 44 (a) | 21                          | 18,33             | 41,09         | 502                   | 1.810,51        | 950,45                        |
| 45 - 49     | 377                         | 361,25            | 945,49        | 560                   | 2.169,23        | 1.162,06                      |
| 50 - 54     | 340                         | 834,50            | 808,07        | 506                   | 2.673,70        | 966,58                        |
| 55 - 59     | 291                         | 1.111,00          | 514,48        | 400                   | 2.335,55        | 628,23                        |
| 60+         | 81                          | 322,00            | 112,95        | 141                   | 855,65          | 167,20                        |
| TOTAL       | 1.110                       | 2.647,08          | 2.422,08      | 4.364                 | 18.867,94       | 6.420,00                      |

**Formation des adultes (CFPC et INL)**

| âge         | enseignants avec ancienneté | heures ancienneté | heures suppl. | total enseignants (b) | total décharges | total heures suppl. pour tous |
|-------------|-----------------------------|-------------------|---------------|-----------------------|-----------------|-------------------------------|
| 20 - 24     | 0                           | 0                 | 0             | 0                     | 0               | 0                             |
| 25 - 29     | 0                           | 0                 | 0             | 6                     | 43,70           | 3,57                          |
| 30 - 34     | 0                           | 0                 | 0             | 26                    | 167,47          | 24,64                         |
| 35 - 39     | 0                           | 0                 | 0             | 25                    | 97,52           | 26,63                         |
| 40 - 44 (a) | 1                           | 1                 | 6,69          | 36                    | 119,27          | 40,54                         |
| 45 - 49     | 10                          | 9,25              | 34,02         | 33                    | 173,53          | 48,97                         |
| 50 - 54     | 21                          | 53,17             | 60,87         | 39                    | 249,67          | 64,37                         |
| 55 - 59     | 22                          | 87                | 40,25         | 35                    | 314,80          | 43,25                         |
| > 59        | 3                           | 10                | 7             | 14                    | 107,60          | 7                             |
| TOTAL       | 57                          | 160,42            | 148,83        | 214                   | 1.273,56        | 258,97                        |

(a) il s'agit d'enseignants qui bénéficiaient d'anciennetés d'après l'ancien règlement très jeunes (instituteurs du modulaire)

(b) certains enseignants (chargés de cours, membres de la direction,...) ne bénéficient pas de la décharge ancienneté

**Question 0309** (21.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant le **Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA):**

Le système CITA («Contrôle et information du trafic sur les autoroutes») permet, outre le recueil automatique en temps réel des données concernant le trafic et la météo, la surveillance vidéo des autoroutes et l'information des usagers par le biais de panneaux à messages va-

déosurveillance. Or, il s'avère dans de nombreux cas que les automobilistes sont seulement informés d'un ralentissement (via les panneaux susmentionnés) alors qu'ils font déjà partie intégrante de ce dernier.

L'Administration des Ponts et Chaussées a par ailleurs élaboré avec l'Automobile Club (ACL) la table des localisations TMC («Traffic Message Channel»). Il faut cependant noter que l'ACL a, pour le service TMC affiché sur des systèmes de guidage par GPS et «pour diverses raisons», opté pour un service encrypté, qui ne peut être capté que par certains systèmes de navigation GPS (Garmin et Tomtom), ceci en dépit du fait que les partenaires publics (CITA et Police grand-ducale) auraient souhaité un service public gratuit.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles l'ACL a été chargé à l'époque de l'élaboration d'un sys-

tème de guidage TMC par GPS? Pourquoi l'idée d'un service public gratuit a-t-elle été rejetée? Pour quelles raisons un système encrypté ne fonctionnant que sur des appareils GPS de certaines marques, excluant ainsi d'office un nombre important d'automobilistes, a été choisi?

- Le Gouvernement songe-t-il à améliorer l'information des automobilistes sur l'état du trafic par d'autres voies (notamment techniques)? Est-ce qu'un système fonctionnant selon le système «sms2citizen» ou par l'intermédiaire de l'application «mLive», récemment présentée au public, serait envisageable?

**Réponse** (27.6.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À l'époque, l'Administration des Ponts et Chaussées était entrée en contact avec RTL (fréquence porteuse des TMC) et l'ACL, comme ce dernier collectait les informations routières du réseau routier secondaire (routes nationales et chemins repris) alors que le CITA disposait des informations du réseau primaire (réseau autoroutier). L'amalgame des informations et la transmission aux médias étaient prévus d'être repris par l'ACL.

En parallèle des travaux de codification et des discussions sur la réalisation du projet, l'ACL avait conclu un contrat avec une entreprise privée étrangère, qui revendait toutes les informations collectées à des producteurs distincts de systèmes de navigation. Naturellement, nous ne pouvions pas accepter ce procédé et nous avons réclamé un système non crypté accessible à tous les systèmes de navigation sur le marché. Les discussions se sont terminées en 2014 par une ouverture de l'ACL.

Début 2014, les autorités publiques (Police grand-ducale et l'Administration des Ponts et Chaussées) et l'ACL se sont rencontrés avec des représentants de la radio socioculturelle 100,7 (fréquence porteuse des TMC non cryptés). À l'heure actuelle, il est proposé d'établir une convention permettant la diffusion non cryptée des TMC. L'État investira dans l'acquisition de certains équipements techniques pour la chaîne 100,7.

Étant donné que les discussions «TMC» sont actuellement encore en cours, la priorité est de trouver enfin des dénominateurs communs entre les trois acteurs afin qu'un TMC non crypté puisse fonctionner au Grand-Duché. La mise en service d'autres applications, bien qu'envisageable, devra attendre la finalisation du projet «TMC».

**Question 0310** (21.5.2014) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant le **nombre de couveuses dans les maternités:**

Les maternités au Luxembourg disposent d'un nombre limité de couveuses, ce qui entraîne que régulièrement des femmes qui sont sur le point d'accoucher ou des nouveau-nés prématurés doivent être transférés à l'étranger. Il semble évident qu'un tel transfert vers une autre maternité comporte certains risques aussi bien pour les femmes enceintes que pour les bébés et que par conséquent de meilleurs soins médicaux pourraient être garantis au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que nos maternités doivent être équipées de suffisamment de couveuses et de tous les moyens nécessaires afin de garantir les meilleurs soins médicaux aux nouveau-nés prématurés au Grand-Duché et afin d'éviter de devoir transférer les femmes enceintes dans une maternité à l'étranger?

**Réponse** (25.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg respecte les recommandations internationales des sociétés médicales et organismes en matière de qualité des soins pour les grossesses et accouchements à risque ainsi que pour la prise en charge des prématurés.

Conformément au Plan hospitalier national, le Luxembourg dispose d'un service national de néonatalogie intensive (prise en charge des prématurés de 32 semaines d'âge gestationnel ou moins, ainsi que des prématurés et nouveau-nés requérant des soins intensifs comprenant éventuellement une ventilation assistée). Un tel service requiert une masse critique, des compétences médicales pointues, une équipe soignante spécialisée pour répondre aux exigences techniques et relationnelles ainsi que des équipements performants. Ce service, unique au pays et localisé au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL), dispose de 14 places de

traitement (couveuses et lits), et travaille en réseau avec toutes les maternités du pays et de la Grande Région.

Cette offre en néonatalogie intensive est complétée par six lits de néonatalogie non intensive au CHL et sept places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines d'âge gestationnel ne nécessitant pas de soins intensifs à l'Hôpital Kirchberg, Clinique Bohler.

Le taux d'occupation du service national de néonatalogie intensive du CHL, variant autour de 85%, est resté très stable lors des dernières années. L'activité néonatale étant fluctuante comme les accouchements d'enfants malades et prématurés ne se planifiant pas, l'occupation connaît dès lors des périodes d'engorgement, notamment en cas de prise en charge simultanée de plusieurs très petits prématurés qui nécessitent de par leur nature un séjour prolongé dans le service.

Dès l'annonce d'une grossesse à risque, un travail en réseau est initié entre le gynécologue référent et l'équipe multidisciplinaire du CHL. Dans la majorité des cas, un transfert in utero est organisé. Il est en effet hautement recommandé que l'enfant à naître prématurément et/ou nécessitant une prise en charge intensive puisse naître directement dans un environnement adapté à ses besoins, tout en évitant au maximum les transferts postnatals. Les recommandations de transfert in utero semblent bien appliquées au Luxembourg, où 65 transferts vers le CHL ont eu lieu en 2013. Les transferts in utero du CHL vers un centre universitaire étranger de référence sont rares; les demandes de transfert d'une maternité luxembourgeoise vers le CHL, qui ne peuvent être honorées faute de place au CHL, sont coordonnées par les médecins du service national de néonatalogie intensive et restent exceptionnelles. Il y a lieu de préciser que les indications de transfert in utero ne se résument pas au seul critère de la disponibilité des lits. Pour certaines pathologies, le diagnostic anténatal nécessite de toute façon un transfert dans un centre spécialisé à l'étranger pour sa prise en charge.

Il n'y a cependant pas de relevé systématique de ces transferts in utero vers l'étranger.

D'autre part, les transferts de bébés, nés dans le pays, vers l'étranger pour manque de place en néonatalogie au CHL, ou à la Clinique Dr Bohler pour les nouveau-nés ayant plus de 32 semaines d'âge gestationnel, sont systématiquement recensés dans le système de surveillance autour de la naissance au Luxembourg, programme placé sous la responsabilité du Ministère de la Santé. Ces transferts sont exceptionnels.

Force est dès lors de constater qu'à l'heure actuelle l'infrastructure existante permet de répondre aux besoins. Je partage l'avis de l'honorable Député que nous devons faire en sorte que des soins optimaux puissent être, et de manière durable, prodigués aux mères et à leurs nouveau-nés. D'ailleurs la création d'un comité scientifique de néonatalogie en février 2014, incluant une représentation de la direction de la Santé, permettra de monitorer les flux des enfants nécessitant une prise en charge intensive à la naissance et d'en analyser les parcours. J'étudierai avec la plus grande attention d'éventuelles propositions que ce comité scientifique me soumettra; propositions pour lesquelles je consulterai également les acteurs du réseau de maternités et de soins pédiatriques du Luxembourg.

#### Question 0311 (21.5.2014) de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Félix Eischen (CSV) concernant le plan d'action PME:

Dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014, la Secrétaire d'État à l'Économie a annoncé le plan d'action PME qui serait axé sur la transmission d'entreprise, le statut de l'indépendant, l'accès au financement, l'entreprise à un euro de capital et une meilleure qualification du personnel.

Elle a notamment précisé que: «Am Juni gëtt den Haut comité pour le soutien des PME geschafen. Deem seng éischt Aufgab ass et, d'Ëmsetze vum neien Aktiounplang fir Kleng- a Mëttelbetriber ze begleeden. Een Aktiounplang, deem déi nächst Woch...», (semaine du 12 au 18 mai), «... un déi Concernéiert verschéckt gëtt. Dee Plang zeechent Pisten op, fir d'Kompetitivitéit vun de PMEen ze verbesseren an hir Entwécklung a Capacitéit, Aarbechtsplazen ze schafen, ze ënnerstëtzen.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Le nouveau plan d'action a-t-il été envoyé aux acteurs concernés?

- Dans l'affirmative, Madame le Secrétaire d'État à l'Économie envisage-t-elle de communiquer ce plan d'action à la Chambre des Députés?

- À quelle échéance, le nouveau plan d'action sera-t-il opérationnel?

**Réponse (24.6.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:**

Le document de travail, servant de base à l'élaboration du futur plan d'action en faveur des PME, a été établi au terme d'une consultation avec un panel de PME, de financeurs et de parties prenantes telles que les chambres professionnelles et comprend une multitude de propositions de la part des milieux professionnels.

Ce document de travail a été envoyé le lundi 19 mai 2014 aux organisations suivantes: Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Horesca, Confédération luxembourgeoise du commerce, Fédération des Artisans.

Le quatrième plan d'action en faveur des PME sera finalisé en concertation avec les milieux intéressés dans le cadre du Haut comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat. Cette démarche a été privilégiée par rapport à d'autres parce qu'elle permet d'adresser les mesures et les orientations les plus proches des problématiques du terrain et des préoccupations des professionnels. Il reviendra au Conseil de Gouvernement d'adopter ce plan d'action qui sera publié ensuite.

Il convient encore de noter dans ce contexte que des groupes de travail seront mis en place au sein du Haut comité en vue d'approfondir la réflexion et de compléter les mesures retenues dans le document de travail, voire dans le quatrième plan d'action en faveur des PME proprement dit, ce dernier n'étant pas un instrument figé. En ce sens, les dates de mise en œuvre ou de lancement des actions retenues varieront.

#### Question 0312 (21.5.2014) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques:

La substitution veut dire que le pharmacien doit informer le patient qu'un médicament générique, c'est-à-dire un médicament identique et moins cher, existe sur le marché. Le patient a le libre choix de prendre le médicament générique ou de continuer avec le médicament qu'il connaît ou utilise déjà. Le montant pris en charge par la Caisse Nationale de Santé sera calculé sur base du prix le moins cher. Si le patient veut continuer à prendre son médicament habituel qui est plus cher, la différence restera à sa charge. Le but visé est d'utiliser au mieux les moyens financiers de la CNS et de réaliser des économies.

À noter cependant que la substitution de médicaments est aussi contestée et que par exemple en Angleterre il a été décidé d'abandonner les mesures en faveur de la substitution comme on n'a pas pu réaliser les économies envisagées. En effet, des phénomènes contraires - comme la prescription plus généralisée de médicaments non génériques, ou l'introduction de nouveaux médicaments à partir d'autres pays que la Belgique, ou encore des revendications d'une rémunération supplémentaire éventuelle de la part des pharmaciens pour conseils dus suite à la substitution - risquent de fortement anéantir les économies visées surtout si l'on tient compte des désagréments subis notamment par les patients et ce à différents niveaux. Il semblerait qu'une approche globalisée en matière de politique de santé pourrait apporter plus de résultats positifs à long terme tant sur le plan de la qualité des services de santé en général que sur le plan économique au Grand-Duché.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Les Ministres ont-ils une estimation des économies escomptées sur une année dans le budget de la CNS suite à la mise en œuvre de ce dispositif?

- Comment le Gouvernement entend-il contre-carrer les effets susmentionnés? Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une campagne d'information et de conseil soit nécessaire?

**Réponse commune (27.6.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

La politique de substitution poursuivie par le Gouvernement vise à respecter les intérêts de tous les acteurs impliqués et à garantir le juste

équilibre entre traitement adéquat et efficace d'un côté et soutenabilité financière du système de santé de l'autre côté.

S'il est nécessaire de soutenir les efforts de l'industrie pharmaceutique tendant au développement de médicaments innovants permettant un traitement de haute qualité, l'accès équitable à ces médicaments au profit de tous ceux qui en ont besoin est la priorité absolue. En même temps, une gestion responsable de notre système de santé et de nos ressources budgétaires est tout aussi importante.

La pratique de la substitution se généralise en Europe. Il est nécessaire d'adopter une approche globale qui responsabilise à la fois le médecin prescripteur, le pharmacien et le patient.

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

Pour l'introduction du système de base de remboursement, deux groupes de substitution ont été retenus:

- les hypocholestérolémiants plus précisément les inhibiteurs de la HMG-CoA réductase (statines) ATC C10AA, et

- les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux, dans ce cas les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) ATC A02BC.

Le Ministère de la Santé définit les groupes de médicaments éligibles, pour lesquels sont enregistrés des génériques sur le marché luxembourgeois.

En se basant sur les données du nombre d'emballages de médicaments pris en charge par l'assurance maladie en 2013 et en appliquant les prix actuels valables au 1<sup>er</sup> juin 2014, l'estimation du potentiel d'économie à consommation et à structure de prix constantes pour les deux groupes, statines et IPP, se chiffre à 1,9 mio d'euros. Ceci représente environ 1% des dépenses totales pour les médicaments pris en charge dans les officines ouvertes au public.

En ce qui concerne les effets décrits par l'honorable Député, notamment celui de la prescription plus généralisée de médicaments non génériques, il s'agit d'une tendance déjà existante.

Effectivement, une fois qu'un brevet expire et qu'un médicament peut être génériqué, le prix du médicament original (princeps) est revu à la baisse.

Le marché a alors tendance à s'orienter vers des médicaments dits «me too» ou «suiveurs»: il s'agit d'une pratique liée aux stratégies marketing des groupes/entreprises pharmaceutiques consistant à lancer un médicament nouveau sous brevet mais ne présentant souvent peu ou pas de valeur ajoutée par rapport aux médicaments existant sur le marché. Dans son rapport<sup>2</sup> daté en septembre 2012, l'Inspection générale des affaires sociales de la République française qualifie ces produits comme étant «de fausses innovations, ayant pour objectifs d'empêcher le développement des médicaments génériques du princeps initial, au détriment de l'assurance maladie qui n'a pu bénéficier de toutes les économies que le développement des génériques laissait entrevoir».

Il s'agit d'un phénomène établi, indépendant de la mise en place ou non de la substitution de médicaments. Le dispositif de substitution n'enfreint pas la liberté de choix en matière de prescription par le médecin traitant des médicaments qui correspondent au mieux à l'état de santé et aux besoins médicaux des patients. Le médecin prescripteur reste maître de la prescription, il décide du principe actif, de la forme d'administration, du dosage et de la posologie sans devoir se soucier des marques.

Pour ce qui est de l'éventuelle rémunération supplémentaire des pharmaciens évoquée, il y a lieu de souligner que la Convention signée entre la Caisse Nationale de Santé et le Syndicat des pharmaciens qui entrera prochainement en vigueur a introduit en son article 44 des dispositions transitoires prévoyant qu'«à la fin de l'année 2015 la CNS procédera à une évaluation des données statistiques détaillées sous l'article 41 de la convention. L'évaluation portera globalement sur une analyse de l'impact financier de l'introduction de la substitution, tant en ce qui concerne les économies dégagées au profit de l'assurance maladie/maternité qu'en ce qui concerne la gestion administrative du dispositif, plus particulièrement par rapport aux efforts spécifiques fournis par les pharmaciens dans le cadre de la substitution, et à l'opportunité de la création d'un honoraire de dispensation y relatif».

2 Imbaud, D., Morin, A., Picard, S., Toujas, F. (2012) Évaluation de la politique française des médicaments génériques. En ligne: [http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-115P\\_-DEF\\_sans\\_sign.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-115P_-DEF_sans_sign.pdf)

Pour répondre à la question relative à la campagne d'information, le Ministère de la Santé et la Caisse Nationale de Santé diffuseront sous peu sur leurs sites internet un dépliant intitulé «Info letter: Médicament de substitution» informant sur les principes de la mise en place du système de substitution et de la base de remboursement. La distribution de ces dépliants est prévue dans les agences de la Caisse Nationale de Santé ainsi que dans les pharmacies. La campagne d'information sera accompagnée d'une campagne de sensibilisation à large diffusion.

Finalement, il échet de rappeler les discussions préparatoires en relation avec le projet de substitution dans le cadre de la réforme du système de soins de santé sous le Gouvernement sortant dont l'honorable Député a fait partie. Plus particulièrement, l'article 22bis nouveau du CSS de la loi du 14 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé spécifie que «la Caisse Nationale de Santé fixe pour tous les médicaments inscrits (...) et susceptibles de substitution (...) une base de remboursement qui constitue le montant sur lequel porte, par conditionnement, la prise en charge de l'assurance maladie/maternité».

#### Question 0313 (23.5.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la déclaration de la société Creos Luxembourg SA dans le cadre du procès «Bommeleer»:

RTL a révélé aujourd'hui dans le cadre d'un reportage en ligne que lors de la 170<sup>e</sup> séance du procès «Bommeleer», l'avocat de la société Creos (dans laquelle l'État détient des participations directes et via la société Enovos International SA) aurait déclaré que si les responsables des attentats à l'explosif des années 1984 et 1985 passaient aux aveux et apportaient les dépositions ou preuves nécessaires à l'identification des autres auteurs, coauteurs et/ou complices, la société Creos renoncerait à l'exécution de toute condamnation au civil à intervenir à leur égard.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres d'État et de l'Économie:

- Est-ce qu'un représentant de l'État luxembourgeois a été présent au moment où la décision précitée de Creos a été adoptée? Dans l'affirmative, quelle a été la position dudit représentant?

- Est-ce que l'État luxembourgeois, dans le cadre de sa constitution de partie civile, compte se rallier à la proposition de Creos de les suivre dans leur démarche?

**Réponse commune (20.6.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:**

Monsieur le Député rappelle que, dans une déclaration du 22 mai 2014, Creos Luxembourg SA, sans se démettre de sa constitution de partie civile, a offert de renoncer à l'exécution d'une condamnation au civil contre tout auteur, coauteur et complice qui passerait aux aveux dans le cadre de l'affaire dite du «Bommeleer» pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 au plus tard.

Cette offre devient dès lors caduque à partir du 2 juillet 2014 et Creos Luxembourg se retrouvera à ce moment dans la même situation qu'avant la déclaration précitée.

La décision afférente a été prise par la direction de la société Creos sans concertation au préalable avec les représentants de l'État luxembourgeois.

L'État luxembourgeois quant à lui ne compte pas suivre Creos dans sa démarche. Dans sa séance du 23 mai 2014, le Conseil de Gouvernement a décidé de maintenir ses revendications en matière de dommages-intérêts.

#### Question 0314 (23.5.2014) de Mme Josée Lorsché et M. Henri Kox (déi gréng) concernant l'utilisation de glyphosate:

Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu mondialement. Les herbicides qui contiennent du glyphosate, comme le Roundup de Monsanto, sont employés dans l'agriculture, la sylviculture, les parcs et espaces publics, sur les voies ferrées ainsi que dans les jardins. Le glyphosate joue aussi un rôle crucial

dans la production - et le développement - des plantes modifiées génétiquement afin de tolérer un herbicide (OGM agricoles).

Au cours des dernières années, un certain nombre d'études scientifiques ont relevé des doutes quant à l'innocuité du glyphosate. Leurs inquiétudes portaient sur les effets négatifs du glyphosate sur la santé et plus précisément sur le système hormonal, et son impact sur l'environnement. Une étude publiée fin 2013 dans le «Journal of Interdisciplinary Toxicology» conclut même à une corrélation entre l'utilisation de glyphosate et l'augmentation du nombre des cas de sensibilité au gluten voire de la maladie cœliaque.

D'autres analyses récentes ont pu démontrer la présence de glyphosate dans le corps humain, les cours d'eau, les produits céréaliers. La pratique de la dessiccation, le séchage des céréales à l'aide de glyphosate, à seulement quelques jours avant la récolte, est considérée comme étant particulièrement problématique puisque les céréales destinées à la consommation sont littéralement imprégnées du pesticide juste avant la récolte. L'Autriche a réagi en interdisant la dessiccation des céréales au glyphosate fin 2013. De plus, les produits contenant du glyphosate ont été soumis à des restrictions de vente dans les commerces de détail.

La sécurité du glyphosate aurait dû être réexaminée dans l'Union européenne en 2012, mais cet examen a été reporté à l'an 2015.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Existe-t-il pour le Luxembourg des données sur la présence de glyphosate et de ses métabolites dans les produits à base de céréales ou les urines des citoyens? Dans la négative, est-ce que la réalisation de telles analyses est envisagée au niveau national?

- Existe-t-il des données sur l'évolution des cas de sensibilité au gluten et de la maladie cœliaque au Luxembourg?

- Ne serait-il pas judicieux de suivre l'exemple autrichien en interdisant la pratique de la dessiccation des céréales au glyphosate afin d'éviter une contamination supplémentaire de la chaîne alimentaire et des cours d'eau?

- Est-ce qu'une interdiction des herbicides au glyphosate pour l'utilisation privée est prise en considération? Dans la négative, ne faudrait-il pas obligatoirement accompagner la vente de ces produits dans le commerce de détail par une information obligatoire au consommateur?

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la procédure de réévaluation de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate pour l'Union européenne? Quelles seront, le cas échéant, les actions du Luxembourg au niveau des instances techniques et politiques?

**Réponse commune** (30.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Le Luxembourg effectue des campagnes de contrôle concernant la recherche des pesticides en suivant le programme coordonné voté annuellement au niveau de la Commission européenne. Dans ce cadre, le Service de la Sécurité Alimentaire de la Direction de la Santé a effectué des analyses en glyphosate et AMPA (acide amino méthyle phosphorique, produit de la dégradation du glyphosate) sur des produits de céréales depuis 2011.

Comme l'analyse du glyphosate ne peut être effectuée par le Laboratoire National de Santé, cette analyse est donc sous-traitée par un laboratoire privé en Belgique. Le nombre d'échantillons effectué annuellement est défini par le programme coordonné et les budgets disponibles.

Depuis 2011, 45 échantillons de produits de céréales, principalement de la farine de blé (29 échantillons), mais également du seigle (dix échantillons), de l'avoine (quatre échantillons) et de l'épeautre (deux échantillons) ont été analysés. Aucune non-conformité n'a été détectée sur ces échantillons. De ces 45 échantillons, le Service de la Sécurité Alimentaire a détecté la présence de glyphosate sur trois échantillons, un de blé, un de seigle et un échantillon d'épeautre. Les teneurs retrouvées allaient de 0,051 à 0,095 mg/kg. La limite européenne pour ces matrices est de 10 mg/kg. Le détail des résultats est accessible sur le site internet de l'OSQCA.

La pratique de la dessiccation n'est pas d'usage au Luxembourg, une interdiction n'aurait donc guère d'influence sur les taux de glyphosate dans la chaîne alimentaire et les cours d'eau. Si jamais cette pratique venait à s'installer au Luxembourg, le Ministère de l'Agriculture évaluerait l'opportunité de suivre les exemples autrichien et allemand.

Pour le moment, une interdiction des herbicides au glyphosate pour l'utilisation privée n'est pas prise en considération.

Cependant, en application de l'article 6, paragraphe 3 de la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, l'article 6, paragraphe 3 du projet de loi n°6525 relatif aux produits phytopharmaceutiques dispose que, lors de chaque vente de produits phytopharmaceutiques à des utilisateurs non professionnels, les distributeurs doivent informer ces derniers des risques pour la santé humaine et animale et l'environnement concernant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, notamment des dangers, de l'exposition, des conditions appropriées de stockage et des consignes à respecter pour la manipulation, l'application et l'élimination sans danger, ainsi que des solutions de substitution présentant un faible risque. Ainsi, à l'avenir, la vente de produits phytopharmaceutiques dans le commerce de détail devra obligatoirement être accompagnée par une information au consommateur et contribuera donc à une meilleure prise de conscience de celui-ci quant aux produits à base de glyphosate, souvent faussement estimés comme étant tout à fait inoffensifs.

En tant qu'État membre rapporteur pour le glyphosate, l'Allemagne a soumis son rapport initial de réévaluation à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA est en train de réunir tous les commentaires des différents États membres et des différentes parties intéressées relatifs à ce rapport de réévaluation et rédigera ensuite un dossier complet sur base duquel se tiendront les discussions finales concernant l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate.

État donné que le Luxembourg ne possède ni l'expertise, ni les ressources humaines et techniques nécessaires à la réévaluation d'une substance active, il n'intervient pas au niveau technique de la réévaluation de l'autorisation de mise sur le marché des différentes substances actives pour l'Union européenne.

L'autorisation de mise sur le marché d'une substance active est décidée au niveau européen au sein du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale, section produits phytopharmaceutiques - législation, au sein duquel le Luxembourg est représenté. La décision de vote du Luxembourg concernant le glyphosate dépendra, comme pour chaque substance active, des conclusions tirées du dossier de réévaluation complet, de la pertinence des remarques et réserves éventuelles formulées par les autres États membres ainsi que des problèmes éventuellement survenus au Luxembourg et imputables à cette substance active. La position du Luxembourg concernant le glyphosate n'est donc, à ce stade, pas encore définie.

**Question 0315** (23.5.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **prise en charge des élèves au «Lënster Lycée» en dehors des heures de cours**:

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 12 mars 2014, les Députés se sont vu expliquer le concept pédagogique du futur «Lënster Lycée» qui ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2014/2015. Une particularité réside dans le fait que le lycée offrira une structure d'accueil adaptée aux besoins des parents et des élèves.

En effet, il s'agit d'une école à journée continue, qui est ouverte aux élèves de 7h30 à 18h30. Tandis que les cours obligatoires se dérouleront entre 8 et 16 heures (à part les vendredis où les cours se termineront à midi), des activités facultatives ainsi que des cours d'appui seront proposés aux élèves intéressées après 16 heures voire à partir de midi pour les vendredis. Cette offre d'accueil des élèves fait partie de l'autonomie conférée aux écoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner quels autres lycées offrent, dans le cadre de leur autonomie, un accueil à l'instar du «Lën-

ster Lycée» et combien de semi-internats fonctionnent auprès des lycées?

- D'après mes informations, l'accueil offert au «Lënster Lycée» sera gratuit. Est-ce que ces informations correspondent à la réalité?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer le montant des frais d'accueil dans les autres lycées offrant un tel service voire dans les semi-internats?

- Au cas où l'accueil au «Lënster Lycée» serait gratuit, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cet état des choses contraire au principe de l'égalité de traitement entre les élèves? Le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation? Si oui, de quelle manière?

- Selon Monsieur le Ministre, existe-t-il un concept global pour la mise en œuvre de l'encadrement des élèves en dehors des cours obligatoires dans les lycées?

**Réponse** (2.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Tous les lycées publics offrent un accueil pour les élèves en dehors des heures de cours dans la mesure où les heures d'ouverture des écoles s'étendent de 7h00 (ou 7h30) le matin jusqu'à 16h00 au moins l'après-midi. Des cours d'appui et/ou des études surveillées sont offerts dans tous les lycées conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves. À côté de ces approches de remédiation scolaire, des activités périscolaires, dans les domaines sportif, scientifique, artistique, culturel ou social sont proposées dans la plupart des lycées pendant l'heure de midi ou après les cours (cf. listing détaillé en annexe). La participation à ces activités est gratuite pour les élèves.

Les activités offertes au «Lënster Lycée» dans le cadre de la journée continue sont gratuites pour les élèves. Il en est de même pour le Lycée Ermesinde qui est également une école à journée continue.

Les lycées suivants offrent une structure de semi-internat: LCD annexe Mersch, LCE, LN, SLL, ALR, LTA, NOSL, SLP. Les frais d'accueil varient d'un lycée à un autre (cf. tableau en annexe pour les détails). Au SLL le semi-internat est gratuit.

Le 24 mai 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé quatre projets de règlements grand-ducaux qui détaillent les mesures inscrites dans le projet de loi portant sur l'enseignement secondaire, déposé, lui, à la Chambre des Députés le 14 mai dernier. Ces projets de règlements grand-ducaux prévoient que chaque lycée offre un encadrement périscolaire comprenant, entre autres, une offre pour l'appui scolaire et des activités d'apprentissage et d'animation culturelle et sportive. Chaque lycée se doterait également d'un profil spécifique à l'intérieur duquel il peut mettre en œuvre des mesures répondant aux besoins de sa population d'élèves dans un but de développement de la qualité scolaire. Il s'agit donc de favoriser et de dynamiser l'autonomie des lycées en les incitant à affiner leur profil à travers une offre diversifiée et pertinente par rapport à leurs besoins particuliers.

La question de la gratuité de l'accueil et de l'offre périscolaire au-delà des heures de cours et des mesures prévues mérite cependant d'être examinée de plus près. Dans le programme gouvernemental, il est stipulé que «le Gouvernement plaide pour une offre de services de haute qualité au niveau de la garde d'enfance parce qu'il s'agit d'une question d'égalité des chances aussi bien pour les enfants que pour les parents. Il faut garantir que les parents ne soient pas discriminés dans la planification de leur vie professionnelle par leur choix de fonder une famille. Il faut également garantir que les enfants reçoivent les mêmes chances de départ dans la vie, indépendamment de leur origine sociale».

En premier lieu, il convient d'implémenter une telle offre au niveau de la petite enfance et à l'enseignement fondamental. Toutefois, un nombre croissant d'enfants nécessitent un meilleur encadrement au-delà de cet âge. C'est pourquoi j'ai chargé mes services d'élaborer un concept global de prise en charge des enfants et des jeunes qui comporte des solutions qui vont de la petite enfance à la jeunesse en incluant les écoles fondamentales et les lycées.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 0316** (27.5.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes**:

La loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pose les conditions pour les constructions servant à l'exploitation agricole mais reste muette sur les conditions précises pour les constructions des maisons d'habitation y adhérentes. Il appartient au seul Ministre de donner ou de refuser une autorisation ayant comme conséquence un manque de prédictibilité pour les exploitants agricoles. Cela peut créer des situations dans lesquelles, à titre d'exemple, un élevage de volailles se voit refuser une autorisation avec comme justification douteuse que «lors de la ponte d'un œuf, vous n'avez pas besoin à assister votre poule», tandis que d'autres exploitants issus du même domaine d'activité ont été autorisés à construire une maison d'habitation adhérente en zone verte. Le bien-être d'un animal ne requiert pas uniquement des contrôles réguliers par le fermier mais dépend également de la capacité d'un fermier de pouvoir réagir vite en cas d'urgence, situation qui requiert l'intégration de la maison d'habitation au sein de l'exploitation agricole.

Vu qu'il s'agit d'une thématique qui est régulièrement sujet de discussions controversées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle prendre pour faire face à cette situation d'insécurité juridique concernant la construction de maisons d'habitation dans les zones vertes et notamment pour éviter des décisions divergentes pour des situations similaires?

- Quelle importance Madame la Ministre donne-t-elle encore aux exploitations agricoles en zone verte dites «Aussiedlerhöfe»?

- Comment Madame la Ministre interprète-t-elle la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pour les futures autorisations de construction des exploitations agricoles en zone verte?

- Est-ce que Madame la Ministre peut m'expliquer ses objectifs et me donner son interprétation de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pour la construction des maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes?

**Réponse** (30.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La question de l'honorable Députée a trait aux conditions sous lesquelles les agriculteurs peuvent bénéficier de la prérogative de se voir accorder le droit de construire une maison d'habitation à l'extérieur des zones destinées à l'habitation.

Comme l'évoque à juste titre l'honorable Députée, c'est la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui fixe, de manière générale et exhaustive, l'étendue des activités qui peuvent être autorisées en zone verte par le Ministre de l'Environnement. Ces autorisations sont accordées sur base d'un dossier individuel et en application des dispositions de la loi.

L'article 56 définit les critères de refus à appliquer par le Ministre. Toute demande d'autorisation pour une exploitation agricole en zone verte («Aussiedlerhöfe») est analysée individuellement et en détail en fonction de ces critères.

En ce qui concerne plus spécialement les demandes pour ériger une maison d'habitation en zone verte, il y a lieu d'analyser si la maison en question constitue un élément indispensable à l'exploitation agricole, car seules les constructions servant à l'exploitation agricole sont autorisables.

L'article 5 de la loi modifiée a fait l'objet d'interprétations juridiques au fil des années. Ainsi, conformément à la jurisprudence, la construction d'une maison d'habitation n'est autorisable sous l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles que si elle fait partie intégrante d'une exploitation agricole et si l'exploitation agricole abrite du cheptel nécessitant la présence à proximité de l'exploitant notamment en phase de reproduction ou de maladie des animaux en question, sinon de mise au monde de leur progéniture (voir TA 30-06-04, 17581). De plus, ces constructions et installations doivent avoir un lien fonctionnel direct avec l'exploitation agricole, les bâtiments agricoles devant en effet correspondre à une nécessité concrète dans le cadre de l'exploitation envisagée et les dimensions devant être en rapport avec cette nécessité. Dès que l'explo-





tation agricole passe à l'arrière-plan et cède le pas à d'autres utilisations - par exemple des activités de loisir ou commerciales - la conformité à la zone ne peut plus être admise - TA 23-5-12 (27001); TA 12-10-09 (25243); TA 14- 12-09 (25340, c. 29-4-10, 26462C).

L'article 57 attribue au Ministre la compétence d'assortir les autorisations «...de conditions telles que les ouvrages à exécuter et les opérations à réaliser ne puissent nuire à l'environnement naturel» sans pour autant préciser la nature et l'envergure de ces conditions.

Si la situation légale présente certes un flou au niveau des conditions dont les autorisations peuvent être assujetties, on ne saurait la qualifier comme source d'une «insécurité juridique», pour reprendre les mots de l'honorable Député. Force est d'ailleurs de constater que les Gouvernements précédents n'ont pas jugé utile ou nécessaire de réglementer cette matière plus en détail.

Le Gouvernement actuel étudiera la faisabilité d'une précision de l'article 57 par voie de règlement grand-ducal, qui préciserait les critères à respecter respectivement les conditions standard concernant plus précisément les exploitations agricoles en zone verte. Je me permets de rappeler que l'accord de coalition prévoit que «le Gouvernement élaborera des critères précis et transparents au niveau du régime des autorisations en matière de protection de la nature en général, et pour les constructions en zone verte en particulier».

**Question 0317** (27.5.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **enseignants de religion dans l'école fondamentale**:

Suite à l'annonce du Gouvernement de vouloir remplacer l'enseignement religieux et l'éducation respectivement la formation morale actuellement en vigueur par une «éducation aux valeurs» dans l'école fondamentale et dans les lycées, les titulaires de l'enseignement religieux avaient demandé une entrevue avec Monsieur le Ministre afin de discuter sur cette décision gouvernementale.

Or, selon mes informations, Monsieur le Ministre n'a, à ce jour, malgré des demandes itératives, pas encore accordé une entrevue à une délégation des enseignants de religion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas eu d'entrevue avec les enseignants de religion?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de discuter dans un délai rapproché avec une délégation les enseignants concernés afin de connaître leurs doléances?

**Réponse** (4.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je vous informe que suite à une demande pour une entrevue de la part de l'Association Luxembourgeoise d'Enseignant(e)s d'Éducation Religieuse et Morale dans l'Enseignement Fondamental A.s.b.l. (ALERF), j'ai invité le Président et des membres de cette association ainsi que le Président de la Commission de Programme pour l'Instruction religieuse et morale dans l'Enseignement fondamental à une réunion dans mon Ministère. Elle a eu lieu le 14 mai 2014.

**Question 0318** (28.5.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**invitation à la Fête nationale**:

Il me revient que les administrations et services publics auraient reçu un courrier du Premier Ministre les invitant à la cérémonie officielle de la Fête nationale au Grand Théâtre. Or, dans le même courrier se serait trouvé une invitation de «Monseigneur Jean-Claude Hollerich, Archevêque de Luxembourg» qui invite «au Te Deum solennel qui sera célébré en la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg à l'occasion de la Fête Nationale le lundi 23 juin 2014 à 16.30 heures. Le Te Deum sera précédé d'un temps de prière interreligieux. (...) à retourner (...) archeveche@cathol.lu».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre est au courant de cet envoi groupé de l'invitation à la Fête nationale civile ensemble avec celle au Te Deum de l'Archevêché?

2. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre es-

time qu'il est opportun d'envoyer le courrier de l'Archevêché?

**Réponse** (20.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Monsieur le Député s'interroge sur le fait que le courrier du Premier Ministre invitant les administrations et services publics à la cérémonie officielle organisée dans le contexte de la Fête nationale contenait également une invitation de Monseigneur l'Archevêque au Te Deum solennel.

En réponse à sa question, je me permets tout d'abord d'informer Monsieur le Député que j'étais effectivement au courant de cet envoi combiné des deux invitations. L'Archevêché a sollicité le soutien logistique des services étatiques en ce qui concerne l'organisation de l'envoi des invitations pour le Te Deum, étant donné que l'invitation pour le Te Deum, sous sa nouvelle forme et sous la seule responsabilité de l'Archevêché, était envoyée pour la première fois et que l'Archevêché ne disposait pas des adresses des personnes à inviter.

Le Gouvernement dans son ensemble, tout en insistant sur le caractère areligieux, apolitique et amilitaire des festivités en relation avec la Fête nationale et tout en estimant qu'il est indiqué qu'il y ait des invitations séparées pour l'acte officiel et le Te Deum - l'invitation pour ce dernier tombant comme précisé ci-avant sous la seule responsabilité de l'Archevêché -, a toutefois jugé ne pas pouvoir refuser, à titre exceptionnel et pendant ce qui s'apparente à une phase de transition, l'aide demandée au niveau de l'envoi des invitations. À noter encore qu'une autre communauté religieuse, en l'occurrence la communauté juive, a bénéficié, à sa demande, d'un soutien logistique ponctuel.

**Question 0319** (28.5.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **syndicats des eaux**:

L'Administration de la Gestion de l'Eau a été créée après le vote à la Chambre des Députés du 13 mai 2004 et jusqu'à présent elle était sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Suite au changement gouvernemental de décembre 2013, la gestion de l'eau relève dorénavant de la compétence du Ministère de l'Environnement.

Les syndicats intercommunaux sont régis par la loi sur les syndicats communaux et sont sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

Il s'ensuit que certains syndicats ayant pour objet l'approvisionnement en eau potable ou l'évacuation et la dépollution des eaux résiduaires dépendent de deux Ministères différents. Ceci complique la gestion des dossiers alors que les dossiers sont d'abord traités par le Ministère de l'Environnement pour un engagement financier et une approbation technique et ensuite doivent encore recevoir l'accord du Ministre de tutelle des syndicats pour les projets supérieurs à 500.000 euros ou encore les contrats d'ingénieur. Il s'avère que de nombreux dossiers sont bloqués, étant donné que le Ministère de l'Intérieur n'a pas gardé une copie de ces dossiers au moment où ces dossiers ont été transférés au Ministère de l'Environnement. Ainsi de nombreux dossiers doivent être ré-instruits et, par conséquent, restent en souffrance pour l'heure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la problématique susmentionnée?

- Dans l'affirmative et au vu de la simplification administrative, quelles sont les démarches que le Gouvernement envisage afin de simplifier ou d'accélérer la gestion de ces dossiers?

**Réponse commune** (1.7.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le Gouvernement ne peut pas confirmer la problématique telle que décrite par l'honorable Député Léon Gloden.

Il est exact que suite au changement gouvernemental de décembre 2013, la gestion de l'eau relève dorénavant de la compétence du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, tandis que la tutelle des syndicats intercommunaux - dont ceux œuvrant dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable ou dans le domaine de l'assainissement des eaux usées - continue à être exercée par le Ministre de l'Intérieur. Cette situation de compétence partagée n'est d'ailleurs pas nouvelle et existe déjà depuis de nombreuses années dans d'autres domaines telles que la gestion des déchets ou encore la protection de la nature (approbation des PAG).

Il s'ensuit que les syndicats intercommunaux œuvrant dans le domaine de la gestion de l'eau doivent transmettre leurs projets d'une part au Ministère de l'Environnement s'ils souhaitent bénéficier d'une aide financière étatique en vertu de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et d'autre part au Ministère de l'Intérieur si le projet est soumis à approbation en vertu de l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Cette procédure ne devrait pas poser de problème pour les dossiers transmis après l'entrée en fonction du Gouvernement issu des élections législatives du 20 octobre 2013.

En ce qui concerne les dossiers transmis au Ministère de l'Intérieur à une époque où celui-ci était également compétent en matière de gestion de l'eau et qui n'ont pas encore été approuvés avant le changement gouvernemental, ces dossiers suivent d'abord la procédure usuelle prévue pour obtenir un engagement financier à charge du Fonds pour la gestion de l'eau de la part de la Ministre de l'Environnement avant d'être transmis au Ministère de l'Intérieur pour approbation. Le dossier approuvé sera ensuite retourné au syndicat intercommunal par le Ministère de l'Intérieur.

Il n'y a donc pas question de blocage de dossiers, faute de copie de dossier, ni de ré-instruction de dossiers restés en souffrance.

**Question 0320** (30.5.2014) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant la **non-admission aux élections européennes**:

L'article 9 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit que lorsque le Gouvernement luxembourgeois est informé par un autre État membre de l'Union européenne qu'un ressortissant de ce dernier, qui figure sur la liste électorale pour les élections au Parlement européen, ou qu'un ressortissant luxembourgeois, qui figure sur la liste visée par la présente loi, est également inscrit dans cet État comme électeur pour les élections au Parlement européen, il transmet cette information au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée qui en fait mention sur les listes électorales. La loi prévoit que ces personnes ne sont pas admises au Grand-Duché de Luxembourg au vote pour les élections au Parlement européen. Cette disposition semble d'ailleurs être difficilement compatible avec l'article 8 de la même loi qui ne prévoit pas, pour les ressortissants de l'Union européenne, une radiation des listes électorales de leur pays d'origine au moment de leur inscription, mais exige uniquement d'eux une déclaration qu'ils n'exerceront leur droit de vote pour les élections au Parlement européen que dans le Grand-Duché de Luxembourg, sous réserve de pénalités attachées à une fausse déclaration.

Dans ce contexte, il me revient qu'un nombre significatif d'électeurs ont eu l'information de leur non-admission au vote du 25 mai 2014. Parmi ces électeurs privés du droit de vote figurent des Luxembourgeois qui ont effectué il y a des années leurs études à l'étranger ou qui ont résidé à un moment donné à l'étranger, et qui s'étaient inscrits à ce moment sur les listes électorales. Pour certains d'entre eux, cette inscription remonte à plus d'une décennie et ces électeurs ne pensaient même plus figurer sur des listes électorales étrangères.

Il me revient également que des électeurs résidant dans la ville de Luxembourg ont été informés de leur radiation par un courrier qu'ils ont reçu le 23 mai 2014, c'est-à-dire deux jours avant les élections, et cela après avoir reçu auparavant une convocation pour ces mêmes élections. La date tardive de la notification de leur radiation ne permettait pas aux personnes concernées de prendre position ou de contester la décision les visant.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Combien d'électeurs, de quelle nationalité, ont été informés de leur privation du droit de vote pour les élections européennes du 25 mai 2014?

- À quelle date le Ministère des Affaires étrangères a-t-il transmis les listes des électeurs à refuser aux communes concernées?

- Combien d'électeurs ont été effectivement informés par ces dernières de leur privation du droit de vote?

- Combien d'électeurs ayant reçu leur convocation au préalable se sont néanmoins présentés aux bureaux de vote? Combien de ceux-ci ont été finalement admis au vote, notamment sur leur déclaration d'exercer leur droit de vote uniquement au Luxembourg?

- Estimez-vous que les droits des électeurs

concernés ont été respectés dans le cas d'une notification très tardive, ne leur permettant pas de prendre position ou de contester la décision les visant?

- Le Gouvernement envisage-t-il une réforme de la loi électorale pour éviter qu'à l'avenir des électeurs se voient indûment privés de leur droit de vote?

**Réponse commune** (1.7.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les questions de Monsieur le Député ont trait aux dernières élections pour le Parlement européen et visent plus particulièrement la situation de citoyens figurant sur les listes électorales afférentes au Grand-Duché de Luxembourg et dans un autre État membre de l'Union européenne.

Relevons tout d'abord que la législation européenne prévoit qu'un ressortissant européen ne peut voter qu'une seule fois aux élections européennes et ce pour les candidats d'un seul État membre. Ce principe n'est d'ailleurs pas contesté. Or, pour éviter qu'un ressortissant puisse voter deux fois, à savoir dans son pays de résidence et dans son pays d'origine, la législation européenne a instauré un système d'échange d'information entre les États membres qui au Grand-Duché est prévu à l'article 9 de la loi électorale du 18 février 2003. Cette disposition est libellée comme suit:

«Art. 9. Soixante-deux jours avant la date des élections européennes, le collège des bourgmestre et échevins transmet copie de la liste arrêtée à cette date pour les élections au Parlement européen et triée par nationalité au ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions qui informe les États membres d'origine respectifs des électeurs inscrits.

Lorsque le ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions est informé par un autre État membre de l'Union européenne qu'un ressortissant de ce dernier, qui figure sur la liste électorale pour les élections au Parlement européen ou qu'un ressortissant luxembourgeois, qui figure sur la liste visée par la présente loi, est également inscrit dans cet État comme électeur pour les élections au Parlement européen, il transmet cette information au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée qui en fait mention sur les listes électorales. Ces personnes ne sont pas admises au Grand-Duché de Luxembourg au vote pour les élections au Parlement européen.

Le ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions est le point de contact du Gouvernement luxembourgeois chargé de recevoir et de transmettre les informations nécessaires à l'application des deux alinéas qui précèdent.»

En raison de la forte disparité des législations électorales propres aux États membres, le système actuellement en place ne prévoit cependant pas de délais quant à la date butoir de l'échange d'information. Ainsi, dans le cadre des élections européennes du 25 mai 2014, les informations concernant les inscriptions sur les listes électorales dans un autre État membre de l'Union européenne provenant des autorités étrangères sont parvenues de manière désordonnée au Ministère des Affaires étrangères et européennes. Les dernières informations reçues - il s'agissait d'une mise à jour - dataient du 22 mai. La dernière transmission des informations aux communes a été faite le lendemain 23 mai. Il s'ensuit que certaines communes n'ont reçu ces informations que peu avant le jour du scrutin. Les courriels envoyés demandaient aux communes de vérifier leurs propres listes en les comparant avec les informations communiquées. Une majorité de communes était concernée par la communication de la part du Ministère des Affaires étrangères et européennes des informations reçues par les autorités étrangères. Pour ce qui est du nombre d'électeurs qui in fine ont été privés de leur droit de vote, les Ministères en charge du dossier ne disposent pas des informations afférentes qui devraient être collectées auprès des communes concernées.

Selon les informations dont dispose le Gouvernement, les communes contactées ont informé de suite et dans la limite de leurs moyens les citoyens visés. Ainsi, dans certaines communes ces contacts auraient même eu lieu par téléphone. Si ces citoyens étaient en mesure d'établir que leur inscription dans un autre État membre ne correspondait pas à la réalité, ils étaient admis au vote au Grand-Duché. Il est apparu que, contrairement aux règles définies par le droit européen, les listes de certains États membres ne comprenaient pas uniquement les

seuls noms de ressortissants luxembourgeois ayant fait des démarches dans ce pays de l'Union européenne pour y être inscrits sur les listes électorales en vue du scrutin dans ce pays, mais qu'il s'agissait tout simplement de personnes ayant résidé à un certain moment dans cet État.

Ces cas mis à part, il reste que les citoyens visés par la question parlementaire ont, dans leur très grande majorité, à un moment donné résidé dans un autre État membre de l'Union européenne et ont choisi à ce moment de voter pour les candidats des élections européennes de leur État de résidence. Ils ont donc effectué naguère des démarches administratives actives afin d'être inscrits sur les listes électorales sans que tous n'aient effectué les démarches inverses nécessaires pour être radiés de ces listes lorsqu'ils ont quitté ledit pays. Le caractère permanent de ces listes dans certains pays de l'Union, qui par ailleurs ne connaissent pas le système luxembourgeois de la déclaration d'arrivée/départ de commune à commune en cas de déménagement et donc de radiation automatique de la liste électorale, fait que les citoyens concernés ne se sont le plus souvent rendus compte du problème qu'au dernier moment.

Même si le Gouvernement ne dispose pas de données chiffrées en la matière et n'a pas été saisi directement de réclamations de particuliers qui estiment avoir été indûment privés de leur droit de vote, il est indéniable qu'il y a eu des cas litigieux lors des dernières élections européennes.

Si la situation actuelle demeure dès lors toujours insatisfaisante, il y a lieu de noter que les services compétents de la Commission européenne travaillent de façon continue pour améliorer de façon systématique le dispositif après chaque scrutin. Ainsi, parmi les améliorations les plus substantielles apportées jusqu'ici au système, il y a lieu de citer la mise en place d'une seule autorité nationale chargée de recevoir et de communiquer les informations en cause, ainsi que l'élaboration d'un format unique dans lequel les informations sont échangées.

Toute modification future touchant à la substance du dispositif devra se faire au niveau communautaire entre les États membres et il ne sera point aisé de trouver une solution immédiate dans la mesure où les pays de l'Union européenne connaissent en matière de tenue de listes électorales des modalités particulières propres à leur système électoral et qu'une démarche d'une telle envergure prendra nécessairement un certain temps.

Ceci n'empêchera pas le Gouvernement de réfléchir à d'éventuelles adaptations de la législation nationale pour pouvoir résoudre à brève échéance une partie des problèmes rencontrés à l'occasion du scrutin du 25 mai 2014 tout en restant conforme par rapport au droit européen.

### Question 0321 (2.6.2014) de MM. Marc Lies et Claude Wiseler (CSV) concernant l'abus du système social:

Mir referéieren eis op d'parlamentaresch Ufroen n°0084 vum 23. Januar 2014 (cf. *compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014*) an n°0147 vum 20. März 2014 (cf. *compte rendu n°5/session extraordinaire 2013-2014*).

Mir si frou ze liesen, datt den Här Statsminister an d'Regierung eis Suergen deelen, wat eventuell Abuse vun eisem Sozialsystem am Kader vum RMG ubelaangen. Mir wieren awer frou, gewuer ze ginn, wéi d'Regierung gedenkt, op dës gemeinsam Suerg ze reagieren.

Mir erlaben eis, Madame Familljeministesch, de Kontext vun de virgenannte parlamentaresche Froen nach eng Kéier ze widderhuelen. Wéi de Fonds national de solidarité (FNS) et an der Sétzung vun der Logementskommission vum 3. Juni 2013 formuléiert huet, gëtt z.B. den RMG oft nach u Leit ausbezuelt, déi Lëtzebuerg scho laang verlooss hunn.

Op Basis vum deem Constat ass decidéiert ginn, d'Kontrollen op Gemengenniveau ze verstärken, wat och zu éischte Resultater gefouert huet.

Leider ass d'Zesummenaarbecht mat verschidene Biergercenteren net optimal. Den FNS ziéiert do haaptsächlech zwou grouss Gemengen, wou et regelméisseg Problemer gëtt tësch dem Persouneregister an der Situatioun

um Terrain, an dat well déi betraffe Gemengen net déi néideg Kontrollen duerchféiere géifen.

Aus virgenannte Grënn erlabe mir eis, d'Froen nach eng Kéier ze stellen an hoffen op méi prezis Äntwerte vun de concernéierte Ministeren:

- Wéi vum Här Statsminister a senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro vum 23. Januar 2014 ugedeit, wiere mir frou, gewuer ze ginn, ob d'Regierung der Meinung ass, dass een d'Gesetz vum 19. Juni 2013 misst upassen?

- Wa jo, wéi eng Ännerunge schléit d'Regierung vir a wéini gëtt de betreffende Gesetzestext an der Chamber déposéiert?

- Wann d'Regierung der Meinung ass, dass d'Gesetz vum 19. Juni 2013 net misst ofgeännerg ginn, wéi huet d'Regierung wëlls, déi opgedeckte Mësstänn ze behiewen? Wéi eng Sensibiliséierungsmaassname betruecht d'Regierung als ugemooß?

- Huet d'Regierung schon ee Groupe de travail an d'Liewe geruff? Wa jo, wéi gesäit d'Zesummesetzung vun dësem Grupp aus? Wann deem net esou ass, kann d'Madame Familljeministesch eis soe firwat?

- Kann d'Regierung eis detailléiert Zuele liwweren, wéi vill suspekt Adressen, d.h. Adressen, wou eng lwwerpopulation festgallt gouf, pro Gemeng ausfënneg gemaach goufen? Kann d'Regierung dës Zuelen iwwert déi lescht fënnf Joer liwweren?

- Wéi vill Persounen kruten, obwuel se net méi zu Lëtzebuerg geléift hunn, onrechtméisseg sozial Hëlfele (RMG an anerer) vum Lëtzebuerger Stat? Wéi ee Gesamtmontant ergëtt sech dorauer? Huet de Stat wëlls, d'Zréckbezuelt vun dëse Suen anzekloen?

### Réponse commune (2.7.2014) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Op déi vun den honorabelen Deputéierte Claude Wiseler a Marc Lies ugeschwate Froen am Kader vun de Registres de la population kënnen mir folgend Äntwerte ginn:

D'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun den natierleche Persounen huet ursprénglech virgesinn, dass d'Dispositiounen iwwert d'Registres communaux des personnes physiques (RCPP) den 1. Juli 2014 a Kraaft triede sollen. Well d'Artikelen iwwert d'RCPP awer verschidde problematesch Dispositiounen enthalen, huet d'Regierung, notamment op Wonsch vum Gemengesecteur, decidéiert, der Chamber ze proposéieren, fir d'Entrée en vigueur vun den RCPP op den 1. Januar 2016 ze reportéieren. Déi betreffend Gesetzesännerung ass den 18. Juni 2014 eestëmmege an der Chamber ugeholl ginn an gouf mëttlerweil am Memorial publizéiert. Dat heescht, dass déi aktuell Populationsregëster bis zum 1. Januar 2016 bestoe bleiwen.

D'Dispositiounen iwwert d'RCPP gi bis zum virgenannten Datum vum 1. Januar 2016 nach eng Kéier op de Leescht geholl an d'Regierung wäert heizou Ännerungsvirschléi proposéieren. Beim lwwerschaften vun dësen Dispositiounen wäert d'Regierung och fir d'Bedelegung an d'Consultatioun vun alle betraffenen Acteuren suergen, wat beim Ausschaffe vum Gesetz vum 19. Juni 2013 leider net de Fall wor. D'Regierung huet sech nach net festgeluecht, ob heifir een institutionaliséierte Groupe de travail aberuff gëtt oder éischer eng méi flexibel Zesummenaarbecht à géométrie variable mat eenzelnen Acteuren gewielt gëtt.

Duerch d'Cirulaire N°2871 vum 30. Juli 2010 sinn d'Gemengen an d'Dispositiounen vum Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der Aide au logement, wat d'Sécurité, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet, erënnert ginn. Selbstverständlech ass d'Regierung bereit, fir déi Dispositiounen nach eng Kéier ze rappeléieren, gegebenenfalls mat anere Präzisierungen, déi sech beim lwwerschaften vum Gesetz vum 19. Juni 2013 als wichteg erweisen. Et sief hei awer nach erwähnt, dass d'Regierung, am Géigesaz zu den Auteuren vun dëser Fro, net der Meinung ass, dass prinzipiell Schwierigkeeten beim Ausbezuelt vu Sozialleeschungen (zum Beispill am Fall, wou eng Persoun an d'Ausland plënnert, ouni sech op der Gemeng ofzemellen) op e Feelverhalten oder e Sensibilisatiounsdefizit an de Populationsbüroen vun de Gemengen zréckzeféieren ass.

Ons leien zu dësem Zäitpunkt keng Zuele vir, wat kommunal Mesuren («Arrêtés de fermeture de locaux») am Zesummenhang mat sougenannten „suspekten Adressen“ ugeet.

Et sief och nach ervirgehuewen, dass de Service des fraudes et recouvrements vum Fonds national de solidarité mat Enquêtes saiséiert gëtt am Fall vun engem Zweifel un der Adress vun engem Bénéficiaire vun RMG an och systematesch Kontrolle mécht.

### Question 0322 (2.6.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le nouveau «terminal d'aviation générale» à l'Aéroport de Luxembourg:

Nieft engem Terminal fir déi grouss Passagéierfliegeren ass en Terminal fir Geschäftsfliegeren e wichtegen Atout fir all Flughafen. Dëst gëllt besonnesch fir Lëtzebuerg, well de Findel nëmme wéineg Verbindunge mat grouss Metropolen an Europa an doriwwer eraus bitt. En Terminal fir Geschäftsleit an héich Gäschten vun offizielle Säiten ass dobäi och eng Visitékaart a gëtt oft deen éischten Abléck an e Land a seng Infrastrukturen.

De sougenannten «Terminal d'aviation générale» um Findel gouf den 1. Februar 2008 ageweit. Et ass eng provisoresch Struktur, déi an engem fréiere Frachthangar vun der Cargolux ënnerbruecht ass, an den Ufuerderunge vu Lëtzebuerg als eng vun den Haaptstied vun Europa, als grouss Finanzzentrum an als wichtegen Industriestanduert net gerecht gëtt.

Obschonns eng Lëtzebuerger Firma grouss Ustrengunge gemaach huet, fir an d'Business-Aviatioun ze investéieren, sinn d'Méiglechkeeten, fir Geschäftsfliegeren an Hangaren ënner Daach ze stellen an den Entretien dovunner ze maachen, begrenzt.

E Maintenancecenter fir Geschäftsflieger kéint e weideren Atout fir de Findel sinn an domat fir héichwäerteg Aarbechtsplaze suergen.

Dowéinst géif ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Fro stellen:

1) Ass um Findel de Bau vun engem neien «Terminal d'aviation générale» geplangt, deen den Ufuerderunge vum Land entsprécht? Wa jo, wéini kann dës VIP-Terminal säi Betrib ophuelen?

2) Wéi eng Hangare stinn am Ament der Geschäftsflieger zur Verfügung? Ass en Ausbau vun dëse Strukturen geplangt? Wa jo, fir wéini?

3) Wéi séier kéinten nei Hangaren amortiséiert ginn? Kann doriwwer e Business-Plang opgestallt ginn?

4) Ass de Stat bereit, de Findel als Maintenancecenter fir Geschäftsfliegeren ze etabléieren?

### Réponse (17.7.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Als Äntwert op d'Frage vum Här Deputéierte Kartheiser muss fir d'Éischt gesot ginn, datt de Master-Plang vu Lux-Airport de Bau vun engem Terminal fir «Aviation d'affaires» virgesäit, deen den Exigence vun dësem spezifische Secteur entsprécht an och en adequat Bild vu Lëtzebuerg wäert vermëttelen. Nodeems déi wichteg Acteuren aus der Branche consultéiert, déi néideg Autorisatiounen accordéiert an de Financement op der Basis vun der neier Reglementatioun vun der EU-Kommission steet, kann duerno direkt mam Bau vun dësem Terminal ugefaange ginn.

Et gi relativ wéineg fräi Hangare fir Geschäftsflieger um Flughafen Lëtzebuerg. Lux-Airport kuckt, ob et méiglech ass, déi al Hangare vun der Cargolux, den Opérateuren kënnen zu Verfügung ze stellen, fir datt hir Flieger virum Wänter a bis déi nei Hangare fäerdeg sinn, kënnen do ofgestallt ginn.

D'Amortissement vun den Hangare souwéi déi vun de Gebaier lafen iwwer 20 Joer. Et ass kloer, datt ee Business-Plang vun all Investisseur gemaach muss ginn, fir bei de Banken de Financement ze sécheren. Lux-Airport kéint och d'Décision huelen, fir an nei Hangaren ze investéieren.

Et ass net dem Stat seng Aufgab, esou ee Maintenancecenter fir Geschäftsflieger ze etabléieren. Dat muss de Choix vun engem Geschäftsfliegeropérateur sinn, wann deem seng Flott grouss genuch ass, fir dës ze rentabiliséieren. Wann de Stat esou eng Demande sollt kréien, mat engem zolitte Business-Plang an engem gesécherte Financement, da wäert e sécher de Projet evaluéieren.

### Question 0323 (2.6.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la neutralité de l'enseignement public:

Den Här Minister huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro N°0253 (cf. *compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014*) bekannt ginn, datt haut zwou Instructions ministérielles a Kraaft getruede sinn, déi als Zil hunn, d'Interventioun vu politesche Perséinlechkeeten an de Schoulen ze regelen. An deenen Ins-

tructions ministérielles kann ee liesen: «Dans tous les cas, il sera veillé avec une attention particulière à l'agencement de ce type d'interventions afin que, considérées dans leur ensemble, elles respectent le principe de neutralité de l'enseignement public.»

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

1. Wat ass genee ënner «considérées dans leur ensemble» ze verstoen?

2. Wéi a vu wem soll kontrolléiert ginn, ob déi Virschrëft respektéiert gëtt?

3. Gi Sanktiounen virgeséiert géint Membere vum Léierpersonal, déi sech net un déi Virschrëft vun der politescher Neutralitéit halen?

### Réponse (2.7.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1)

An der Instruktioun fir d'Lyceeë steet am drëtten Abschnitt: «Dans tous les cas, il veille avec une attention particulière à l'agencement de ce type d'interventions afin que, considérées dans leur ensemble, elles respectent le principe de neutralité de l'enseignement public.»

Dëse Passage ass proposéiert ginn, well an der Chamberskommission vum 29. November 2012 der Interventioun vum honorabelen Deputéierte vun der ADR net explizit Rechnung gedroe ginn ass.

Ech zitieren de betreffend Passage aus dem Procès-verbal: «... Au vu de ces considérations, plusieurs membres plaident pour le maintien d'une formulation plutôt générale qui, loin de couvrir tous les cas de figure envisageables, fournisse une ligne de conduite et rappelle les principes fondamentaux, sans trop restreindre les initiatives des lycées. De fait, au nom de l'autonomie des lycées, il y a lieu de veiller à ne pas leur imposer un carcan trop strict qui risque en fin de compte d'étouffer toute volonté d'ouverture de l'école sur le monde extérieur.»

Mme la Ministre expose qu'elle n'a pas l'intention de publier un texte trop contraignant. Elle rappelle qu'à l'origine de l'initiative se trouvait la volonté de clarifier les principes concernant l'intervention d'élus, notamment de parlementaires, dans les écoles. En cours de route, il a été jugé utile d'élargir la portée de l'instruction et de profiter de l'occasion pour apporter également des précisions relatives à l'intervention d'autres personnalités externes. ...»

Ad 2)

Et läit an der Responsabilitéit vum Chef d'administration, also dem Direkter vum Lycée oder dem Inspekter vun der jeeeweileger Grundschoul, fir ze kontrolléieren, ob déi Virschrëft respektéiert gëtt.

Ad 3)

Eventuell Virfall, wou Memberen aus dem Léierpersonal sech net géifen un déi Instruktioun halen, gi gemäiss de legislativen a reglementären Dispositiounen sanktionéiert, genausou wéi dat fir d'Fonctionnairen an d'Employéen am Statut général virgesinn ass.

### Question 0324 (2.6.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'amende pour la banque BNP Paribas par les autorités américaines:

De Lëtzebuerger Stat huet 12.874.512 Aktie vun der BNP Paribas SA, oder ronn 1% vum Kapital vun dësem Grupp. Donieft ass de Stat mat ronn 34% an der BGL BNP Paribas SA, also an der Lëtzebuerger Entitéit vum Grupp, engagéiert.

Déi amerikanesch Autoritéiten hu BNP Paribas eng Strof vun net manner wéi zéng Milliarden US-Dollar operluecht, mat der Begrënnung, datt d'Bank Embargoe mam Iran, mat Kuba, mam Sudan a mat Libyen net respektéiert huet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

1. Wéi a wéini gouf de Lëtzebuerger Stat, als Aktionär, iwwert dës Strof informéiert?

2. Wéi eng Répercussione kéint dës Strof fir de Lëtzebuerger Stat kréien, ënner anerem wat d'Dividendë betrëfft?

3. War déi lëtzebuergesch Filial an déi litigiéise Geschäfte agebonnen?

4. Wéi eng Répercussione kéinten op d'BGL BNP Paribas SA duerkommen?



**Question 0334** (5.6.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'amende que risque BNP Paribas aux États-Unis:**

D'après des articles concordants parus récemment dans la presse, BNP Paribas risquerait d'être condamnée aux États-Unis à une amende de plus de dix milliards de dollars pour avoir violé pendant des années l'embargo américain contre Cuba et l'Iran.

C'est dans ce contexte, que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Alors que l'État luxembourgeois détient une participation de 1,034% au capital social de BNP Paribas, risque-t-il d'être appelé à contribution en cas de condamnation de BNP Paribas aux États-Unis?

- En cas de condamnation de BNP Paribas aux États-Unis, quelles pourraient en être les conséquences sur les activités de BGL BNP Paribas au Luxembourg? Quid de l'impact sur l'emploi de la banque luxembourgeoise?

- Quelle a été l'évolution de la valeur des actions de BNP Paribas détenues par l'État luxembourgeois depuis son acquisition? Quid de celle des actions détenues par l'État luxembourgeois dans BGL BNP Paribas?

- Combien de dividendes l'État luxembourgeois a-t-il perçu par an du fait de sa participation dans BNP Paribas respectivement dans BGL BNP Paribas?

- L'État luxembourgeois entend-il garder sa participation dans BNP Paribas ou envisage-t-il de s'en défaire prochainement et dans ce dernier cas à quelle échéance? Quid de sa participation dans BGL BNP Paribas?

**Réponse** (1.7.2014) de **M. Pierre Gramena**, *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois détient actuellement 12.217.549 parts sociales de la société anonyme de droit français BNP Paribas, ce qui représente environ 1% du capital. Après avoir atteint une valeur d'EUR 61 pendant le premier trimestre 2014, la valeur des actions a diminué durant le deuxième trimestre 2014 avant de se stabiliser aux environs d'EUR 50 durant le mois de juin 2014. Le dividende touché par l'État luxembourgeois pour l'exercice 2013 se chiffre à EUR 19 millions, ce qui équivaut au montant distribué pour l'exercice 2012.

En parallèle, l'État luxembourgeois détient 34% du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois BGL BNP Paribas, qui depuis 2009 fait partie du groupe BNP Paribas. Pour l'exercice 2013, l'État luxembourgeois a touché un dividende d'EUR 49 millions, payé en avril 2014. En ce qui concerne l'exercice 2012, l'État luxembourgeois avait touché, durant le mois d'avril 2013, un dividende à hauteur d'EUR 65 millions.

En ce qui concerne l'information des actionnaires de BNP Paribas sur le sujet de certaines transactions en dollars US, celle-ci a pris la forme de mentions dans les États Financiers de BNP Paribas 2011 et 2012 et de communiqués de presse publiés en 2014.

BNP Paribas annonce le 1<sup>er</sup> juillet 2014 être parvenue à un règlement global relatif à l'enquête portant sur certaines transactions en dollars concernant des pays soumis aux sanctions des États-Unis.

BNP Paribas estime que son ratio de fonds propres (CET1) de «Bâle 3 plein» devrait rester de l'ordre de 10% au 30 juin 2014 (alors que le minimum exigé par la réglementation bancaire européenne est de 9%), en ligne avec les objectifs annoncés dans le plan de développement 2014-2016. Cette estimation tiendrait compte notamment d'un résultat net hors exceptionnels solide au 2<sup>e</sup> trimestre et, pro rata temporis, de l'intention de la banque d'ajuster le niveau de dividende pour 2014 au niveau de celui de 2013 (1,50 par action).

La banque luxembourgeoise BGL BNP Paribas, qui fait partie du groupe BNP Paribas, n'est pas visée par les investigations ni par les décisions des autorités américaines. BGL BNP Paribas est une banque de plein exercice tant du point de vue de ses activités, de sa gouvernance et de ses finances. Elle a ses propres ratios de solvabilité et de liquidité qui assurent son autonomie. Les clients de la banque ne sont en rien affectés par les décisions des autorités américaines.

De ce fait, la question d'une vente ne se pose actuellement pas, ni pour les parts détenues dans BNP Paribas, ni pour les parts détenues dans BGL BNP Paribas. Le Gouvernement a décidé de continuer ce partenariat, et confirme l'intention de vendre à terme cette participation dès lors que notamment les conditions de marché sont jugées favorables.

**Question 0326** (3.6.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **objets interdits en bagage de cabine:**

Pour des raisons évidentes de sûreté à l'égard des passagers et des équipages, certains objets font l'objet de restrictions ou d'interdictions concernant leur transport en cabine ou en soute.

La liste des objets prohibés en zone de sûreté aéroportuaire et à bord des aéronefs se compose de six grandes familles d'articles: revolvers, armes à feu et autres équipements émettant des projectiles; appareils à effet paralysant; objet à pointe aiguë ou bord coupant; outils de travail; instruments contendants; substances ou engins explosifs ou incendiaires.

Pour toute découverte d'un objet interdit lors du contrôle de sûreté, le passager devra soit abandonner sur place ledit objet pour destruction, soit le remettre à un accompagnant encore présent en zone publique, soit retourner en banque d'enregistrement afin d'enregistrer en soute le bagage contenant cet objet (si cet objet est autorisé au transport).

Selon mes informations, le passager n'a pas la possibilité d'entreposer temporairement son objet interdit jusqu'au retour de son voyage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'Aéroport de Luxembourg dispose-t-il d'un système de consigne sécurisée (Schliessfachanlage) à la disposition des voyageurs souhaitant stocker leur objet interdit pendant une certaine période?

2. Dans la négative, est-il prévu d'y installer un tel système?

3. Qui s'occupe de la destruction des objets abandonnés?

**Réponse** (7.7.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

1. L'Aéroport de Luxembourg ne dispose pas d'un système de consigne sécurisée à la disposition des voyageurs souhaitant stocker leurs objets interdits pendant une certaine période.

2. De plus, il n'est pas prévu à l'heure actuelle d'y installer un tel système.

3. La destruction des objets interdits relève de la compétence de la Police grand-ducale.

**Question 0327** (3.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **taxe de réservation pour voyage en groupe:**

D'après le règlement ministériel fixant les tarifs des transports publics en vigueur, tout déplacement moyennant les transports publics en groupe dépassant le nombre de six enfants dans le cadre d'une activité scolaire, préscolaire ou parascolaire nécessite une réservation des places et doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès de l'opérateur concerné.

Jusqu'au 31 décembre 2012, la réservation pour un voyage de groupe était gratuite (pour les enfants de moins de douze ans, les personnes avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation») respectivement compris dans le prix du titre de transport «normal» (billet longue ou courte durée).

Or, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 les enfants de moins de douze ans, les personnes avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation» doivent payer une taxe de réservation de 1,50 euros par personne (soit trois euros pour un aller-retour) dans le cadre d'un voyage en groupe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour l'introduction d'une taxe de réservation pour un voyage en groupe pour les catégories de voyageurs susmentionnées?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les catégories de voyageurs avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation» (resp. les enfants de moins de douze ans) devraient être exemptes de cette taxe?

- À titre subsidiaire, ne serait-il pas possible d'introduire un forfait à prix raisonnable pour les réservations de groupes pour compenser les frais liés aux services administratifs?

**Réponse** (14.7.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0327 du 3 juin 2014, l'honorable Députée a posé une série de questions en relation avec la réservation pour des groupes dans les transports publics.

Le règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, et valable avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013, stipule dans son article 8 sur la gratuité du transport des enfants que: «Tout déplacement en groupe dépassant le nombre de six enfants, concernés par le présent alinéa, dans le cadre d'une activité scolaire, préscolaire ou parascolaire, doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès de l'opérateur concerné. Ils ne seront admis que suivant les disponibilités techniques du moyen de transport public.»

Le texte actuel est beaucoup plus en faveur de tels déplacements par rapport au règlement antérieur qui limitait notamment le nombre d'enfants à quatre par groupe dans le cadre d'activités scolaires ou parascolaires.

Cependant, l'on estime qu'une réservation pour groupes est en effet nécessaire afin d'éviter des problèmes de capacité lors d'un embarquement d'un groupe important, ayant comme conséquence que soit le groupe, soit des clients habituels ne puissent être emmenés faute de disponibilité dans le moyen de transport en question.

Une taxe peut être revendiquée à cet effet par l'opérateur des transports publics, destinée à couvrir les frais administratifs voire, dans certains cas, à organiser un renforcement d'une course d'autobus en cas de réservation par des groupes importants aux heures de pointe où les autobus sont déjà saturés. Une telle taxe n'est pas prévue par le règlement ministériel en question mais relève de la seule compétence de l'opérateur concerné.

**Question 0329** (3.6.2014) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant la **modernisation de l'arsenal nucléaire à nos frontières:**

La presse allemande a fait part ces derniers jours d'une modernisation des armes nucléaires des États-Unis stationnées en Allemagne, notamment non loin de nos frontières, à la base aérienne de Büchel dans l'Eifel où se trouveraient jusqu'à 20 missiles nucléaires (voir notamment «Kölnner Stadt-Anzeiger» du 28 mai 2014, «Rhein-Zeitung» du 29 mai 2014).

D'après les informations fournies, il s'agirait du remplacement de bombes B-61 par des missiles dirigeables par laser du type B-61-12 montés sur des jets de combat. L'experte en sécurité du parti des Verts en Allemagne, Madame Agnieszka Brugger, a qualifié la nouvelle, qui a été confirmée sur question parlementaire du groupe des Verts au Bundestag, comme étant contraire à la volonté affichée du Gouvernement allemand de promouvoir le désarmement nucléaire et le départ des armes atomiques du territoire allemand.

Comme le Luxembourg s'est toujours montré très sensible à la présence du nucléaire à nos frontières, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Le Gouvernement a-t-il été mis au courant de cette modernisation de l'arsenal nucléaire des États-Unis à la frontière avec le Luxembourg?

2) Quelle est l'attitude du Gouvernement face à cette décision?

3) N'estime-t-il pas que cette flexibilisation de l'arme nucléaire par utilisation de missiles dirigeables largués par des bombardiers pourrait réduire le niveau de réticence de leur utilisation sur un «champ de bataille» potentiel et provoquer par conséquent une nouvelle course aux armements?

4) Le Gouvernement entend-t-il intervenir auprès des alliés américain et allemand pour mettre un terme à cette modernisation et flexibilisation de l'arme nucléaire au cœur de l'Europe?

**Réponse** (19.6.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1)  
Le Gouvernement n'a pas été informé d'une modernisation de l'arsenal nucléaire des États-Unis.

Ad 2)  
D'après nos informations, le programme de modernisation des armes nucléaires américaines vise à assurer, d'une part, la sécurité et, d'autre part, la fiabilité de toutes les armes nucléaires américaines (couvertes par ce pro-

gramme) au plus haut niveau et à assurer ainsi la crédibilité de la dissuasion nucléaire.

Il ressort de la réponse du Secrétaire d'État allemand à la Défense, Dr. Ralf Brauksiepe, à laquelle l'honorable Député fait référence, que le programme de modernisation répond aux exigences de l'administration américaine de ne pas créer de nouvelles armes ou de nouvelles capacités militaires, mais de maintenir le dispositif existant de façon crédible et sûre.

En tant que membre fondateur de l'Alliance atlantique et en vue d'assurer une dissuasion nucléaire crédible, le Gouvernement luxembourgeois souscrit au maintien de la sûreté des armes nucléaires américaines qui relève de la seule responsabilité des États-Unis.

Ad 3)  
Comme signalé plus haut, le programme de modernisation n'a pas pour objectif de créer de nouvelles armes ou de nouvelles capacités militaires, mais plutôt de maintenir une dissuasion nucléaire crédible et sûre.

Ad 4)  
Depuis la Guerre Froide, le nombre d'armes nucléaires de l'OTAN a été réduit régulièrement de manière significative. Dans le concept stratégique adopté en 2010, les 28 Alliés se sont par ailleurs engagés à créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires. Toutefois, tant qu'il y aura des armes nucléaires dans le monde, l'OTAN restera une Alliance nucléaire. C'est dans ce contexte et en ligne avec les réponses fournies à vos questions, que le Gouvernement luxembourgeois souscrit au maintien de la sûreté des armes nucléaires. Le Gouvernement luxembourgeois n'envisage dès lors pas d'intervenir en cette matière.

**Question 0330** (4.6.2014) de **M. Guy Arendt** (DP) concernant les **cours de natation dans l'enseignement fondamental:**

L'article 45bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule que: «Dans l'enseignement fondamental, le cours de natation est assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant, conformément aux dispositions de l'organisation scolaire communale.»

Conformément à l'article 68 de la même loi modifiée les instructeurs ont été désignés comme personnel pouvant intervenir dans les écoles.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse a précisé dans une prise de position en relation avec l'intervention des instructeurs de natation dans l'enseignement fondamental que, d'une part, un instituteur ne peut pas être remplacé par un instructeur de natation et, d'autre part, que la surveillance générale dans une piscine est assurée en permanence par l'instructeur de natation.

Sachant que les communes sont en train de finaliser l'organisation des horaires pour la prochaine année scolaire, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Dans la mesure où l'instructeur de natation est en charge d'assurer la surveillance générale de la piscine, comment peut-il en plus assister l'enseignant ou son remplaçant s'il est requis de le faire?

2. Comment le titulaire de classe peut-il envisager la surveillance des élèves qui ne participent pas au cours de natation en même temps que l'enseignement de la natation à ses élèves, avec des niveaux différents de natation (ceux en quête d'apprentissage respectivement en quête d'approfondissement)?

3. Qu'arrive-t-il si l'enseignant et l'instructeur de natation ne sont pas d'accord sur la capacité de nageur d'un élève (art. 16 alinéa 2 du RGD du 31 juillet 1990). Qui prend la responsabilité finale de considérer que l'élève est capable de nager dans le «grand bassin»?

4. Qui prend en charge les cours de natation dans le cas où le titulaire d'une classe demande à être déchargé en faveur d'un remplaçant et qu'aucun remplaçant n'accepte de prendre en charge les cours de natation ou aucun des enseignants ou remplaçants d'une école ne dispose du niveau de qualification requis par l'article 8 du RGD du 31 juillet 1990?

5. Est-il prévu d'organiser des cours au niveau national pour permettre à des enseignants ou remplaçants désireux d'assurer les cours de na-

tation, mais qui ne disposent pas de la qualification requise, de se mettre en conformité avec les exigences légales?

**Réponse** (1.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

D'une part, il y a lieu de rappeler que le remplacement des instituteurs de l'enseignement fondamental est réglé de façon précise par les dispositions des articles 15 et 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental:

- Selon l'article 15 de la loi précitée, il appartient aux membres de la réserve de suppléants d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacant.

- Selon l'article 27, à défaut de disponibilité de membres de la réserve de suppléants, l'État peut procéder au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Des dispositions précitées il ressort clairement qu'un instituteur ne peut pas être remplacé par un instructeur de natation.

D'autre part, les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Ad 1)

L'article 12 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire dispose que: «Dans l'établissement de bain, notamment aux accès et dans les vestiaires et douches, le titulaire de la classe ou son remplaçant exerce la surveillance sur ses élèves, à moins qu'une décision de l'autorité scolaire n'en dispose autrement, sans préjudice de la surveillance générale exercée en permanence par l'instructeur chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine.»

Dès lors, j'estime que l'instructeur de natation qui exerce la surveillance générale ne peut pas simultanément assister les titulaires de classe ou leurs remplaçants lors de l'instruction d'élèves non-nageurs.

Ad 2)

En ce qui concerne la surveillance des élèves qui ne participent pas au cours de natation divers scénarios sont possibles:

- soit ces élèves accompagnent le titulaire du cours de natation à la piscine et restent sous la surveillance de celui-ci aux abords de la piscine ou bien dans une salle séparée de la piscine par une cloison vitrée permettant le contact visuel entre le titulaire de classe et les élèves concernés,

- soit ces élèves sont intégrés dans d'autres classes de leur école d'origine pendant la durée du cours de natation en s'y adonnant à des occupations pédagogiques.

Le cas échéant, il appartient aux autorités communales d'adopter les mesures qu'elles jugent adéquates, conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission.

Ad 3)

En ce qui concerne la responsabilité qu'un élève est capable de nager dans le «grand bassin», celle-ci est partagée entre l'instituteur, représentant l'équipe pédagogique et qui de ce fait est responsable pour le volet pédagogique de l'évaluation des compétences de ses élèves et l'instructeur de natation assurant en permanence la surveillance générale et en charge de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine. La capacité de nageur, qui consiste à parcourir une distance de cent mètres en eau profonde sans aide et sans arrêt correspond au socle de compétence à atteindre au cycle 4, selon le plan d'études en vigueur pour l'enseignement fondamental.

Vérifier cette capacité dans une piscine usuelle ne me paraît pas une gageure. En cas de litige entre l'enseignant et l'instructeur de natation qui relèvent d'organismes différents, il me semble judicieux de recourir à une médiation par le biais de leurs supérieurs respectifs.

Ad 4)

Il est évident que les enseignants ou chargés de cours dispensant des cours de natation doivent posséder ou acquérir, le cas échéant, le niveau de qualification nécessaire à la tenue de ces cours, tel qu'il est défini à l'article 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire. En cas de besoin, ils peuvent suivre une formation, telle qu'elle est offerte par exemple par l'Institut de Formation continue du Personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées.

Au cas où un remplaçant temporaire, engagé pour une courte période de remplacement, n'aurait pas le niveau de qualification requis pour tenir le cours de natation, il pourrait offrir des activités pédagogiques de remplacement à ses élèves, faisant partie, dans la mesure du possible, du domaine de développement et d'apprentissage de la psychomotricité, de l'expression corporelle et de la santé.

Ad 5)

L'Institut de Formation continue du Personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées proposera en 2014/2015, comme les années précédentes, une formation intitulée «Retungsschwimmen: Vorbereitung auf den 'Junior Lifesaver FLNS'» au personnel enseignant de l'enseignement fondamental.

**Question 0331** (4.6.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **Commission nationale pour la protection des données**:

Lors de la présentation du rapport annuel 2013 de la Commission nationale pour la protection des données (CNPd), son président a mis le doigt sur deux problèmes auxquels est confrontée cette autorité dans l'exercice de ses missions, à savoir:

- un manque de personnel (au nombre de treize actuellement) pour faire face aux demandes croissantes, notamment sous l'influence des révélations autour du programme PRISM (177 plaintes, 26 enquêtes, 2.000 demandes d'information), ainsi qu'aux avis à fournir sur des projets de loi présentant un aspect de protection des données personnelles;

- un défaut de pouvoir de sanction qui rend malaisée une lutte efficace contre les infractions en la matière.

- Monsieur le Premier Ministre, peut-il m'informer s'il partage ce constat? Est-ce que des réflexions sont en cours pour remédier à cet état de fait?

**Réponse** (4.7.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*:

Monsieur le Député me demande de prendre position par rapport à deux problèmes qui ont été soulevés lors de la présentation par la Commission nationale pour la protection des données de son rapport d'activité pour l'année 2013 et qui ont tous les deux trait au fonctionnement de la Commission. Celle-ci souffrirait en effet d'un manque de personnel et d'une insuffisance de ses pouvoirs de sanction.

Les membres de la Commission nationale pour la protection des données, au nombre de trois, sont entourés d'une équipe composée de douze collaborateurs.

Le programme gouvernemental souligne le rôle important dont est investie la Commission et prévoit que ses effectifs seront augmentés dans la mesure où un accomplissement efficace de ses missions le requiert. Il est d'ores et déjà envisagé de renforcer le cadre du personnel permanent affecté à la Commission dès 2014 par la conversion de deux engagements à durée déterminée en des postes définitifs qui seront créés à charge du numerus clausus.

Quant aux sanctions, la réforme qui est actuellement en cours au niveau communautaire prévoit dans l'état actuel du texte l'obligation pour les États membres de doter les autorités nationales de protection des données de tout un éventail de sanctions administratives, y compris des amendes financières. L'adoption du règlement entraînera donc un renforcement des pouvoirs de sanction de la Commission nationale pour la protection des données.

**Question 0332** (5.6.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**intégration des salariés handicapés dans le secteur public**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0249 (cf. compte rendu n°6/session extraordin-

naire 2013-2014), Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale indique que parmi 96 communes qui seraient soumises à l'obligation légale d'employer à temps plein des salariés reconnus comme salariés handicapés, 32 respecteraient le quota de cinq pour cent de l'effectif total de leur personnel.

Alors qu'il ressort du programme gouvernemental que «le Gouvernement veillera à ce que les quotas de salariés reconnus comme 'salarié handicapé' dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé soient respectés», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Comment s'explique le fait que seules 96 communes tombent dans le champ d'application de cette disposition? Quid des dix communes restantes? Qu'en est-il des établissements publics communaux?

- Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation au niveau communal?

- Comment l'État entend-il atteindre le taux de 5% au niveau étatique, y compris au niveau des établissements publics?

**Réponse** (8.7.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L'obligation pour l'État, les communes, les établissements publics et la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois d'employer à temps plein des salariés reconnus comme salariés handicapés, dans la proportion de cinq pour cent de l'effectif total de leur personnel occupé en qualité de fonctionnaires ou de salariés liés par un contrat de travail est prévue par l'article L.562-3 du Code du Travail.

Le fait qu'un certain nombre d'administrations communales respectivement d'établissements publics communaux ne sont pas concernés par la disposition légale en question s'explique par le paragraphe 3 dudit article, qui dispose que pour la computation du nombre de postes à réserver à des salariés handicapés, les chiffres atteignant et dépassant la demie sont à arrondir et les autres sont à négliger. Il en résulte que les employeurs occupant moins de dix personnes ne tombent pas sous l'application de l'obligation visée et ne sont dès lors pas tenus d'employer des salariés handicapés.

Dans la mesure où l'exemption visée découle d'une disposition légale, il n'appartient évidemment pas au Ministre de l'Intérieur de prendre des mesures pour y remédier.

En réponse à la troisième et dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de l'informer dans un premier temps que l'État emploie actuellement quelque 700 travailleurs handicapés sous le statut d'employé ou de salarié de l'État sur un effectif total d'environ 25.000 agents. Le taux de 5% d'agents reconnus comme travailleurs handicapés à employer par les différents services de l'État n'est dès lors pas encore atteint. Il y a donc lieu de constater que le ou les Gouvernements précédents ont omis de respecter les dispositions de la loi précitée, et que ce fait explique le bien-fondé de la disposition du programme gouvernemental citée par l'honorable Député. Ceci étant, il y a lieu d'ajouter que les employés de l'État et salariés (anciennement ouvriers) à reclasser en interne suite à une décision de la commission mixte instituée auprès de l'ADEM ainsi que les fonctionnaires touchés par un handicap, mais qui ne sont pas répertoriés en tant que tels, ne sont pas inclus dans le nombre précité de travailleurs handicapés.

Dans ce contexte, il est prévu d'instituer au sein du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative un groupe de travail qui aura pour mission d'élaborer des mesures à présenter ultérieurement au Gouvernement en Conseil et ayant pour but de promouvoir plus activement l'emploi de travailleurs handicapés, ceci afin de mener à terme une politique d'insertion de travailleurs handicapés plus conséquente et ciblée au sein du secteur public.

**Question 0333** (5.6.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **formation professionnelle à l'étranger**:

Vu le fait que le système luxembourgeois ne peut pas offrir toutes les formations professionnelles dans leur intégralité, certains élèves se voient contraints de poursuivre leur formation dans des établissements scolaires spécialisés à l'étranger.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'élèves luxembourgeois suivent actuellement une formation professionnelle à l'étranger? De quelles formations s'agit-il?

- Est-ce que les élèves concernés peuvent recourir à des aides financières pour ces formations? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Est-ce que les patrons de stage de ces élèves ont également droit à une aide financière?

**Réponse** (7.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a introduit en son article 37 l'apprentissage transfrontalier et le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier en définit le cadre et fixe les modalités.

Ainsi, dans son article 1<sup>er</sup> ledit règlement grand-ducal précise qu'«on entend par apprentissage transfrontalier la formation ou la partie pratique en milieu professionnel sous contrat d'apprentissage est réalisée dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la formation scolaire est assurée par une institution dans un pays limitrophe.

L'apprentissage transfrontalier ne peut se faire que dans les métiers/professions qui figurent dans les règlements grand-ducaux (...).»

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1)

Sachant que la conclusion d'un contrat d'apprentissage transfrontalier ou non ne peut se faire que jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre d'une année scolaire, le nombre des contrats d'apprentissage transfrontalier en vigueur s'élève en date du 31 décembre 2013 à 69.

Les formations concernées sont celles de bijoutier-orfèvre, brasseur-malteur, Elektroniker für Automatisierungstechnik, fabricant - réparateur d'instruments de musique, Fachinformatiker/in - Systemintegration, Fachinformatiker/in - Anwendungsentwicklung, Fachkraft für Veranstaltungstechnik, Industriekaufmann/frau, installateur d'équipement énergétique de bâtiment, Kaufmann/frau für Bürokommunikation, Kaufmann/frau für Spedition und Logistikdienstleistungen, Kaufmann/frau für Marketingkommunikation, Kaufmann/frau im Gross- und Aussenhandel, LKW-Mechaniker, magasinier du secteur électrotechnique, maréchal-ferrant, mécanicien orthopédiste-bandagiste, Mediengestalter/in für Digital und Print, Pferdewirt/in, Raumausstatter, technischer Zeichner, Tierpfleger/in, Verfahrenmechaniker/in für Kunststoff- und Kautschucktechnik, viticulteur, vitrier-miroitier et zahntechnische(r) Fachangestellte(r).

Pour l'année scolaire prochaine, le Service de la formation professionnelle (SFP) a émis un avis positif pour sept demandes; une trentaine de demandes sont en traitement.

Ad 2)

Tous les jeunes sous contrat d'apprentissage perçoivent une indemnité d'apprentissage fixée par le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013: 1. déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle; 2. fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur santé et social.

Tous les jeunes, qui poursuivent une formation professionnelle à plein temps à l'étranger, peuvent introduire une demande au SFP et en cas d'avis positif, le CEDIES du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche leur accorde une aide financière de l'État pour études supérieures selon les modalités prévues par la législation en vigueur.

Ad 3)

L'État luxembourgeois accorde à toutes les entreprises formatrices établies sur le territoire luxembourgeois une aide financière, dont les modalités sont définies dans le règlement grand-ducal du 31 octobre 2012 fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage. Ainsi l'entreprise formatrice profite pour un apprentissage transfrontalier du remboursement de 27% du coût salarial de l'indemnité d'apprentissage due, ainsi que des cotisations sociales patronales.

**Question 0335** (5.6.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997**:

Dans sa réponse du 29 mars 2011 à la question parlementaire n°1103 (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*), l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait fourni des précisions concernant la solution des problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997. Après avoir fait réaliser des études, l'Administration des Ponts & Chaussées s'était définitivement prononcée en faveur du projet de construction d'une galerie de protection à l'endroit en question. L'ancien Ministre avait annoncé que l'Administration des Ponts & Chaussées devrait y faire effectuer des forages destructifs supplémentaires lesquels auraient un impact direct sur la conception et le dimensionnement de la galerie de protection à construire. Le délai de réalisation et l'estimation de la dépense ultérieure en résultant dépendraient de la conception et du dimensionnement définitivement retenus de la galerie de protection projetée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le résultat des forages qui ont été effectués entre-temps?

- L'idée de la construction d'une galerie de protection est-elle toujours la solution définitive retenue par le Ministère? Dans l'affirmative, quel serait le coût approximatif de cette solution? Vu les impasses budgétaires actuelles, selon quel calendrier cette solution pourrait-elle être mise en œuvre?

- Dans la négative, quelle autre solution le Ministre envisagerait-il pour résoudre les problèmes qui se posent et quel serait le coût estimatif de celle-ci?

**Réponse** (11.7.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les forages à l'endroit en question avaient révélé que le danger émanant de la paroi rocheuse de l'ancienne carrière de Michelau est pour l'instant moins imminent qu'il avait initialement été admis.

En tenant compte de l'évolution et des connaissances récentes de la technique de la sécurisation des rochers, l'idée de la construction d'une galerie de protection pourrait être abandonnée au profit d'une solution nettement moins onéreuse.

Il est prévu que les actuels éclats de pierres seront sécurisés à l'aide d'un écran de filets pare-pierres en acier à haute résistance et la section de la paroi rocheuse est sécurisée par la mise en place d'un remblai de terres dimensionné de façon à accueillir le volume des pierres de la paroi. En plus la paroi rocheuse sera surveillée constamment par la mise en service d'un système d'avertissement avec déclenchement d'alarme en cas de dislocation de roches en dehors des limites permettant alors de prendre les mesures adéquates.

Le coût estimatif de la nouvelle solution est de 2 mio € TTC.

Le projet de sécurisation de la carrière sinistrée de Michelau devrait pouvoir débuter encore cette année.

**Question 0336** (5.6.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch et M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg**:

Récemment, Madame la Ministre a déclaré que le nouveau chef du département médical du Laboratoire National de Santé (LNS) prendra ses fonctions au cours du deuxième semestre de cette année. En outre, un autre pathologiste serait engagé à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et des pourparlers avec deux pathologistes seraient en cours.

Madame la Ministre vient encore d'annoncer que les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale seraient en train d'analyser les besoins actuels en matière de laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas utile d'élaborer, suite à l'analyse des besoins réels en

pathologistes, une stratégie nationale pour tous les laboratoires médicaux au Luxembourg afin d'offrir le meilleur service et la meilleure sécurité aux patients? Madame la Ministre peut-elle nous préciser quelles seront les missions des laboratoires publics et privés?

- Dans cette optique, l'engagement imminent de plusieurs pathologistes pour le LNS serait-il à interpréter comme un premier pas vers la réalisation d'un centre de compétences national en la matière au sein du LNS qui risque d'enfreindre ainsi le principe du libre choix de prestataires de services?

**Réponse** (4.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Une stratégie nationale pour l'ensemble des laboratoires médicaux au Luxembourg, telle que préconisée par les honorables Députés, ne peut être définie que sur base d'un état des lieux et d'une analyse approfondie, et dont découlera la définition des missions des divers laboratoires. Il va sans dire que ces missions vont bien au-delà de la seule anatomopathologie. Il convient également de rappeler qu'il importe dans chacune d'entre elles d'offrir la meilleure qualité et la meilleure sécurité aux patients.

Je tiens à préciser que suivant l'article 26bis de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, un «centre de compétences» au sens des articles 2 et 3 de la même loi est une «entité organisationnelle qui rassemble à l'intérieur d'un ou plusieurs établissements hospitaliers des ressources d'un ou plusieurs services assurant une prise en charge interdisciplinaire intégrée de patients présentant une pathologie ou un groupe de pathologies». L'article 2 de la loi précitée prévoit que «les centres de compétences à caractère unique prendront la dénomination de centres de compétences nationaux». Par ailleurs, le nouveau plan hospitalier aura notamment pour objectif de définir les pathologies ou groupes de pathologies qui feront l'objet d'un centre de compétences.

La loi prévoit donc expressément qu'un centre de compétences ne peut être implémenté qu'à l'intérieur d'un ou de plusieurs établissements hospitaliers.

Par conséquent, l'hypothèse de la création d'un centre de compétences national en anatomie pathologique au sein du Laboratoire national de Santé n'est pas envisageable.

**Question 0337** (5.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **attributions des fréquences radio**:

Fin mars 2014 la station de radio DNR, exploitée par la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise sàrl a cessé son activité et les fréquences 94,3, 102,9 et 104,2 MHz sont par conséquent disponibles depuis cette date.

En date du 27 février 2014, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a refusé une demande par une «joint-venture» RTL/Saint-Paul en vue de l'octroi des fréquences citées ci-dessus pour la diffusion d'un programme en langue française. Les auteurs de cette demande disposaient d'un délai jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2014 pour faire appel contre cette décision. Or, il me revient que les auteurs de la demande n'ont pas fait valoir ce droit.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer cette dernière information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il donner des informations sur l'avenir des fréquences en question?

- Est-ce que l'ALIA a été saisie d'autres demandes pour l'utilisation des fréquences utilisées jadis par la radio DNR?

- Dans un contexte plus général de l'attribution des fréquences de radio, est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer l'information que RTL Group envisage d'utiliser sa fréquence 88,9 MHz pour la diffusion d'un programme en langue française? Une telle utilisation serait-elle conforme au contrat de concession conclu avec l'État luxembourgeois?

**Réponse** (4.7.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*:

Madame la Députée souhaite savoir si je peux confirmer l'information que la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise (SLR) a décidé de ne pas introduire de recours contre la décision du 27 février 2014 de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) refusant un certain nombre de modifications du cahier des charges de la SLR.

Je peux en effet confirmer cette information: Il ressort d'une lettre adressée par la SLR à l'ALIA

et dont j'ai reçu copie que la société SLR a décidé de renoncer à former un recours contre la dite décision de l'ALIA.

En ce qui concerne l'avenir des fréquences, il est à noter que la permission pour diffuser le programme DNR, une radio qui relève de la catégorie des services de radio à réseau d'émission, a été accordée par la Commission Indépendante de la Radiodiffusion (CIR) sur base des articles 15, 16 et 18 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Il appartient donc à l'autorité qui a octroyé la permission accordée à la SLR pour la diffusion du programme DNR, à savoir l'ALIA qui a pris la succession de la CIR de prendre les mesures qui s'imposent suite à la décision de la société SLR de renoncer à former un recours contre la décision du 27 février dernier et suite à l'arrêt effectif de la diffusion du programme fin mars 2014.

Conformément aux dispositions légales en vigueur (articles 3 et 16 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 précitées) les permissions sont en principe accordées après publication d'un appel de candidatures. À cette fin, l'ALIA publiera le moment voulu la liste des fréquences et emplacements disponibles pour les services de radio sonore à émetteur de faible puissance et précisera le délai pour la présentation des candidatures et dossiers.

Enfin, et à ce jour, le Gouvernement ne dispose pas d'informations lui permettant de confirmer que RTL envisagerait d'utiliser la fréquence 88,9 MHz pour la diffusion d'un programme en langue française. Le cas échéant cela ne pourrait se faire que moyennant une adaptation du dispositif de concessions sur avis de l'ALIA.

**Question 0338** (6.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**Office européen des brevets**:

L'Office européen des brevets (OEB) est une organisation intergouvernementale qui emploie plus de 7.000 personnes de 38 pays européens, dont le Luxembourg.

Depuis quelques mois déjà, l'OEB fait face à des conflits entre le conseil d'administration, et plus particulièrement son Président, et une bonne partie de son personnel. Plus de 50% des employés de l'OEB, représentés par l'Union syndicale de l'Office européen des brevets, voient d'un œil très critique les réformes entreprises par le Président de l'OEB et dénoncent, entre autres, de nouvelles règles sur les grèves qui seraient contraires au droit international. Le climat social s'est nettement dégradé depuis et menace de ternir l'image et la réputation de l'OEB.

Lors de la réunion du conseil d'administration du mois de mars, une réforme dite de «démocratie sociale» a été votée. Cette dernière remet en question la participation du personnel aux organes statutaires de l'OEB et interdit, entre autres, au comité du personnel de nommer les experts de son choix. La communication syndicale est très fortement muselée et des sanctions disciplinaires ont été infligées à une dizaine de représentants syndicaux. Deux cas de suicide sont également à déplorer.

Par ailleurs, le Président de l'OEB a également refusé la tenue d'une enquête d'opinion du personnel sur ladite réforme interne.

Une lettre dénonçant la situation à l'OEB a été envoyée par l'Union syndicale aux 38 ambassadeurs des trois pays où sont situés les bureaux de l'OEB (Allemagne, Pays-Bas et Autriche). Le Député français de l'Étranger, Pierre-Yves Le Borgn', évoque, quant à lui, un problème de gouvernance au sein de l'OEB. Selon lui, «il est temps que les États membres prennent la mesure de la crise de l'Office européen des brevets et assument leurs pleines responsabilités. La Convention européenne des brevets, révisée en 2000, prévoit la réunion de conférences interministérielles. Or, il ne s'en est tenu aucune depuis 2000. C'est le moment de l'organiser et de mettre à l'ordre du jour la gouvernance de l'organisation, en particulier à la veille de la mise en œuvre du brevet communautaire dont l'Office sera l'acteur clé. La conférence interministérielle pourrait ainsi charger, avant cette importante échéance, une autorité indépendante (comme par exemple la Cour des Comptes européenne) de réaliser un audit exhaustif de la gouvernance de l'organisation à cette période charnière de son existence et de faire des propositions concrètes concernant son fonctionnement».

Lors de la prochaine réunion du conseil d'administration de l'OEB qui se tiendra les 25 et 26 juin prochains, il sera notamment question de reconduire le mandat de l'actuel Président de l'OEB.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de ces problèmes, notamment au travers des ambassadeurs? Y a-t-il eu une réaction de la part du Gouvernement?

2. Combien de ressortissants luxembourgeois travaillent au sein de l'OEB? Ces derniers ont-ils fait l'objet de mesures disciplinaires?

3. Quelle a été la position du représentant luxembourgeois lors de la réunion du conseil d'administration sur les réformes de «démocratie sociale» proposées par le Président?

4. Comment Monsieur le Ministre compte-t-il se positionner lors du prochain conseil d'administration en ce qui concerne la reconduction du Président de l'OEB?

5. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions et suggestions de Pierre-Yves Le Borgn'?

**Réponse** (4.7.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Ad 1.

Aussi bien le Ministre de l'Économie que les représentants luxembourgeois au conseil d'administration de l'OEB reçoivent régulièrement, et depuis un certain temps, de nombreux courriers (lettres ou courriels) émanant de la délégation du personnel ou du comité central du personnel. Les réactions du Gouvernement se font par l'entremise de ses représentants aux sessions du conseil d'administration de l'OEB. Par ailleurs, ces mêmes représentants rencontrent régulièrement des membres luxembourgeois du personnel, émanant de différents niveaux de la hiérarchie, pour être informés sur la situation au sein de l'Office.

Ad 2.

Sur un total de 6.814 agents, 60 ressortissants luxembourgeois étaient en poste à l'Office européen des brevets au 31 décembre 2013. À ma connaissance, aucun de ces ressortissants luxembourgeois n'a fait l'objet de mesures disciplinaires.

Ad 3.

Lors de sa session de mars 2014, le conseil d'administration de l'OEB a examiné et approuvé, à l'unanimité (l'ensemble des 38 États membres étaient représentés, en ce y compris le Luxembourg), la proposition du Président de l'Office visant à réformer les modalités de la représentation du personnel à l'OEB et a, ainsi, encouragé le Président de l'Office à poursuivre ses efforts afin de réformer la politique sociale de l'OEB.

Ad 4.

Suite à un vote à bulletins secrets, qui s'est déroulé au cours de la session des 25 et 26 juin 2014, le conseil d'administration a prolongé le mandat de M. Benoît Battistelli pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2018.

Ad 5.

Le Gouvernement n'est pas d'avis que la Conférence des Ministres, telle que visée à l'article 4 de la Convention sur le brevet européen, soit le forum approprié pour discuter de sujets qui ont trait à la gestion de l'Office. Cette conférence a été créée pour débattre du développement du système du brevet européen.

La Conférence des Ministres pourrait, comme le suggère M. Pierre-Yves Le Borgn', notamment être convoquée pour finaliser les travaux préparatoires de l'entrée en vigueur du brevet européen à effet unitaire. Ces travaux ne sont toutefois pas suffisamment avancés pour pouvoir faire l'objet d'une Conférence des Ministres au cours de cette année.

En tout état de cause, si des tensions sociales entre une partie du personnel de l'Office et son Président sont avérées, le Luxembourg entend veiller à ce que les agents de l'Office bénéficient de conditions de travail optimales, l'Office s'étant engagé à garantir celles-ci sans réserve, et encouragera tout autant toutes les mesures visant à promouvoir le dialogue social au sein de cette organisation internationale. De même, le Luxembourg espère que les élections sociales qui se sont déroulées tout récemment à l'OEB seront de nature à apaiser les tensions actuelles.

**Question 0339** (11.6.2014) de **Mme Joëlle Elvinger et M. Guy Arendt** (DP) concernant la **fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach**:

Lors de la séance publique du 4 juin 2014, et à l'occasion des discussions au sujet du projet de loi portant sur la construction d'une ligne de



tramway à Luxembourg, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a affirmé que la route de Luxembourg CR119 serait fermée à la circulation sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach N11.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir les informations et les arguments sur lesquels le projet de fermeture de la route précitée est basé?

- Quelles seraient les implications générales au niveau de la circulation routière pour les riverains de la vallée de l'Alzette suite à une fermeture potentielle de cette route?

- Par ailleurs, quelles conséquences la mise en œuvre de ce projet aurait-elle sur le trafic routier dans la commune de Walferdange ainsi que dans les quartiers de Beggen et Dommeldange de la ville de Luxembourg?

**Réponse (7.7.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach N11.

L'abandon du CR119 n'est prévu que sur une longueur totale de 1,75 km entre Stafelter et l'intersection avec la N11 (intersection barrée sur l'illustration en annexe). Les véhicules en provenance de Eisenborn et Asselscheuer peuvent donc continuer à prendre le CR119 pour accéder au Stafelter ainsi que la liaison entre Helmsange/Walferdange et le carrefour du Waldhaff sera maintenue en tant que telle.

Actuellement, le tronçon à abandonner est utilisé par 9.000 véhicules par jour et par la ligne de bus 100 du RGTR. Il reste à noter qu'une partie de ces utilisateurs prennent cette route pour éviter de devoir traverser le carrefour Stafelter du Waldhaff vers Walferdange pendant la pointe vespérale entre 16h30 et 18h30. Concernant la ligne de bus 100, celle-ci sera déviée via Waldhaff ou elle profitera des mesures de priorisation pour bus et d'une voie d'insertion supplémentaire sur la N11.

De nombreux automobilistes utilisent le CR119 actuellement pour contourner la vallée de l'Alzette. Créant une capacité supplémentaire nord-sud, un déstagement du chemin repris est attendu après l'ouverture de la Route du Nord. L'abandon de la section, prévu simultanément avec l'ouverture de l'autoroute A7 l'année prochaine, pourra même drainer davantage d'automobilistes sur la Route du Nord.

L'abandon sera accompagné de mesures d'aménagement aux carrefours du Stafelter (carrefour projeté à trois branches avec une priorité du sens de circulation Imbringen-Waldhaff) et du Waldhaff (extension de la voie d'insertion CR125-N11 sur 300 m) afin d'augmenter la sécurité routière, le confort et la capacité des deux intersections précitées.

En résumé et en sus des mesures d'aménagement aux carrefours du Stafelter et du Waldhaff afin d'augmenter la sécurité routière, un détour de 2,3 km est à considérer dès 2015 pour la liaison Eisenborn-Dommeldange, ce qui revient à une perte de temps de moins de deux minutes. Pour les habitants de Walferdange, l'abandon du CR119 n'aura aucun impact négatif pour les automobilistes.

D'un point de vue écologique, cet abandon constitue le principal pilier des mesures compensatoires pour les défrichements de forêt en relation avec le centre de remisage du tram près de l'échangeur Kirchberg. La construction de ce dernier s'accompagnera de la création de 4,4 ha de surfaces boisées dont 2 ha proviennent de la déconstruction du chemin repris. Cette solution présente l'avantage de ne plus avoir d'effet de coupure lié à la circulation routière dans cette partie du massif forestier. De plus, elle supprime définitivement tout risque de pollution susceptible d'affecter la zone de protection des sources traversée par l'actuel CR119.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 0340 (11.6.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les allocations familiales en fonction des dépenses consacrées aux enfants:**

Selon l'étude récente «Konsumausgaben von Familien für Kinder» du «Statistisches Bundesamt» en Allemagne, les dépenses familiales pour les enfants ont augmenté constamment les dernières années, cela dans un sens absolu (en euros) et relatif (pourcentage des dépenses de consommation des ménages). En outre, les auteurs de l'étude concluent que les dépenses consacrées aux enfants varient largement en fonction de l'âge et du nombre d'enfants appartenant au même ménage. Ce faisant, les conclusions de l'étude semblent contester les déclarations récentes de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration selon lesquelles «chaque enfant vaut le même niveau d'aide».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce qu'il y a des statistiques similaires pour le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Comment Madame la Ministre entend-elle y tenir compte?

**Réponse (1.7.2014) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Mettre un extrait d'une étude étrangère en relation avec une déclaration faite par un membre du Gouvernement dans un contexte plutôt général est un exercice délicat et difficile qui risque de créer des erreurs d'interprétation voire des malentendus.

En effet, quoiqu'il ne m'appartienne pas de commenter une étude faite à l'étranger par un organisme statistique étranger, les conclusions tirées de l'étude allemande par l'honorable Député, et qui ne correspondent pas aux constats faits par les auteurs, ne peuvent pas être mises en relation directe avec les réflexions faites dans le cadre d'une modernisation des prestations familiales au Luxembourg.

Quant aux questions précises de Monsieur le Député, il y a lieu de constater que de nombreuses études ont été publiées au cours des dernières décennies, études consacrées aux aspects divers de la politique sociale et familiale: la pauvreté, la pauvreté des enfants, les transferts sociaux, les revenus des ménages, les situations en matière d'emploi ainsi que les situations socioculturelles des ménages et/ou des parents ou encore le congé parental. Toutefois, des statistiques sur les dépenses liées aux enfants à l'instar des chiffres qui ressortent de l'étude allemande n'existent pas de la même façon au Luxembourg. À noter pourtant que la valeur de ces chiffres n'est pas à surestimer, puisque les dépenses prises en considération sont les seules dépenses liées à la consommation privée des enfants dans les ménages et excluent malheureusement des dépenses telles que celles relatives à la scolarisation ou à la garde des enfants. Au vu des coûts engendrés par la présence d'enfants dans un ménage et au vu des nombreuses aides financières directes et indirectes ainsi que des aides en nature auxquelles les ménages avec enfants ont droit, une appréciation fine et nuancée est donc de mise.

En tout état de cause, je peux rassurer Monsieur le Député que le Gouvernement et mes services veillent à considérer tous les aspects importants et nécessaires afin d'arriver à une politique familiale cohérente et équitable, dans laquelle l'enfant, son bien-être et ses chances d'avenir sont placés au centre des préoccupations.

**Question 0341 (11.6.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les procédures en matière d'accords fiscaux octroyés à des multinationales lancées par la Commission européenne contre le Luxembourg:**

Joaquin Almunia, Commissaire européen chargé de la concurrence, a annoncé ce matin de vouloir ouvrir une enquête formelle sur lesdits accords fiscaux qu'il soupçonne constituer des aides d'État illégales.

La semaine dernière déjà, la Commission européenne aurait engagé une procédure d'infraction contre le Luxembourg, et ce en réponse à l'attitude du Gouvernement de ne pas divulguer des informations réclamées par Bruxelles.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il confirmer ces informations? Quand le recours en manquement a-t-il été formellement communiqué au Gouvernement?

- Quid des chances d'aboutissement du recours en manquement de la Commission européenne, eu égard au recours intenté par le Luxembourg à l'encontre des injonctions lui adressées par Bruxelles?

- Comment le Gouvernement estime-t-il pouvoir se défendre contre la procédure d'enquête formelle décidée par la Commission européenne? Des réunions de coordination avec d'autres pays ont-elles déjà eu lieu / sont-elles programmées?

**Réponse (11.7.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

En date du 11 juin 2014, la Commission européenne a adressé deux mises en demeure en matière d'aides d'État présumées à l'encontre du Luxembourg et une procédure formelle d'examen.

Ces deux procédures d'infraction ont été formellement communiquées aux autorités luxembourgeoises le même jour, à savoir le 11 juin 2014, et font suite aux décisions de la Commission européenne prises en date du 24 mars 2014 par lesquelles celle-ci a enjoint le Luxembourg de fournir des informations très étendues en matière d'aide d'État présumée pour ce qui est de la pratique des décisions anticipées en matière fiscale respectivement du régime d'imposition des revenus de la propriété intellectuelle.

Or, les autorités luxembourgeoises ont coopéré avec la Commission européenne conformément à leur devoir de coopération loyale. Au cours des mois précédents, elles avaient fourni à la Commission européenne la majeure partie des informations demandées, tout en émettant dès le début des réserves quant au fondement et à la légitimité des demandes d'informations de la Commission. Le Luxembourg a ainsi introduit deux recours en annulation de ces injonctions en date du 24 avril 2014 en contestant leur légalité.

Dans le cadre des deux procédures d'infraction ouvertes par la Commission, celle-ci considère que le Luxembourg n'aurait pas réagi suite à ses décisions du 24 mars 2014. Or, elle n'y tient pas compte des doutes exprimés par les autorités luxembourgeoises quant au bien-fondé de ses demandes.

Pour ce qui est de la procédure formelle d'examen pour aide d'État présumée en faveur d'un contribuable déterminé, les autorités luxembourgeoises donneront suite aux observations et questions de la Commission européenne.

Le Gouvernement estime que sa position est pleinement justifiée, et il la défendra au cours des étapes procédurales à venir.

Des contacts avec d'autres pays ont eu lieu dans le passé et se poursuivent également de manière régulière, au sujet de la problématique générale de telles enquêtes de la Commission sur les décisions anticipatives en matière fiscale.

**Question 0343 (12.6.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la reconnaissance de l'équivalence et homologation au Luxembourg de diplômes reconnus équivalents au système Bologna:**

Dans un certain nombre de pays de l'Union européenne, notamment en Allemagne, différentes institutions d'enseignement supérieur délivrent des diplômes de premier voire de deuxième cycle qui ne portent pas - du moins pas officiellement - les titres de Bachelor/Master, deux degrés introduits par le processus dit «de Bologne». Or, sous certaines conditions, ces diplômes sont reconnus équivalents au Bachelor/Master dans les pays d'émission.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que les diplômes en question, donc les diplômes reconnus équivalents au système Bologna dans le pays d'émission, se voient également accorder une équivalence/homologation au Luxembourg?

- D'après quels critères ces équivalences/homologations sont-elles accordées?

- Combien d'équivalences/homologations de diplômes d'enseignement supérieur sont délivrées chaque année par les services compétents?

**Réponse (2.7.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire

n°0343 de Madame la Députée Taina Bofferding.

D'emblée il y a lieu de préciser qu'au niveau de l'enseignement supérieur, le Grand-Duché de Luxembourg ne connaît pas de procédure d'équivalence de diplômes.

Par contre, il existe deux procédures de reconnaissance de diplômes:

1. la procédure d'homologation,
2. l'inscription au registre des diplômes d'enseignement supérieur.

La procédure d'homologation est requise pour l'accès à un certain nombre de professions réglementées tel que le professorat de l'enseignement secondaire en sciences humaines et en sciences naturelles, le barreau ainsi que pour les détenteurs de diplômes universitaires décernés par des pays hors Union européenne, en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire et en pharmacie. Les critères d'homologation sont fixés pour tous les domaines par le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologation des titres et grades étrangers.

Un critère d'homologation pour les différents domaines de diplôme constitue notamment la durée minimale des études sanctionnées par le diplôme final. Ainsi pour pouvoir être homologué le diplôme final étranger en droit, en sciences naturelles ou en sciences humaines doit sanctionner une durée minimale de quatre années d'études.

La procédure d'inscription au registre des titres constitue en effet la procédure normale de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur au Luxembourg. L'inscription est entre autres nécessaire pour l'accès à certaines professions dont l'ingénieur-conseil, l'architecte, l'expert-comptable, le conseil économique.

Un titre est inscrit s'il a été délivré conformément aux lois et règlements du pays où le grade a été conféré s'il sanctionne un titre final d'enseignement supérieur. Ne peuvent être inscrits les diplômes non reconnus par les autorités gouvernementales de l'État où l'État ayant conféré le diplôme a son siège (notamment ceux d'établissements privés).

La décision d'inscription au registre des titres indique également le niveau d'études conformément à la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Ainsi sont inscrits au niveau 3 les diplômes sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale d'un an, sont inscrits au niveau 4 les diplômes sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois années et sont inscrits au niveau 5 les diplômes certifiant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée d'au moins quatre années.

Les diplômes sont inscrits au registre des titres sous la dénomination sous laquelle ils ont été délivrés.

Le nombre de diplômes homologués s'élève chaque année à environ 500 tandis que le nombre de diplômes inscrits au registre des titres, en nombre croissant chaque année, s'élève à plus de 3.000.

**Question 0344 (12.6.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la coupe du monde de football:**

À l'occasion de la coupe du monde de football, les supporters des différents camps se préparent depuis des semaines à la fête. Sans nul doute, les rues et ruelles de la capitale et d'autres villes du pays seront à nouveau sous l'emprise de centaines de fans enclins à partager leurs émotions avec les autres.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que l'emploi de procédés pyrotechniques, tels les fusées et pétards, est autorisé pendant la coupe du monde? À quelles conditions et dans quelles circonstances? Quid des concerts de klaxons?

- La fixation de drapeaux aux voitures et autres engins autorisés à circuler sur la voie publique est-elle soumise à des règles particulières? Quelles sont ces règles?

- Est-ce que des instructions spécifiques ont été données aux forces de l'ordre dans le contexte de la coupe du monde de football?

**Réponse commune (16.7.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:**

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun all  
Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un





La coupe du monde de football qui vient de se terminer ne s'est pas invitée chez nous avec les manifestations de joie connues par le passé. Ceci est dû, très probablement, aux résultats sportifs quelque peu en deçà enregistrés par les sélections nationales qui connaissent de nombreux supporters et de nombreuses supportrices vivant au Luxembourg.

Dès avant le coup d'envoi du championnat du monde des dispositifs particuliers avaient néanmoins été mis en place pour encadrer les supporters fêtards et ce particulièrement en raison du fait que les matchs se sont joués entre 18 heures et 4 heures 45 du matin. La Police grand-ducale était prête à intervenir si les festivités auraient dépassé ce qui peut être qualifié de raisonnable et tolérable au niveau des nuisances sonores ou encore de l'entrave durable à la circulation.

Concernant l'emploi d'articles pyrotechniques il y a lieu de se référer d'une part à l'article 553 du Code pénal qui dispose que «seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des armes à feu ou des pièces d'artifice quelconques. Seront en outre, confisquées les armes à feu et pièces d'artifice saisies» et d'autre part aux règlements communaux des villes et communes luxembourgeoises.

Il est à noter également qu'il est interdit de remettre ou de vendre des matières explosives à des personnes âgées de moins de 16 ans.

En ce qui concerne les «concerts de klaxons», il ressort clairement de l'article 131 du Code de la Route que l'usage des appareils avertisseurs sonores dans un but autre que celui de la sécurité est interdit. Il échet de préciser que dans les agglomérations, suivant l'article 132 du Code de la Route, il est défendu de jour et de nuit de faire usage de l'appareil avertisseur sonore, sauf en cas de danger imminent.

L'usage des avertisseurs sonores en dehors de ces conditions est sanctionné par un avertissement taxé d'un montant de 49 euros. De plus, il est à noter que les tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants sont punis d'une amende de 25 à 500 euros.

Les règles concernant l'aménagement de véhicules ainsi que les changements qui peuvent y être apportés sont définies dans le Code de la Route. Aucune disposition de ce Code de la Route n'interdit par principe la fixation de drapeaux aux véhicules. Le Code de la Route précise cependant qu'«aucun objet étranger à l'équipement normal du véhicule ne doit gêner la vue du conducteur, ni se trouver dans le champ de vision de celui-ci».

Les drapeaux qui sont fixés sur les véhicules peuvent être considérés comme chargement et doivent répondre aux conditions fixées par la loi et plus particulièrement l'article 8 du Code de la Route. Cette disposition prévoit que le chargement d'un véhicule routier doit être disposé et fixé de manière qu'il ne puisse tomber sur la voie publique. À défaut, le conducteur du véhicule risque un avertissement taxé d'un montant de 145 euros.

**Question 0345** (12.6.2014) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la hausse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits:

Lors de sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a annoncé que les différents taux de TVA seraient augmentés de 2% avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, à l'exception du taux super-réduit pour les biens de première nécessité qui serait maintenu à 3%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement entend baisser les droits d'accises sur les produits pétroliers, et notamment sur le carburant, afin de contrebalancer la hausse du taux de TVA de 2% sur lesdits produits? Si tel n'est pas l'intention du Gouvernement, comment le Gouvernement envisage-t-il de rétablir le différentiel de prix entre carburant acheté au Luxembourg et celui acheté dans les régions frontalières du Luxembourg? Le Gouvernement ne craint-il pas, des retombées négatives pour le budget de l'État? Dans l'affirmative, à quelle moins-value en termes de recettes le Gouvernement s'attend-il?

- Quid du différentiel de prix en matière de tabacs et de produits alcooliques, qui risque d'être mis à mal par la hausse du taux de TVA de 2%? Le Gouvernement entend-il revoir à la baisse les droits d'accises? Si tel n'est pas le cas, à combien sont évaluées les pertes de recettes pour le budget 2015?

- Le Ministre peut-il m'informer des conséquences que la hausse du taux de TVA sur les produits cités ci-dessus aura sur l'emploi?

**Réponse** (14.7.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Alors que Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de son discours sur l'état de la nation début avril que «... le taux augmentera de deux points de pourcentage au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cela vaut pour le taux normal, qui passera de 15 à 17%...», le projet de loi qui devra mettre cette disposition en place est encore en cours d'élaboration.

Les différents éléments du texte étant encore sous analyse, il n'est dès lors pas possible de répondre aux questions très précises de l'honorable Députée Diane Aehm.

**Question 0347** (16.6.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'accès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) aux statistiques en matière de finances publiques:

Dans son communiqué de presse de ce jour, la BCL se plaint d'avoir «à plusieurs reprises formulé des demandes d'accès à certaines statistiques en matière de finances publiques, en indiquant explicitement que l'absence de ce type d'informations serait de nature à affecter la qualité de toute analyse de l'évolution des finances publiques» sans avoir obtenu de réponse de la part du Gouvernement quant à ses requêtes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons, le cas échéant, légales ou réglementaires à la base de ce refus d'accès? Au cas où ce refus serait justifié par une raison légale ou réglementaire, le Gouvernement n'entend-il pas réformer les dispositions visées eu égard à la nécessité de disposer d'une analyse de qualité des finances publiques et de leur évolution?

**Réponse commune** (11.7.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La Banque centrale du Luxembourg a proposé d'insérer dans le projet de loi n°6597 relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques un nouvel article 9bis ayant pour objet d'accorder à la Banque centrale du Luxembourg «un accès inconditionnel et automatique à l'ensemble des statistiques de finances publiques existantes». La proposition de texte de la Banque centrale du Luxembourg a été publiée sous forme de document parlementaire.

Le sujet de l'accès aux informations relatives aux finances publiques et du flux de ces informations est un sujet transversal qui intéresse non seulement la Banque centrale du Luxembourg, mais présente également un intérêt pour toute une série d'autres instances publiques. La mise en place d'un cadre légal cohérent régissant l'échange d'informations pertinentes entre autorités concernées est dès lors de mise afin d'assurer la coordination en matière de finances publiques, de faciliter l'élaboration de prévisions macro-économiques, budgétaires et fiscales, de contribuer à la définition de la stratégie pluriannuelle en matière de finances publiques et de politiques structurelles et de renforcer la surveillance des politiques budgétaires et économiques. C'est dans le cadre de la réforme budgétaire prévue dans le programme gouvernemental et de la mise en œuvre du projet de loi n°6597 qui vient de passer le cap du premier vote constitutionnel par la Chambre des Députés que le Gouvernement entend traiter de l'accès aux informations relatives aux finances publiques et du flux de ces informations et notamment de la requête de la Banque centrale du Luxembourg.

**Question 0348** (17.6.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la langue des signes:

Les droits de l'Homme sont universels pour chaque être humain sans tenir compte du sexe, de l'origine ou de l'ethnie, de la couleur de peau, de l'appartenance religieuse ou du handicap. Par conséquent, les personnes sourdes doivent pouvoir jouir des mêmes droits dans le cadre de leur citoyenneté et de la vie politique, sociale, économique et culturelle, tout comme chaque être humain. L'amélioration des conditions d'accessibilité aux informations doit constituer un élément primordial de la politique en vue du respect des droits de l'Homme pour les personnes sourdes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Comment Madame la Ministre entend-elle améliorer l'accès des sourds aux informations?

2. Puisque les débats dans la Chambre des Députés sont déjà traduits en langue des signes depuis des années, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle prendre pour garantir aux sourds un accès de qualité similaire aux informations gouvernementales?

3. Renvoyant à la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2014, quel est le progrès ainsi que l'état actuel des mesures promises dans ce domaine?

4. Puisque la langue des signes constitue une langue à part entière, avec son vocabulaire, sa grammaire et sa syntaxe, différant de pays en pays et parfois même de région en région, quelle(s) langue(s) des signes le Gouvernement utilisera-t-il?

5. Quand est-ce que la langue des signes sera officiellement reconnue comme il est fait référence au programme gouvernemental?

**Réponse** (10.7.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Pour ce qui est de l'accès des personnes handicapées à l'information, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région promeut la mise à disposition d'informations dans des formats accessibles aux personnes handicapées pour leur permettre de s'informer de façon autonome, sans devoir recourir systématiquement à l'aide de tierces personnes. Dans ce contexte, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a signé une convention avec «Klaro», un centre de compétence en langage facile. Les missions de ce centre de compétence sont, notamment, la coordination, l'accompagnement et le soutien aux personnes présentant des difficultés de communication. Le centre organise des cours en «communication facile et langage facile». Il met à disposition des administrations et institutions publiques et privées, entre autres, des outils concrets permettant d'améliorer et de faciliter la communication avec les personnes à besoins spécifiques. Il faut savoir que les personnes sourdes ou malentendantes de naissance recourent volontiers aux textes disponibles en langage facile étant donné qu'elles ont souvent une relation difficile avec le langage parlé et écrit.

Dans ce même ordre d'idées, le Ministère de la Famille a édité en 2013 et 2014, ensemble avec «Klaro» et Info-Handicap, une série de cinq brochures, à savoir: «Pourquoi et comment parler du handicap», «L'usage d'un langage simple», «Accueil accessible - Accueil pour tous», «Créer des documents audio et vidéo accessibles» et «Internet sans barrières».

2. Pour ce qui est de l'accès aux informations gouvernementales, une interprète en langue des signes est engagée, à compter du 15 juillet 2014, auprès du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Elle assurera, entre autres, l'interprétation en directe des briefings à l'issue du Conseil de Gouvernement et des conférences de presse des Ministres. Elle interprétera des langues luxembourgeoise, française et allemande vers la langue des signes allemande. En outre, elle assistera les personnes malentendantes et sourdes dans leurs démarches auprès des services et administrations de l'État et soutiendra ces services dans leurs efforts de communiquer avec les personnes malentendantes et sourdes.

À noter que le discours sur l'état de la nation du Premier Ministre ainsi que son discours prononcé la veille de la fête nationale ont récemment été diffusés en direct en langue des signes. Il est aussi projeté de traduire en langue des signes de plus en plus de formats télévisés diffusés en direct, tels les émissions diffusées lors des élections nationales et communales et d'autres émissions d'intérêt national.

3. Au niveau des messages d'alertes, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région travaille avec le Centre de Communications du Gouvernement et différents autres partenaires à l'élaboration d'une solution optimale pour la transmission de messages d'alerte adaptés aux personnes malentendantes et sourdes. Il s'agit de messages d'alerte communiqués par l'Administration de la Gestion de l'Eau, par les administrations communales, par l'Administration des Services de Secours, Meteolux, le Ministère de la Santé ou encore la Police grand-ducale. Des modèles de messages d'alerte «simplifiés et adaptés aux besoins des personnes malentendantes ou sourdes» ont été mis au point; il est prévu qu'à l'avenir, ces messages seront transmis par SMS aux personnes malentendantes et sourdes par le central des secours d'urgence 112 de l'Administration des Services de Secours.

4. Le Gouvernement a opté pour la langue des

signes allemande («Deutsche Gebärdensprache» - DGS). De multiples raisons permettent d'expliquer ce choix. Les différentes langues des signes sont en effet des langues à part entières, des langues systémiques qui sont soumises à des règles. Elles possèdent des lexiques et une structure grammaticale aussi complexes que ceux des langues orales. Les langues des signes se pratiquent avec des postures et mouvements des mains, des mouvements du corps, des expressions faciales et des positions labiales. La langue des signes n'est en effet pas une langue universelle, mais elle diffère de pays en pays et parfois même de région en région. Après sept ans d'expérience et de collaboration étroite avec un interprète en langue des signes, ainsi que des entretiens et réunions à ce sujet avec des personnes concernées par la thématique et des recherches menées dans ce domaine, le Ministère de la Famille arrive à la conclusion que la langue des signes allemande (DGS) peut et doit être considérée comme la langue nationale des luxembourgeois malentendants ou sourds qui pratiquent cette langue comme première langue. À noter qu'il n'existe pas de langue des signes luxembourgeoise et que les demandes pour une interprétation en langue des signes autres que la DGS sont extrêmement rares.

5. La reconnaissance officielle de la langue des signes allemande se fera dans le cadre de la modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

**Question 0350** (17.6.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les personnes intoxiquées lors d'un concours hippique:

À l'occasion d'un grand concours hippique, les 12 et 13 juin 2014 à Roeser, plusieurs personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire et ont consulté le service d'urgence des hôpitaux de garde. Des preuves ont été prises et transmises au Laboratoire National de Santé afin de dépister les origines de l'intoxication. Ce dernier n'a pas pu publier des résultats dans un délai raisonnable parce que l'institution ne travaille pas en fin de semaine, laissant les personnes victimes du malaise ainsi que les responsables de l'événement dans l'incertitude concernant l'origine de l'intoxication.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits susmentionnés?

- Quelles ont été les raisons de cette intoxication alimentaire?

- Madame la Ministre estime-t-elle satisfaisant que des analyses urgentes ne soient pas traitées les week-ends par le Laboratoire National de Santé?

- Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que l'instauration d'un service de permanence au sein du Laboratoire National de Santé serait de mise pour prévenir de telles situations ou autres?

**Réponse** (16.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

En date des 13 et 14 juin 2014 une suspicion d'intoxication alimentaire collective a été signalée aux services de la Direction de la Santé qui ont procédé immédiatement aux investigations nécessaires. Conformément aux procédures internes, la Direction de la Santé a informé mon Ministère des faits en question.

Les résultats des analyses ont permis de conclure que l'agent en cause est une toxine provenant de bactéries, notamment de staphylocoques dorés. Les staphylocoques sont des bactéries ubiquitaires. Certains de ces staphylocoques peuvent produire une substance très irritante pour le tractus digestif des êtres humains, lorsqu'elles parviennent sur des aliments et s'y multiplient. La multiplication et la production de cette toxine sont d'autant plus importantes que la température de l'air ambiante est élevée. Quelques heures après l'ingestion apparaissent des vomissements et une diarrhée très intenses. Ces signes disparaissent après quelques heures et en principe la maladie guérit sans séquelles.

Le laboratoire de surveillance alimentaire du Laboratoire National de Santé (LNS) dispose de deux laborantins (1,5 ETP) disposant des compétences nécessaires en microbiologie alimentaire pour effectuer les analyses en question. Ces laborantins se tiennent à disposition pour travailler en dehors des heures d'ouverture du



LNS, donc aussi le week-end, lorsque des échantillons urgents sont acheminés au laboratoire. Depuis plus d'une trentaine d'années, le service de bactériologie, parasitologie et mycologie assure un service de permanence durant toute l'année afin de garantir l'inoculation des milieux de culture.

Dans le cas de l'incident survenu à Roeser, les personnes concernées ont été transférées en urgence dans une clinique de garde. Il convient de préciser que toutes les structures hospitalières disposent d'un laboratoire d'analyses médicales, dont le volet microbiologie est couvert et auquel il appartient de poser en urgence un premier diagnostic dans le sens à identifier une origine ou bactérienne ou virale ou chimique.

À partir de ces analyses, le LNS a reçu des échantillons à un rythme presque quotidien. Les services ont travaillé la semaine du 16 juin, y compris le week-end du 21 au 23 juin 2014, afin de déterminer l'origine de l'intoxication, à savoir isoler le germe produisant les entérotoxines.

Pour des situations exceptionnelles, il existe une permanence au sein du LNS. Les autorités sanitaires peuvent faire appel au LNS en cas de situation sanitaire nationale grave, ceci même en dehors des heures d'ouverture.



**Question 0351** (17.6.2014) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le **taux d'imposition lors de la vente de bâtiments construits à usage propre:**

La législation actuelle permet à un particulier de créer une société aux fins de construire un bâtiment à usage propre. Lorsque ce dernier décide de vendre la société avec le bâtiment construit, un taux d'imposition différent est applicable que si seul le bâtiment serait vendu par le particulier en nom privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances peut-il me confirmer les affirmations ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Ministre des Finances n'envisage-t-il pas de faire de cette pratique une source de recettes supplémentaires pour l'État?

**Réponse** (17.7.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Dans sa première question l'honorable Député Aly Kaes demande confirmation que la législation actuelle permet à un particulier de créer une société aux fins de construire un bâtiment à usage propre et que, lorsque ce dernier décide de vendre la société avec le bâtiment construit, un taux d'imposition différent est applicable que si seul le bâtiment serait vendu par le particulier en nom privé.

Il y a lieu de distinguer entre d'un côté la situation en matière d'impôts indirects et de l'autre côté la situation en matière de l'imposition directe.

En ce qui concerne l'imposition indirecte, la législation permet à toute société de détenir des immeubles: En conséquence, une société peut aussi construire un immeuble dont l'utilisation doit cependant être conforme à son objet social. Rien ne s'oppose à ce qu'une société dont l'actif comprend des immeubles soit, par la suite, cédée par son fondateur à des tiers. Il s'agit alors d'une cession de parts sociales soumise, en principe, au droit d'enregistrement fixe sauf le cas d'une société de personne: En effet, dans cette hypothèse, la cession est assimilée à une vente d'immeuble avec l'application de droits d'enregistrement proportionnels. Donc, s'il y a souvent application d'un taux d'imposition différent, ceci n'est pas pour autant toujours le cas. À noter que l'article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 dispose que l'attribution d'un immeuble - lors de la dissolution d'une société - à un associé autre que celui qui a apporté cet immeuble à la société, est assimilée à une vente en donnant ouverture aux droits d'enregistrement proportionnels à condition que cette attribution ait lieu dans les cinq ans de l'apport de l'immeuble à la société.

Quant à la fiscalité directe, deux cas se présentent:

1. Le particulier est supposé être associé majoritaire d'une société de capitaux qui possède à son actif un immeuble construit pour l'usage propre de l'associé. Au moment de la vente par l'associé de sa participation dans la société, une bénéfice résultant de la cession d'une participation importante (article 100 L.I.R.) sera imposé

dans son chef au taux égal à la moitié du taux global correspondant au revenu imposable ajusté (article 131, alinéa 1<sup>er</sup>, litteram c L.I.R.). L'article 130, alinéa 4 L.I.R. dispose, entre autres, que la somme des revenus visés aux articles 99ter à 101 L.I.R. est diminuée d'un abattement de 50.000 euros porté à 100.000 euros dans le chef des époux imposables collectivement au sens de l'article 3 L.I.R., sans qu'il puisse en résulter une perte.

2. Le particulier vend en nom privé un immeuble construit pour son usage propre. Dans ce cas de figure, les dispositions de l'article 102bis L.I.R. s'appliquent. La plus-value qui peut se dégager de la cession de l'immeuble est exonérée.

Les motifs évoqués lors de la création de l'article 102bis L.I.R. sont entre autres que: «l'imposition de la plus-value par l'aliénation de la résidence principale rendrait plus difficile l'acquisition d'une autre résidence. Or, il y a un intérêt économique et social à ce que chaque personne puisse changer aussi facilement que possible de résidence. Pour ces raisons l'exonération de la résidence principale est recommandable». (Doc. parl. n°2078 sess. ord. 1977-78)

Il faut néanmoins rendre attentif au caractère particulièrement artificiel du 1<sup>er</sup> cas de figure. En effet, une société de capitaux dont le seul objet est l'acquisition d'un immeuble pour le mettre ensuite à la disposition gratuite de son associé majoritaire, est plus que frappant. Un loyer fictif devra être évalué pour tenir compte de cette mise à disposition gratuite et imposé en tant que distribution cachée de bénéfice. Cette même distribution cachée de bénéfice sera imposée en tant que revenu provenant de capitaux mobiliers (article 97, alinéa 1, numéro 1) dans le chef de l'associé.

Dans les deux cas décrits ci-dessus, des taxations différentes sont appliquées. Tandis que l'exonération de la plus-value réalisée lors de l'aliénation de l'habitation personnelle du contribuable est, pour des raisons d'ordre économique et social, toujours de mise, une imposition lors de la vente d'une participation lorsque le cédant a eu une participation importante dans une société doit avoir lieu pour des raisons de cohérence des dispositions légales en matière de fiscalité des organismes de caractère collectif, même si l'unique objet de la société est la mise à la disposition d'une habitation à son associé.

Finalement, en réponse à la deuxième question, il n'y a actuellement pas de travaux en cours visant à changer les lois en vigueur en la matière.



**Question 0352** (17.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **Parlement des Jeunes:**

Récemment, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) a décidé de suspendre le Président du Parlement des Jeunes de sa fonction et de l'exclure temporairement du projet au motif que ce dernier aurait violé un certain nombre de règles.

1. Sur quelle base juridique les membres du Bureau exécutif de la CGJL se sont-ils référés pour destituer le Président du Parlement des Jeunes? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la destitution du Président ne peut se faire que par les membres du Parlement eux-mêmes?

Le projet du Parlement des Jeunes trouve son origine dans l'article 14 de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, qui prévoit l'instauration d'une «assemblée nationale des jeunes». Le commentaire des articles du projet de loi précisait que: «Cette structure sera mise en œuvre en étroite collaboration avec l'organisme représentatif de la jeunesse et le Service National de la Jeunesse.» Or, aucun règlement d'exécution n'est prévu pour préciser la mise en œuvre de cette disposition législative.

2. Dans la mesure où l'assemblée nationale des jeunes, selon les termes de la loi précitée, a «pour mission de donner aux jeunes et à leurs organisations la possibilité de participer à l'examen des questions ayant trait à l'action et à la politique en faveur de la jeunesse au niveau national et européen», quelle est, selon Monsieur le Ministre, la nature du Parlement des Jeunes? S'agit-il d'un projet purement pédagogique ou d'une instance à vocation politique?

3. Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de revoir les bases légales du Parlement des Jeunes afin de lui conférer plus de clarté dans son fonctionnement, voire de le séparer institutionnellement de la CGJL, tel que revendiqué par un groupe de membres du Parlement des Jeunes?

4. La CGJL asbl dispose-t-elle d'une convention avec l'État en vue de la mise en œuvre du projet du Parlement des Jeunes? Dans l'affirmative,

quels sont les moyens budgétaires, logistiques et en personnel attribués à la CGJL à cette fin? La CGJL bénéficie-t-elle également d'un support financier pour l'organisation de la Convention des Jeunes («Jugendkonvent»)? Comment ces deux projets s'articulent-ils l'un par rapport à l'autre?

**Réponse** (17.7.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1.

Selon les informations dont je dispose, la CGJL s'est basée sur le règlement interne du Parlement des Jeunes pour prendre sa décision. Toujours selon ces informations, le bureau exécutif de la CGJL a jugé que la situation interne au Parlement des Jeunes était arrivée au point où elle menaçait l'intégrité du projet.

Ad 2.

La nature du Parlement des Jeunes est à la fois pédagogique et politique: Il ne saurait être question de dissocier ces deux composantes du projet. Le Parlement des Jeunes est pensé pour permettre aux jeunes du Luxembourg d'exprimer leur voix et de participer aux processus de prise de décision collective. Il s'agit donc bien d'un projet politique. En même temps, cette participation est de nature pédagogique dans la mesure où elle permet une éducation à la citoyenneté et à la démocratie. Il est normal qu'une tension puisse s'exprimer entre ces deux objectifs. Cela a été le cas non seulement ce printemps, mais aussi depuis la toute première session plénière du Parlement des Jeunes en 2009. La démocratie est un processus complexe et difficile: Il serait irréaliste de vouloir que son apprentissage se fasse sans heurts.

Ad 3.

Les parties prenantes au Parlement des Jeunes, à savoir les jeunes parlementaires, la CGJL et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, mènent actuellement un travail de réflexion sur de nouvelles méthodes de travail intégrant la tension inhérente au projet telle que décrite au point précédent. Il n'est cependant pas envisagé de séparer institutionnellement le Parlement des Jeunes de la CGJL. Ce n'est pas à la première difficulté qu'il faut envisager un divorce: Chaque conflit crée au contraire une opportunité pour réfléchir à la pratique démocratique et grandir des deux côtés.

Ad 4.

La CGJL dispose bien d'une convention de financement avec l'État luxembourgeois. Celle-ci englobe plusieurs objets, dont le Parlement des Jeunes. À cet effet, l'État luxembourgeois met spécifiquement à disposition de la CGJL un équivalent temps plein en ressources humaines. L'essentiel des dépenses de fonctionnement liées au Parlement des Jeunes est cependant assuré par la CGJL elle-même qui mobilise des fonds européens via le programme Erasmus+.

Celui-ci permet en effet de financer des actions dédiées au soutien à la citoyenneté des jeunes.

L'organisation de la Convention des Jeunes est, quant à elle, assurée par d'autres personnes mises à disposition de la CGJL via la convention de financement.

Il n'y a pas de lien direct entre les deux projets, si ce n'est qu'ils relèvent tous deux de la priorité d'éducation pratique à la citoyenneté, telle que définie dans la convention de financement entre l'État et la CGJL.

**Question 0368** (24.6.2014) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **généralisation du «Signing Server Token» LuxTrust pour les affaires courantes bancaires:**

Lors de la conférence de presse des banques du jeudi 19 juin 2014, les principales institutions bancaires de la place luxembourgeoise ont annoncé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 les clients sont invités à utiliser exclusivement la solution LuxTrust avec leur «Signing Server Token» pour se connecter aux applications bancaires pour pouvoir effectuer leurs opérations.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement a prévu de garder le «Signing Server Token» gratuit après la première échéance de trois ans ou si les utilisateurs seront forcés de payer, après l'échéance, le prix standard pour le «Signing Server Token» qui se situe actuellement à 34,50 €?

2. Au cas où les utilisateurs opteraient pour une solution «Signing Stick» ou Smartcard, est-il prévu de faire en sorte que dès qu'un système d'exploitation évolue vers une nouvelle version que les «middlewares», nécessaire à la bonne utilisation, soient disponibles dans un délai adéquat?

3. En doublant le nombre des utilisateurs, est-il également prévu d'augmenter le nombre de personnes qui se trouvent en première ligne au niveau «helpdesk» pour suivre le nombre croissant des demandes en aide des nouveaux utilisateurs?

4. Pourriez-vous également commenter comment le problème de techniques cryptographiques du «snake oil» est résolu?

5. Vu le nombre croissant de «Tablets PC» et des problèmes de sécurité sur ces derniers, est-il prévu de développer les logiciels qui peuvent être utilisés pour se connecter, comme notamment à partir de Windows 8.1 RT ou Tizen OS?

6. Suivant CIRCL («Computer Incident Response Center Luxembourg»), il existe des problèmes de sécurité au niveau JVM («Java Virtual Machine»), un interface fortement utilisé par les institutions bancaires. Dans ce contexte, est-il prévu de remplacer les solutions Java par une autre technologie?

7. Dans le contexte des nouveaux utilisateurs qui n'ont pas d'expérience dans le domaine informatique, est-il prévu de créer des documents spécifiques pour leur donner une première initiation ou dans la même optique de proposer des cours d'initialisation?

**Réponse** (17.7.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0368 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

1. LuxTrust SA vend aujourd'hui des produits, parmi lesquels le Token, qui ne sont pas gratuits.

Par contre, certaines banques ont décidé de leur propre gré de l'offrir gratuitement à leurs clients.

L'État est un actionnaire parmi d'autres dans le capital de LuxTrust SA. Or, ce n'est ni dans les pouvoirs ou les intentions du Ministre, ni dans ceux de LuxTrust SA de décider pendant combien de temps la gratuité du Token continuera à être offerte au niveau des banques. Chaque banque a son indépendance décisionnelle pour sa propre politique commerciale.

L'objectif de l'État est d'attirer l'attention du public sur le fait que la sécurité existante (tan card) n'est plus du tout suffisante et qu'il faut aller vers un produit plus adéquat et plus sûr.

2. Les mises à jour du «middleware» sont immédiatement testées par LuxTrust SA dès qu'elles sont fournies par la société qui les développe. Elles sont mises à la disposition du marché dès qu'elles ont passé les différents tests.

3. Le personnel du «Client Service Desk» de LuxTrust SA a été augmenté de 65% pour faire face aux demandes éventuelles des anciens et nouveaux clients.

4. LuxTrust SA utilise des techniques cryptographiques reposant sur des algorithmes reconnus, publics et standardisés.

Pour atteindre le meilleur niveau de sécurité, LuxTrust SA s'assure que les algorithmes et les longueurs de clés sont en totale conformité avec les recommandations internationales. La mise à jour de ces paramètres, lorsqu'elle est nécessaire, est transparente pour l'utilisateur.

Enfin, LuxTrust SA veille à appliquer des standards reconnus et éprouvés.

5. Avec le dispositif Token, LuxTrust offre déjà la possibilité de se connecter à partir de tablettes.

6. Concernant le dispositif Token, LuxTrust offrait historiquement une solution Java.

Mais depuis un an déjà, le Token fonctionne sans Java, afin de ne plus être exposé aux risques mentionnés.

7. De telles initiatives ne sont pas prévues pour l'instant puisque le besoin ne s'en est pas encore fait ressentir. Les personnes qui exécutent des opérations bancaires en ligne ou des démarches administratives électroniques sont des personnes habituées à utiliser Internet.

Néanmoins, pour les personnes qui n'ont encore jamais utilisé Internet, qui n'ont pas encore effectué des opérations en ligne et qui rencontreraient éventuellement des difficultés, il existe, d'une part, des «helpdesks» au niveau de l'État, au niveau de LuxTrust SA et d'autre part des «helpdesks» au niveau des banques utilisant les produits LuxTrust.

Les retours d'expérience des personnes de tout âge utilisant déjà aujourd'hui activement les produits LuxTrust, sont globalement très satisfaisants.

Il est également important de disposer au Luxembourg d'une solution alternative qui soit sûre et bon marché.